



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14027 - 4,50 F

SAMEDI 3 MARS 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ PONTAINE

L'unification de l'Allemagne, le débat sur la frontière Oder-Neisse et les changements à l'Est

## Parler net

APRÈS pas mal de silences et d'abus, la France vient de se décider à parler net dans la politique de moins en moins feutrée qui oppose bon nombre de pays européens - ainsi d'ailleurs que les États-Unis et le Canada - au chancelier Kohl à propos de la frontière Oder-Neisse. Contrairement à ce qu'on aurait pu croire compte tenu du dogme du domaine réservé, ce n'est cependant pas M. Mitterrand qui s'est chargé de mettre les points sur les i. Soucieux sans doute de préserver des relations personnelles déjà suffisamment compromises avec le chancelier ouest-allemand, il a en effet confié à M. Roland Dumas la tâche de clarification qui s'imposait.

Le ministre des affaires étrangères, qui sait nager le poisson quand il en a reçu consigne de l'Elysée, n'a pas, cette fois, lâché ses mots. S'adressant au Club de la presse de Berlin, il a prié, avec un minimum de ménagement, M. Helmut Kohl de cesser de tergiverser sur le tracé de la frontière germano-polonaise et d'accepter que les deux Parlements allemands en reconnaissent solennellement l'intangibilité avant les élections du 18 mars en R. D. A.

« Il y a des moments où le silence est lourd d'ambiguïtés », a ajouté M. Dumas dans une allusion on ne peut plus évidente au comportement du chancelier, qui ne cesse depuis des semaines de mesurer au pied de la presse de Berlin, il a prié, avec un minimum de ménagement, M. Helmut Kohl de cesser de tergiverser sur le tracé de la frontière germano-polonaise et d'accepter que les deux Parlements allemands en reconnaissent solennellement l'intangibilité avant les élections du 18 mars en R. D. A.

Les déclarations de M. Dumas sont, certes, allées droit au cœur de Mino Thutcher, qui n'a cherché qu'à masquer depuis des mois ses réserves à l'égard de l'unification allemande à chaud. Elles auront sans doute été également bien accueillies à Washington, où M. Bush vient lui aussi de se heurter au massif immobilisme du chef du gouvernement fédéral, pour ne rien dire de pays comme la Belgique et les Pays-Bas, où le souvenir de la deuxième guerre mondiale est toujours vivace. Mais, c'est sans doute à Varsovie que le discours du chef de la diplomatie française aura été le mieux reçu, puisque la Pologne, devra à un stade et selon des modalités à déterminer (...) selon lui, être associée à la discussion d'un règlement de paix européen. Et ce n'est certainement pas par hasard si les dates de la visite en France du général Jaruzelski et de M. Mazowiecki ont été annoncées quelques heures seulement après l'intervention de M. Dumas.

L'APPEL de M. Dumas sera-t-il entendu par un chancelier obsédé, semble-t-il, par des considérations électorales, ce qui est à la fois compréhensible (on peut difficilement exiger d'un homme politique une attitude suicidaire) et choquant, lorsqu'il s'agit d'une question aussi capitale que la paix en Europe ? Il est trop tôt pour en juger, mais il n'est pas certain que ce genre de pression complique la tâche de M. Kohl, au contraire.

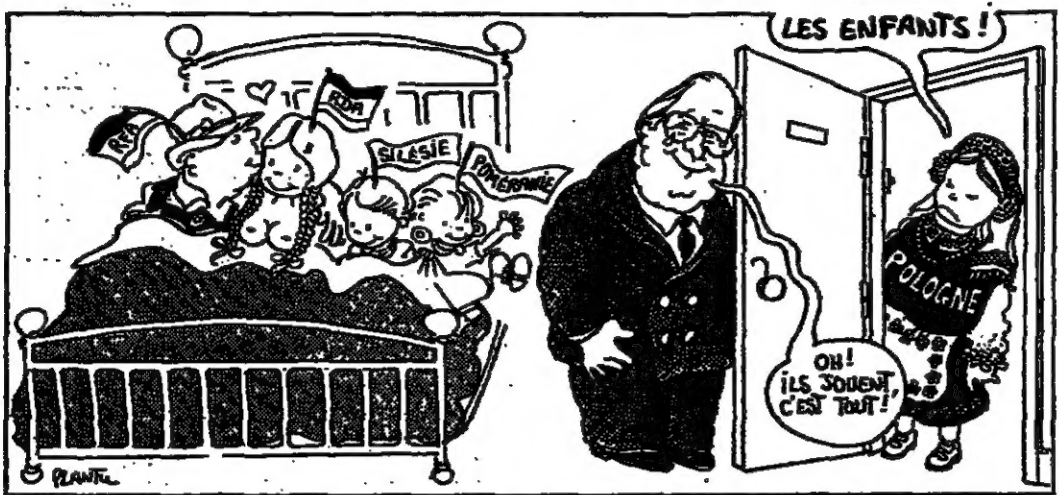
C'est même pourquoi on est en droit de se demander si Paris, tout comme d'autres capitales, n'a pas trop tardé à s'exprimer sans ambiguïté sur un sujet fondamental qui ne concerne pas que les Allemands, dès lors qu'il était devenu évident que l'unification allait se faire à chaud et que les trois ou quatre années de répit sur lesquelles on comptait sans trop le dire, ne seraient pas accordées par l'Histoire ? Les non-dits fausement diplomatiques ont été trop nombreux dans cette affaire. Il est est impératif aussi de veiller à ce que la franchise n'alimente pas un antagonisme primaire toujours prompt à renaître de ses cendres, et qui pourrait être fatal au renforcement de cette construction européenne que M. Dumas a appelé de ses vœux.

## La visite de MM. Jaruzelski et Mazowiecki confirme le soutien de Paris à la Pologne

Le président polonais, le général Jaruzelski, et le premier ministre, non communiste, M. Mazowiecki se rendront, le 9 mars, en visite officielle en France, à-t-on annoncé, jeudi 1<sup>er</sup> mars, à Paris et à Varsovie. C'est la première fois que les deux dirigeants polonais voyageront de concert à l'étranger, et c'est aussi la première fois que M. Mazowiecki, qui a déjà visité l'Italie, l'Union soviétique, la Bel-

gique et la Grande-Bretagne, est invité en France depuis sa nomination à la tête du gouvernement polonais, il y a un an.

Paris a décidé, en tout cas, d'appuyer fermement la Pologne sur la question de sa frontière avec l'Allemagne. Parlant jeudi à Berlin-Ouest, M. Roland Dumas a dénoncé le « silence lourd d'ambiguïtés » maintenu par le chancelier Kohl sur ce sujet.



Lire, page 6, les articles de HENRI DE BRESSON et de CLAIRE TRÉAN

## RFA-RDA, le coût d'une OPA

Désormais inéluctable, l'intégration des deux États est une chance pour l'économie allemande. Elle passe pourtant par une période d'instabilité qui inquiète les marchés financiers

La réunification de la RFA et de la RDA est-elle une chance ou un handicap pour l'économie allemande ? Sonhaitée outre-Rhin par les industriels, cette perspective inquiète les marchés financiers. Divergences de vues ? Différences de points de vue ? Les uns, les premiers, regardent loin... et sont optimistes. Les autres, les opérateurs financiers, ne voient que le court terme... et ils sont inquiets.

En fait, la nouveauté et la complexité de cette OPA, celle de l'une des économies les plus efficaces du monde, (l'Allemagne fédérale, la troisième puissance mondiale) sur une économie exsangne (l'Allemagne de l'Est) ne facilitent pas les pronostics. La difficulté est d'autant plus grande que le « prospectus » qui donnera les conditions de

cette OPA (avec l'évaluation des actifs et du passif, ainsi que le prix, en l'occurrence le taux de change entre le mark de l'Est et celui de l'Ouest) n'a pas encore été publié. Il est en cours de préparation au sein du comité d'experts créé, le 14 février, par le chancelier de la RFA, M. Kohl (« Helmut le raider », comme l'appelle l'hebdomadaire britannique The Economist dans son édition du 24 février) et M. Modrow, le premier ministre « par intérim » de la RDA.

Pour des raisons non seulement politiques, mais aussi économiques, l'union monétaire, puis l'intégration totale apparaissent désormais à tous inéluctables. Seconde évidence : la réunification est, à terme, une chance extraordinaire pour l'Allemagne,

ses entreprises et ses hommes. Déjà dominante en Europe, elle s'en trouvera renforcée.

La période de transition reste une inconnue : l'unification va être un facteur de déstabilisation. Quelle sera la durée de cette instabilité (un an, deux ans, cinq ans...) ? Quelle sera l'ampleur des déséquilibres (déficits publics, inflation...) ? Comment à travers la voie choisie, celle de l'union monétaire, sera réparti l'effort entre l'Est et l'Ouest ?

Mais face à l'exode massif de population de la RDA vers la RFA, l'union est la seule solution. A l'origine, une raison simple : le niveau de vie en RFA est de deux à trois fois supérieur à celui de la RDA. Ce ne sont plus seulement - comme au début -

des jeunes, très qualifiés et plein d'entrain qui viennent en RFA pour tripler le chiffre qui s'inscrit en bas de leur feuille de paie. Aujourd'hui, ils sont accompagnés par de nombreux inactifs, des retraités notamment qui ont droit automatiquement à une pension ouest-allemande.

Cette fuite des populations vide la RDA de sa substance et menace son économie d'une asphyxie totale. EN RFA, l'accueil enthousiaste du début a fait place une vive inquiétude dans la population et dans les milieux économiques. Brême a déjà reconstruit son petit mur en refusant l'arrivée de nouveaux migrants.

ERIK IZRAELEWICZ  
Lire la suite page 25

## Un monde sans URSS ?

par André Fontaine

GEORGE ORWELL ayant broché, dans son célèbre 1984 (1), le tableau d'un monde où le totalitarisme aurait atteint, en quelque sorte, sa perfection, le docteur soviétique André Amalrik s'était demandé, en 1970, si l'URSS survivrait à cette date fatidique (2).

La question, sur le moment, avait semblé incongrue. Pour les communistes, convaincus d'avoir découvert le sens de l'Histoire, la révolution était irréversible. Pour beaucoup d'anticommunistes, le système polycrétique était si bien verrouillé qu'il était impensable d'en venir à bout.

Voilà pourtant qu'à présent le journal des Jeunesses communistes écrit tranquillement : « Il est vraisemblable que le concept d'une Union des Républiques socialistes soviétiques disparaîtra en 1990 de la carte politique mondiale (3) ». Même opinion d'un autre dissident connu, aujourd'hui établi en Israël, Anatoli Tchicharenko : « Gorbatchev sait que le seul moyen véritable d'éviter un massacre et une guerre civile est de trouver une façon flexible de démanteler l'empire (4) ».

Les pogromes et les conflits ethniques au Caucase et en

Asie centrale, l'écrasante victoire des indépendantistes aux élections lituaniennes, la montée des nationalismes dans diverses Républiques, étaient cet avertissement. « Gorbachev » a certes réussi à calmer certains affrontements, notamment à Bakou. Et il a vendu au Soviet suprême son projet d'élection au suffrage universel d'un président aux pouvoirs comparables à ceux d'un Bush ou d'un Mitterrand. Mais de quel Etat sera-t-il le chef ? Il ne donne pas le sentiment d'avoir trouvé le moyen de lier durablement Azéris et Arméniens, Lettons et Ouzbeks, Moldaves, Tchouvaches et autres Tchétchènes-ingouches.

Avec la fin annoncée du monopole du Parti communiste, l'URSS ne perd pas seulement en effet le ciment qui la faisait tenir debout. Elle perd, en bonne logique, sa raison d'être.

Lire la suite page 4

- (1) George Orwell, 1984, Gallimard, 1949.
- (2) André Amalrik, l'URSS survivra-t-elle à 1984 ? Fayard, 1970.
- (3) Konsomolskaya Pravda, 17 janvier 1990.
- (4) Interview au Times, 6 février 1990.

## Les affrontements à Beyrouth

De nombreuses victimes page 8

## La tempête en France

Dix-neuf morts et des dégâts importants page 10

## La construction d'Airbus

Toulouse devrait perdre une chaîne de montage page 23

## La CEE, Communauté de droit

III. - Les défaillances des relais nationaux page 5

Sur la vie et le sommaire complet se trouvent page 30

## La France au peigne fin

Du 5 mars au 5 avril, cent mille agents recenseurs vont scruter la population

C'est le 26 avril que M. Michel Rocard, après MM. Bérégovoy, Joxe et Le Pen, a signé le décret fixant la date du recensement à 1990. En fait la machine, à la fois titanesque et d'une précision obsessionnelle, était déjà en route depuis longtemps. Entre les vœux du budget, qui souhaite espacer ces coûteux exercices (1 milliard de francs), les demandes des collectivités locales, très soucieuses de disposer de données fraîches sur la population et le logement, et les échéances électorales, la date ne faisait pas vraiment de doute.

A la direction générale de l'INSEE, la petite équipe permanente chargée des recensements avait commencé dès 1985, à peine sèche l'encre des analyses du recensement de 1982, à

réfléchir avec des représentants des directions régionales, aux moyens d'améliorer encore la qualité des données recueillies, malgré la réputation de fiabilité du système. « A partir de 1962, la révolution informatique a bouleversé nos méthodes de traitement de données. Pendant vingt ans nos efforts ont porté là-dessus. Il fallait cette fois s'attaquer à la collecte », souligne M. Audrac, responsable précisément de la collecte du recensement.

Cette préoccupation s'explique : c'est du recensement que l'on tire les échantillons représentatifs pour les enquêtes auprès des ménages. Enquêtes périodiques sur l'emploi, sur les intentions d'achat, auxquelles s'ajoute tout un programme

décennal : logement, consommation, alimentation, habillement, aménagement, patrimoine... De la famille à la « production domestique » en passant récemment par les « situations défavorisées », bref, une grande partie du système des statistiques socio-économiques français repose sur le recensement.

GUY HERZLICH  
Lire la suite page 24

## SANS VISA

### Sables du Soudan

- Escaliers ● La table
- Jeux

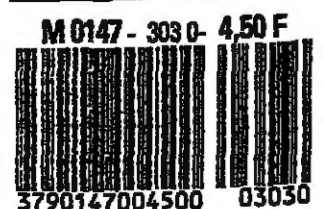
pages 13 à 18

## 1989 DANS LE MONDE : L'ANNÉE DE TOUS LES BOULEVERSEMENTS.

Edouard Masquel  
L'année 1989 dans Le Monde  
Les publications éditoriales de l'année et à l'étranger  
Préface d'André Fontaine



Un ouvrage de référence, avec un index détaillé. Le rappel indispensable d'un passé encore présent.



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Espagne, 1,20 P. ; France, 4,50 F ; Grèce, 1,20 dr. ; Italie, 1,20 L. ; Japon, 1,20 ¥ ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 3,50 £ ; Suède, 1,20 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; USA, 1,20 \$ ; USA (Hawaii), 1,20 \$ ; USA (Alaska), 1,20 \$.



## DÉBATS

Toulouse

## Prière pour Saint-Sernin

Une exposition à la Caisse nationale des monuments historiques donne l'occasion aux Parisiens, après avoir été présentée aux Toulousains, de découvrir l'histoire de l'un des plus célèbres monuments romans de France et les enjeux des projets de restauration en cours. Après la prise de position de la commission supérieure des monuments historiques, le 27 novembre dernier, en faveur du projet de l'architecte Yves Boiret, c'est maintenant au tour du ministre de la culture d'avaliser ou non cet avis (le Monde du 25 et du 29 novembre 1989).

Michel Parent, ancien inspecteur général des monuments historiques, président d'honneur de l'ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites), revient ici sur le détail de cette affaire, révélatrice des nouvelles questions aujourd'hui posées par la conservation du patrimoine.

par Michel Parent

**A**VEC les concours des collectivités locales, la direction du patrimoine a entrepris la réfection des parties hautes de Saint-Sernin de Toulouse, chef-d'œuvre en péril de l'architecture médiévale européenne. Ces parties, exécutées à la fin du dix-neuvième siècle, sont dans un état de délabrement tel qu'elles menacent la sécurité de tout l'édifice ancien et qu'elles ne peuvent plus être restaurées, ni même être reconstruites à l'identique en raison de vices constitutifs qui ont été très tôt à l'origine de leurs désordres.

Sur l'éventualité d'une telle restauration ou reconstruction, Viollet-le-Duc, auquel est attribué ce travail, était formel : dans la restauration « il serait périlleux d'entrer dans la voie des modifications (sic) ; mais lorsqu'il s'agit d'une reconstruction, il serait périlleux de reproduire une disposition vicieuse pouvant conduire à des déceptions ».

C'était parler d'or et c'est pourquoi, en 1979, l'architecte en chef

Yves Boiret, après un examen minutieux de toutes les solutions envisageables, et bien qu'il soit, comme moi, très réservé sur le principe des « dérestaurations » systématiques, a proposé de revenir aux dispositions parfaitement connues d'avant 1860, date à laquelle l'édifice avait encore conservé l'état où il se trouvait dès le quinzième siècle.

Non seulement nous disposons, pour y parvenir, d'une excellente documentation (photographies, calques, gravures et relevés complets de Viollet-le-Duc lui-même), mais en outre de la présence de tout le massif occidental de l'édifice, qui est resté en son état médiéval. La restauration de 1860-1886 n'a en effet jamais été achevée, et les documents montrent que les dispositions de ce massif se répétaient sur le pourtour de Saint-Sernin.

Or, tandis que la première phase des travaux actuels portant sur le chevet se terminait, une polémique a surgi entre archéologues, certains réclamant la reconstruction des apports attribués à Viollet-le-Duc, les uns pour des raisons de principe et d'autres — une partie du public local — pour des raisons sentimentales. La commission supérieure des monuments historiques, qui dès 1979 avait approuvé le projet, a été à nouveau consultée par le ministre de la culture et elle a confirmé son choix, cette fois à la quasi-unanimité.

## Viollet contre Ledoux

Au milieu du dix-neuvième siècle, Saint-Sernin a déjà perdu depuis longtemps presque tout son environnement monumental et urbain. Mais il est dans un état de conservation tel que, à la différence de la majorité des monuments français du Moyen Âge, aucune restauration de sauvegarde ne s'y impose. Edifice roman achevé du treizième au quatorzième, il est couronné de murs d'une grande sobriété conforme à l'évolution de son destin religieux et percé d'une série d'ouvertures espacées (les mirandes), facilitant notamment la ventilation des charpentes, et enfin de grands toits débordants, languedociens, dont les pentes continues recouvrent nef et bas-côtés.

An nom de la théorie alors sacrosainte de l'unité de style et de celle selon laquelle la « restauration » peut consister à remettre l'édifice

« dans un état qui peut n'avoir jamais existé » (sic), la partie supérieure, gothique, de Saint-Sernin est condamnée. Viollet-le-Duc fait prévaloir, de 1860 à 1886, sous sa surveillance plus ou moins assidue, un travail qui représente une véritable « métamorphose » (1) de l'œuvre : métamorphose ovidienne, gothicienne, kaffalienne, c'est selon, mais quoi qu'on en pense, l'œuvre restaurée a du plomb dans l'aile. En témoignent des vices constitutifs, des désordres soudains et l'état actuel, irrécupérable. Ce travail enfreint donc un second critère viollet-le-ducien : la restauration doit donner aux monuments un « nouveau bail millénaire ».

## Une aventure risquée

En fait, devant l'impossibilité technique de revenir à l'état viollet-le-ducien, la plupart des contestataires, déçus, attaquent sur le front inverse : revenons alors à l'état pur roman. Mais l'état roman des parties hautes est inconnu et, selon les historiens, au moins la plus grande partie de la toiture n'a même jamais existé. Reste donc le recours à la construction pure et simple du projet que Viollet-le-Duc avait dessiné en 1847, mais qu'il a écarté lui-même. On ne saurait imputer à Viollet-le-Duc l'enfant dont il n'a pas voulu, faute de l'autre, si douter qu'on a cru longtemps qu'il ne l'avait pas reconnu. Cette « voie tierce » est à l'évidence une voie sans issue.

La querelle la plus « pointue » semble avoir tourné autour de l'alternative entre la pente continue de l'état médiéval, attestée sur le massif occidental et les documents d'avant 1860, et l'option de Viollet-le-Duc de marquer la coupure entre deux pentes distinctes par ce grand décrochement de maçonnerie qui nous vaut ce décor aujourd'hui irrécupérable. Or rien ne prouve que ce décrochement ait existé au douzième siècle, pour autant qu'il y ait eu alors un toit sur tout l'édifice.

Manifestement, pour discréditer le restaurateur français le plus estimé à l'étranger, celui à qui le Vatican confie les lieux saints et à qui, depuis des années, sont confiés en France les cas les plus difficiles. Reims, Beauvais et tant d'autres, on n'est pas aussi subtil qu'en casuistique. Tel écrit publiquement que

M. Boiret travaille « depuis dix ans en toute incertitude », et s'en excuse, mais en privé, prétendant que « l'émotion publique » a fait dériver sa plume... Comme si la déontologie des scientifiques n'était pas de mesurer leurs expressions et de calmer le jeu des passions collectives, au lieu de les attiser. Ma consternation sera de découvrir que M. Marcel Durliat, conservateur à Toulouse, dont l'estime l'émotion, n'est pas en reste. Pour lui, le vote de la commission est « suspect » : elle subirait la pression de l'administration. Sur un pareil sujet, ce serait à en rire si cela n'était si désobligeant pour mes collègues et pour moi-même et particulièrement ridicule pour qui me connaît. Et quant au « bloc » pesant des architectes qui lui-même se réfère à un tel vote suspect, M. Durliat sait-il que nous ne sommes justement plus au temps de Viollet-le-Duc, et que l'hégémonie de ses descendants directs n'est plus ce qu'elle était ?

C'est en 1976 que j'ai engagé moi-même la réflexion sur la « restauration des restaurations », et en 1980 que j'ai organisé et présidé un colloque sur ce thème à Toulouse même. Cependant, de 1960 à 1978, il semble que M. Durliat n'ait cessé d'encourager, sinon d'inspirer la « dérestauration » de Saint-Sernin : à l'initiateur où sous un enduit réapparaît la brique, cependant couverte très vraisemblablement de l'origine (mais qui a permis, du moins, la redécouverte de peintures murales du onzième au seizième) ; à l'absidie, avec l'heureuse restitution baroque des Corps-Saints menée par Georges Costa et que Viollet-le-Duc avait traitée ; et au clocher, enfin restitué dans sa nature romano-gothique par Szym Popper avec l'appui de M. Durliat, au prix de la destruction des ajouts de Viollet-le-Duc. Cette tradition de dérestauration est donc bien installée à Saint-Sernin, selon les vœux de M. Durliat lui-même. La dérestauration d'aujourd'hui aura en outre l'intérêt de répondre à d'impérieuses raisons techniques.

Il n'y a pas d'alternative au projet actuel, sinon une aventure inopérée et au surplus financièrement risquée qui ne manquerait pas de faire perdre à Saint-Sernin l'ineffable comme du temps.

(1) Catalogue de l'exposition « Saint-Sernin et ses métamorphoses ».

## TRAIT LIBRE



Le sablier de la cocaïne.  
(« International Herald Tribune » du 23 février)

## Défense

## La CED enfin !

par Jean-Paul Pigasse

**M.** JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT a participé récemment aux travaux de la Wehrkunde sur la sécurité de l'Europe. Parlant devant un parterre de spécialistes et rompu par la réserve habituelle des responsables français, il a plaidé, selon les termes de l'envoyée spéciale du Monde à Munich, « pour l'émergence d'un véritable pilier de défense européen » (1).

L'événement, dira-t-on, n'est pas considérable dans une époque de bouleversements où chaque jour apporte son lot de nouvelles stupéfiantes. Mais à tous ceux qui connaissent le sujet il apparaît comme l'annonce d'une révolution.

Ainsi donc, trente-cinq ans après avoir fait échouer la CED, la France découvre brusquement qu'elle a plus à gagner qu'à perdre dans la création d'une Communauté européenne de défense. Voyant se dessiner sur ses frontières de l'Est les contours d'une nouvelle grande puissance, elle prend conscience que les ajouts dont elle disposait en sa qualité de membre du club nucléaire ne vaudront bientôt plus rien et se résout à les jouer, du moins à les montrer. Elle fait enfin ce que nous sommes nombreux à proposer dans la

feuille du général Beaufre au cours des vingt dernières années (2).

Pour mesurer le chemin parcouru, il faut se souvenir que, depuis ce jour d'août 1954 où le Parlement français rejeta le projet de CED, le pouvoir politique s'est allié au lobby militaire pour bloquer toute évolution en faveur de l'édification d'un système de défense proprement européen. La quatrième République, puis la cinquième ont lutté de toutes leurs forces, au nom d'un nationalisme aussi ombrageux que désuet, afin d'empêcher l'émergence d'un semblable système. Fait plus surprenant encore, la gauche, si tôt parvenue au pouvoir, a rejoint la droite dans son refus obstiné de toute action, voire de toute réflexion, sur le devenir de la défense de l'Europe. Et certains ont appris à leurs dépens qu'il ne faisait pas bon professer des idées contraires au dogme gaulliste de l'indépendance militaire.

Le ministre de la défense ayant maintenant levé le tabou, la France se doit d'avancer à grands pas sur la voie de l'intégration militaire de l'Europe. Mais elle a fait peu de temps devant elle pour rattraper le temps perdu. Figez sur sa ligne Maginot nucléaire, elle n'a pas en effet prévu le cas où l'Allemagne se réunifierait. Alors qu'elle disposait d'un avantage politique certain grâce à l'effort consenti pour se doter de l'arme nucléaire, elle se retrouve au seuil des années 90 affaiblie face à une Allemagne réunifiée et à deux superpuissances — les États-Unis et l'Union soviétique — dont les intérêts convergent désormais pour mettre au pas les tribulations. Le moins que l'on puisse dire est que sa position n'est guère confortable.

Dans une pareille conjoncture, il n'est, me semble-t-il, d'autre issue possible pour les dirigeants de la France que d'accepter enfin le débat qu'eux-mêmes et leurs prédécesseurs ont refusé durant tant d'années : une occasion unique pour la majorité et pour l'opposition de se retrouver autour de la même table. Faute de s'y résoudre avant qu'il soit trop tard, nous verrons un jour de bons esprits suggérer que la force de dissuasion de la France devrait avoir pour cible potentielle l'Allemagne réunifiée.

(1) Claire Tréan, le Monde du 7 février.  
(2) Le Bouclier d'Europe : vers une autonomie militaire de la Communauté, par Jean-Paul Pigasse, Seghers, 1982.  
Jean-Paul Pigasse est journaliste.

## Classe politique

## Que les aveugles voient !

par Christian Bonnet

**L'**n'est que temps pour l'immense majorité des élus d'exprimer leur ras-le-bol de luttes intestines qu'ils estiment à bon droit dérisoires au regard des événements dont le monde est aujourd'hui le théâtre.

Qu'il y ait en France une majorité et une opposition qui s'affrontent sur des sujets sérieux serait un signe de bonne santé pour une démocratie.

Que grands et petits chefs se déchirent au sein de leurs formations respectives dans l'optique d'assises ou de congrès apparaît tout à la fois incompréhensible et inconvenant aux élus du commun, du plus modeste des conseillers municipaux aux hommes qui ont eu, à un moment quelconque de leur carrière, le privilège d'assumer une responsabilité au sein des conseils du gouvernement.

Nous vivons dans une société où l'argent occupe une place démesurée : est-ce une raison pour provoquer l'opinion publique par le vote d'une amnistie à laquelle le Sénat a eu la sagesse de se refuser ?

Nous vivons dans une société dominée par une médiatisation outrancière : est-ce une raison pour qu'un certain nombre d'hommes, coupés des réalités par des appareils ou des entourages au sein desquels des conseils en communication ont le pas sur les cellules de réflexion, soient habillés de manière quasi obsessionnelle par la seule préoccupation de leur image ?

Nous vivons dans un contexte institutionnel dans lequel la magistrature suprême pèse d'un poids sans cesse grandissant : est-ce une raison pour que la campagne présidentielle s'ouvre sept ans moins un jour avant l'échéance à venir ?

Alfred Fabre-Luce écrivait, entre les deux tours du scrutin de 1974 : « Quel que soit le résultat, la

France aura choisi le meilleur de l'un et l'autre camps ».

Ces deux hommes d'Etat ont occupé successivement la plus haute fonction avec un sens aigu de leur responsabilité. Abstraction faite du président de la Commission des Communautés européennes, ils sont, à dire le vrai, dans ce qu'il est convenu d'appeler « le paysage politique français », les seuls à bénéficier aujourd'hui encore, l'ancien comme l'actuel, d'une autorité internationale reconnue.

Si l'excellence du premier fait de l'ombre à beaucoup, la virtuosité du second en importune beaucoup d'autres, mais le fait est là.

Autour d'eux, des prétendants piaffent, qui empoisonnent l'atmosphère et jettent sur la société politique tout entière un discrédit qu'elle ne mérite pas. Tel, qui donne toujours l'impression de faire avant de penser, déçoit les meilleurs de ses amis. Tel autre se trouve porté par les sondages d'opinion à une altitude où l'oxygène risque de lui manquer sans tarder. Tel encore apparaît fait d'un métal certes brillant, mais tout autant fragile.

Sur l'autre versant, tel se croit contraint d'oublier sa cravate pour gommer ses origines patriciennes, et tel encore donne le sentiment de déléguer sa charge ministérielle pour participer à la chasse aux mandats.

Tous, drogués toujours en manque de canaux, paraissent oublier qu'il est bon de prendre ses mesures avant que de se mesurer et que la fortune récompense avec usure ceux qui ont la patience de l'attendre. Tous se tiennent pour responsables, alors qu'ils apparaissent aujourd'hui, aux yeux d'un électoral volatil, comme parfaitement irresponsables. Pendant qu'ils se livrent à des exercices

condamnables et que condamnent — on ne saurait trop le répéter — les élus de tous bords, l'Etat, pris en tenaille entre les impératifs communautaires et l'accroissement de pouvoirs territoriaux, se défile.

A force de s'occuper de tout et de rien, engraissé dans un fatras de tergiverses et incapable d'assurer l'application, il en vient à déléguer sur le plan budgétaire des attributs de souveraineté aussi essentiels que la justice ou la diplomatie. Prisonnier d'une grille obsolescente, il en vient à décourager ceux qui se sentaient une inclination marquée pour le service public et sont de plus en plus attirés par des responsabilités gratifiantes au sein de groupes privés.

La restauration d'un Etat contenu dans les limites qui sont traditionnellement les siennes, et la prise en compte, dans le débat politique, de problèmes de société majeurs tels que l'éducation, l'immigration, la lutte contre la drogue, devraient mobiliser les énergies d'hommes parfaitement capables de les maîtriser si leur esprit n'était ailleurs. Il n'est pas de nation qui n'ait quelque défaut originel et, depuis les Gaulois, les divisions jalonnent notre histoire.

Toutefois, de là à se livrer à des empoignades meurtrières aboutissant à des imbrications dont l'élection de Cannes fournit la plus récente illustration, il n'y a pas un fossé mais un abîme. Puis-je certains le comprendre enfin... Puis-je-ils entendre les sours grondements émanant d'une opinion dont l'écroulement risque de se transformer, si l'on n'y prend garde, en une explosion incontrôlable.

Pendant qu'il en est encore temps, que les aveugles voient !

Christian Bonnet est ancien ministre, député du Morbihan (Union des républicains et des indépendants).

## AU COURRIER DU Monde

## Images de la Méditerranée

L'actualité a donné de Marseille une image déplorable : derrière l'image de la ville, apparaît, semblerait-il, une image de tout le bassin méditerranéen.

Si j'avais donc à exprimer l'image que l'on se fait des diverses régions de la Méditerranée, voici ce que je dirais : Marseille étant, par tradition, notre premier port en Méditerranée, on a bien dû y accueillir toutes les pègres du monde entier.

Les produits de la Corse seraient trop chers si la main-d'œuvre locale n'était pas constituée par des paresseux.

Si l'Italie n'est pas une puissance économique, c'est que les Italiens sont peureux.

Les Grecs étant un peuple de marins et de commerçants sont donc des voleurs.

C'est la couleur de leur peau et de leurs cheveux qui font des juifs et des Arabes de sales gens.

Voilà ce que l'on pourrait dire en imitant, de loin, Montesquieu.

Si l'on faisait, dans l'autre sens, un second tour de la Méditerranée, voilà ce l'on pourrait rappeler : On doit aux juifs le monothéisme, aux Arabes l'arithmétique, aux Grecs la philosophie : à Rome, on doit le droit, un certain nombre de langues et, quand le monde latin est devenu l'Italie, ce pays nous a fait connaître plusieurs formes d'art ; les Corbises nous donnent sans cesse de grands orateurs. Et tout ce que le bassin méditerranéen nous livre entre en Europe du Nord par Marseille.

Ces images néfastes du bassin méditerranéen expriment peut-être les complexes odieux d'un univers qui tue la civilisation d'où il est issu.

ROGER KLOTZ, professeur de lettres, professeur de français.

## Professeurs et médecins (suite)

En réponse à la lettre de votre lecteur, M. M. Guetard, de Clermont-Ferrand, ces quelques lignes de surprise.

Après les enseignants, les médecins sont dans la rue.

Ahurlant ! Pendant trente-cinq ans, j'ai appartenu à la « piéaille » et j'ai honte de la qualité de la vie que j'ai eue :

— semaines de 30 à 60 heures de travail, trente jours annuels de congés payés par moi-même ;

— un recyclage permanent, de sept à huit heures hebdomadaires ;

— la retraite à soixante-cinq ans ;

— des honoraires réévalués tous les 18-24 mois, amputés d'environ 40 % de frais professionnels plus une lourde part fiscale et parafiscale.

Si c'était à refaire, je « ferais » professeur si mon Q.I. me le permettait !

A.-G. LE FRANÇOIS, médecin généraliste retraité.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Woutas

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Télécopieur : (1) 42-23-06-81 ; Telex 650672 F MONDPAR

ADMINISTRATION :  
11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-80-30-00  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

صكنا من الامل



# ÉTRANGER

URSS : menés par les Litoniens

## Les indépendantistes baltes précipitent le mouvement

Les indépendantistes litoniens veulent précipiter le processus de sécession de leur république. Forts de l'écrasante victoire qu'ils ont remportée, chez eux, le 24 février dernier, au premier tour des élections parlementaires, ils souhaitent en effet utiliser maintenant la prochaine session extraordinaire du congrès des députés du peuple pour présenter, au niveau fédéral, leur demande officielle de sortie de l'URSS.

Pour cela il leur faut parvenir à faire avancer le second tour de leur élections qui devrait, normalement, être organisé le 10 mars. Cette date n'est toutefois pas imposée par la loi qui fixe seulement un délai maximum entre les deux tours. Rien n'empêche donc les commissions électorales des circonscriptions où l'on doit voter, de convoquer les électeurs dès les prochains jours.

### MOSCOU

de notre correspondant

Si cela se faisait dans toutes les circonscriptions concernées, le nouveau Soviet suprême litonien

pourrait alors être réuni avant le 12 mars - date de la session extraordinaire du congrès fédéral - et se prononcer, dans le plus total respect de la constitution soviétique, en faveur de l'indépendance. Les députés litoniens au congrès n'auraient plus ensuite qu'à faire part de cette volonté nationale aux 2 250 députés de l'instance plénière du Parlement soviétique.

Il n'est pas encore certain que les indépendantistes arriveront à tenir ce calendrier puisqu'il suffirait de l'opposition d'une seule circonscription pour empêcher ce coup d'accélérateur. Compte tenu de leur écrasant poids politique et du ralliement à leur cause du Parti communiste litonien, le plus probable est cependant que leur projet puisse bel et bien être convoqué, comme ils le prévoient, pour les 10 et 11 mars.

### Eviter la violence

D'ores et déjà, le Front populaire Sapudis, le grand mouvement indépendantiste à l'origine de la direction à la Diète le 8 pour débiter du « mécanisme de restauration de l'indépendance » de la stratégie à observer, autrement dit, dans les prochaines semaines. D'intenses consultations ont parallèlement lieu entre les dirigeants des trois Républiques baltes dont les députés fédéraux forment, de

fait, un groupe parlementaire au sein du Soviet suprême de l'URSS.

Une délégation litonienne (un membre du Sapudis et un membre du Parti communiste) vient ainsi de se rendre à Tallin pour des discussions avec le président du Soviet suprême estonien. D'autres contacts sont en cours et tandis que la municipalité de Tallin vient de demander au ministère estonien de l'intérieur la destination de trois hauts responsables (russophones) de la milice, la Lituanie applique, depuis jeudi, sa propre loi sur la presse, quant à la Lettonie, elle vient, entre autres, d'adopter une loi sur l'objection de conscience - notion encore inconnue du droit soviétique.

Par tous les moyens et dans chaque domaine, les spécifiques baltes sont légalement affirmées et ce mois de mars sera, en tout état de cause, celui du début de la négociation entre Moscou et les trois Républiques. La partie sera longue, difficile, mais tant du côté de M. Gorbatchev que du côté balte, on veut tout faire pour éviter la violence et préserver l'avenir, puisque la géographie fait de la Russie et des pays baltes des partenaires obligés.

La session extraordinaire du congrès des députés étant convoquée pour doter l'URSS d'un régime présidentiel et abolir le monopole politique du Parti communiste, dont le congrès se réunit

au début de l'été, le moins qu'on puisse dire est que le calendrier intérieur de M. Gorbatchev est chargé. C'est la raison pour laquelle il vient de faire annuler tous ses rendez-vous internationaux à l'exception de sa rencontre au sommet avec M. Bush, prévue pour le mois de juin à Washington. On ne peut donc pas dire que les visites à Moscou du président égyptien, M. Mubarak, et du premier ministre irlandais, M. Haughey, qui est président en exercice de la Communauté européenne.

### Détente au Caucase ?

Le ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze qui est aussi l'un des deux plus proches alliés de M. Gorbatchev au bureau politique du parti, a, quant à lui, décommandé la visite officielle qu'il devait faire, ce mois-ci, au Japon.

La multiplication des nouvelles échéances n'empêche pas en effet pas de devoir s'occuper des anciens, notamment du Caucase auquel le Soviet suprême a consacré, jeudi, une nouvelle séance à huis-clos - la deuxième en dix jours. Les députés fédéraux se sont, une nouvelle fois, séparés sans être parvenus à se mettre d'accord sur une résolution, mais un très léger élément de détente a pourtant été enregistré.

Presses de toute part, tant par M. Gorbatchev que par la nécessité et l'insistance des députés radicaux du groupe inter-régional, les élus d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont accepté de se rencontrer dans un cadre bilatéral et d'amorcer ainsi le dialogue direct auquel le Kremlin veut les amener. Absolument rien, bien sûr, n'est joué. Il ne s'agit que du balbutiement de la mise en place d'un cadre de négociation qui n'est pas encore accepté et qui ne préjuge en rien du fond.

Il n'en reste pas moins qu'on va là dans le sens souhaité par M. Gorbatchev (*le Monde* du 21 février) et que le projet de résolution qu'il tente de faire voter n'est rejeté en bloc ni par les Arméniens ni par les Azeris. Ménageant la chèvre et le chou, rongeant l'indispensable ambiguïté, ce texte a l'avantage de prévoir la création parallèle de deux commissions sur le Haut-Karabakh, une de contrôle du Soviet suprême et une commission paritaire azéro-arménienne.

### Les Moldaves aussi

Si les marchandages en cours étaient concluants, Moscou arriverait à faire reconnaître même temps la souveraineté azerbaïdjanaise sur la région autonome et la nécessité d'une négociation entre les deux Républiques pour décider de son avenir. C'est peu mais tellement à la fois que M. Gorbatchev a, dès jeudi soir, exprimé dans une interview à l'agence Tass son sentiment que « les premiers pas étaient engagés ». « Je veux croire, a-t-il ajouté, que des améliorations sont proches. » Parallèlement, le mineur du bassin du Donets observait, vendredi 2 mars une grève d'avertissement. Ils demandent entre autres le départ de la direction locale du parti, premier secrétaire en titre. Ce type de revendication est devenu si banal en un mois que le compte des démissions est aujourd'hui difficile à tenir.

On en est, en tout cas, pas loin d'une trentaine. Cela a donné naissance à une expression : « Manger le premier secrétaire » et celui de Moldavie n'ayant pas envie de subir ce sort commun se prépare à

réunir une « table ronde » de l'ensemble des forces politiques de sa République qui sera suivie, mi-mai, d'un congrès du parti moldave.

Avec la Georgie, la Moldavie est, en dehors des pays baltes, celles des républiques où l'aspiration indépendantiste se développe le plus vite. Il ne sera donc pas surprenant que ses dirigeants essayent de formuler d'eux-mêmes des revendications autonomistes radicales destinées à servir de coupe-feu.

Accesoirement, l'URSS s'apprête à rejoindre les rangs d'interpol. Le chef du parquet militaire, le général Katoushev, laisse comprendre, dans le quotidien des jeunesses communistes, que la durée du service militaire va être réduite de vingt-quatre à dix-huit mois et que l'adoption d'un statut des objecteurs de conscience est envisageable et même souhaitable.

Le général Katoushev fait référence à Trotsky sur les diverses conceptions qu'un pays peut se faire de son armée. Cela n'étonne plus vraiment et jeudi soir, à la télévision, le chef de file des conservateurs, M. Ligatchev, faisait un peu accablé. En même temps que le processus de démocratisation, il faut, a-t-il dit, « renforcer l'ordre et la discipline ».

BERNARD GUETTA

« Le Journalisme de la perestroïka : les techniques du renouveau », de Nora Buhks

## Quand le message devient massage

Une étude sur la presse

Bernard Guetta, en nous informant depuis Moscou que les communistes de Leningrad ont opté pour le pluralisme politique, allant jusqu'à reconnaître le principe du multipartisme, ajoute cette remarque : « Les *Livest* en ont parlé, sans délai et en première page, mais sous un titre si neutre et après tant de préambules opportunistes que la plupart de leurs lecteurs ont pu se dire : d'autres informations avant d'arriver à celle du jour. » (*Le Monde* du 24 novembre 1989). Le correspondant du *Monde* à Moscou dit également : « Quant aux autres journaux, c'est, sauf erreur, le silence, mais qui ne doit pourtant pas porter à des conclusions hâtives. » Remarque aussi intéressante qu'instructive. Des informations qu'il considère comme importantes ne sont, selon lui, jamais communiquées ou le sont de manière à ne pas attirer l'attention du lecteur.

Tous ceux qui lisent les journaux soviétiques connaissent bien ce phénomène. Les journaux ne représentent qu'une partie du problème. Il y a aussi la radio, la télévision, les revues, bref, tout ce qui fait partie des moyens d'information et de propagande de masse. En Occident, on a écrit des livres sur la langue soviétique, sur son contenu idéologique qui permet de manipuler la parole. On comprend bien pourquoi, vu l'importance accordée à l'époque de la perestroïka à cette arme puissante que l'on appelle la glasnost. Cependant, les analyses de la glasnost se cantonnent dans des sujets traditionnels : l'histoire de la question, le contenu idéologique, les limites des sujets permis.

Ce préambule était nécessaire pour présenter une nouvelle et féconde approche des médias soviétiques, réalisée dans un petit ouvrage, *Le Journalisme de la perestroïka : les techniques du renouveau*, édité par la Sorbonne. L'auteur de ce livre, Nora Buhks, maître de conférences à l'université de Paris-IV, est spécialiste des « moyens d'information et de propagande de masse » soviétiques, elle analyse les techniques du journalisme soviétique à l'époque de Gorbatchev et le renouveau des procédés, qui visent cependant, comme avant, au contrôle de l'information et à la possibilité de manipuler les consciences.

L'auteur attire notre attention sur l'existence d'une puissante armée de journalistes soviétiques : près de cent mille hommes. Un chiffre impressionnant. On connaît la célèbre question de Staline : combien de divisions a le pape ? L'idéologue soviétique numéro un a sous ses ordres au moins cinq divisions de journalistes. Mais il n'y a pas que leur nombre, il faut noter avant tout leur haut niveau de formation professionnelle. Les *Nouvelles de Moscou*, un journal populaire, imprimé en plusieurs langues, a une rubrique dont le titre est significatif à cet égard : « Est-il utile de regarder dans le

miroir de l'opinion publique ? Oui, s'il est tenu par des professionnels. »

Dans tous les pays du monde, les journalistes reçoivent une formation. Celle des Soviétiques professionnels de la plume et du micro est cependant bien spéciale, note Nora Buhks. Marshall McLuhan disait : le message est un message. Le *Journalisme de la perestroïka* démontre, à partir de nombreux exemples, qu'une telle technique de traitement de l'information ne manque pas d'efficacité.

### La place du dialogue

Nora Buhks analyse les nouveaux procédés mis en pratique à l'époque de la « glasnost ». Le dialogue y occupe une place de choix. Pas moyen d'éviter, dans les journaux et à la télévision, les comptes-rendus-dialogue, les essais-dialogue, les articles-dialogue. Le lecteur, le spectateur ont l'impression de participer à l'entretien, alors qu'ils ne sont exclus. Les myriades de collaborateurs extérieurs qui travaillent pour la presse soviétique (on en compte pas moins de six millions) sont aujourd'hui « professionnalisés », formés aux techniques journalistiques. Résultat : les matériaux qu'ils envoient, la plupart du temps sous forme de lettres, renforcent l'effet de dialogue, qui n'est pas moins feint. Un autre procédé est l'utilisation du temps. Les médias soviétiques remplacent le repère temporel par le repère idéologique. Les faits s'organisent non pas dans un temps réel, mais dans un espace idéologique. Mais cela ne concerne que les informations sur l'Union soviétique. Lorsqu'il s'agit de l'étranger, on utilise le calendrier de l'actualité. Le voisinage des deux structures temporelles dans un même numéro du journal, parfois dans la même colonne, sert de frontière idéologique entre les deux mondes.

Nora Buhks remarque également la pénétration des méthodes littéraires dans le journalisme (qui place le contenu journalistique au-dessus du fait), et des méthodes journalistiques dans la littérature. L'effacement de la limite entre les deux permet de remplacer les faits par une fiction. Depuis belle lurette, les correspondants étrangers à Moscou ne recherchent plus d'informations : ce sont elles qui les recherchent, après qu'elles ont été préparées par des spécialistes et des professionnels. Le message au moyen du message devient de plus en plus insistant et de plus en plus agressive. *Le Journalisme de la perestroïka* montre l'immense éventail de possibilités nouvelles de désinformation au moyen de l'information.

MICHEL HELLER

► *Le Journalisme de la perestroïka : les techniques du renouveau*, de Nora Buhks, Presses de la Sorbonne, 107 pages, 70 francs.

### HONGRIE

## Désaccord avec Moscou sur le calendrier du retrait des troupes soviétiques

Les négociations sur le retrait des troupes soviétiques de Hongrie ont buté, jeudi 1<sup>er</sup> mars, sur la définition du calendrier. L'URSS jugeait trop bref le délai demandé par les Hongrois.

« Aucun accord n'a encore été conclu, car il existe des divergences importantes entre les positions hongroise et soviétique sur les délais et le calendrier de retrait des troupes », a indiqué l'agence MTL à l'issue de la seconde session de discussions entre les vice-ministres hongrois et soviétiques des affaires étrangères, MM. Ferenc Gomogyi et Ivan Abolmiov. Cet échec, a toutefois précisé l'agence hongroise, « n'exclut pas cependant la possibilité d'un éventuel compromis ni la signature d'un accord le 10 mars », date avancée précédemment par le chef de la diplomatie hongroise, M. Gyula Horn.

### Séance houleuse au Parlement

Les Hongrois cherchent à obtenir un retrait total des quelque 32 000 soldats soviétiques stationnés chez eux avant la fin de cette année ou, au plus tard, l'année prochaine. Selon MTL, la partie soviétique a fait valoir que l'URSS a des capacités limitées de transport par chemin de fer. Cet argument, précis l'agence, avait été écarté par le Parlement hongrois, avec lesquels un compromis sur un retrait avant le 1<sup>er</sup> juillet 1991 a été conclu. A Budapest, les chauffeurs de taxi ont offert de raccompagner les militaires soviétiques et leurs familles gratuitement jusqu'à la frontière, voire jusqu'à Moscou, « à condition qu'ils promettent de ne pas revenir ».

Par ailleurs, le Parlement a adopté jeudi un amendement constitutionnel prévoyant l'élection du président de la République au suffrage universel, contrairement à une position adoptée en octobre dernier et confirmée par le référendum de janvier (nos dernières éditions du 2 mars).

En se prononçant pour l'élection du chef de l'Etat après les élections législatives du 25 mars, les Hongrois avaient en effet accepté que le président de la République soit élu par le Parlement, ce qui retirait pratiquement toutes ses chances au favori dans la course présidentielle, M. Imre Pozsgay, ex-chef de file des réformateurs communistes ; tous les sondages laissent en effet prévoir que le Parti socialiste (PSH), l'ancien parti communiste, sera très minoritaire dans le prochain Parlement.

Enfin, le gouvernement hongrois, dirigé par M. Miklos Nemeth (PSH), n'a dû son salut jeudi au Parlement qu'à l'intervention d'un député de l'opposition radicale, M. Tamas Miklos-Gaspar, qui a fait valoir qu'il n'était dans l'intérêt de personne de provoquer la chute du gouvernement, seul organe de l'Etat encore debout, à trois semaines des élections. Un député indépendant avait demandé la démission du gouvernement sur une affaire de hausse de taux d'intérêt sur le logement.

### BULGARIE

## Manifestation de soutien au parti communiste

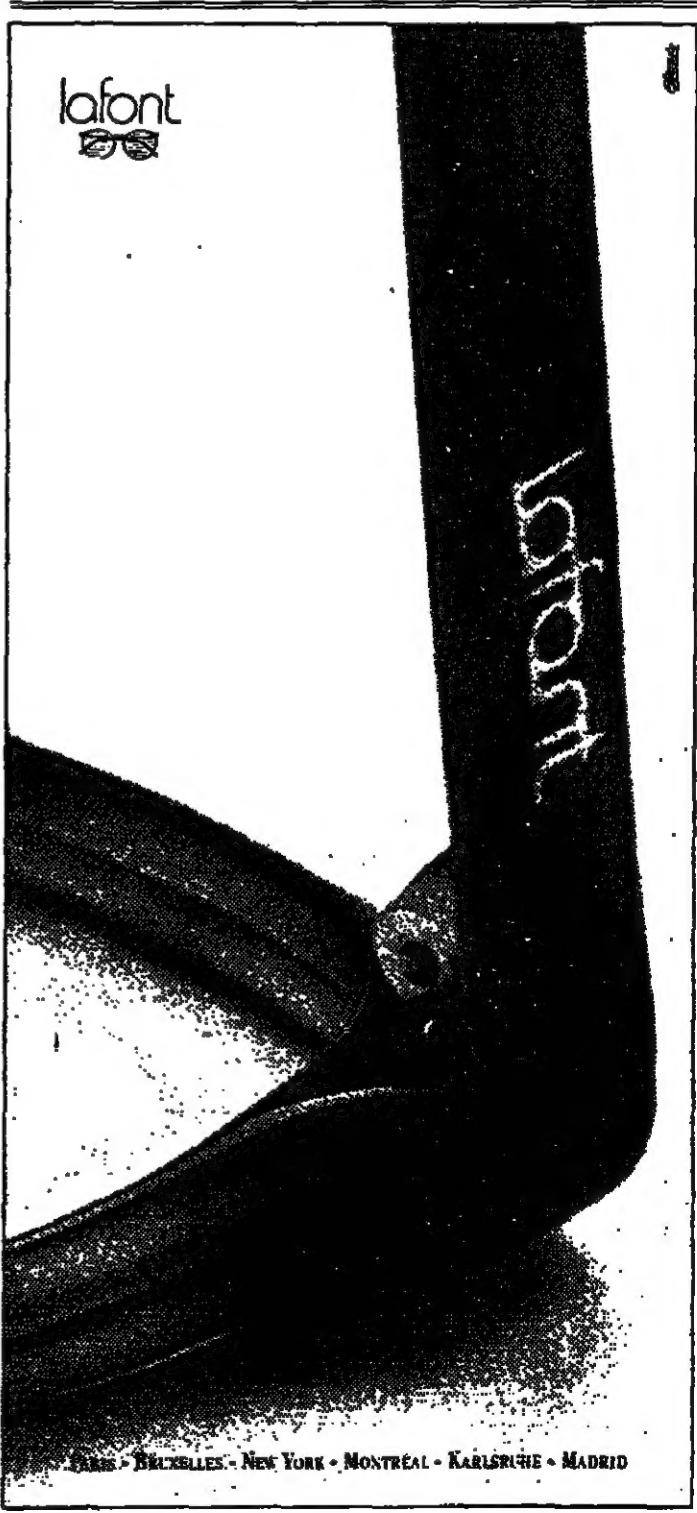
A l'appel du Parti communiste bulgare (PCB), près de 100 000 personnes ont participé, jeudi 1<sup>er</sup> mars, au stade national Vassil-Levski à Sofia, à une manifestation de soutien en présence du chef de l'Etat, M. Petar Mladenov. Le président du PCB, M. Alexander Lilov, a demandé à toutes les forces politiques de signer un accord sur le « passage pacifique vers la démocratie et l'entente nationale » lors des prochaines élections libres qui auront probablement lieu en juin prochain.

M. Lilov a souligné que le PCB était un parti fort, averti, avait un programme clair et « ne craignait pas les attaques ». Estimant que « le processus démocratique en Bulgarie n'était pas encore suffisamment fort », il a mis en garde contre « les tendances destabilisatrices qui pourraient entraîner (le pays) dans une situation incontrôlable aux conséquences dramatiques ». Le ministre de la

défense, le général Dobri Djourov, qui est selon les sondages l'homme politique le plus populaire de Bulgarie, a déclaré que « la seule voie » pour les Bulgares était « celle de l'unité ».

De leur côté, plusieurs milliers de sympathisants de l'opposition ont manifesté jeudi à Sofia contre le PCB, comme ils le font depuis le début de la semaine. — (AFP)

► Visite de M. Loukanov à Paris. Le chef du gouvernement bulgare, M. Andreï Loukanov, a rencontré, jeudi 1<sup>er</sup> mars à Paris, le premier ministre, M. Michel Rocard, ainsi que M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Au cours des entretiens, M. Loukanov a présenté les besoins de son pays en matière économique et de formation. M. Lionel Stoléru, ministre du plan, doit se rendre en Bulgarie le mois prochain.



PARIS • BRUXELLES • NEW YORK • MONTREAL • KARLSRUHE • MADRID



## EUROPE

## Un monde sans URSS ?

Suite de la première page

N'est-ce pas le seul Etat de la planète dont le nom n'implique aucune espèce de localisation géographique ? Le seul à être ouvert à l'adhésion de n'importe quel pays ? Le seul à n'être qualifié que par des références idéologiques : les Républiques membres sont toutes « socialistes » et « soviétiques » ? Bientôt la Lituanie a toutes chances de n'être plus ni l'une ni l'autre. Comment survivra une Union qui aurait perdu ces deux qualificatifs ? La question mérite d'être posée.

**G**ORBATCHEV a esquissé une solution : un système fédéral, fondé sur l'égalité des droits des Républiques membres. C'est, grosso modo, celle qu'a adoptée la Yougoslavie. Mais celle-ci a une logique géographique, ethnique, culturelle : pour l'essentiel, elle regroupe des Slaves, même si l'histoire, en les faisant vivre longtemps sous des hégémonies antagonistes, a créé entre eux bien des clivages linguistiques et religieux. Et surtout, à voir le développement des courants centrifuges en Slovaquie et au Kosovo, on peut s'interroger sur l'efficacité de cette formule. Pourquoi marcherait-elle mieux en URSS, où les rouages se bloquent si facilement, où le pouvoir doit faire face à la contestation de nationalités qui n'ont été soumises que par la force, blanche ou rouge, au pouvoir central ?

L'empire, pour les bolcheviks, c'était la « prison des peuples ». Leur premier réflexe, en s'emparant du pouvoir, fut de l'ouvrir ; mais ils paniquèrent en voyant, l'Ukraine en tête, diverses nationalités prendre au sérieux le droit à la sécession qui venait de leur être reconnu. Du coup, ils n'hésitèrent pas à recourir à la force pour conserver, voire reprendre, l'héritage des tsars.

Staline ne faisait pas assez confiance au parti pour croire qu'il pourrait à lui seul garantir l'ordre et la cohésion de l'ensemble soviétique. Bien que géorgien, il alla jusqu'à déclarer, au lendemain de la victoire sur le Reich, que « le peuple russe, nation dirigeante de l'URSS, avait acquis dans la guerre le droit d'être reconnu pour guide de toute l'Union (5) ».

Le néo-colonialisme ainsi ouvertement proclamé est évidemment aux antipodes de « l'internationalisme prolétarien » cher à Lénine. Mais le persévérant a fortement imprégné la conscience populaire depuis qu'au seizième siècle le moine Timothée persuada le tsar Ivan III, après la chute de Constantinople, que Moscou serait désormais la « troisième Rome » et qu'il n'y en aurait jamais d'autre (6).

On ne compte pas les idéologues, les romanciers, les prêtres, les hommes politiques, qui ont assigné au peuple russe — tout simplement « porteur de Dieu » pour Dostoevski — la mission de racheter le monde. Ce messianisme latent a considérablement facilité ce que Berdiaev a appelé une « sorte d'identification » du peuple russe et du prolétariat (7). Enroûtant imbriqué, ils allaient ensemble racheter le monde extérieur en l'arrachant à l'esclavage capitaliste.

L'espoir d'émancipation — ou de conquête — s'est éteint depuis longtemps. Le diable capitaliste a progressivement pris, vu de l'Est, des allures de Bon Dieu. Moyennant quoi les Russes ont donné à leur empire sa langue et sa culture, ils sont fortement implantés dans les Républiques et ils y ont longtemps exercé, quand ils ne l'exercent pas encore, une influence dominante. En fait, ils sont les pieds-noirs d'une partie du monde où se

joue, en même temps qu'en Afrique du Sud, le dernier acte de la décolonisation. Certains de ces Russes ont peur d'être pris en otage. D'autres se font mal à l'idée de devoir cesser d'être « plus égaux que les autres ». Ce qui contribue à expliquer que la Russie ne soit pas la dernière des Républiques où se manifeste un fort nationalisme, à la coloration antisémite accentuée.

**L'**ESPRIT a peine à imaginer un monde où l'URSS serait sinon disparu, du moins cessé d'exister comme superpuissance, quand ce ne serait que parce qu'il restera de toute façon quelque chose de l'énorme force militaire qu'elle a accumulée, et notamment de ses stocks d'armes nucléaires. Il n'en est pas moins clair qu'il s'écoulera du temps avant que Moscou puisse à nouveau déclencher des crises internationales, protéger des opérations de déstabilisation dans le tiers-monde ou même simplement étayer des batailles diplomatiques majeures, comme il y a quelques années, celle des euro-missiles. Daniel Ortega n'est ni le premier ni le dernier à s'en apercevoir.

Personne, y compris les Américains, n'a intérêt à voir le chaos s'établir sur un territoire aussi vaste que celui de l'URSS. Il suffit d'employer le terme de « balkanisation » pour imaginer le prix de sang et de ruines dont ne manquerait pas d'être payée son extension à l'est-pas de l'ex-socialisme. Il semble qu'on se rassure, au Kremlin, en pensant que, de toute façon, les nécessités économiques imposent aux frères séparés un minimum de coopération avec l'extramétropole.

C'est possible, mais ce n'est pas sûr, car tel ou tel des nouveaux Etats peut très bien juger ses richesses suffisantes pour lui permettre de ne plus regarder

vers la Sainte Russie. Tel est le cas par exemple de l'Ukraine, avec son riche sous-sol et ses terres à blé, de l'Azerbaïdjan, avec son pétrole, de l'Ouzbékistan, premier producteur de coton de la planète. Et les exemples ne manquent pas d'autres parties du monde où l'évident intérêt de tous serait de s'engager dans des actions conjuguées de développement et qui s'enfoncent pourtant dans d'interminables conflits, du fait de rivalités ethniques ou religieuses.

Cette coopération économique n'en paraît pas moins le meilleur moyen d'empêcher les peuples de « l'empire éclaté » annoncé il y a quinze ans par Hélène Carrère d'Encausse de connaître un nouvel avatar des terribles épreuves qu'ils ont, à tant de reprises, jalonné leur histoire. N'est-ce pas la voie de l'union économique qui a permis aux nations d'Europe occidentale de sortir, enfin du cycle infernal des guerres de revanche et de soumettre leurs relations à l'arbitrage du droit et non plus de la force ? Après tout, c'est une idée voisine qui avait inspiré les fondateurs de l'Organisation des Nations unies quand ils avaient imaginé de la subdiviser en groupements régionaux.

**D'**UNE manière générale, les gouvernements sont bien plus inquiets qu'ils ne veulent le dire de l'écroulement de l'arsenal d'ordre dont ils s'étaient, depuis près d'un demi-siècle, contentés. Leur tendance naturelle est donc d'essayer de conserver à tout prix ce qui subsiste du statu quo.

Ils ont raison-en ce qui concerne les frontières : de même que l'Afrique décolonisée a compris les risques énormes qu'elle courait à vouloir remettre en cause les frontières tracées par les colonisateurs, de même l'Europe ne peut, sans ouvrir la

boîte de Pandore, parler de déplacer telle ou telle frontière : en maintenant l'ambiguïté sur la paternité de la ligne Oder-Neisse, Helmut Kohl n'a pas seulement encouragé les spéculations sur la renaissance d'un certain revanchisme allemand, il ouvre la voie au retour des litiges territoriaux qui ont si durablement ensanglanté l'Europe.

La question des alliances se pose en termes tout différents. Plus le pacte se consolide sur les ruines de la guerre froide, plus il sera difficile de maintenir des blocs nés de la peur que chacun éprouvait de l'autre. Aucun traité n'étant éternel, il est fatal que disparaissent un jour et le pacte Atlantique et celui de Varsovie. Aux Européens de l'Est et de l'Ouest d'imaginer quel type d'ordre pourrait se substituer à celui qui les a si longtemps séparés les uns des autres, à l'enseigne de la « double hégémonie » tissée à la fois de rivalités et de connivences, dont parlait de Gaulle et Mao.

L'Amérique latine et l'Afrique ont chacune son « organisation » : le Conseil de l'Europe, la CSCE, née de l'Acte final d'Helsinki, la Commission économique pour l'Europe, qui dépend des Nations unies, offrent déjà des structures dont le développement et la réunion pourraient permettre de bâtir, de l'Atlantique à l'Asie, une « Europe sans rivages » dont rêvait naguère l'économiste et le visionnaire que fut François Perroux.

ANDRÉ FONTAINE

(5) Cité par Hélène Carrère d'Encausse, *l'Empire éclaté*, Flammarion, 1978.

(6) Voir à ce sujet le livre de Léon Pétrov, *Moscou, troisième Rome*, Les Intermittences de la mémoire historique, Hachette, 1989.

(7) Nicolas Berdiaev, *Les sources et le sens du communisme russe*, Gallimard, 1939.

Les régimes politiques de l'Europe des Douze  
Pierre-Henri Chavida  
Hercule

**LES RÉGIMES POLITIQUES DE L'EUROPE DES DOUZE**  
par P.H. Chavida  
et H. Traka

Collection Droit et Sciences humaines (EYROLLES UNIVERSITÉ)  
176 pages - 140 F

On trouve dans cet ouvrage : un rappel des grandes dates et des institutions de la CEE ; un parcours dans la culture politique européenne classique et moderne ; une réflexion sur le modèle parlementaire commun aux douze Etats ; une présentation du régime et des institutions politiques propres à chaque Etat.

**POUR TOUS CEUX CONCERNÉS PAR L'EUROPE DE 1993**

**EYROLLES**  
61, boulevard Saint-Germain,  
75240 PARIS Cedex 05.  
Tél. (1) 46.34.21.99

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**RADIO**  
**Le Monde TÉLÉVISION**



Son grand-père au goulag  
Ptit gros à la fac de Moscou  
Dégourdi par deux femmes  
Sa route vers le pouvoir

Six mois  
d'enquête  
sur  
**GORBATCHEV**

**ACTUEL**  
NUMERO DE MARS

صحنه من العمل



## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : après l'enquête  
du ministère du commerce

### Pas de poursuites judiciaires pour le rachat du magasin Harrods

LONDRES

Le rachat du grand magasin Harrods par les frères Fayed ne fera pas l'objet de poursuites judiciaires. L'enquête menée par les services du ministère du commerce et de l'industrie n'a pas donné au Parquet des éléments suffisants pour remettre en cause l'acquisition en 1985 par les trois hommes d'affaires égyptiens du célèbre magasin de luxe londonien. M. Nicholas Ridley, ministre du commerce et de l'industrie, a donc déclaré jeudi 1<sup>er</sup> mars devant les Communes qu'il ne ferait pas de poursuites.

Il s'agit probablement de la fin de la saga Harrods, toutes les voies de justice ayant été épuisées. M. Roland Rowland, patron du groupe Lendro, de contester la validité de cette transaction. M. Rowland avait lancé, d'abord en 1981 puis en 1984, deux offres publiques d'achat sur la maison mère d'Harrods, House of Fraser, mais avait à chaque fois été contraint de renoncer par décision de la commission des monopoles et des fusions. MM. Mohammed, Ali et Salah Fayed ont pu en conséquence acheter Harrods en 1985 pour 615 millions de livres.

M. Rowland affirme que la fortune des frères Fayed est fictive et que ceux-ci ne sont que les hommes de paille du sultan de Brunei, souverain d'un micro-Etat pétrolier situé dans l'île de Bornéo. Le patron de Lendro a mené dans l'Observer, un journal du dimanche qu'il possède, une virulente campagne contre les frères Fayed et le sultan. Il est allé jusqu'à publier en mars dernier en milieu de semaine une édition spéciale de l'Observer uniquement consacrée à son affaire. Cette querelle privée a provoqué le départ de plusieurs journalistes de l'Observer, un des

plus vénérables titres de la presse britannique, qui ont rejoint le nouveau journal dominical lancé par l'Independent.

Le sultan de Brunei est un des hommes les plus riches du monde mais il est discret. La justice britannique n'a pu avoir accès aux comptes suisses par lesquels ont transité les sommes nécessaires au rachat de Harrods. Les frères Fayed affirment avoir fait fortune d'abord dans l'industrie du coton puis dans l'armement marchand. M. Rowland, qui était jadis leur ami et leur associé en affaires, les fait désormais décrire dans l'Observer quasiment comme des vau-pieds.

Le rapport complet du ministère du commerce et de l'industrie sur cette interminable affaire sera publié mercredi 7 mars. Les intéressés auront donc un peu d'avance sur le public pour le découvrir. Mais aussi bien le Parquet qu'il n'y avait pas de preuves matérielles suffisantes pour prouver qu'il y a eu malversation. Le sultan de Brunei, bénéficiant de l'immunité due à son statut de chef d'Etat étranger, n'a pas été interrogé.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le président du Parlement européen en visite officielle à Londres. M. Enrique Baron, président du Parlement européen, en visite officielle à Londres pour deux jours, a été reçu par la reine Elizabeth, mercredi 28 février, et devait rencontrer jeudi le premier ministre, M. Margaret Thatcher, le vice-premier ministre, Sir Geoffrey Howe, et le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd. (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

### ROUMANIE

#### Procès des responsables de la répression à Timisoara

Vingt et un officiers de la Securitate et de la milice impliqués dans la répression des manifestations de décembre doivent être jugés à partir de vendredi 2 mars à Timisoara. Selon la télévision roumaine, six anciens hauts responsables de la Securitate, dont le général Emil Macri et le colonel Ion Deheleanu, figurent parmi les accusés.

Les observateurs craignent que ce procès se déroule comme celui des adjoints de Nicolas Ceausescu, début février à Bucarest. Ce procès avait démonté de la volonté du tribunal de ne pas trop laisser la parole aux accusés afin, semble-t-il, d'éviter toute révélation gênante pour des personnes occupant de hautes fonctions.

Si cette pratique se répète, il sera difficile de tirer au clair l'attitude adoptée pendant les manifestations de décembre par l'actuel ministre de l'intérieur, le général Mihail Chiriac, accusé par de nombreux officiers contestataires d'avoir participé à la répression. (AFP.)

### TUNISIE

#### Manifestation au centre de la capitale

Des groupes de jeunes gens ont manifesté, jeudi 1<sup>er</sup> mars, au cri de « Allah O Akbar » (Dieu est grand) dans plusieurs quartiers de Tunis, notamment dans le centre.

Des correspondants anonymes avaient téléphoné aux journalistes peu avant, pour leur annoncer que les manifestations étaient organisées par le mouvement islamiste Ennahda, mais celui-ci a catégoriquement démenti avoir pris une telle initiative.

Les petits groupes de manifestants, forts chacun de quelques dizaines de personnes dont certaines étaient munies de pierres, ne cherchaient pas l'affrontement et prenaient la fuite à l'approche des brigades de l'ordre public, casquées et armées de matraques et de grenades lacrymogènes. Les protestataires, pour la plupart des étudiants, réclamaient la libération de leurs compagnons interpellés la semaine dernière. La situation demeure encore assez confuse dans les universités. Tandis que les milieux gouvernementaux font état d'une normalisation progressive, l'organisation étudiante UGTE (Union générale tunisienne des étudiants) affirme que la grève des cours est encore très largement suivie. (Corresp.)

### YUGOSLAVIE

#### L'opposition forme une coalition électorale en Croatie

Les quatre principaux partis d'opposition de Croatie ont constitué, jeudi 1<sup>er</sup> mars à Zagreb, une coalition d'« entente populaire » avant les premières élections parlementaires libres qui doivent avoir lieu le 22 avril dans cette république de la Yougoslavie. Elle regroupe trois partis (chrétien-démocrate, social-démocrate et démocrate croate) ainsi que l'Alliance sociale-libérale croate et une série de personnalités indépendantes, parmi lesquelles deux anciens dirigeants du Parti communiste de Croatie, M. Sava Dapcevic-Kucar et M. Mika Tripalo, limogés par Tito en 1971 sous l'accusation de nationalisme.

### URUGUAY

#### Le nouveau président M. Luis Lacalle a prêté serment

Devant l'Assemblée nationale et en présence de cinq autres chefs d'Etat latino-américains, M. Luis Alberto Lacalle, nouveau président uruguayen, a prêté serment, jeudi 1<sup>er</sup> mars à Montevideo, en compagnie du vice-président, M. Gonzalo Aguilar.

M. Lacalle, quarante-huit ans, avocat et propriétaire terrien, membre du Parti Blanco (conservateur), a été élu le 26 novembre dernier. Il exercera ses fonctions jusqu'en 1995. Dans son discours d'investiture, le président a souligné que l'Amérique latine « doit faire entendre avec fermeté sa voix à la communauté internationale » sur les questions de la dette, du commerce et des investissements.

Il a indiqué que le premier objectif économique de son gouvernement serait de juguler l'inflation pour ramener le déficit public à 2,5 % du PIB en 1990, au lieu des 8 % prévus. En accordant à la présidence, M. Lacalle met fin à vingt-deux ans d'opposition pour le Parti Blanco. Se posant en garant des institutions pour l'avenir, il a rendu hommage à son prédécesseur,

affirmant qu'au cours des cinq années du mandat du président Sanguinetti (1985-1990) ces institutions et la paix politique « ont été réaffirmées » après une longue période de régime militaire. (AFP.)

### LES CHERCHEURS AMÉRICAINS RENFORCENT UN MYTHE

#### Contre les rides

La pharmacie devient le temple de la jeunesse

NEW YORK - C'est de la science que vient une contribution au désir de jeunesse, contribution qui, en cet étrange hiver, est devenue la nouvelle du jour. Un rétinol, l'acide trans-rétinoïque, est l'artisan d'une révolution en cours. Le professeur Kligman, de l'université de Pennsylvanie, l'a testé sur un nombre important de patients de tout âge, et il a conclu que sa capacité d'éliminer les rides du visage serait scientifiquement prouvée malgré la possibilité de contre-indications (rougeurs, irritations) importantes.

Côté Europe, à la manière des études américaines, le professeur Manfred Fuschmann de la clinique Dermatologie de Hambourg, a testé la capacité du rétinol dans la réduction du nombre et de la profondeur des rides, et il a obtenu des résultats identiques à ceux de son collègue américain. Le rétinol est cependant un alcool, non pas un acide, et ses contre-indications sont nulles ou presque.

En Amérique, on s'arrache la pomme qui supprime les rides. Elle est produite par la multinationale en produits cosmétiques pour pharmacies, Koff, et son nom commercial est Anti Age Retard. Elle est formulée selon l'âge et on commence à la trouver aussi auprès de quelques pharmacies françaises.

### HERVE SERIEYX



### LE ZERO MEPRIS

DÉJÀ 30.000 EXEMPLAIRES

98 F

SERIEYX LE ZERO MEPRIS

En apprenant à connaître les petits secrets du monde, nous pourrions nous en servir pour nous améliorer. C'est le but de ce livre. Il est écrit dans un grand langage, ce développement social qui est celui de l'Europe.

InterEditions

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## EUROPE 93

### La CEE, une Communauté de droit

#### III. - Les défaillances des relais nationaux

Par sa jurisprudence, la Cour de justice des Communautés européennes a fondé un nouvel ordre juridique qui s'impose dans les douze pays de la CEE grâce à deux principes fondamentaux : la primauté du droit communautaire sur les droits nationaux, et la possibilité pour les particuliers de s'en prévaloir (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>er</sup> mars).

Le juge de Thessalonique et le juge de Carpentras exercent une activité commune : outre leurs lois nationales respectives, ils appliquent tous les deux un même droit, le droit communautaire. Pleine de douze tentacules, ce droit s'insère dans chaque jour d'avantage dans la vie économique, politique et sociale des pays membres de la Communauté européenne, par le biais de règlements, de directives, de décisions qui s'imposent aux 320 millions de ressortissants communautaires, mais leur donnent aussi de nouvelles prérogatives. Encore faut-il qu'ils connaissent ce droit et que les milieux juridiques et administratifs jouent leur rôle de relais.

#### Le non-respect de la jurisprudence

Les spécialistes des affaires européennes sont unanimes : les juristes et les fonctionnaires français se complaisent dans l'ignorance. « Pendant trente ans, on a pu sortir de l'ENA sans connaître un mot de droit communautaire », s'insurge un des anciens de cette école. « Chez les praticiens, il y a une méconnaissance totale du droit communautaire », constate un juriste. « Je donne des cours de droit communautaire, mon auditoire est composé aux deux tiers d'étrangers, et ce sont les étrangers qui posent les questions intelligentes », raconte un haut fonctionnaire. Bref, les Français, prompts à s'enthousiasmer pour l'Europe, semblent bien peu enclins à mettre les mains dans le cambouis.

Euro-droit, le service mis à la disposition du public au bureau de la Commission européenne, à Paris

(le Monde du 30 juin 1989), a reçu l'an dernier près de quatre cents lettres de particuliers. Un dixième de ces courriers était constitué de plaintes : entraves des services des mines à la délivrance du titre d'immatriculation pour les voitures importées des pays de la Communauté ; refus d'accès aux emplois de la fonction publique pour les non-nationaux, quand bien même la jurisprudence autorise les ressortissants communautaires à travailler dans les administrations qui ne relèvent pas de la puissance publique. « Une des dernières lettres émanait d'un Belge qui ne voyait pas de passer la CAPES, bien qu'il ait fait ses études en France, sous prétexte qu'il n'est pas français ; un cas flagrant de violation de la jurisprudence communautaire. Ignorance de l'administration ? Mauvaise volonté ? Politique délibérée ? Toujours est-il que les normes européennes ont du mal à s'insérer au niveau national et que la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés est bien souvent bafouée, l'administration n'étant pas préparée à appréhender la dimension européenne. »

Comme les juges nationaux, chargés de l'application du droit national et du droit communautaire, les fonctionnaires ont, désormais, une double casquette, nationale et européenne. Du moins est-ce le cas de ceux qui travaillent dans des domaines relevant de la compétence communautaire. Or, « alors qu'il y a quinze ans un nombre restreint de ministères intervenaient dans le traitement des affaires européennes, plus de 80 % des administrations sont parties prenantes à l'élaboration et à la mise en œuvre de la règle communautaire », estime M. Alexandre Caeu, directeur de la Revue d'administration publique (1).

Les comportements n'ont pas beaucoup changé pour autant. Selon une récente enquête, 62 % des fonctionnaires, dans le service public, ressentent la réglementation européenne comme une contrainte (2). « On ne vit pas impunément dans un système non ouvert pendant des années. Le réflexe d'un fonctionnaire, c'est de

vérifier que le décret qu'il prépare est conforme à la loi nationale », constate un haut fonctionnaire bruxellois. Une attitude qui conduit inévitablement au contentieux, puisque la loi nationale doit, elle, être conforme au droit communautaire.

Les carences de l'administration française se manifestent également autour des tables de négociation, à Bruxelles. « Trop souvent, nos négociateurs sont des autodidactes », se plaint un habitué, en rendant hommage aux talents des Britanniques. Il faut dire qu'à Londres le Civil Service College, qui assure la formation continue des hauts fonctionnaires, dispense un enseignement européen en organisant des conférences, des séminaires, des visites sur le continent, et même des cours de simulation, qui permettent d'apprendre l'art de la négociation.

#### Des efforts récents

Le tableau ne doit cependant pas être noir. Une réelle prise de conscience s'est opérée au cours des dernières années, qui se traduit par une nouvelle politique de formation. « A la rentrée, on nous a dit et redit que l'ENA devait être l'école de l'administration française et communautaire », dit un jeune élève de l'école, qui s'avoue surpris par l'importance des cours à caractère européen, l'Europe étant « un peu la quinquante de l'enseignement ». L'école nationale de la magistrature dispense également, depuis deux ans, une formation obligatoire en droit communautaire. Les instituts régionaux d'administration viennent quant à eux de procéder à une reorganisation de leur programme, en y injectant des cours à dimension européenne.

Les universités essaient aussi de se mettre au diapason. Une réforme du premier cycle de droit est à l'étude, qui devrait introduire un enseignement sur les institutions européennes, bagage minimal non obligatoire pour l'instant. Cette réforme n'est pas spécifique à la France : seules certaines universités britanniques dispensent des cours obligatoires de droit communautaire en première et en

deuxième année de droit ; aux Pays-Bas et en Belgique, la discipline est obligatoire, mais pas en première année ; dans les autres pays, la situation est la même qu'en France : un étudiant peut faire des études de droit sans avoir la moindre base de droit communautaire.

#### Le droit communautaire, droit hybride ?

La Commission européenne qui, depuis le début des années 60, essaie de développer cet enseignement, vient de lancer une opération pilote - Action Jean Monnet -, conçue dans la perspective du grand marché, afin d'aider les universités qui le souhaitent à organiser des cours permanents et des modules européens et à créer des postes d'enseignants. Symboliquement appelés « chaires européennes », ces postes seront cofinancés par la Commission pendant une période de trois ans (1990-1994) à condition que les universités s'engagent à les maintenir ensuite pendant au moins quatre ans. Comme le terme l'indique, cette opération « pilote » n'est qu'une goutte d'eau : son budget de 1 million d'euros (environ 7 millions de francs) permettra le cofinancement de soixante postes, à l'échelle des Douze !

Les horaires et le nombre de chaires n'étant pas extensibles, il est clair que le droit communautaire ne saurait s'immiscer dans le programme des étudiants en droit qu'au détriment des autres disciplines. D'où des résistances : en France, l'esprit de chapelle des universitaires sidant, le droit communautaire a toujours été considéré comme un droit hybride. Mais la « pieuvre » gagne du terrain. La plupart des enseignants qui se préoccupent de droit communautaire comme d'une guigne il y a quelques années commencent à donner une touche européenne à leurs cours. Par conviction, ou par nécessité. « Comment peut-on enseigner le droit de la concurrence sans enseigner le droit européen de la concurrence, s'interroge un universitaire, le droit communautaire

s'introduit dans le droit national et le transforme, il ne faut pas le considérer comme une discipline à part, mais l'intégrer dans les autres, après un cours général en premier cycle ».

L'approche pluridisciplinaire est celle de l'administration qui réfléchit à l'idée d'un stage de formation aux affaires européennes pour les hauts fonctionnaires. « Tout fonctionnaire reçu à un concours de catégorie A devrait être tenu de suivre un stage d'un mois », dont l'approche pluridisciplinaire « aurait pour but de créer un réflexe communautaire irréversible et de former des « médiateurs aux pieds nus » capables d'une part de diagnostiquer, voire de traiter, les problèmes les plus récurrents et, d'autre part, d'orienter sur les spécialistes les dossiers qui méritent leur intervention », lisait-on à l'automne 1988 dans la Revue d'administration publique (3). Pour l'auteur, il devrait être possible de former tous les hauts fonctionnaires ayant à traiter d'affaires européennes en trois ans, à condition que « ministres et directeurs acceptent que le temps nécessaire soit dégagé ». Le temps... c'est ce qui manque le plus. La demande, elle, existe. A tous les niveaux. Et depuis deux ans elle est de plus en plus criante. Conséquence du télescopage de deux phénomènes : l'« explosion » du droit et l'« effet » 93.

MARIE-PIERRE SUBTIL

FIN

(1) L'administration française face à la règle communautaire, article paru dans la Revue d'administration publique, n° 51, juillet-septembre 1989.

(2) Enquête réalisée par l'Agence judiciaire du trésor du 1<sup>er</sup> au 30 octobre 1989, auprès d'un échantillon représentatif d'anciens élèves de l'ENA exerçant des fonctions dans l'administration.

(3) La formation des agents de l'Etat aux affaires européennes, article paru dans la Revue française d'administration publique, n° 48, octobre-décembre 1988.

o Rectificatif - Contrairement à ce qui était indiqué dans le premier article de cette série, la Cour, locomotive de l'intégration, paraît dans nos éditions du 1<sup>er</sup> mars, M. Fernand Grévisse est conseiller d'Etat et M. Marco Darmon, magistrat, et non l'inverse.



## DIPLOMATIE

La controverse sur la frontière germano-polonaise

## Le chancelier Kohl a confirmé sa réticence à prendre des engagements

BONN

de notre envoyé spécial

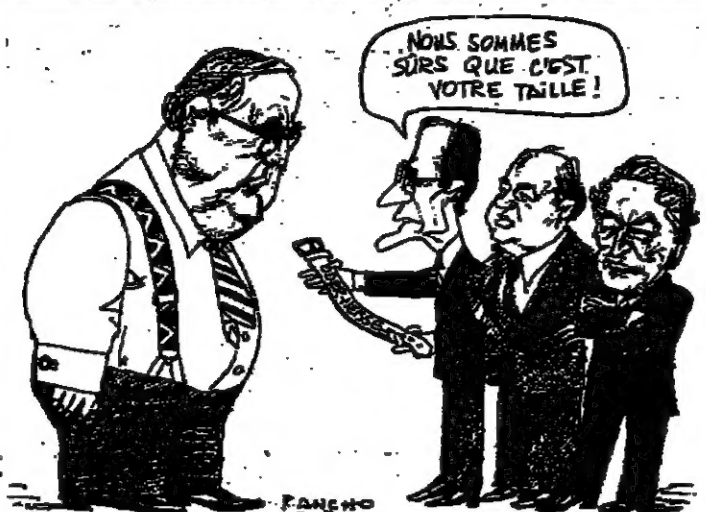
Quel jeu joue le chancelier Kohl avec la frontière germano-polonaise ? Jeudi 1<sup>er</sup> mars, au moment où, à Berlin, M. Roland Dumas réclamait des deux Allemands non des déclarations solennelles, mais des engagements contractuels sur l'intangibilité des frontières, M. Helmut Kohl, à Bonn - lors d'une conférence de presse donnée avec les représentants des partis est-allemands qu'il soutient pour les élections du 18 mars - s'en est tenu très exactement à ce qu'il avait précédemment dit, soit moins que ce que réclamait le ministre français.

Le chancelier a déclaré « ne pas voir d'inconvénient » à ce que les Parlements des deux États adoptent sur la question une résolution commune solennelle (mais pas juridiquement contraignante). Il a rejeté, en revanche, l'idée émise par le premier ministre polonais, M. Mazowiecki, de l'élaboration d'un traité qui serait paraphé par les deux gouvernements allemands et ratifié ensuite par le futur Parlement de l'Allemagne unie.

Les soupçons et les critiques ne seront pas confirmés par cette dernière intervention du chancelier ouest-allemand. Il a en effet, une fois de plus, ostensiblement démontré non seulement ses réticences à s'engager de façon contraignante sur le sujet, mais un considérable manque de sensibilité aux inquiétudes des Polonais et aux attentes de toute la communauté internationale.

Cela, non parce qu'il nourrit de noirs desseins revanchistes sur les anciens territoires allemands aujourd'hui polonais, mais en vertu d'un pur calcul électoral dont, dans son entourage, on ne se défend pas. Il porte sur la partie de

« Il ne faut pas les violer d'un seul coup », dit ce proche de M. Helmut Kohl. La stratégie consiste à laisser le sujet mûrir (les protestations de l'étranger en ce sens sont bienvenues) et à attendre le moment où l'on pourra faire



l'électorat que l'un des conseillers à la chancellerie évalue à... 1 % des voix : il s'agit d'une partie des membres des associations de réfugiés des territoires de l'Est, également membres ou électeurs de la CDU, et qu'on veut ménager, de crainte qu'ils n'alignent les rangs du Parti républicain (extrême droite) aux prochaines élections.

comprendre à ces électeurs que, s'ils veulent l'unité de l'Allemagne, il faut qu'ils acceptent l'intangibilité des frontières, « parce que c'est ça ou rien ». La garantie sera finalement donnée à la Pologne, affirme-t-on à la chancellerie, et Bonn compte s'entendre avec ses alliés occidentaux de la forme qu'elle pourra prendre.

Le seul vrai problème est celui des réparations : « Nous voulons éviter que les Polonais ne chargent trop la balance. S'ils renoncent aux réparations, on peut imaginer qu'un traité soit conclu ». Le reste n'est que diversion tactique - en vue des élections - que M. Helmut Kohl espère bien se faire pardonner. Il mesure sans doute mal les dommages qu'il aura fait subir à son image d'homme d'Etat, en mêlant ainsi à la cuisine partisane des questions qui ne devraient relever que des principes ; et ceux qu'il aura infligés à la crédibilité de l'Allemagne, en envenimant le flot, au moment où il devait se sentir un impératif de devoir de clarté.

On en est plus conscient, apparemment, au ministère des Affaires étrangères, où le mot d'ordre semble être, plus que jamais, de rassurer. Un proche de M. Genscher présente le sujet sous un jour plutôt apaisant : il sera discuté dans la coalition prochainement ; on trouvera la formule la plus adaptée et l'Allemagne s'exprimera clairement, « pas parce qu'elle y est poussée par d'autres pays, mais parce que c'est ce que nous [au ministère des Affaires étrangères] voulons ». Le même interlocuteur juge « peu rationnel » le comportement du chancelier. « Mais, ajoute-t-il, ce qui est sûr, c'est que M. Kohl n'est pas un revanchiste, qu'il serait le dernier à vouloir remettre en cause les frontières. »

CLAIRE TREAN

## Il y a des moments où le silence est lourd d'ambiguïtés

affirme M. Roland Dumas à Berlin-Ouest

Au cours d'une visite-éclair à Berlin-Ouest, jeudi 1<sup>er</sup> mars, M. Roland Dumas, ministre français des Affaires étrangères, a sommé sans ménagement le gouvernement ouest-allemand de se prononcer avec clarté et sans attendre sur la question de la frontière Oder-Neisse.

BERLIN

de notre envoyé spécial

« Différer la réponse pour attendre la constitution d'un grand Parlement n'est pas raisonnable. Qu'est-ce que ça veut dire ? Les Parlements des deux Allemands de dire aujourd'hui leur résolution ? Il y a des moments où le silence est lourd d'ambiguïtés », a affirmé le ministre lors d'un déjeuner offert par le club de la presse berlinoise.

Lors de la visite que le chancelier Kohl avait effectuée à Paris fin janvier, M. Mitterrand n'avait pas caché qu'il estimait une garantie de la frontière polonaise insoutenable, mais aussi qu'il souhaitait voir le gouvernement ouest-allemand faire preuve, dans les circonstances présentes, d'un peu plus d'engagement européen. M. Dumas était chargé de mettre les points sur les « i ». Tout en affirmant la « solidarité » de la France sur la question de l'unifica-

tion allemande, il a souligné que Paris entendait exercer « ses responsabilités » pour que celle-ci « se réalise dans la stabilité et la confiance de ses voisins ». Il a également appuyé la demande de la Pologne d'être associée aux négociations à venir entre les quatre puissances garantes du statut de l'Allemagne et les deux gouvernements allemands.

A propos de l'Europe, M. Dumas a jugé le moment venu d'accélérer la construction de l'union politique des pays de la Communauté, plaçant notamment en faveur d'un exécutif européen légitimé par le suffrage universel. Il a rappelé l'importance que la France attache à la conférence gouvernementale, sur l'union économique et monétaire, prévue pour la fin de l'année mais que le président Mitterrand aurait bien aimé voir avancée.

« L'Europe, a-t-il dit, est en voie de savoir si l'œuvre de transforma-

tion profonde qui est en cours dans notre communauté, si les énergies considérables déployées dans ce but, conservent leur sens. »

La visite de M. Dumas à Berlin-Ouest répondait à une invitation du maire-gouverneur de la ville, M. Walter Momper. Mais M. Genscher, son homologue ouest-allemand, avait fait le déplacement pour accompagner le ministre français et figurer ostensiblement au premier rang de ses auditeurs pendant son allocution, qu'il a applaudie.

Le chancelier Kohl est resté sourd jusqu'à présent à tous ces appels ; il a réaffirmé ses positions bien connues, jeudi, lors d'une conférence de presse, en compagnie des leaders conservateurs de l'Allemagne de l'Est, venus assister avec lui, à Bonn, la plate-forme électorale de l'Alliance pour l'Allemagne » en vue des élections du 18 mars. Cette plate-forme

n'aborde pas la question de la frontière.

Son principal point de divergence avec celle adoptée dimanche dernier par les sociaux-démocrates de RDA est qu'elle se prononce pour l'adoption pure et simple par le futur État allemand unifié de l'actuelle Constitution de la RFA. Les partis conservateurs proposent, en effet, pour l'application de l'article 23 de la loi fondamentale ouest-allemande, qui prévoit que tout Land allemand peut déclarer son adhésion à l'ensemble converti par cette Constitution. Cette disposition avait été appliquée pour l'intégration de la Sarre à la RFA dans les années 50. Elle est contestée par les sociaux-démocrates, qui lui opposent un autre article prévoyant que la reconstitution d'un État allemand réaffirmerait la loi fondamentale ouest-allemande.

Personne ne conteste que les Länder est-allemands, qui avaient été supprimés en 1952, devront être reconstitués le plus vite possible après les élections. Mais les adversaires de l'article 23 estiment que l'intégration pure et simple des Länder de la RDA dans le domaine de compétence de la Constitution ouest-allemande reviendrait à une absorption trop brutale qui ne tiendrait pas compte des réalités des quarante années écoulées depuis la création des deux Allemagnes.

La plate-forme de l'Alliance pour l'Allemagne estime que l'application de l'article 23 n'empêche pas de prévoir des solutions particulières pour la RDA, notamment afin de limiter les conséquences sociales négatives d'une réunification. Elle souligne par exemple que la question des loyers, dont le risque de hausses brutales inquiète beaucoup les gens, doit trouver un règlement particulier, de même que la question des avoirs des émigrés si, comme les partis conservateurs le proposent, le mark-ouest doit être introduit immédiatement comme monnaie commune.

Le chancelier et les dirigeants des trois partis conservateurs se sont ensuite rendus jeudi soir présenter cette plate-forme dans le sud de la RDA, à Karl-Marx-Stadt. Ils y ont tenu leur plus grand meeting à ce jour. De cent cinquante mille à deux cent mille personnes sont venues y assister. Contrairement à la plupart des autres villes où le temps des grandes manifestations est à peu près terminé, la mobilisation reste très forte ces derniers semaines dans la région. Le souhait de la population locale de rendre à la ville son ancien nom de Chemnitz, changé par les communistes, s'est révélé particulièrement populaire, et a été habilement exploité par les partisans d'une réunification immédiate.

HENRI DE BRESSON

## Les déclarations du ministre français

Parlant jeudi 1<sup>er</sup> mars au club de la presse de Berlin-Ouest, M. Dumas a réaffirmé que la France entendait « favoriser » l'unification de l'Allemagne, mais que « les aspects, externes de la réunification, ne regardent pas seulement les Allemands ». Il a poursuivi : « Le moment approche où il faudra tourner la page et mettre fin aux droits, et, j'ajoute, parce que l'on a tendance trop souvent à l'oublier, aux responsabilités quadripartites. Mais il faut le faire dans des conditions de clarté juridique. L'Allemagne a des obligations qui résultent des traités et des conventions internationales. Il serait paradoxal qu'au moment où nous nous déclarons en faveur d'un État de droit européen, nous négligions cet aspect des choses. »

« C'est pourquoi de simples déclarations, si solennelles soient-elles, ne sauraient suffire. Des questions aussi essentielles que la reconnaissance des frontières relèveront nécessairement d'arrangements contractuels soumis à ratification (...) Nous connaissons la volonté maintes fois exprimée du côté allemand, notamment par M. Genscher, de reconnaître définitivement la frontière Oder-Neisse. Mais la communauté internationale doit pouvoir être assurée de la pérennité de cet engagement. »

« Différer la réponse pour attendre la constitution d'un grand Parlement n'est pas raisonnable. Qu'est-ce que ça veut dire ? Les Parlements des deux Allemands de dire aujourd'hui leur résolution ? Il y a des moments où le silence est lourd d'ambiguïtés. Cette frontière est inaliénable. Il faut

le dire sans attendre, pour tuer l'incertitude et les hésitations qui sont les germes de l'instabilité. Il faut l'exprimer clairement aux peuples concernés et d'abord aux Polonais. »

« Je suis venu ici pour le dire : la France exercera ses responsabilités pour que l'unité de l'Allemagne se réalise dans la stabilité et la confiance de ses voisins. A un stade et selon des modalités à discuter, la Pologne devra participer à la discussion. La France verra à ce que ce soit effectivement le cas (...) »

## Pas de neutralité pour l'Allemagne

M. Dumas a ensuite rejeté la notion de neutralité d'une Allemagne unifiée, qui « remettrait en cause l'équilibre atlantique et européen » et « ne constituerait pas pour l'URSS ni pour les pays de l'Est ». « La France est prête, a-t-il ajouté, à prolonger à l'Allemagne toute entière, le jour venu, la relation particulière de défense et de sécurité qui la lie aujourd'hui à la République fédérale. »

Le ministre français a enfin demandé une accélération de la construction européenne, suggérant notamment : « Pourquoi, par exemple, ne pas décider d'un mode de scrutin unique pour les deux pays de la future union ? Pourquoi ne pas réfléchir dès à présent à ce que pourrait être un exécutif européen qui tienne sa légitimité directement du suffrage universel ? »

## AMÉRIQUES

NICARAGUA : les difficultés de la transition

## Vives tensions sur le sort de l'armée

Le sort de l'armée sandiniste est le « point le plus sensible » de la phase de transition, a estimé, jeudi 1<sup>er</sup> mars, M. Alfredo Cesar, l'un des plus proches conseillers de la présidence élue du Nicaragua, M<sup>re</sup> Violeta Chamorro. Ces déclarations suivent celles faites le même jour par l'un des neuf commandants du Front sandiniste, qui affirme que le commandement de l'armée ne pourra « être changé par aucun gouvernement ».

La future présidente du Nicaragua « pourra nommer qui elle voudra, dans les ministères qu'elle voudra », a affirmé le commandant Bayardo Arce, qui fut le chef de la campagne électorale sandiniste. Mais l'Armée révolutionnaire sandiniste, a-t-il précisé, « est selon la Constitution la seule force armée représentant le peuple, avec ses propres règlements », qui s'imposent à tout gouvernement. Le commandant Arce a confirmé que, selon lui, le général Humberto Ortega, frère de l'actuel président, pourrait éventuellement perdre son portefeuille de ministre de la Défense, mais devra rester chef de l'armée.

Les rebelles nicaraguayens de la Contra - auxquels le président américain George Bush a demandé de déposer les armes - font, pour leur part, état de désertions dans l'armée sandiniste. L'un de leurs porte-parole, M. Alejandro Acevedo, a ainsi estimé à 250 le nombre de déserteurs au cours des deux derniers jours et a affirmé que de nombreux affrontements avaient lieu dans des unités militaires. Les responsables de la Contra maintiennent par ailleurs leur exigence d'une démission de l'armée avant de déposer leurs armes.

Les dirigeants syndicaux sandinistes ont, eux, donné cent jours, jeudi, à la présidence élue pour redresser l'économie du Nicaragua, faute de quoi ils « paralyseront la production ». Selon l'affirmation de l'un de ces dirigeants, cité par le journal sandiniste *Barricada*, un mouvement de grève pourrait être lancé si le futur gouvernement, qui

doit prendre ses fonctions le 25 avril, privatise des sociétés nationalisées par le régime sandiniste.

Dans un discours visiblement destiné à apaiser certains militants, le responsable des organisations de masse du FSLN, le commandant Victor Tirado Lopez, a appelé les syndicats à « défendre et approfondir les conquêtes de la révolution » au travers d'une « opposition civile, constructive et légale ». Prenant la parole devant la centrale sandiniste des travailleurs, le commandant Lopez a notamment estimé que le passage à l'opposition ne devait pas signifier « agir de façon égoïste et arbitraire ni fomenter le chaos et le désordre ».

À ce moment où ces prises de position, parfois contradictoires, étaient exprimées, la Conférence épiscopale - la plus haute instance de la hiérarchie catholique nicaraguayenne - a appelé le président Ortega à « remettre tous les pouvoirs » aux vainqueurs des élections « afin de contribuer à la paix, à la démocratisation et au développement du pays ». Dans son communiqué, l'Eglise demande aussi aux sandinistes « d'assumer avec maturité et responsabilité et sans ressentiments leur rôle d'opposition légitime ».

M. Alfredo Cesar, qui brigue la présidence de l'Assemblée nationale issue des élections, a indiqué que les quatorze partis de l'UNO avaient déjà effectué leur répartition politique dans la nouvelle Chambre. M. Cesar a aussi affirmé que tous les ministres du futur cabinet de M<sup>re</sup> Chamorro, qui sera formé que peu de temps avant sa prise de fonction, seront des civils.

Le vice-président élu, M. Virgilio Godoy, considéré comme l'un des « durs » de la nouvelle équipe, a pour sa part lancé à l'adresse des militants étrangers venus par milliers au cours des années soutenir la révolution nicaraguayenne : « Les internationalistes venus au Nicaragua avec leur feu sacré et leur sang (les couleurs sandinistes) pourront retourner manifester dans leur pays... » (AFP, Reuters, UPI).

PANAMA : pour que Washington tienne ses promesses d'aide

## Le président Endara est prêt à faire la grève de la faim

Le président du Panama, M. Guillermo Endara, a annoncé, jeudi 1<sup>er</sup> mars au Parlement, qu'il allait commencer une grève de la faim illimitée pour « faire pression » sur les États-Unis, afin d'obtenir l'aide promise au Panama après l'intervention militaire américaine du 20 décembre dernier.

M. Endara a précisé qu'il ferait sa grève dans la cathédrale de Panama et que son mouvement avait le soutien de l'archevêque, Mgr Marcos McGrath. Après l'intervention contre le régime du général Noriega, l'administration américaine avait promis au Panama près de 1 milliard de dollars pour redresser son économie. M. Endara avait déjà fait une grève de la faim de trois semaines en octobre dernier, pour protester contre l'annulation par le général Noriega du résultat des élections générales du 7 mai précédent, largement remportées par l'opposition maintenant au pouvoir.

À ce moment où M. Endara faisait connaître sa protestation, le président George Bush indiquait, jeudi 1<sup>er</sup> mars, que les dernières sanctions économiques américaines contre le Panama seraient levées. Au cours d'une tournée en Californie, M. Bush a annoncé qu'il allait être réélu, en faveur du Panama, le régime des préférences tarifaires généralisées dont bénéficient la plupart des pays en voie de développement pour leurs exportations vers les États-Unis. Cet avantage lui avait été retiré en 1983 dans le cadre de l'ensemble des mesures prises par l'administration Reagan contre le régime du général Noriega. Le président a également confirmé que le Panama ne figurait plus sur la liste des pays ne pouvant bénéficier d'une aide des États-Unis en raison de l'insuffisance de leurs efforts contre le trafic des stupéfiants. Seuls, l'Afghanistan, le Birmanie, l'Iran et la Syrie sont désormais frappés par cette mesure. (AFP)

ÉTATS-UNIS : le rapport annuel du département d'Etat

## La production mondiale de stupéfiants a atteint un niveau record en 1989

« La production mondiale de stupéfiants a atteint des niveaux records en 1989, la corruption a miné les efforts » entrepris « et un certain nombre de gouvernements n'ont toujours pas manifesté d'engagement sérieux », estime le rapport annuel du département d'Etat américain sur le trafic de drogue dans le monde, rendu public le jeudi 1<sup>er</sup> mars. La hausse de la production d'opium a été particulièrement « spectaculaire », selon ce document. Cette production a augmenté en Birmanie, au Laos et en Thaïlande, et « demeure importante » en Mexique et au Guatemala.

La quantité d'héroïne disponible sur le marché mondial « a continué à augmenter », et la culture de la coca s'est elle aussi encore développée, notamment dans les pays andins.

En revanche, la production de marijuana a continué à diminuer en Colombie et à la Jamaïque et, surtout, les saisies de cocaïne aux

États-Unis, en Amérique latine et dans les Caraïbes « ont été plus importantes que jamais ». Par ailleurs, d'importants trafiquants de cocaïne ont été arrêtés, écroués et extradés aux États-Unis.

Ce document souligne aussi que le système bancaire ouest-européen est largement utilisé pour le blanchiment de l'argent de la drogue. Malte, Gibraltar et Madère préviennent de cyber centres bancaires « conçus comme des paradis fiscaux, mais qui pourraient attirer l'argent de la drogue ».

En présentant ce rapport, le secrétaire adjoint pour les affaires internationales de la drogue, M. Melvin Levitsky, s'est félicité de l'arrestation, mercredi au Mexique, de l'ancien directeur d'Interpol dans ce pays, M. Miguel Aldana Ibarra, accusé par Washington d'avoir participé à l'assassinat d'un agent américain de la lutte contre le trafic. (AFP)

صلى الله عليه وسلم



# ROYAUME DU MAROC

## Le Premier Ministre du Gouvernement de SA MAJESTÉ LE ROI

à

### Monsieur Peter Duffy président du Comité exécutif international d'Amnesty International Londres

Objet : Note introductive au rapport du Gouvernement Marocain portant  
« Réponses aux points soulevés par Amnesty International ».

Sur invitation de SA MAJESTÉ LE ROI, une délégation de votre honorable organisation, conduite par vous-même, a effectué une mission au Maroc, les 13 et 14 février 1990. Cette délégation a été longuement reçue par SA MAJESTÉ LE ROI, initiateur de cette mission qui lui a fourni tous les éléments nécessaires à l'appréhension de la philosophie et de la démarche qui sous-tendent la politique marocaine en matière des droits de l'homme.

Cette politique puise ses principes dans de multiples sources, dont les principales sont l'Islam et les normes universellement reconnues par les nations démocratiques. En tant que Commandeur des croyants, SA MAJESTÉ LE ROI « est le protecteur des droits et libertés des citoyens, groupes sociaux et collectifs » comme le stipule l'article 19 de la Constitution dont s'est doté la Nation de manière démocratique. A ce titre, SA MAJESTÉ LE ROI a un devoir religieux et constitutionnel de protéger la société marocaine contre toute atteinte au bien-être de ses membres et à ses valeurs sacrées.

En outre, le système politique marocain est fondé sur des principes qui caractérisent traditionnellement l'Etat de droit : le pluralisme, la tolérance, la séparation des pouvoirs et le respect de la loi comme étant l'expression suprême de la volonté de la Nation (article 4 de la Constitution).

C'est dans cet esprit que le Maroc reconnaît et garantit le libre exercice des droits et libertés individuels et collectifs (article 9 de la Constitution). De nombreux textes législatifs et réglementaires sont venus, à l'instar des autres pays démocratiques, organiser les droits et devoirs des citoyens et des groupes en la matière.

Par ailleurs, de nombreuses instances concourent à préserver, garantir et veiller au strict respect de ces droits et libertés. A cet égard, il y a lieu de rap-

peler le rôle dévolu, dans ce domaine, au Parlement, qui dispose de multiples moyens de contrôle à travers les débats, les questions écrites et orales, la création de commissions, etc.

De même, les partis politiques interviennent aussi bien au sein du Parlement qu'à travers leur presse qui ne manque pas d'alerter les autorités et l'opinion publique, à tort ou à raison, sur d'éventuels abus. Du reste, le gouvernement de SA MAJESTÉ LE ROI encourage cette libre expression en octroyant des subventions substantielles à la presse partisane, y compris la presse d'opposition.

De plus, le Maroc s'enorgueillit de l'existence de nombreuses associations et organisations de défense des droits de l'homme : Association des barreaux du Maroc, Association des juristes marocains, Ligue marocaine des droits de l'homme, Association marocaine des droits de l'homme et Organisation marocaine des droits de l'homme. Ces différentes organisations, qu'elles soient autonomes ou liées à certains partis politiques, agissent en toute liberté et ne se privent pas de saisir les autorités compétentes chaque fois qu'elles le jugent nécessaire.

Il était naturel que, sur ces bases, le Maroc adhère naturellement aux différentes conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Et à ce titre, le Maroc, traditionnellement respectueux de ses engagements internationaux, honore fidèlement ceux-ci.

De ce fait, le gouvernement de SA MAJESTÉ LE ROI est particulièrement vigilant à l'égard des possibilités d'abus dus à des excès imputables à des écarts individuels et isolés et ordonne systématiquement des enquêtes pour en établir le bien-fondé et prendre les sanctions qui s'imposent. De même, le Maroc est attentif à tout appel provenant de l'opinion publique internationale.

Il prend souvent l'initiative d'inviter la presse internationale à venir se rendre compte sur place des réalités vécues par le peuple marocain. Ceci explique la profusion d'informations sur le Maroc, qui reste un pays ouvert et disponible à examiner en toute sérénité les remarques qu'on peut lui adresser.

C'est dans cet esprit qu'Amnesty International a été invitée au Maroc, où SA MAJESTÉ LE ROI a affirmé à sa délégation la volonté du Maroc d'aller toujours de l'avant en matière des droits de l'homme.

Cependant, malgré l'existence d'un système politique qui favorise l'éclosion d'une vie politique qui n'a rien à envier aux pays de tradition démocratique ancienne, certains individus ou groupes s'installent délibérément dans l'illégalité ce qui les expose aux rigueurs de la loi qui s'impose à tous les citoyens.

Le Maroc, à l'instar des pays démocratiques, ne peut que recourir à la loi pour préserver ses institutions, ses valeurs sacrées, son intégrité territoriale et protéger les biens et les personnes contre tout acte de violence ou de subversion.

Pour ces mêmes actes de violence, les membres d'organisations telles que « Action directe », « Brigades rouges », « Cellules communistes combattantes », « Bande à Baader », « ETA », « FLNC », etc., ont été sévèrement condamnés en tant que prisonniers de droit commun et détenus en tant que tels. Cette attitude de rigueur à l'égard d'individus qui, par leurs actes de violence, mettent en danger les fondements d'une société démocratique, n'a jamais soulevé de critiques ou de contestation. Dès lors, on ne peut que s'étonner d'une certaine campagne autour de prétendus « prisonniers politiques » ou « d'opinion » au Maroc (rapport Amnesty International, pages 6 et 7) qui ne se différencient en rien de ceux qui sont considérés en France, en Espagne, en

Italie ou en RFA comme de simples prisonniers de droit commun. Les fiches signalétiques contenues dans le rapport qui a été remis à la délégation d'Amnesty International montrent à l'évidence que les cas soulevés ne relèvent pas, comme il a été affirmé, de simples délits d'opinions politiques non violentes, mais il s'agit d'actes de violence caractérisés.

Par ailleurs, il existe des assertions tendant à accréditer l'idée selon laquelle les garanties fournies par la loi marocaine en matière de procédure pénale sont insuffisantes et exposent les prévenus à des abus (rapport Amnesty International, pages 17 et 19). Ceci revient à faire douter de l'objectivité de la loi et de l'impartialité de l'instance judiciaire. Or, dans ce domaine, la loi nationale est reconnue par les conventions internationales (article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; article 29, alinéa 2 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, etc.) comme étant la seule base juridique qui régit l'exercice des droits de l'homme. Le Parlement garde toute latitude, si nécessaire, d'amender ou d'abroger les textes en vigueur. Aussi, toutes les personnes condamnées l'ont-elles été dans le strict respect des lois et ont-elles bénéficié des garanties de protection et de défense prévues par celles-ci.

L'affirmation contenue dans le rapport d'Amnesty International disant que le gouvernement marocain ne contrôlerait pas suffisamment ses fonctionnaires (page 19), voire qu'il resterait passif face aux violations des droits de l'homme, est sans fondement. Les nombreuses instructions données au corps de la sûreté nationale (rapport remis à la délégation d'Amnesty International, pages 9 à 21), les sanctions infligées pour abus de pouvoir ou fautes professionnelles à des auxiliaires de l'autorité,

à des officiers et agents, tant de la sûreté nationale que de la gendarmerie Royale (idem pages 29 à 46) montrent qu'il n'existe aucune complicité en la matière et que le gouvernement marocain est loin de se complaire dans une situation de violation des droits des citoyens. Il n'en saurait être autrement étant donné que le Maroc est un Etat de droit et a la ferme volonté de le demeurer.

Or, les réactions suscitées à l'étranger à propos de certains cas ne prennent malheureusement pas en compte ces vérités. On ne peut donc que rester perplexes devant cette partialité et face à la campagne orchestrée contre le Maroc au moment où il tend légitimement, comme tous les pays démocratiques, à parachever son intégrité territoriale ; et au moment même où il opère un décollage économique prometteur et où il suscite l'intérêt des investisseurs étrangers.

On peut se demander si toutes les interpellations ayant pour credo les droits de l'homme sont réellement justifiées par la seule volonté de protéger ces droits, ou s'il n'existe pas d'autres motivations.

C'est dans cette perspective que le gouvernement de SA MAJESTÉ LE ROI a délégué une commission ministérielle, présidée par MM. les ministres de la Justice et de l'Intérieur, pour débattre des points soulevés par Amnesty International cas par cas, fournissant toutes les explications et les éléments à même de dissiper définitivement tout malentendu et mettre un terme aux amalgames.

De ce fait, le Maroc prouve encore une fois sa bonne volonté et son esprit d'ouverture et espère que l'honorable délégation d'Amnesty International fera cas de ces vérités et de cette bonne volonté et qu'elle communiquera les bonnes impressions qu'elle semble avoir éprouvées durant sa mission au Maroc.

## Réaction du Gouvernement Marocain au rapport d'Amnesty International

Le Maroc, qui a été parmi les premiers pays du Tiers Monde à se doter de structures démocratiques garantissant les droits individuels et collectifs des citoyens, a toujours été attentif à tout ce qui est de nature à améliorer la protection des Droits de l'Homme. Il s'est ainsi doté, dès 1958, d'instruments juridiques appropriés qu'il n'a cessé de parfaire ; comme il a participé à l'élaboration, au sein des Nations unies, de l'important arsenal conventionnel en matière des Droits de l'Homme auquel il a naturellement adhéré. Cet attachement historique à la promotion des droits et libertés du citoyen a amené le Maroc à demeurer à l'écoute d'appels provenant d'organisations soucieuses de protéger ces droits, qu'elles soient nationales ou internationales.

Tout cela explique l'initiative de SA MAJESTÉ LE ROI d'inviter, de recevoir et de donner à la délégation d'Amnesty International, lors de sa mission au Maroc, les 13 et 14 février 1990, toutes les explications et assurances sur la volonté du Maroc d'aller de l'avant dans ce domaine. Une commission ministérielle, présidée par les ministres de la Justice et de l'Intérieur, a examiné un par un avec les représentants d'Amnesty International tous les cas soulevés dans le rapport que cette Organisation a soumis au Maroc. Par ailleurs, le Maroc a remis un rapport détaillé à cette délégation, rapport à même de répondre à toutes les interrogations d'Amnesty International et qui, logiquement, aurait pu amener cette

Organisation à réexaminer et à nuancer son attitude à l'égard du Maroc.

En effet, le rapport portant réponses du Maroc aux points soulevés par Amnesty International est un document de 61 pages, dont une partie donne des indications précieuses sur les garanties juridiques dont dispose le citoyen et des exemples flagrants du souci de l'Administration et de l'Autorité à l'endroit de ces garanties, notamment les fermes instructions, sans cesse renouvelées, adressées aux fonctionnaires concernés quant au respect scrupuleux des dispositions légales en matière de garde à vue. Le gouvernement de SA MAJESTÉ LE ROI est conscient qu'une vigilance de tout moment s'impose en la matière pour tout Etat ayant fait de la protection du citoyen l'une de ses priorités.

Le rapport fourni par le Maroc à Amnesty International donne également toutes les informations nécessaires au sujet de cas cités par cette Organisation et en ce qui concerne l'état actuel des prisons marocaines.

Ce faisant, le Maroc a livré sans réserve toutes sortes d'indications requises pour une bonne compréhension de cette question, partant de sa conviction qu'une organisation telle qu'Amnesty International, qui prétend agir sur la base de l'objectivité et dans le seul but de défendre et de promouvoir les Droits de l'Homme, ne peut que tenir compte de toute bonne volonté et de tous les éléments d'information recueillis

auprès des Etats dans le cadre de ses missions sur le terrain.

Certes, la visite d'Amnesty International au Maroc, les entretiens qu'elle a eus avec les responsables marocains ne peuvent avoir résolu tous les problèmes et tous les malentendus sur les points soulevés par cette Organisation. Conscient de cette réalité, le Maroc lui a assuré sa volonté déterminée de poursuivre cette concertation et de demeurer fidèle à cet esprit d'ouverture et de dialogue.

Or, il s'avère que malheureusement la démarche d'Amnesty International ne tient pas compte de cette logique qui aurait nécessité, après un échange aussi fructueux avec les plus hautes autorités marocaines, pour le moins de nuancer le jugement et l'attitude de cette institution à l'égard du Maroc.

En effet, si véritablement Amnesty International était soucieuse de faire avancer la protection des Droits de l'Homme, elle aurait pu encourager la bonne volonté du Maroc et apprécier à leur juste valeur les réponses et les assurances fournies par les autorités de ce pays. Elle aurait pu ainsi s'abstenir de publier son rapport sur le Maroc, d'autant plus que ce document avait été préparé avant la visite de sa délégation au Maroc et qu'il se fonde sur des témoignages avec tout ce qu'un témoignage peut receler de subjectivité, voire de malveillance.

Par ailleurs, malgré toutes les incertitudes qui entourent le bien-fondé de ce rapport d'Amnesty International, le

Maroc y a répondu avec sérieux et rigueur.

Non seulement Amnesty International ne s'est pas conformée à cette logique élémentaire, mais elle a tout simplement ignoré le rapport fourni par le Maroc en s'abstenant délibérément de le publier. Ceci est contraire à l'éthique et à la morale qui doivent présider au comportement d'une Organisation dont la vocation devrait être l'objectivité.

La publication du rapport fourni par le Maroc à Amnesty International aurait à l'évidence permis d'aider l'opinion publique internationale à appréhender la vérité et à faire la part des choses en puisant ses informations dans deux sources différentes.

Ce faisant, le Maroc ne cherche pas à ce qu'Amnesty International accrédite totalement son propre point de vue, mais a pour souci d'écarter ce type de partialité qui consiste à faire table rase des arguments présentés par le Maroc et qui érige Amnesty International en détenteur exclusif de la vérité et de l'objectivité.

Il s'agit là d'un comportement fort étonnant. En effet, Amnesty International a jusqu'ici reproché au Maroc d'avoir ignoré ses appels. Or ce pays vient une nouvelle fois de témoigner publiquement de son entière disponibilité et de sa sollicitude à l'égard de tout ce qui touche aux Droits de l'Homme. En réponse, Amnesty International s'est tout simplement contentée de livrer à l'opinion publique internationale ses a priori et ses idées

toutes faites sur le Maroc en publiant sans y changer le moindre terme un rapport établi antérieurement à sa visite au Maroc, comme si aucun échange avec ce pays n'avait eu lieu.

On est en droit de se demander si véritablement la recherche de la vérité ne gène pas une quinzaine de fondée sur des allégations sans fondement et si Amnesty International a la volonté de rétablir la vérité au détriment d'une caricature qu'elle s'est faite du Maroc et dont elle semble avoir des difficultés à se débarrasser. Ceci ne renforce nullement la crédibilité de cette Organisation.

Pourtant, le Maroc, Etat souverain, aurait pu ignorer l'appel d'une telle Organisation en partant du fait qu'il n'est tenu que par ses obligations à l'égard de son opinion publique nationale et par ses engagements internationaux auxquels il n'a jamais failli.

Malgré cette absence de compréhension et d'objectivité à l'égard du Maroc, ce pays continuera à aller de l'avant en matière des Droits de l'Homme sans se soucier de ceux qui veulent l'emprisonner dans une image déformée de lui-même et le culpabiliser en permanence. Le Maroc, fort de ses traditions, de ses institutions et de sa quête perpétuelle de la promotion du statut du citoyen, poursuivra sa marche n'en déplaçant à ceux qui veulent s'enrichir en tuteur des Droits de l'Homme au prix d'une falsification de la réalité.

Février 1990.



## PROCHE-ORIENT

LIBAN : entre 20 et 70 tués jeudi

### Les combats se poursuivent dans le secteur chrétien de Beyrouth

Les combats entre l'armée du général Michel Aoun et la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) pour le contrôle du secteur chrétien de Beyrouth se sont poursuivis vendredi matin 2 mars pour la deuxième journée consécutive. Ces combats sont accompagnés de violents pillonnages des quartiers résidentiels, et les tirs étaient entendus dans tous les secteurs de la capitale libanaise.

Selon les belligérants, les affrontements se concentrent dans la banlieue de Sîa el-Fil et celle densément peuplée de Nabaa, qui commandent l'accès à la colline d'Achrafieh, cœur du Beyrouth chrétien, où sont retranchés les FL, et à la Quarantaine, quartier général de la milice chrétienne, près du port de Beyrouth.

La reprise des combats entre chrétiens, jeudi, a mis un terme au statu quo qui prévalait sur le terrain depuis près de deux semaines. Les soldats du général Aoun avaient effectué une légère percée à la faveur des combats de jeudi, selon des sources des services de sécurité. Cette progression avait toutefois été démentie par les FL.

La radio du général Aoun souligne la détermination de l'armée de poursuivre son offensive aux abords de Beyrouth. Elle affirme que « le gouvernement légal (du général Aoun) est confronté au choix, soit d'abandonner le terrain aux éléments armés (les FL), soit d'étendre son autorité comme il l'a fait à Dbyay et à Ain Remmaneh ».

deux fiefs FL déjà tombés aux mains de l'armée.

D'autre part, aucun bilan exact des combats des dernières vingt-quatre heures n'a pu être obtenu en raison de la coupure des liaisons téléphoniques dans le « pays chrétien ». Les estimations de la presse varient entre 20 et 70 tués, et entre 60 et 150 blessés. En un mois les combats entre chrétiens ont fait plus de 3 000 victimes. — (AFP)

Le président Bush dément qu'il y ait des conversations secrètes sur les otages. — Le président George Bush a démenti jeudi 1<sup>er</sup> mars l'existence de conversations secrètes conduites par des émissaires américains sur le sort des otages au Liban et la proximité d'éventuelles libérations. Le président américain a indiqué aux journalistes qui l'accompagnaient dans son voyage à Los Angeles que les récents articles parus à ce sujet dans la presse étaient « ridicules ». George Bush a précisé qu'après avoir entendu parler des informations concernant des conversations secrètes américano-iraniennes à Genève sur les otages, il avait immédiatement demandé à son conseiller pour les affaires de sécurité nationale Brent Scowcroft de les vérifier. « Il m'a rapporté qu'il n'y avait aucune conversation », a-t-il souligné, ajoutant : « Je ne passe pas un jour sans penser aux otages. Je ferai tout ce que je peux (pour eux). » — (AFP)

### L'épineux problème des salaires

BEYROUTH

de notre correspondant

Avec la fin du mois, se pose dans le réduit chrétien l'épineux problème des salaires. Il concerne évidemment au premier chef, les quelque 100 000 employés des entreprises privées, sans compter les quelque 40 000 salariés dépendant de l'armée et les 17 000 autres tribunaux des Forces libanaises.

Comment les patrons pourront-ils régler les salaires de leurs employés, alors que pratiquement durant tout le mois de février, sauf dans certains secteurs limités à l'alimentation, ils n'ont pas eu une seule rentrée, et alors qu'un grand nombre d'entreprises ont été partiellement ou totalement détruites ?

Dans l'état de désorganisation du réseau bancaire, il serait par ailleurs fictif de payer par chèques ou transferts bancaires. Toutefois ce problème ne se pose pas au général Aoun, qui dispose, dit-on, de 14 à 15 milliards de livres libanaises en banknotes, de quoi tenir trois à quatre mois à raison de 4 milliards par mois. Mais il se pose à la mi-juin des

FL, qui, bien que riche, ne dispose pas dans ses banques de liquidités suffisantes pour régler des salaires qui totalisent plus de 1 milliard, en fait presque 2, par mois. Quant aux sociétés privées, celles qui ont l'intention de payer sont obligées de faire la chasse aux billets de banque, de plus en plus rares.

A supposer ces difficultés réglées, reste à retrouver les employés pour pouvoir les payer. Les communications téléphoniques interzones sont interrompues, et les lignes de démarcation fort compliquées à traverser à l'intérieur du réduit chrétien. A titre d'exemple, une PME de 24 salariés doit faire parvenir des salaires dans cinq zones distinctes dont quatre dans le réduit. Même les combattants, sur ce plan, sont à la même enseigne que le commun des mortels, sinon dans une situation pire, car il leur faut, théoriquement, faire parvenir l'argent à leurs gènes chez l'ennemi. Circonstance aggravante : bon nombre de salariés n'avaient pas eu le temps matériel d'encaisser leur salaire lorsque les hostilités ont éclaté en janvier.

LUCIEN GEORGE

EGYPTE

### Des Français parmi les victimes de l'incendie du Sheraton Héliopolis

LE CAIRE

de notre correspondant

Seize personnes ont trouvé la mort et trente autres ont été blessées dans l'incendie de l'hôtel Sheraton d'Héliopolis, a annoncé jeudi 1<sup>er</sup> mars le ministère égyptien de l'Intérieur. Selon des sources médicales, cinquante-six personnes avaient été hospitalisées après l'incendie. Vingt-six qui souffraient de simple suffocation ont quitté les hôpitaux tandis que six personnes demeurent dans les salles des soins intensifs.

Le ministère de l'Intérieur, qui n'a donné aucune précision sur le nombre de disparus, a en revanche indiqué que huit Français figuraient parmi les morts. Une information qui n'a pas reçu confirmation à l'ambassade de France. De source diplomatique française on indique que l'ambassade n'a reçu ni liste ni précisions à ce sujet du ministère de l'Intérieur. Toutefois, au moment de quitter Le Caire jeudi, l'agence touristique Kuoani a signalé que sur les quarante-quatre personnes du groupe français trois femmes manquaient. Au stade actuel, il y aurait donc au maximum trois morts parmi les Français faisant des voyages organisés. Reste toutefois la question de ceux qui voyageaient à titre individuel et dont on ne connaît rien, les listes des résidents du Sheraton d'Héliopolis ayant brûlé avec l'hôtel.

D'autre part, les experts de la police égyptienne ont exclu que l'incendie soit d'origine criminelle. Selon eux, le drame a été provoqué par une brindille partie d'un four à pain fonctionnant au feu de bois qui a enflammé la grande tente du restaurant nubien. L'hôtel, construit en préfabriqué il y a une dizaine d'années, ne possédait pas d'extincteurs automatiques. Pour avertir les clients endormis - il était une heure passée - le personnel a, selon tous les témoignages recueillis, frappé aux portes. Plusieurs personnes encerclées par les flammes ont sauté du quatrième ou du cinquième étage à défaut d'échelle de pompiers.

L'incendie du Sheraton risque de porter un coup au tourisme malgré les souhaits du ministre chargé de cette industrie. Le tourisme en provenance d'Italie avait été affecté en 1988 à la suite du chavirement sur le Nil du bateau-hôtel Nubia sur lequel se trouvaient des Italiens dont plusieurs sont morts.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## ASIE

INDE

### Trente personnes ont été tuées lors d'une manifestation au Cachemire

NEW-DELHI

de notre correspondant

Plus de trente personnes ont été tuées, et une cinquantaine d'autres blessées, jeudi 1<sup>er</sup> mars, à Srinagar, capitale de l'Etat du Jammu, et Cachemire, lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur une foule d'environ deux cent mille personnes.

Sendant des slogans hostiles au gouvernement indien, les manifestants se dirigeaient vers le bureau des Nations unies lorsque les premiers incidents ont éclaté. Ces manifestations, dont l'ampleur ne cesse de croître depuis une dizaine de jours en dépit d'une répression de plus en plus ferme, sont organisées par les partis indépendantistes, notamment le JKLF (Front de libération du Cachemire), le Hizbul Moudjahidine et la Ligue du peuple. Tous demandent, à l'instar du gouvernement d'Islamabad, l'organisation d'un référendum, comme le prévoit une résolution des Nations unies datant de 1949.

Le gouvernement pakistanais

s'est déclaré « profondément choqué » par cette « fusillade gratuite » et, dans une déclaration solennelle, a appelé le gouvernement de Delhi à « cesser ses actions répressives et à appliquer une politique conforme au mouvement mondial en faveur de la liberté et de la démocratie ».

La révolte, initialement limitée à des groupes de jeunes, gagne des couches de plus en plus larges de la population locale. Les médecins et les personnels médicaux de Srinagar ont manifesté jeudi, à la fois pour demander l'envoi de médicaments et pour réclamer le droit à l'autodétermination. La veille, les chauffeurs de taxis et de bus avaient défilé dans les rues, brandissant des drapeaux de l'« Azad Kashmir » (le Cachemire libre, selon l'expression pakistanaise).

D'autre part, le climat de violence qui règne dans la vallée du Cachemire a entraîné un mouvement d'exode des populations hindoues vers Jammu (capitale d'hiver de cet Etat, à dominance hindoue), et aussi vers New-Delhi. Leur peur serait justifiée par des menaces à

l'encontre des habitants hindous de Srinagar.

Cette escalade de la violence est d'autant plus dangereuse que, sur le plan diplomatique, la situation paraît bloquée. Le Pakistan continue de réclamer à la fois l'ouverture de négociations avec l'Inde à propos de ce « territoire disputé », et à s'en tenir à la résolution des Nations unies qui prévoit un référendum.

M. Iqbal Akhund, conseiller du premier ministre pakistanais pour les affaires étrangères et la sécurité nationale, vient de réaffirmer cette position à New-York, à l'occasion d'une tournée internationale destinée à sensibiliser l'opinion mondiale aux thèses pakistanaises. En Inde, la position du gouvernement demeure intransigeante : pas question de négocier tant que le Pakistan continue d'aider les « terroristes » cachemirites (ce que dément Islamabad) ; pas question non plus que l'ONU se mêle d'une affaire purement intérieure. New-Delhi est donc conduit à une escalade de la répression qui, les incidents de jeudi le montrent bien, n'a aucune chance de ramener le calme.

LAURENT ZECCHINI

CHINE

### Pékin menace de ne pas reconnaître la validité des passeports étrangers de Hongkong après 1997

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a menacé de ne pas reconnaître, après la rétrocession de Hongkong en 1997, la validité des passeports britanniques ou d'autres pays occidentaux qui auront été accordés à des résidents de la colonie.

Le ministère chinois des affaires étrangères a en outre rappelé jeudi 1<sup>er</sup> mars, qu'aux termes de la loi chinoise les détenteurs du passeport réservé aux « citoyens des dépendances territoriales britanniques » seront considérés, après 1997, comme des citoyens de la République populaire et, à ce titre, « ne jouiront pas du droit de protection consulaire britannique ».

Ce dernier point ne faisait aucun doute, mais le ministère a jugé utile de préciser un aspect d'une actualité plus immédiate de la loi chinoise sur la nationalité, à savoir l'exclusion de la double nationalité : « Tout citoyen résidant en Chine [c'est à dire également à Hongkong après 1997] qui souhaite acquiescer une nationalité étrangère doit en premier lieu effectuer une requête en vue d'obtenir l'autorisation de renoncer à sa citoyenneté chinoise ». Pékin hausse ainsi à nouveau le ton devant l'intention des Britanniques de fournir, par le biais de dispositions juridiques, une assurance de

soutien moral au personnel-clé de l'administration de Hongkong, afin de l'inciter à demeurer sur place.

Cet avertissement vaut en premier lieu pour Londres — une nouvelle fois soumise par le porte-parole de « s'abstenir de recourir à cette pratique erronée » violant, selon Pékin, l'esprit de l'accord de 1984 sur la rétrocession — mais il concerne aussi les pays occidentaux qui s'associeraient à l'effort britannique.

La France s'est déjà attiré une protestation — au demeurant modérée — de la part de Pékin pour avoir engagé une procédure destinée à décerner un droit de séjour de longue durée en France à quelque 1 200 employés chinois travaillant pour les intérêts économiques français à Hongkong.

Reprise

en main

D'autres pays font de même, afin de s'assurer la fidélité d'un personnel local dont les qualifications sont indispensables à la poursuite des opérations économiques et qui est, de plus en plus, tenté par l'exil au vu du refroidissement politique sur le continent communautaire. Les requêtes à l'émigration au consulat d'Australie ont ainsi presque triplé depuis juillet 1989, après la répression militaire de la contestation sur le continent.

A Londres, le Foreign Office indiquait jeudi qu'il est « légèrement prématuré » de dire que la Grande-Bretagne a réussi à persuader d'autres pays d'accorder des passeports à des Chinois de Hongkong, comme l'on fait plusieurs quotidiens londoniens. On précise néanmoins que cette question fait l'objet de « contacts avec un certain nombre de gouvernements ».

Conscient, peut-être, de l'extrême nervosité de l'opinion publique de Hongkong, le premier ministre, M. Li Peng, s'est apparemment abstenu de proférer de nouvelles mises en garde contre la « subversion » hongkongaise lorsqu'il a reçu, jeudi, une délégation de la chambre de commerce de Hongkong comprenant les représentants de vingt-deux firmes multinationales occidentales et régionales. Il leur a assuré que l'ouverture de la Chine se poursuivait, offrant à l'avenir « de larges perspectives » d'investissements et de commerce avec le continent.

Le durcissement envers la Grande-Bretagne semble faire partie d'une reprise en main, par la tendance la plus dure du régime, de la diplomatie chinoise, qui s'est manifestée déjà, au cours des dernières semaines, par l'attitude très virulente de Pékin à l'égard des Etats-Unis à propos de la question des droits de l'homme.

FRANCIS DERON

## AFRIQUE

ANGOLA

### Première visite du chef de la diplomatie sud-africaine depuis l'indépendance

M. « Pit » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a effectué, jeudi 1<sup>er</sup> mars, sa première visite en Angola depuis l'accession de ce pays à l'indépendance en 1975. Arrivé dans la matinée, M. Botha a été reçu par le président, M. José Eduardo Dos Santos, et a eu des entretiens avec son homologue angolais, M. Pedro de Castro Van Dunem « Loy ».

Ceux-ci ont porté sur la situation en Afrique australe et en Angola, ainsi que sur la poursuite du processus d'application de l'accord tripartite de New-York, signé en décembre 1988 par l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud.

Aucun communiqué final n'a été publié à l'issue de cette visite. Cependant, de source proche des deux délégations, les discussions ont porté sur la rencontre entre les deux chefs d'Etat, MM. Frédéric De Klerk et José Eduardo Dos Santos lors des cérémonies d'indépendance de la Namibie, prévues pour le 21 mars.

An cours d'une conférence de presse, M. Botha a affirmé que le problème interne angolais devait trouver sa solution « entre Angolais » tout en indiquant que Pretoria était disposé, si on le lui demandait, à « apporter sa contribution ». Auparavant, lors du déjeuner offert en l'honneur de

M. Botha, le ministre des relations extérieures, M. Pedro de Castro Van Dunem, avait notamment souhaité que « l'Afrique du Sud fasse pression sur l'UNITA » (le mouvement rebelle de M. Jonas

Savimbi) pour que, « au lieu de faire œuvre de destruction, elle soit un mouvement travaillant dans le sens de la reconstruction » en Angola. M. Van Dunem « Loy » a également évoqué clairement un « renforcement de la

coopération bilatérale entre les deux pays, ainsi qu'avec la Namibie », et estimé que les deux gouvernements devaient désormais « jeter les bases d'une intégration économique dans la région ». — (AFP)

L'expulsion d'un opposant gabonais

### M. Kouchner est « choqué »

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, s'est déclaré « choqué » par l'expulsion, mercredi 28 février, vers le Sénégal, d'un opposant gabonais, M. Pierre Mamboundou. (Le Monde du 2 mars). « Je voudrais d'abord comprendre ce qui s'est passé, a-t-il déclaré à RTL. En tant que ministre des droits de l'homme, je m'interroge, a-t-il ajouté, pour savoir si M. Kouchner, qui ne fait pas mettre de l'huile sur le feu et que la situation en Afrique est très difficile en raison des troubles actuels, de ceux qui s'y préparent et de la situation de pauvreté, a expulsé d'un opposant à un

régime de parti unique, a-t-il estimé, est toujours très très difficile pour une démocratie et pour les démocrates. Je suis donc choqué et je m'interroge sur les conditions qui ont fait que cet homme soit, en vertu d'une procédure d'urgence, expulsé aussi vite ».

M. Gérard Lindeperg, secrétaire national aux droits de l'homme et aux libertés du Parti socialiste, a fait part de son étonnement, ainsi que certains élus socialistes comme le sénateur de l'Essonne, M. Jean-Luc Mélenchon, qui s'est déclaré « troublé » par la décision de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. L'avocat de M. Mamboundou, M. Jean-Louis Keita, du barreau d'Albi-en-Provence, a fait savoir dans un communiqué que son client « conteste et dément formellement les allégations selon lesquelles il serait impliqué dans une tentative de complot contre le président Omar Bongo. Il n'a jamais été dans ses intentions d'attenter à la vie de quiconque et encore moins à celle du président Bongo » ; indique le texte. « Ce genre d'action est tout à fait contraire aux principes démocratiques défendus par l'UPG (Union du peuple gabonais) et son président, conjugué, le communiqué, dont l'action visait à rétablir une véritable démocratie dans son pays ».

Le durcissement envers la Grande-Bretagne semble faire partie d'une reprise en main, par la tendance la plus dure du régime, de la diplomatie chinoise, qui s'est manifestée déjà, au cours des dernières semaines, par l'attitude très virulente de Pékin à l'égard des Etats-Unis à propos de la question des droits de l'homme.

سكنا من الامم



# POLITIQUE

## La préparation du congrès de Rennes

### Haute-Garonne : comment déstabiliser M. Jospin ?

Les fabiusiens ont sonné la charge derrière M. André Méric qui se sent mal aimé par le ministre de l'éducation

TOULOUSE

de notre correspondant

Le débat est terminé. Commence, au sein de la fédération socialiste de la Haute-Garonne, la veille d'armes. Il était temps. La discussion s'effilocheait et les militants, un rien désorientés par des textes qui ont bien du mal à cacher le combat des chefs, s'épuisaient en de vaines querelles, s'irritaient dans des affrontements internes au point de se laisser aller parfois à quelques écarts de langage qui les réservent habituellement aux adversaires politiques.

Pourtant, certains socialistes, les femmes et les jeunes surtout, ont quelque peine à comprendre cette hargne « motionnelle » et les rancœurs qu'elle a fait remonter à la surface du parti. Il est déjà loin le temps où, en 1986, M. Lionel Jospin était accueilli à bras ouverts, comme un sauveur descendant du ciel, à la rescousse d'un PS traumatisé par ses revers électoraux.

Savoir-faire sur le terrain

Et pourtant, le ministre de l'éducation nationale ne manque pas une occasion de venir à la tribune manifester ses terres d'élection son souci des affaires de la République. Conseiller général de Cintegabelle, en Haute-Garonne, il tient permanence, toutes les semaines, dans son petit canton du Lauragais, cet ancien grenier à blé du Midi-Pyrénées. Le débat d'avant-congrès qui a enflammé la quatrième ou cinquième fédération de France (selon l'importance qu'on accorde encore à celle des Bouches-du-Rhône), a trouvé en la personne de l'ancien premier secrétaire du

PS un aliment de choix. Ce sont les fabiusiens qui ont sonné la charge, derrière M. André Méric, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, qui se sent mal aimé du chef de file de la « motion un ». Naguère poperciste, ce pilier du socialisme haut-garonnais sait bien qu'il doit encore son maintien sur le devant de la scène politique à son fauteuil gouvernemental. Deux jeunes députés, fabiusiens de toujours, lui ont depuis quelques mois emboîté le pas. « Nous ne sommes pas l'avant-garde jeune d'un rassemblement », explique M. M. Gérard Bax et Robert Lofdi, qui se réjouissent aujourd'hui de l'écho rencontré auprès de certains militants par le président de l'Assemblée nationale. « Nous sommes même de nouvelles vocations de responsables socialistes », racontent-ils. Il est vrai qu'ils ont le cœur à l'ouvrage, avec ce savoir-faire sur le terrain, dans le « tour manette », qui leur a si bien réussi, lors des campagnes électorales.

Les amis du président de l'Assemblée nationale ont leurs terres de mission : le Comminges, au sud du département, et le Lauragais, où les Méric (André et son fils Georges, maire de Nailloux) ont leurs bases. Il est vrai que les fabiusiens rongent depuis longtemps leur frein. Les dernières élections municipales les avaient piqués au vif, quand les militants de la fédération, suivant le choix de leur direction, avaient préféré pour Toulouse un rocardien, M. Jacques Lévy, à M. Robert Lofdi. Fort de ses succès aux législatives, ce dernier eût pourtant bien aimé croiser le fer avec M. Donat Kaden, le maire sortant. Certes, concédent-ils, « il fallait renouveler les méthodes, mais pas jeter les anciens ». « Ce qui leur est insupportable, c'est le

trop de démocratie », explique simplement le secrétaire fédéral, M. Jean Carassou, chef de file de la « motion un » dans le département.

La critique n'épargne plus guère le ministre de l'éducation nationale. Et les militants se souviennent d'un échange des plus vifs, lors d'une commission exécutive fédérale, avec Georges Méric, le jeune maire de Nailloux, qui avait adressé aux militants de Haute-Garonne une lettre pour dénoncer l'attitude de M. Lionel Jospin dans l'affaire des foulards islamiques, le ministre étant jugé coupable de crime de lèse-faït.

Pas de fausses cartes

Les mécontents de tout poil « surfent » sur les rancœurs que cresse le courant Fabius. Ils dénoncent la « direction pyramidale de la fédération », le manque de débat au quotidien, les « piques » dont certains élus du terroir ont fait les frais. D'autres s'en prennent à l'entourage toulousain du ministre, aux « Jospin boys » accusés de confisquer le pouvoir. Les élections européennes, il est vrai, n'avaient rien arrangé. Tout juste si la fédération n'était pas accusée d'avoir saboté la campagne de Laurent Fabius dans le département. Ce que M. Jean Carassou repousse d'un chiffre : « La liste socialiste aux européennes a obtenu en Haute-Garonne son cinquième meilleur score national ».

Les critiques fabiusiennes semblent faire mouche. « Notre fédération n'est pas une fédération sans complexe », affirme M. Bax. Au point que le collectif de la « motion un », dans une note interne,

dénonce « un retour aux vieilles pratiques claniques et clientélistes qui avaient provoqué la régression du parti, à ces méthodes de confiscation de la démocratie que les militants ont maintes fois rejetées par leurs votes quasi unanimes... » Et dans une autre note envoyée, le même collectif s'indigne du soutien qu'apporterait la Dépêche du Midi au courant Fabius, « afin de déstabiliser Lionel Jospin » dont les ambitions régionales feraient de l'ombre à M. Jean-Michel Baylet, patron du quotidien et secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

Les amis de M. Lionel Jospin veulent défendre au travers de ce congrès leur image de renouveau du parti. « Derrière Fabius », disent-ils, se cachent trois anciens qui veulent reprendre pied : M. André Méric, bien sûr, M. Léon Eckhout, ancien président du conseil général, et M. Alex Raymond, maire de Colomiers et ancien président du conseil régional, dont la section pèse à elle seule près de cinq cent soixante-neuf cartes sur un total, pour la Haute-Garonne, de cinq mille neuf cent soixante-douze.

Les cadres locaux du PS ont été remplacés, réajustés, les candidats aux élections soumis au choix de la base et les élus priés de retrouver le chemin de la fédération. « La rénovation avait commencé avant eux », s'indigne un fabiusien. « C'est une affaire qui maintenant avance sur sa seule lancée », rétorque M. Carassou.

Toulouse n'est pas Marseille, même pas Montpellier. Les fabiusiens sont bien en peine de trouver des fausses cartes, d'acquiescer de soudaines vagues d'adhésions dans telle ou telle section. « Nous parions sur la transparence, ils n'ont pas pu nous attaquer là-dessus », clame M. Carassou.

GERARD VALLES

### La multiplication des « signes »

Le président a-t-il donné un nouveau signe ? Mercredi 28 février, lors du conseil des ministres, il avait rendu un hommage appuyé à l'action de M. Lionel Jospin. Dès lors, à deux semaines du congrès du PS à Rennes, toutes les interrogations étaient fondées : M. Mitterrand, comme à son habitude, allait-il équilibrer les plateaux de la balance en donnant un signe d'appui à M. Laurent Fabius ? Certes, la météo et les malheurs des habitants de la côte normande ont peu à voir avec les péripéties des luttes de pouvoir au sein du PS. Mais, dans ce monde où rien n'est innocent, force est de constater que, dès le lendemain du « signe », en faveur de M. Jospin, c'est accompagné d'un aéroplane exclusivement fabiusien - dont M. Fabius lui-même en sa qualité d'élus du département - que le président de la République a visité Fécamp et Etretat (lire page 10).

Manœuvres politiciennes

Ces gestes présidentiels sont-ils, par leur succession rapide dans le temps, des signes précurseurs d'une réconciliation des deux frères ennemis ? M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement et signataire d'une des motions en présence au congrès, a maintenant une certitude : dans un communiqué, publié jeudi et co-signé par son meilleur lieutenant, M. Jean-Marie Ayraut, maire de Nantes, M. Poperen dénonce « l'escamotage » d'un congrès où tout paraît « bouclé avant même que les militants se soient prononcés ». M. Poperen continue : « Toutes les informations dont nous disposons depuis quarante-huit heures corroborent ce qu'annonçait la presse : les per-

sonnalités socialistes qui se déchiraient à belles dents depuis des mois, qui ont détourné le congrès sur le terrain des querelles personnelles, se seraient déjà mises d'accord entre elles sur les conclusions de celui-ci. » Et M. Poperen de dénoncer la « gouffre entre les manœuvres politiciennes auxquelles on assiste et l'impératif présent : faire du congrès de Rennes l'occasion d'un sursaut qui rende au PS dynamisme et élan conquérant ».

A l'inverse de M. Poperen, MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, signataires d'une motion qui, elle aussi, est issue des rangs de l'ancien courant mitterrandiste, souhaitent une réunion de tous les anciens membres de ce courant.

Dans l'Hérault, à la suite de la décision prise par la direction du PS de valider toutes les cartes contestées, y compris dans ce département, le groupe socialiste du conseil général a mis ses menaces à exécution en déclarant de « suspendre son activité jusqu'au congrès de Rennes ». Le litige entre le président du conseil général, M. Gérard Saumade (fabiusien), et le maire de Montpellier, M. Georges Frêche (jospino-mitterrandiste), porte sur la validité de plusieurs centaines de cartes, contestées par les fabiusiens du département. M. Saumade et ses amis estiment maintenant que les valeurs du socialisme démocratique et les principes défendus par M. François Mitterrand sont, dans leur département, « gravement menacés par des dérives de type totalitaire, fraudes, menaces, injures, falsification... » J.-L. A.

### Gers : les rocardiens plus « royalistes »... que la famille du président

AUCH

de notre correspondant

En obtenant lundi 26 février 63,80 % des suffrages militants au sein de la fédération socialiste gersoise, les amis de M. Michel Rocard ont réalisé un véritable « carton » qui a surpris par son ampleur. Certes, les rocardiens tenaient les rênes de la fédération gersoise depuis 1983, mais, à l'occasion du vote des sections, ils ont considérablement augmenté leur capital (11 %), reléguant loin derrière les deux grosses cylindrées mitterrandistes (21,27 % pour la motion Mauroy-Jospin et 10,75 % pour la motion Fabius).

Sous la poussée des amis du premier ministre, les autres motions en lice ont été éliminées d'emblée, aucune ne dépassant 2 %, pas même celle défendue par M. Jean-Pierre Chevènement et les militants du courant « Socialisme et République ». Dans le même temps, semble définitivement émerger une nouvelle strate dans les couches successives qui ont formé la « Rocardie ». Une nouvelle espèce que l'on pourrait appeler les « rocardiens des champs », dans la mesure où, historiquement, l'implantation rocardienne constituait surtout un phénomène de type urbain.

Mais pour bien comprendre les causes du succès rocardien dans le Gers, il faut se pencher sur l'histoire très particulière de cette fédération. Il semble bien que, à Auch, la page mitterrandiste de la fédération ait été définitivement tournée. Une page qui portait pourtant l'empreinte des Mitterrand, une page de la famille du président de la République dite « branche de Nogaro » pour reprendre la terminologie en cours dans le Gers, étant enracinée au cœur du pays d'Armagnac.

Nogaro est le fief de M. Lydie Dupuy, ancien député, vice-présidente de la Ligue internationale des droits de l'homme et belle-mère de M. Jean-Christophe Mitterrand, l'un des deux fils du président, qui a épousé sa fille Elisabeth. Au sens strict du terme, ce poids, peut-être plus affectif que politique, se résume aujourd'hui, sur la base du dernier vote, à 10,75 % de la motion Fabius soutenue par M. Elisabeth Mitterrand, auxquels il faut ajouter les 1,42 % des suffrages qui se sont portés sur la motion Poperen soutenue par

M. Lydie Dupuy : « un départ correct, remarquable-t-elle pourtant, car Poperen n'avait aucune implantation dans le Gers. Il faut ajouter que pour voter les militants devaient signer des motions en public. Ce n'est pas vraiment démocratique car on peut influencer les gens ».

L'influence du courant Mitterrand, considéré dans son ensemble, pouvait être jugée au passé composé des 1983 : la majorité de la fédération ayant basculé cette année-là, de justesse (52 %), au profit des rocardiens : « Les militants n'appréciaient pas le sectarisme des dirigeants », explique aujourd'hui le secrétaire fédéral Jean-Claude Lacambra. Leur antirocardisme, comme leur hostilité à Jean Laborde et Jean-Pierre Joseph étaient vraiment trop affichées. »

Une hostilité d'autant plus mal comprise par les militants de base que MM. Laborde et Joseph étaient et sont toujours les deux plus grosses pointures du PS dans le département. Le premier qui offre le « look » et la démarche du bon docteur humaniste, est le maire d'Auch, la seule ville du Gers comptant plus de dix mille habitants. Le second préside le conseil général. La politique menée par ces deux rocardiens historiques (dès 1978 ils lancèrent un appel en faveur de M. Rocard) est d'ailleurs appréciée bien au-delà du Parti socialiste, ainsi qu'en témoignent leurs excellents scores des législatives de juin 1988.

Autant dire que dans le Gers de 1990, si le pouvoir a un visage, c'est assurément celui des deux leaders rocardiens et que cela n'a pas manqué d'influencer le vote des militants dans un sens « légiciste » : « Mais c'est normal, remarque M. Lacambra, derrière les idées, il y a toujours des hommes ». Des hommes qui sur le terrain s'appliquent à développer un discours de synthèse, à l'image du secrétaire fédéral : « Depuis vingt mois, le gouvernement de Michel Rocard applique la Lettre aux Français de François Mitterrand. Les rocardiens sont les mitterrandistes de l'action ». Des rocardiens plus mitterrandistes que la propre famille du président ? Vraie... M. Lydie Dupuy : « C'est humain - reste sceptique : « Si ces gens-là se disent mitterrandistes, dit-elle, qu'ils rejoignent le courant Mitterrand ».

DANIEL HOURQUEBIE

### MM. Dray et Mélenchon favorables au rassemblement des mitterrandistes

MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, qui présentent leur propre motion dans la perspective du congrès de Rennes, ont souhaité, à l'occasion d'une conférence de presse, jeudi 1<sup>er</sup> mars, à Paris, que « le rassemblement des mitterrandistes », entre la motion de MM. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin, celle de M. Laurent Fabius, celle de M. Jean Poperen et la leur, elle jusqu'au bout de sa logique et se fixe comme limite le refus d'une synthèse générale avec le courant Rocard ».

M. Mélenchon a affirmé qu'à l'occasion du congrès de Rennes la majorité du PS était en train de faire « le choix du mitterrandisme, comme alternative au rocardisme... même si son contenu est moins bien défini qu'au congrès de Metz ».

Pour sa part, M. Roland Castro, architecte et initiateur de Batailles 89, qui est également signataire de la motion présentée par MM. Dray et Mélenchon, a déclaré que le Parti socialiste avait besoin à la fois « d'une culture de gouvernement et d'une culture d'opposition ».

Il a ironisé sur « le fond de saïce idéologique du rocardisme » qui est selon lui « un mélange de technocratie et une resucée de mitterrandisme ». « Il est par exemple honnête d'entendre M. Rocard expliquer que la France n'est plus une terre d'immigration. La vocation de la France n'est pas de construire un mur autour de son pré carré », a ajouté M. Castro.

En outre, dans un article consacré à la fédération du Pas-de-Calais du Parti socialiste et intitulé « Cendrillon va au bal », nous écrivions que cette fédération a trouvé en M. Fabius « le Prince charmant venu lui passer la pantoufle de verre ». Il s'agissait bien évidemment de la pantoufle de vair (fourrure de petit-gris).

D'autre part, nous écrivions que plusieurs mitterrandistes avaient pris parti pour M. Jospin. Il s'agissait de M. Jospin. Enfin, M. Porcheron n'est pas « conscient de la défection de « ses » mitterrandistes », mais de leurs « divisions ».

### Les débats au sein du RPR

### La fédération des Alpes-Maritimes, favorable à M. Pasqua tente d'accentuer la démocratie interne

Une crise va-t-elle éclater entre la très pasquienne fédération RPR des Alpes-Maritimes et la très chiraquienne direction nationale du mouvement ? Le jeune secrétaire départemental, M. Richard Janninchi, proche du président de la fédération, M. Christian Estrosi, député, ferme soutien de M. Pasqua, a convoqué, pour le vendredi 9 mars, les cadres RPR du département et, le lendemain à Nice, des assises départementales afin que l'ensemble des militants du RPR réunissent le secrétaire départemental et le président de cette fédération. MM. Pasqua et Juppé ont été invités à assister aux assises du 10 mars.

Ces décisions ayant été prises de leur propre initiative, leurs deux auteurs ont reçu, jeudi 1<sup>er</sup> mars, une lettre de M. Juppé leur demandant de renoncer à leurs projets. En effet, si chaque fédération est libre d'organiser des réunions de militants et même de leur donner le nom d'assises, les règles de désignation des dirigeants sont, en revanche, fixées par les statuts du mouvement. Or, l'article 10 de ceux-ci dispose que le président est élu par le Comité départemental et que la nomination du secrétaire départemental par le secrétaire général est « soumise à la ratification du comité départemental ».

Le comité comprend les élus nationaux et départementaux et, en nombre double, des représentants élus par les comités de circonscription. Mais il n'est nul part mentionné que les élections et les ratifications sont soumises au vote de l'ensemble des militants. Les dirigeants de la fédération des Alpes-Maritimes sont donc rappelés au respect des statuts qui ont été adoptés à l'unanimité par le congrès extraordinaire du RPR le 29 janvier 1989 et dont l'un des auteurs principaux était M. Pasqua. Ce dernier ne semble d'ailleurs pas désireux de jeter de l'huile sur le feu, préférant laisser à M. Juppé le soin de régler ce conflit statutaire.

Le secrétaire général, au cas où il ne serait pas obéi, n'est pas désarmé. Il peut remplacer le secrétaire départemental et même dissoudre le comité fédéral. Quant à la fédération départementale elle-même, elle ne peut être dis-

soute que par un conseil national du RPR. On se dit donc convaincu, de part et d'autre, que dans cette affaire certaines bornes ne seront pas franchies. Toutefois, on admet aussi qu'il y a là les germes d'un conflit en puissance qui résulte de la reconnaissance que courants et de l'essor pris par celui qu'anime M. Pasqua, auquel la fédération des Alpes-Maritimes a été l'une des premières à se rallier.

Un sérieux avertissement

Du côté du sénateur des Hauts-de-Seine, on reconnaît qu'au plan de la procédure le dossier des Nipois est difficile à défendre, mais on met leur maladresse sur le compte de la jeunesse et d'un désir de faire vite bouger les choses. Le souhait de voir tous les cadres locaux élus par l'ensemble des militants a été formulé depuis quelque temps, notamment par MM. Pasqua et Séguin et cette attente est vive au sein des fédérations où une majorité massive se dégage en faveur d'un courant ou d'un autre. Mais cela mériterait une réforme des statuts. M. Pasqua affirme qu'il y est favorable pour l'avenir si M. Chirac veut réellement conduire une évolution démocratique de son mouvement dans laquelle les sensibilités diverses existent, mais où son autorité de président écuménique n'est pas remise en cause.

Du côté de la direction nationale du RPR, on a pris l'incident de Nice comme un avertissement sérieux. Sans parler d'une tentative de coup d'Etat interne à une fédération, on s'étonne que les dirigeants de celle-ci se soient préparés à violer si ouvertement les statuts. Est-ce pour faire oublier que, dans trois circonscriptions (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> de Nice, 4<sup>e</sup> de Menton), les élections internes ont été annulées par la commission des conflits ? Ne serait-ce pas plutôt pour tater la capacité de riposte de Paris face à une offensive de la base pasquienne ? Devant une volonté délibérée de bousculer les règles communes, une absence de réaction ferme et rapide aurait pu entraîner un effet de contagion auprès de quelques autres fédéra-

tions du Midi ou de la région parisienne qui prêtent une oreille complaisante au discours de M. Pasqua.

Le désir de maîtriser réellement l'évolution du mouvement après les remous qui ont agité le RPR au cours des dernières semaines explique que M. Chirac ait décidé de s'impliquer davantage dans la gestion du parti et dans l'action politique. Il sera beaucoup plus présent rue de Lille pour « gérer les courants », présider le bureau politique et y jouer davantage le rôle d'un fédérateur en assurant une expression pluraliste des sensibilités pourvu qu'elles se manifestent à l'intérieur du mouvement. Il se rendra plus fréquemment auprès des fédérations, à commencer par celle du Var le 15 mars, puis en Alsace afin d'être mieux à l'écoute.

Il compte surtout développer la stratégie d'union de l'opposition adoptée par les assises à la majorité des deux tiers et, dès le mardi 6 mars, il fera de la désignation d'un candidat unique à l'élection présidentielle une préoccupation prioritaire devant le comité de coordination de l'opposition. Sur ce point il a reçu le soutien de tout le bureau politique, et notamment de M. Pasqua, tandis que M. Michel Noir ne s'y opposait pas. La politique européenne et les relations avec les pays de l'Est sera le prochain grand débat que le RPR traitera au cours d'un conseil national. Déjà, lors de la réunion du bureau politique du 28 février est apparu un clivage qui ne correspond pas aux courants habituels entre ceux qui prônent le développement de politiques européennes communes et ceux qui prouvent une plus grande prudence.

Ces nouvelles tâches vont quelque peu éloigner M. Chirac de la gestion quotidienne de la Ville de Paris, dont il est le maire depuis 1977. En conséquence, M. Jean Tibéri, premier adjoint, dont M. Chirac a fait un élogé appuyé devant la commission exécutive du RPR, va voir ses compétences, et par délégation son autorité, renforcées sur les services de la capitale au moment où il vient d'être nommé député régional du RPR pour l'île-de-France devenant ainsi, à Paris, une sorte de Chirac-bis.

ANDRÉ PASSERON



La France, pays le plus éprouvé avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale

## La tempête a fait 84 morts en Europe

Après la tempête qui a balayé une partie de l'Europe du 26 février au 1<sup>er</sup> mars — et qui fait toujours souffler des vents violents sur les pourtours de la Méditerranée, — les pays qui ont été touchés commencent à dresser des bilans des victimes et des dégâts. On en était à 84 morts le 1<sup>er</sup> mars.

En France, pays le plus éprouvé avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, le nombre des morts est de 19. Les régions les plus touchées sont les côtes de haute Normandie et de Picardie et certaines basses vallées qui ont été envahies par l'eau au moment des grandes marées. Le président de la République est d'ailleurs allé, le 1<sup>er</sup> mars, à Fécamp et à Étretat

pour se rendre compte par lui-même du désastre. Un peu partout, on demande que ces tempêtes inhabituelles soient déclarées « catastrophes naturelles », ce qui permettrait des indemnités des dégâts beaucoup plus importantes.

Dans le Midi, les incendies de forêts, toujours attisés par des vents soufflant en rafales à 120 km/h, continuent à faire rage. A La Colmiane (Alpes-Maritimes), il a fallu évacuer, le 1<sup>er</sup> mars, 130 enfants d'une école de neige et les clients et personnels d'un hôtel. A Aspremont, une maison a brûlé. Sur le mont Chauve, au-dessus de Nice, plusieurs villas étaient menacées.

Dans l'arrière-pays nicois, 350 hectares de forêts et broussailles sont déjà partis en fumée. Des pompiers du Var, des Alpes-

de-Haute-Provence et de la région Rhône-Alpes sont venus aider leurs collègues et les soldats qui luttent contre les incendies dans les Alpes-Maritimes. En tout, 500 hommes combattent les sinistres dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2<sup>er</sup> mars.

Le maquis brûle aussi en Ardèche, depuis l'après-midi du 1<sup>er</sup> mars, sur la commune de Sablières. 50 pompiers et 3 Canadair s'efforcent de venir à bout de l'incendie.

Dans les massifs montagneux, les risques d'avalanche sont toujours très importants.

Les pêcheurs sont parmi les professionnels les plus sinistrés, car ils ne peuvent pas aller en mer depuis des semaines.

Le 1<sup>er</sup> mars, on déplorait en Grande-Bretagne 19 morts, en Allemagne fédérale 16, en Belgi-

que 9, en Suisse 7, en Italie 6, en Allemagne de l'Est 3, au Danemark 2, en Grèce, en Irlande et aux Pays-Bas 1.

Les côtes britanniques, néerlandaises, allemandes et danoises ont, elles aussi, été localement inondées au moment des grandes marées. A Rotterdam, trois grues du port, poussées par les rafales de vent, se sont carambolées et plusieurs navires, dont les amarres avaient cassé, se sont heurtés ou ont percé les quais.

Partout les trafics ferroviaires et routiers ont été perturbés. Les services de ferries sur la Manche et la mer du Nord ont été interrompus ou retardés. Les réseaux électriques ont été très endommagés, privant de courant — parfois pour longtemps — des centaines de milliers de personnes.

M. Mitterrand à Étretat et à Fécamp

## « La solidarité, cela ne suffit pas »

M. François Mitterrand s'est rendu, jeudi 1<sup>er</sup> mars, à Fécamp et à Étretat (Seine-Maritime) pour se rendre compte des dégâts occasionnés par les récentes tempêtes. Le président de la République était accompagné de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale et élu du département, et de MM. Pierre Joxe et Jacques Mellick, ministres de l'Intérieur et de la mer.

ÉTRETAT

de notre envoyé spécial

Les vagues se fracassent toujours au pied du casino désert. Le vent balaye toujours le front de mer de Fécamp, et l'Hôtel des Embruns n'a jamais mieux mérité son nom. Les employés municipaux ont mis en tas les galets que la mer a projetés par-dessus les parapets. Pourtant, aujourd'hui, c'est presque le calme plat. Hier, la Manche en furie passait au-dessus des immeubles du front de mer, et dans la rue de la Plage il y avait 60 centimètres d'eau.

Les Fécampois sont unanimes : on n'avait jamais vu cela. Des tempêtes, oui, mais pas sur une telle durée. Une dame encore toute bouleversée en cherche ses mots : « Cela fait une semaine que ça dure. J'en suis... toute... toute excitée. C'est un petit raz de marée, il ne faut pas se le cacher. » Plus calme, un collègue plaisante : « C'est dur pour les gens d'ici. On espère qu'il nous amènera un petit chevron... »

A situation exceptionnelle, initiative exceptionnelle. En quelques heures, sur ordre de l'Élysée, la visite présidentielle a été organisée, ou plutôt improvisée : sous-préfet débordé, flottement dans un service d'ordre insuffisant, président à pied, coincé dans un

embouteillage automobile. « En si peu de temps, on n'a pas pu demander de renforts », explique un policier, au milieu d'une cohue invraisemblable.

C'est que le jeune maire de Fécamp, M<sup>me</sup> Frédérique Bredin, député proche de M. Laurent Fabius, a fait le nécessaire pour que la visite surprise ne soit pas une visite discrète. En fin de matinée, une 4L équipée d'un haut-parleur a sillonné les rues pour prévenir les habitants de l'honneur qui leur était fait, et les enfants des écoles ont été prestement convoqués sur le trajet présidentiel.

Quelques heures plus tard, le président, tête nue, dépeigné par

les bourrasques, venait humer l'air marin sur le front de mer avant de remonter à pied la rue de la Plage, inondée la veille. La bousculade dépassait les normes habituelles. Au point que deux motards doivent frayer un chemin au cortège... à pied. M. Pierre Joxe, laquais pour la sécurité des docteurs, va de classe en classe, répétant : « Mesdames, faites reculer ces enfants ! »

« Humanité profonde »

Le président arrive enfin au port de pêche, s'entretient avec quelques marins pêcheurs, cloués à quai par le gros temps. Visite com-

## Huit millions d'arbres abattus

Le vent souffle, les forêts tréquent. On estime à près de huit millions le nombre des arbres renversés, brisés ou déracinés par les tempêtes de ces dernières semaines dans l'ensemble des massifs forestiers français, privés et publics.

Ces dégâts, pour importants qu'ils puissent paraître, n'ont rien d'exceptionnel et sont en gros équivalents à ceux qui avaient été déjà subis en 1982, notamment dans le Massif Central et, en 1987 en Bretagne et en Normandie. Comme disent les responsables de l'Office national des forêts, « ces accidents font partie des aléas inévitables de la gestion forestière ».

Cette fois, les régions les plus touchées sont la Lorraine, la Picardie, l'Alsace, le Centre, l'Ile-de-France et le Nord. Ce sont d'abord les hêtres qui ont tréqué, puis les résineux, et

enfin les chênes dans une moindre mesure.

Ces géants abattus ne représentent que moins de un pour cent des arbres garnissant nos massifs. Ils seront exploités aussi rapidement que possible et quelques millions de mètres cubes supplémentaires de bois seront mis en vente dès la fin de ce mois par l'ONF.

La France n'est pas la seule à avoir souffert. La Luxembourg aurait perdu cent mille arbres, la Belgique un demi-million et l'Allemagne environ dix millions. Les sujets isolés ne seront pas remplacés et on laissera la nature réajuster ces mini-plages, mais en certains endroits, par exemple dans les hêtres normands où les chablis ont été catastrophiques, l'ONF envisage d'importantes replantations.

## EN BREF

■ Deux fourgons blindés attaqués près de Mulhouse : 40 millions de francs de butin. — Plusieurs hommes, six ou sept, armés de pistolets-mitrailleurs, ont attaqué deux fourgons blindés de transport de fonds sur une bretelle de l'autoroute A 36 près de Mulhouse, jeudi 1<sup>er</sup> mars en fin de matinée. Sous la menace de leurs armes, les agresseurs ont obligé les gardes à ouvrir les portes des deux fourgons blindés immatriculés en Suisse et à leur remettre les fonds transportés, plus de 40 millions de francs, semble-t-il. L'attaque terminée, les agresseurs ont réussi à prendre la fuite à bord d'un ou de plusieurs véhicules.

■ Manifestation anti-révisionniste à Lyon-III. — Une cinquantaine de militants de l'Union des étudiants juifs de France, de l'association « Les enfants de la mémoire », ainsi que des représentants du CRIF Rhône-Alpes et d'anciens déportés ayant témoigné au procès Barbie ont organisé une manifestation de protestation, jeudi 1<sup>er</sup> mars à 18 heures, à l'université Jean-Moulin (Lyon-III). Ils ont marché dans la salle de cours de M. Bernard Notin, maître de conférences en économie, et ont dénoncé la nature raciste, antisémite et révisionniste de l'article écrit par cet

universitaire et publié dans la revue « Economies et sociétés » (Le Monde du 19 février). M. Marc Rochman, président de l'UEJF, a déclaré que d'autres « boycotts » suivraient tant que l'administration universitaire n'aurait pas pris de sanctions. — (Corresp.)

■ La disparition de Christine Barras à Marseille : ouverture d'une information. — Le Parquet de Marseille a décidé l'ouverture d'une information consécutive au dépôt de plainte contre X pour assassinat déposé par M<sup>me</sup> Françoise Traverso et M<sup>me</sup> Béatrice Barras, respectivement sœur et mère de Christine Barras, la compagne du docteur Peschard mystérieusement disparue le 9 décembre 1984.

Le dossier a été confié jeudi 1<sup>er</sup> mars à M<sup>me</sup> Nadine Perrin, juge d'instruction déjà chargée de l'information sur l'assassinat du docteur Peschard le 16 janvier dernier. — (Corresp.)

■ Explosion dans un immeuble HLM de Belfort : deux morts, six blessés. — Une explosion due vraisemblablement à une fuite de gaz s'est produite durant la nuit du jeudi 1<sup>er</sup> au vendredi 2 mars, au dernier étage d'un immeuble

HLM, à Belfort. Deux personnes, dont un nourrisson de quatre mois, ont été tuées et six autres blessées, selon le bilan provisoire établi en milieu de matinée, vendredi.

L'explosion s'est produite dans un appartement situé au quatrième et dernier étage de l'immeuble HLM, démolissant totalement ce logement ainsi que plusieurs autres, et obligeant à une évacuation totale de l'immeuble, dont les structures ont été endommagées.

■ Tremblement de terre à Los Angeles. — Un séisme de magnitude 5,5 s'est produit dans la région de Los Angeles. Pendant quelques heures, on a cru qu'il n'avait fait ni victime ni dégâts. Puis on s'est rendu compte que la secousse a fait des dizaines de blessés légers et quelques 30 millions de dollars de dégâts, selon les autorités locales. Quatre communes proches de Los Angeles — Pomona, La Verne, Claremont et Upland — ont déclaré l'état d'urgence dans l'espoir de recevoir des fonds fédéraux. Le maire de Pomona a annoncé 20 millions de dollars de dégâts dans sa commune. Plusieurs dizaines de « répliques » ont été déjà ressenties après la secousse principale. — (Reuters.)

Le gouvernement et la convention médicale

## M. Evin engagera des consultations dès le 5 mars

M. Claude Evin, ministre de la Santé, a annoncé le jeudi 1<sup>er</sup> mars qu'il recevra lundi et mardi prochains les partenaires conventionnels (caisses d'assurance-maladie et syndicats de médecins) ainsi que le patronat et les syndicats de salariés. Le ministre entend ainsi « faire le point » des positions des uns et des autres.

Dans un communiqué très conciliant, il a souhaité « qu'une solution soit trouvée dans le cadre conventionnel », c'est-à-dire que la Fédération des médecins de France, qui ne s'est pas encore prononcée, accepte les dernières propositions de la CNAM dimanche 4 mars. Dans le cas contraire, le

gouvernement devrait alors consulter les partenaires dans la perspective d'un projet de loi.

Celui-ci pourrait prendre la forme d'une double convention (l'une pour les généralistes, l'autre pour les spécialistes).

M. Evin a également relevé qu'un accord « paraît s'être dégagé entre les partenaires conventionnels sur la formation médicale continue et la maîtrise des dépenses » et entend discuter avec ses partenaires de questions telles que la démographie médicale, qui dépassent le seul cadre conventionnel.

Selon des travaux américains

## Un médicament anti-rhume pourrait être mis au point

Des chercheurs américains travaillant pour le compte de la firme pharmaceutique Boehringer Ingelheim Pharmaceuticals Inc. de Ridgefield (Connecticut) publient dans la revue scientifique *Nature* (1) une série de travaux qui laissent espérer la mise au point dans quelques années d'un traitement préventif, voire curatif, du rhume.

Bénin mais particulièrement désagréable, le rhume est, dans les pays développés, la maladie la plus fréquente. D'ailleurs, doit-on vraiment parler de maladie à son propos, du moins chez un individu en bonne santé, sachant qu'il se caractérise simplement par un écoulement nasal, souvent associé à une obstruction nasale, des douleurs pharyngées, de la toux et des éternuements ? Un simple désagrément tout au plus. Il en va, il est vrai, autrement chez les personnes atteintes d'une maladie chronique, comme une bronchite chronique ou une insuffisance cardiaque, où un rhume peut exposer à de sérieuses complications.

Mais, au-delà de ces problèmes d'ordre purement physiologiques, le rhume constitue, ne serait-ce que par son poids économique (absentéisme, consommation de médicaments inutiles), un problème important. Des études n'ont-elles pas estimé à cent millions le nombre de rhumes survenant annuellement aux États-Unis, entraînant deux cent cinquante millions de journées perdues, dont trente millions de journées de travail et autant consacrées à l'activité scolaire.

Cependant, si fréquent soit-il, le rhume est incurable au sens où il n'existe pas à proprement parler de traitement curatif. Comme s'il était impossible de venir à bout de la centaine de souches différentes du rhinovirus, l'agent étiologique principal de cette affection virale. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé : Hippocrate lui-même préconisait la saignée, et Pline le Jeune « le baiser sur le museau

poilu d'une souris ». Plus récemment, l'interféron a lui aussi été expérimenté, mais sans véritable succès, dans le traitement du rhume.

Dans un tel contexte, la publication, dans la revue scientifique britannique *Nature*, par des chercheurs américains de la firme Boehringer Ingelheim Pharmaceuticals Inc. de travaux identifiant le site de fixation du rhinovirus à la surface des cellules nasales prend une importance toute particulière. Plus encore, cette équipe de chercheurs, dirigée par le docteur Steven D. Martin, a réussi à « fabriquer » une protéine soluble identique à la molécule qui encadre le virus aux cellules nasales (et que l'on appelle « molécule intercellulaire d'adhésion ou ICAM-1. L'intérêt de cette molécule est qu'elle sert de terreau en s'accrochant au rhinovirus avant que celui n'ait atteint l'ICAM-1 sur la surface des cellules nasales. En quelques mots, elle le détourne avant qu'il n'atteigne son but et qu'il n'infecte la cellule. *In vitro*, cet inhibiteur spécifique du rhinovirus est efficace à 90 %.

Pas avant cinq ans

« Ces résultats sont très encourageants », affirme S. Martin, mais on est encore loin de la mise au point du médicament anti-rhume. Selon lui, il faudra encore au moins cinq ans avant de pouvoir arriver à une expérimentation sur l'homme. Dans un premier temps, des études sur l'animal vont être menées. Elles permettront de déterminer si cette thérapie, appliquée sous forme de spray nasal, est efficace également *in vivo*, et elle ne déclenche pas des effets secondaires, notamment allergiques, finalement plus désagréables que le rhume lui-même. Les chercheurs vont se trouver confrontés à un problème particulièrement complexe dans la mesure où le chimpanzé est le seul animal qui puisse être infecté par le rhinovirus humain. Et encore, sans pour autant être enrhumé véritablement.

Une fois ces obstacles franchis, il restera aux chercheurs à espérer qu'il n'existe pas d'autres sites de fixation pour le rhinovirus à la surface des cellules, car alors l'intérêt de ce médicament serait bien sûr limité. Il leur faudra également mettre au point une technique permettant la production de larges quantités d'ICAM-1 solubles à un coût qui ne soit pas excessif.

En effet, on est encore loin de la mise au point du fameux médicament anti-rhume. Et ce d'autant plus qu'en toute hypothèse il ne soignerait qu'environ 50 % des rhumes, soit ceux qui sont dus au rhinovirus (les autres sont causés par d'autres virus par exemple le coronavirus).

D'un point de vue plus fondamental, conceptuel même, les travaux américains sont extrêmement intéressants dans la mesure où, après d'autres recherches, dans le traitement du sida notamment, ils confirment l'intérêt qu'il y a à utiliser des « molécules-leures » pour tenter de lutter contre les infections virales : dans le sida, c'est le même principe qui guide en effet l'utilisation du CD-4 soluble. Berner le virus en lui faisant croire qu'il s'agit d'un cible, voilà en tout cas la dernière arme mise au point par les chercheurs pour lutter contre les infections virales.

FRANCK NOUCHI

(1) Numéro daté du 1<sup>er</sup> mars.

## Ouverture du débat sur le Livre blanc de l'Ile-de-France

Le débat sur le Livre blanc de l'Ile-de-France a commencé officiellement. Il durera trois mois.

Le document sur l'avenir de la région parisienne rédigé par des experts, à la demande du premier ministre, va donner lieu à une vaste consultation. Le préfet de région, M. Olivier Philip, l'a annoncé jeudi 1<sup>er</sup> mars : dans chacun des sept départements de l'agglomération parisienne (Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne et Yvelines), les élus politiques, socio-professionnels, les représentants des associations seront réunis, consultés, écoutés.

Le préfet participera à chacune des réunions avec les auteurs du Livre blanc, MM. Michel Rousselet, directeur régional de l'équipement, Pierre Pommelet, directeur de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF), et Nathan Starkman, directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR). Deux rencontres ont déjà eu lieu, l'une avec la chambre régionale d'agriculture, l'autre à la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Les maires seront l'objet d'une sollicitation particulière puisque, a

rappelé le préfet, « ils sont, de par la loi, responsables de l'urbanisme ». En prélude à leur réunion dans chaque département, une assemblée des 1.281 maires des communes de l'Ile-de-France se tiendra samedi 3 mars au Palais des congrès, porte-Maillot à Paris.

Cette phase de consultation, à laquelle les habitants peuvent aussi participer par le minitel (3615 Livre blanc) et par courrier adressé à la préfecture de région, devrait prendre fin à la mi-mai. L'élaboration du nouveau schéma directeur devrait être terminée à l'automne 1991, six mois avant les élections au conseil régional.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 2 mars 1990 :

DES ARRÊTÉS  
■ Du 1<sup>er</sup> février 1990 portant classement du site de la grotte de l'Aguzou sur la commune d'Escou-loure (Aude) ;  
■ Du 26 février 1990 fixant les dates des épreuves écrites du concours d'admission à l'École normale supérieure de Cachan en 1990.

صوتنا من الامم



## SOCIÉTÉ

## Le cercle de la honte et de l'humiliation

En témoignant dans une affaire d'inceste devant la cour d'assises du Gers, Rachel a dû affronter son père légal.  
Une confrontation difficile et violente.

AUCH

de notre envoyé spécial

Comme c'est dur à affronter un père ! Même assis entre deux gardes, dans la box d'une cour d'assises. Même si l'on a pour soi la conviction du bien et la mémoire du mal, l'assistance d'amis, même si l'on a eu tout le temps, depuis le premier procès de 1988, depuis la suite de la justice en 1989, de se persuader que des années de traumatisme par l'inceste et une enfance déchirée ne pouvaient se laver, en droit, que par l'emprisonnement.

Judi, Rachel et Erika, les deux filles de Jean-Paul Bonnemaison subissent une nouvelle fois le courroux paternel, le poids terrible d'une autorité — faudrait-il dire d'une légitimité ? — qui avait si longtemps imposé silence. Il fallait bien se mesurer à ce père, que leur récit, leurs accusations avaient conduit à se mesurer à la cour du Gers, et à leurs propres tourments. Le président, M. Jean Brousse était bien obligé d'évoquer les précautions d'usage. « Vous avez commencé, n'est-ce pas, que vous tenez son sort entre vos mains ? », répète-t-il à chacune des auditions.

Elles savaient, bien sûr. Elles en tremblaient, la voix sans vie, le souffle court. Et comme le président devait les effrayer de ce débat de fond, métroscopique de toute une adolescence, et de leur expression solennelle, à cette barre des témoins, il ajoutait : « Vous ne voulez pas en arriver là, n'est-ce pas ? Vous ne pensez pas que cela pouvait finir comme ça ? ». Il voulait dire : par ce parricide symbolique. Rachel, Erika, la tante Joëlle, plus tard, acquiescèrent : elles bafoyaient à tour de rôle qu'elles n'avaient jamais souhaité pour lui la prison, taiseux, parce que les mots leur manquaient, que c'était justement cette perspective-là qui leur faisait s'écarter le deuil au sein d'une famille embourbée dans sa honte, son soupçon, son refus de l'évidence.

Elles entendaient leur laborieuse remémoration du passé, affaiblies dès la première phrase, et lui, le père, en profita pour réaffirmer par l'assulte son pouvoir sur elles. « Tu te dommes le beau rôle, Jean, lança-t-il à Erika, ne pleure pas trop, va, que je sois en prison ! ». A Joëlle qui cauchemait que sa mère — celle aussi de Jean-Paul — était morte en le tenant pour ses yeux mêmes : « Salopé ! Salopé ! Toute la vie, t'as cru de jalouse ! ». A Rachel, qui affirmait n'avoir jamais coché, toutes ces années, avec un

autre homme que son père : « Mentresse ! Tu n'as pas arrêté ! ». A chaque injure, Jean-Paul Bonnemaison était aussitôt expulsé de la salle. Il ne souhaitait que cela, d'ailleurs, au grand désespoir de son avocat, M<sup>e</sup> Alain Furbury.

## Domination ancestrale

Manière de montrer que ces traditions étaient insoutenables pour un père, un frère qui se respectait. Il jouait l'offense avec une grandiloquence brutale et les hoquets de l'ascendance masculine bafouée. C'était ridicule, méchant, cela fit sans doute fort mauvaise impression sur les jurés. Mais Erika, la tante Joëlle et Rachel eurent le temps d'en prendre pour leur grade. Il pouvait bien sortir. Il était certain de « tenir » encore ses femmes par l'écho d'une domination ancestrale.

« La première fois », Erika dormait en haut du lit superposé, dans la chambre minuscule que le père avait installée pour les filles. Elle avait entendu. Le lit remuait. Elle n'avait pas osé aller, de peur qu'il ne lui fasse « le même choc ». Longtemps, elle avait cru Rachel consentante. Elle avait onze ans en 1979, lors de la première grossesse de sa sœur. Elle attendit longtemps, raconta-t-elle, avant de poser la question, et, les coups reçus, de se le tenir pour dit. Rachel ne se confia qu'une fois : Erika découvrait le sens du mot « incestes ».

A la barre, elle s'interrompit souvent, le cœur trop gros. « C'est lourd, tout ça, hein ? », suggérât M. Brousse. Lourd, en effet. « Mais c'est que c'est vrai ? », « Pourquoi mentirait-je ? », répondit-elle. « Pour se débarrasser de lui... ». Tout au long de cette deuxième audience, le président brassa ces souvenirs avec tact, presque avec tendresse. Mais il s'efforça aussi de casser un système clos, celui d'accusations sans chair, de récits minimes, synthétisés par la répétition, les généralités, le jargon d'instruction, le premier procès, la presse... Trop peu de faits, toujours les mêmes, cette fête du 15 août qui avait valu à Rachel une volée de coups, ces grossesses qui ne livraient jamais l'ennemi du géniteur.

Ces mémoires ne tenaient qu'à un fil, solidement tenu, comme à une bonce. Les détails, tout ce qui aurait pu accréditer la vraisemblance, étaient rares. La mère battait le

petit Olivier, l'un des frères. Le père, une nuit, avait obligé Rachel à coucher dans la niche du chien. Il l'avait frappée, encore, pour avoir cru la voir respirer au regard d'un garçon, dans un supermarché. A la fin de son audition, Erika, aujourd'hui étudiante en médecine, était épuisée. Elle avait condamné le père, avec simplement une phrase trop-bien qui avait jusqu'ici échappé au dossier. « Il n'y aura jamais que deux femmes qui j'aurai aimé dans ma vie, ta mère et toi », avait murmuré, une nuit, Jean-Paul à Rachel pendant que, sur la couchette supérieure, la jeune sœur faisait semblant de dormir.

## Un lourd secret

Joëlle, elle aussi, s'éleva un peu dans ce temps cocoon. Elle alla à la barre, refusant l'idée d'une vieille vengeance à l'égard de son frère. Elle n'avait pas mené la guerre. Elle avait simplement en des soupçons plus tôt. Elle s'accusait de lâcheté parce qu'elle avait eu connaissance de cinq grossesses en six ans, et posé peu de questions. De la tante, on pouvait dire qu'elle aimait les deux filles, qu'elle les avait bien soustraies plus tôt au pouvoir paternel. Mais elle avait un mari, une sœur, une mère, aujourd'hui décédée et qui avait emporté le lourd secret dans sa tombe.

Danielle, la femme de Jean-Paul, travaillait jusqu'en 1986 sous ses ordres à la cantine de l'usine Pechiney de Lamouezan (Hautes-Pyrénées). Elle avait surtout craint de mettre toute une honnêteté de petites gens en péril.

Elle ne pouvait confier que ce qu'elle avait secrètement déduit au fil des ans. Cela restait maigre, trop mécanique. Il était difficile de faire la part de l'observation et celle de la reconstitution. Joëlle abrutit toujours les filles à son domicile. Elle avait choisi son camp, celui des victimes supposées, mais tard, au moins quatre grossesses trop tard, et son activisme renfermait, c'était sensible, une certaine dose de culpabilisation.

L'audience fit avec. Avec ce mystère de six années qui ne se libèrent pas. L'inceste avait étouffé l'expression collective des acteurs et des témoins. Mais cette sécheresse même suscitait une malaise dans le prétoire, celui des histoires s'obstinant à rester trop simples.

Pour Danielle, l'audition retrouvait une densité de drame non consommé. Du point de vue de l'épouse, de la mère, c'était clair : mémoires et compagnie ! Elle donnait, en tous points, raison à son mari, séduisant vingt fois ses précédentes déclarations, gémissant pour l'accusé, baissant la tête pour éviter d'avoir à croiser le regard interrogateur du président. D'elle, au moins, on était sûr qu'elle mentait, désespérément, comme pour

enrayer un naufrage. Le sien. Trompée, soumise et humiliée toute une vie. Comment l'avouer ? Rachel et Erika avaient encore un avenir. Danielle, dupée, complice, victime des coups de son mari, avant que celui-ci ne se calme les nerfs sur Rachel, ne pouvait trahir sans trahir ce qui lui restait de dignité.

## Le canevas d'un cauchemar

Alors, elle subit l'outrage, murée. Deux fois, le président faillit l'amener à se libérer d'un poids. « Parlez, madame, je vous en supplie ». Deux fois, elle ouvrit la bouche, les yeux éperdus. Deux fois, elle ravala son amertume au dernier instant. Les jurés lui rendaient un peu de force, éloignant l'outrage. Contre ses filles, « toutes les deux menteuses ». Contre Joëlle qui lui avait fait perdre son emploi, après l'arrestation de son mari. Contre ces hommes de renouveau qui avaient forcément dû coucher avec sa fille, puisque ça ne pouvait pas être lui.

Et maintenant, la mère parait, dans son enfermement, plus pathétique que sa fille Rachel. Comment raconter six années d'un tel enfer ? Comment se justifier de n'avoir jamais rien dit, ou presque, entre un avortement et un accouchement ? Les mots de la jeune fille n'avaient donc pas assez de force.

Les évocations lapidaires, comme celles de ces séances de racolage auxquelles son père l'aurait soumise dans les parcs. Comme celles des nuits sous le lit d'Erika. Elle baillonnait, bien forcée, les actes les plus graves, ces séjours dans les cliniques, les IVG, et surtout son silence devant les assistants sociaux ou les médecins.

Pourquoi ce mutisme ? Elle n'en dit rien, s'accrochant aux dates, au canevas de son cauchemar. On ne saurait pas pourquoi elle n'avait jamais osé raconter ses propres cauchemars. Elle ne voyait la faute au père, il était persuadé, disait-elle, que, si elle prenait la parole, elle le trahirait avec d'autres hommes. Elle glissait sur ce qui pouvait paraître terrible aux jurés. Oui, elle ignorait si son troisième enfant était un garçon ou une fille. Oui, elle acceptait, à chaque fois, le principe de l'abandon à l'adolescence. Elle avait couché avec Balbazar, un ami du père, parce qu'elle avait besoin d'aide, mais c'était après la cinquième grossesse. Il y avait eu trop d'étrémités dans sa vie pour qu'elle fasse particulièrement cas de l'une d'entre elles.

Rachel travaillait toujours à la poste de Lamouezan. Elle avait eu un enfant, Fété dernier, un enfant désiré, avec un homme qu'elle aimait. Elle n'en parla point. Vide, absente de l'intérieur, comme les autres femmes de la famille.

PHILIPPE BOGGIO

PHILIPPE BOUCHER

## JOURNAL D'UN AMATEUR

AVEC les meilleures intentions du monde — qui en douterait ? — le gouvernement est sur le point de réaliser ce que le plus drôle de ses devanciers n'aurait pu imaginer sans s'exposer au cri d'incrédulité de la gauche : mettre sur pied le fichier des pauvres.

Ebauché grâce aux nécessités de gestion du revenu minimum d'insertion, le voici bientôt accompli avec cette loi Neiertz sur le surendettement. D'un côté les pauvres qui avouent leur état en confessant leur misère, de l'autre ceux qui le dissimulent sous l'étendue de leurs dettes : toutes les variétés de pauvres sont ainsi à peu près rassemblées.

Les pauvres, réputés classe dangereuse (n'est-ce pas avant tout parmi eux que la délinquance pousse ses effets ?), sont de la sorte identifiés plus tranquillement, que n'aurait pu le révéler le plus insouciant des préfets de police. Hypothèses folles et injurieuses pour un Etat par définition drapé d'innocence ? Attendons la suite.

saient pas le mal que va endiguer M<sup>e</sup> Boucicaut-Neiertz ?

SANS qu'il soit besoin de nommer des entreprises — de la banque, de l'automobile ou du grand commerce, — sans qu'il faille citer des slogans — ni les agences de publicité qui les ont inventés, — mais sachant que ce ne serait pas bien difficile, une courte promenade dans Paris avec un crayon et du papier y suffirait, qui ne pourrait, dans la minute, avoir présent à l'esprit ces promesses aux limites de l'escroquerie dont nul magistrat ne s'est pourtant jamais avisé : « Achetez maintenant, payez l'année prochaine », « Emportez-le sans payer », « Votre voiture (peu importe la marque, toutes sont sur le même registre, mais de préférence une grosse cylindrée) pour 531 francs par mois », « Disposez de tout l'argent que vous voulez », etc., etc., etc.

## Dettes

A quel l'on rétorquera que le consommateur est bien libre de ne pas céder à ces sollicitations. Ce qui est vrai, et il en est certains qui gémissent aujourd'hui et qui mériteraient avant tout quelques baïes. Mais si ces invites sont à ce point répandues, c'est évidemment qu'elles sont efficaces. Élémentaire, mon cher Watson, comme ne disait pas Sherlock Holmes.

Efficaces, elles le sont d'abord auprès des gens qui n'ont pas d'autres issues, pour ne pas paraître pauvres, que de succomber à la tentation. Dépenser, c'est paraître riche, c'est aussi se rassurer. Tout le monde sait qu'il est beaucoup plus facile de renoncer à un achat, ou de le dire trop coûteux, lorsqu'on a les moyens de le payer. C'est même une petite satisfaction intime, par définition interdite aux pauvres.

Avec la loi Neiertz, qui peut faire croire à sa signature qu'elle a l'aura de M<sup>e</sup> Veil, on va peut-être prendre en compte les désastres existants, mais certainement pas empêcher qu'il continue de s'en produire.

Au moins le RMI, y compris dans son ambiguïté, comporte-t-il deux volets : subside et insertion. Que ce deuxième volet ne marche guère, apparemment, est une autre affaire. Du moins est-il prévu. Or est le deuxième volet de la loi Neiertz qui en ferait davantage qu'une imitation contemporaine des petites sœurs des pauvres ?

L'habitude n'a jamais été ici d'appeler à la répression ou à l'interdiction. Il y a suffisamment de professionnels pour s'en charger. Osons une exception.

Il existe en droit pénal toute une famille d'incriminations qui se rangent sous la qualification de « provocation » ou d'« incitation » : au meurtre, à la haine raciale, à l'avortement, à la débauche, et même, dernière venue dans sa catégorie, la provocation au suicide, délit institué par une loi du 31 décembre 1987 (loi de circonstance, mais c'est une autre histoire).

Que ne prévoit-on de punir l'incitation à l'endettement ? Chimère ? La chimère, comme telle condamnable, ne vient-elle pas davantage des annonces commerciales mentionnées plus haut ?

Certes, aujourd'hui, les dettes trônent sur un piédestal encore plus élevé que l'argent. Au point que ne pas en avoir vous fait facilement passer pour stupide. Il y a déjà un bon bout de temps que la richesse d'un pays se situe moins dans sa prospérité propre que dans ses facultés d'endettement (l'a-t-on assez entendu à propos de la Roumanie ?). Mais les particuliers ne peuvent pas jouer à ce jeu-là, et qui les engage ne saurait passer pour honnête. Or c'est les persuader du contraire que de leur tenir sur des placards de trois mètres sur cinq des discours du genre : « Emportez tout et ne réglez rien ».

Les juristes pourront faire observer que la provocation à l'endettement ne peut être une infraction puisque l'endettement n'en est pas une. Faux ! L'avortement n'en est pas une non plus avant une certaine durée de grossesse, et y inciter est cependant punissable. Le suicide n'est pas une infraction, mais la provocation au suicide en est une désormais.

A défaut, rien n'interdirait d'étendre au bénéfice des majeurs la protection accordée aux mineurs par l'article 406 du code pénal contre toute personne qui aurait abusé de leurs « besoins », de leurs « faiblesses », de leurs « passions », « pour [leur] faire souscrire des obligations », autrement dit pour les mener à s'endetter sans motifs ni moyens.

De quoi ces annonceurs trop malins profiteraient-ils, sinon des « besoins » (suggérés autant que réels), des « faiblesses » et des « passions » de clients majeurs mais dont la volonté et le consentement ne laissent pas d'être sujets à caution ?

A défaut encore, ne pourrait-on tout simplement réprimer le mensonge frisé en politique commerciale, d'autant qu'il risque de plonger dans la détresse des dizaines de milliers de gens qui n'ont déjà que trop tendance à s'y laisser glisser ? La politique prenant les armes contre le mensonge, n'est-ce pas un beau thème de réflexion et d'espoir ?

SPECIAL-COPAINS. — Retrouvons la bonne humeur avec les Interdits de Cebu (Albin Michel). Si vous voulez hurler de rire et que vous avez suffisamment mauvais esprit pour cela, les 80 francs de l'ouvrage seront de l'argent bien placé. A admirer tout particulièrement, un projet d'affiche refusé par le Comité national contre le tabagisme...

P.S. — La tentation cause les ravages que l'on sait. Pour réparer ses dégâts, en principe, les assurances. C'est oublier les « franchises ». Le principe de l'assureur, c'est la franchise. Défense de rire.

(1) A ce propos, Elbert n'est pas « Elbert » comme une main anonyme a cru bon de le corriger dans le dernier « amateur » (« Boutique »). Diabole ! Pour commettre des erreurs, point n'est besoin de concours extérieurs.

## A Dunkerque et à Fort-de-France

## Huit nouvelles évasions dans les prisons françaises

Huit détenus se sont évadés des prisons françaises depuis le début de la semaine : trois à Dunkerque (nos dernières éditions du 2 mars) et cinq à Fort-de-France (Martinique).

La cavale des trois détenus de la maison d'arrêt de Dunkerque, qui ont cravaté, jeudi 1<sup>er</sup> mars, un trou dans le mur de leur dortoir avec des cuillères avant d'escalader le mur d'enceinte à l'aide de draps noués, a été de courte durée : Julien Dickinson, vingt-deux ans, Spencer Boyle, vingt-trois ans, et Frédéric Mallinca, vingt-trois ans, ont été repérés le jour même à Rotterdam, aux Pays-Bas, alors qu'ils circulaient dans une voiture volée. Leur extradition devrait être demandée par le parquet de Dunkerque.

A la maison d'arrêt de Fort-de-France, cinq détenus se sont enfuis lundi 26 février, au beau milieu du carnaval : après s'être regroupés

sur les toits de la prison, ils ont franchi le filot de protection métallique qui recouvrait la cour de promenade, puis le mur d'enceinte. L'un d'eux, Arcade Carato, condamné à six ans de prison pour vol avec violence, s'est rendu, peu après, à la gendarmerie. Les quatre autres, Jacques-André Coquin, Peter Soukara, Claude Isidore et Rody Marcelin, condamnés à des peines de neuf à seize mois de prison pour des vols avec attraction, se sont fondus dans la foule du carnaval.

Depuis l'évasion de Lamouezan (Hautes-Pyrénées), le 6 décembre 1989, treize-sept détenus se sont échappés des prisons françaises. Dix-neuf ont été repris. Une mission de sécurité a été confiée le 15 janvier par la chancellerie à M. Jean-Claude Karsenty, inspecteur général de l'administration. Il devrait remettre son rapport à M. Pierre Arpaillange le semaine prochaine.

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPOTS

Le Monde

Avec

CREDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE

sur minitel 36.17 code IMP



## SOCIÉTÉ

Une série de décrets publiés au « Journal officiel » suscite de vives protestations

## La police et la justice autorisées à informatiser des « données sensibles » sur les personnes

Le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, le MRAP et SOS-Racisme protestent après la publication, au Journal officiel du 4 février et du 1<sup>er</sup> mars, de décrets qui autorisent les juridictions administratives et judiciaires à conserver des données informatiques contenant des informations dites « sensibles » et les Renseignements généraux à informatiser des données du même ordre.

Le texte du 4 février prévoit que « les données nominatives nécessaires à l'instruction ou au jugement des litiges dans les juridictions sont saisies et à l'exécution des décisions de justice, qui font apparaître directement ou indirectement les origines raciales ou les opinions philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des parties au litige pourront être mises en conservation en mémoire informatisée ».

Ce décret a été pris, après avis conforme de la Commission nationale informatique et libertés, en date du 5 décembre 1989 et après avis favorable du Conseil d'Etat. Signé du premier ministre et du ministre de la justice, le décret contesté par les organisations syndicales, ne change rien à la situation actuelle, indique-t-on au ministère de la justice, où l'on estime qu'on lui fait un procès d'intention. Le décret en cause ne fait, selon la chancellerie, que régulariser une « situation banale ».

Dans un communiqué, le ministère explique que ces données étaient jusqu'ici collectées manuellement, sans que personne n'y trouve rien à redire. « Elles ne peuvent être utilisées que par les autorités judiciaires et pour les stricts besoins des procédures en cours ». Elles ne forment pas l'objet de traitement ou de tris nominatifs autres que ceux correspondant à l'intention initiale. Les données seront effacées, dès la clôture du dossier ayant servi à la procédure judiciaire. La procédure légale a été respectée, explique la chancellerie, puisque « conformément à l'article 31 de la loi informatique et libertés, les enregistrements doivent être autorisés par un décret en Conseil d'Etat pris après avis conforme de la CNIL ». Dans une lettre adressée aux organisations syndicales et au MRAP, M. Pierre Arpaillange a précisé que les personnes faisant l'objet d'une procédure judiciaire ne couraient aucun risque d'être fichées.

## Les fichiers

## des Renseignements généraux

Le MRAP, de son côté, a engagé devant le tribunal administratif une action en annulation du décret. Il se déclare « consterné » et condamne « la dangerosité d'un décret qui, au-delà de la violation de la loi, représente une grave atteinte à l'état de droit, aux libertés individuelles de tous ».

Cette polémique intervient au moment où sont publiés, au Journal officiel du 1<sup>er</sup> mars, deux autres décrets relatifs au fichage

des personnes par les Renseignements généraux (RG). Avec ces textes d'application, le ministère de l'intérieur régularise, enfin, la situation juridique des fichiers des RG. S'ils existaient bien avant la loi informatique et libertés de 1978, ces fichiers n'avaient pas encore fait l'objet de décrets de dérogations à l'interdiction légale de traiter certaines informations « sensibles », dérogations pourtant prévues par cette loi.

C'est désormais chose faite : un décret du 27 février 1990 autorise les RG à collecter et conserver des informations nominatives concernant « les opinions politiques, philosophiques, religieuses ou l'appartenance syndicale » des personnes, ainsi que leur « origine ethnique ».

Deux catégories de personnes sont expressément visées dans le texte du décret par ces fichages. D'abord, celles qui sont susceptibles de « porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique », soit directement, soit parce qu'elles ont entretenu des relations avec des individus susceptibles de menacer ainsi la sûreté de l'Etat. Ensuite, les personnes ayant accès à des « informations protégées » susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique. Sont particulièrement concernés les fichiers constitués par les RG au plan départemental sur les personnes connues pour leurs activités politiques et syndicales, notamment, ainsi que les fichiers nationaux établis par les RG sur la base de certaines de ces informations.

Par un décret également daté du 27 février et publié au Journal

officiel du 1<sup>er</sup> mars, la direction centrale des RG est autorisée à mettre en œuvre un « fichier informatisé du terrorisme » pour « l'accomplissement exclusif de sa mission de lutte contre le terrorisme et les troubles à l'ordre public ». Ce fichier comportera en particulier des renseignements sur l'« origine ethnique » des personnes en tant qu'élément de signalement.

Le ministère de l'intérieur précise que ce fichier informatisé des RG sur le terrorisme pourra être consulté par des fonctionnaires de la plupart des services concernés : la DS1, la police judiciaire, la police de l'air et des frontières, les polices urbaines, ainsi que les militaires de la gendarmerie nationale ou de la DGSE.

Depuis 1982, le décret relatif au fichier des RG faisait l'objet de négociations difficiles entre le ministère de l'intérieur, le Conseil d'Etat et la CNIL. Cette dernière avait finalement rendu un avis conforme, le 6 septembre 1988. Les autres services de renseignement français, la DS1 et la DGSE, avaient, en la matière, réagi plus promptement que les RG : les décrets régularisant leurs fichiers avaient été publiés dès 1986.

PRECISION : Voix de l'islam. — M. I. Omari, chargé des relations avec la presse à l'association La voix de l'islam, nous prie de préciser que le tribunal de Paris a, le 26 janvier, « ouvert une procédure de redressement judiciaire » et ont décidé la « liquidation » de l'association comme nous l'avons écrit dans le Monde du 2 février.

Dans un entretien au quotidien arabe « Al Hayat »

## Cheikh Zein confirme que le gouvernement de M. Chirac avait promis 3 millions de dollars en échange des otages

Un dignitaire chiite libanais, cheikh Aboul Mounem Zein, affirmant être impliqué dans la libération des otages français du Liban en mai 1988, a confirmé dans un entretien publié jeudi 1<sup>er</sup> mars que l'une des conditions de cette mise en liberté était le versement par le gouvernement français de M. Jacques Chirac de 3 millions de dollars.

Des informations au sujet de cette rançon non payée avaient été données mercredi par le quotidien français Libération, qui ajoutait que cette « dette » expliquerait en partie l'attentat contre un DC-10 d'UTA le 19 septembre dernier (cent soixante et onze morts).

Cheikh Zein a affirmé, dans cet entretien publié simultanément à Londres et à Paris par le quotidien arabe Al Hayat : « En 1988, c'est moi qui ai remis les otages, à l'hôtel Summerland à Beyrouth-Ouest [à des émissaires français], étant entendu que je devais me rendre ultérieurement à Paris, où toutes les conditions [de la mise en liberté] devaient être satisfaites, dont le versement d'une somme de 3 millions de dollars par la France ».

Al Hayat a recueilli l'entretien par téléphone auprès de cheikh Zein, chef de la communauté chiite en Afrique occidentale, qui réside à Dakar, où il dirige le Centre des sciences sociales islamiques. L'ex-premier ministre français, M. Jacques Chirac, avait démenti mercredi que son gouvernement ait jamais promis ou versé la moindre somme en échange de la libération des otages.

Cheikh Zein, qui affirme « ne pas avoir la moindre idée » sur l'explosion du DC-10 d'UTA, « à l'exception des informations de presse qui sont pour la plupart des suppositions », affirme avoir réclamé son dû à plusieurs reprises, en venant à Paris d'abord, puis de Dakar, y compris auprès du gouvernement socialiste, « par l'intermédiaire de l'ambassade de France au Sénégal », et du président François Mitterrand, « par l'intermédiaire du président sénégalais Abdou Diouf ».

## ESPACE

## Arianespace signe un contrat pour lancer deux satellites américains

Moins d'une semaine après l'explosion d'une Ariane-4 survenue en vol vendredi 23 février, la société européenne Arianespace a été choisie par la firme américaine Hughes Communications pour lancer, en 1992 et 1993, deux de ses satellites de télécommunications.

Annoucé jeudi 1<sup>er</sup> mars par un communiqué conjoint de deux sociétés, la signature de ce contrat confirme ainsi, s'il en était besoin, que le cinquième échec de la fusée européenne est considéré par les spécialistes comme un risque du métier, sans amoindrir pour autant leur confiance dans les capacités de la lanceur.

Première société de services de télécommunications au monde, Hughes Communications exploite actuellement douze satellites nationaux, ainsi qu'un réseau international utilisé par la marine américaine. Les deux satellites Galaxy-VI et Galaxy-VII que devra lancer Ariane, d'un poids de 2 575 kilos chacun, appartiennent à la nouvelle génération HS-601.

D'une durée de vie de douze ans, ils seront destinés à la diffusion de programmes de télévision directe et au service de réseaux privés de télécommunications de type VSAT (Very Small Antenna Terminal), actuellement soumis à l'approbation de la Commission fédérale des communications.

## SPORTS

OMNISPORTS : la promotion d'une marque de chaussures

## « Bo » d'Amérique

La concurrence entre les grands fabricants de chaussures de sports est acharnée. Pour conquérir des parts de marché, leurs services de recherches, de marketing et de publicité sont sans cesse sous pression. Avec des résultats qui peuvent parfois être surprenants.

Pour faire face à la montée en puissance de l'anglais Reebok, à la concurrence du japonais Asics et à la nouvelle vitalité du franc-allemand Adidas, l'américain Nike, qui avait été le leader en matière de chaussure de jogging, a pris le problème à l'envers : au lieu de chaussures de plus en plus spécialisées pour chaque type d'activités sportives, il a mis au point un modèle, baptisé « cross-training », utilisable aussi bien pour la course à pied que pour le tennis, le basketball ou le football.

Commerciallement, l'idée était séduisante : le consommateur n'a plus besoin que d'une paire de chaussures pour se livrer à ses différents loisirs physiques. Restait à trouver un vecteur publicitaire à ce concept qui allait à contre-courant.

Aux Etats-Unis, il n'a pas fait l'ombre d'un doute que le champion symbole de cette pluridisciplinarité était Vincent Edouard « Bo » Jackson. Bel athlète de 102 kilos pour 1,85 m, ce gars, qui a été crédité de 10 sec 13 sur 100 mètres, a la particularité d'enchaîner les saisons professionnelles de base-ball, avec les Royals de Kansas-City, et de football, avec les Raiders de Los Angeles.

Dans le jargon de la publicité, il était le « prescripteur idéal ». Et le « spot » de soixante secondes qui a été réalisé par Joe Pitka, avec le concours de tous les autres stars sportives commanditées par Nike, John McEnroe (tennis), Michael Jordan (basket-ball), Wayne Gretzky (hockey sur glace), Joan Benoit (marathon), sur une musique du rocker Bo Diddley, a été un succès mesuré à la progression des ventes du modèle vanté.

Mais quand les dirigeants de Nike voulurent décliner l'opération

en Europe, ils se heurtèrent à un problème majeur : de ce côté de l'Atlantique, Bo Jackson n'est connu que par les insomniques des chaînes de télévision câblées qui suivent les championnats de NFL et de NBL sans rien ignorer des subtilités du « kick-off » (coup de pied d'engagement) et du « home run » (tour victorieux du batteur). Mais, comme 1 million de dollars avaient déjà été engagés dans cette campagne, il aurait été lourd d'en faire une spécialement pour l'Europe.

L'agence chargée du budget en France, Grey, décida donc de faire une « campagne » sur la « campagne ». Autrement dit, avant de lancer le « spot » dans le circuit des salles de cinéma à la mi-février — le Conseil supérieur de l'audiovisuel ne permet pas aux messages sous-titrés de passer à la télévision — il a fallu attirer l'attention du public sur ce champion méconnu, Bo Jackson, par une opération de « teasing » (Qui est Bo ?) dans la presse fin janvier.

Le risque d'échec n'était pas négligeable. Jacques Noé, responsable des relations extérieures de Nike-France, a reconnu qu'« il y a trois ans nous aurions sans doute refusé de reprendre cette campagne, nous l'aurions jugée trop américaine. Aujourd'hui, la France est sans doute prête, grâce à la télévision, qui diffuse le Super-Bowl (finale du championnat de football) et les World Series (finale du championnat de base-ball) ». Mais les images de Joe Pitka et la musique de Bo Diddley semblaient assez fortes pour faire passer, sinon le personnage « Bo », du moins le message.

ALAIN GIRAUDO

BASKET-BALL : Coupe d'Europe. — Les basketballeurs du Cercle Saint-Pierre de Limoges ont remporté, jeudi 1<sup>er</sup> mars dans leur ville, le match qui les opposait aux Yougoslaves de Jugoplastika Split, le tenant de la Coupe d'Europe des clubs champions (100 à 93). Les Limogeois se sont ainsi qualifiés pour les demi-finales qui auront lieu à Saragosse.

R U G B Y

## TOURNÉE DE LA SÉLECTION INTERNATIONALE TOSHIBA EN FRANCE



Pour la première fois les Japonais de l'équipe Toshiba viennent affronter les Français sur leur propre terrain : celui du ballon ovale.

L'amicale collaboration de la Fédération Française de Rugby a permis au rugby club Toshiba d'organiser cette tournée.

L'immense compétence de Toshiba dans l'univers électrique, électronique, informatique, bureautique, énergétique, etc. s'étendra-t-elle aussi au territoire rugbyistique ? Rendez-vous sur le terrain.

L'Empreinte de Demain  
**TOSHIBA**

**DIETPE** dimanche 4 mars à 15 h 00 - stade Jean Merault  
match contre une sélection de Normandie.

**VERSAILLES** mercredi 7 mars à 20 h 00 - stade Parchofontaine  
match contre une sélection des Yvelines.

**SAINT-NAZAIRE** samedi 10 mars à 15 h 00 - stade Léo Lagrange  
match contre une sélection Atlantique.

**AGEN** mercredi 14 mars à 19 h 00 - stade Armande  
match contre une sélection de Périgord-Agenais.

سكس من الامم



# SANS VISA



La piste  
a disparu  
et les hommes  
naviguent  
à la boussole  
à travers  
le paysage.  
Khartoum  
est déjà loin derrière,  
quelque part  
au-delà  
de l'horizon pâle.

## Sables du Soudan

**C'**EST peut-être le dernier voyage au Soudan. A la nuit tombée, les hommes sont allés chercher du charbon de bois dans un bonk jolo du centre de Khartoum, où les chèvres dorment sur les biches et les vendeurs sur leur rurban, entre deux branches. Ils ont acheté 1 000 litres d'essence au marché noir. Ils sont allés inscrire leur nom en trois exemplaires à la police, à la sécurité militaire, au département des antiquités. Maintenant, tout est prêt. Le Soudan est en guerre et ils vont dans le désert.

La guerre est loin dans le Sud et ils n'y penseront plus. La capitale elle-même semble peu concernée. Il y a bien le couvre-feu la nuit, depuis le dernier coup d'Etat militaire, mais Khartoum la journée est toute provinciale, avec ses réparateurs de lanternes et son marché où les vendeurs s'assoient sous des gradins de pampelounes. Il y a surtout la poussière, qui recouvre jusqu'au drapeau de l'ambassade de France pendant que la Rolls crème du président, elle, épingle dans les rues défoncées.

Khartoum est calme, trop calme, ravinée. La pénurie d'énergie est chronique, les devises manquent, l'essence est rationnée. Les taxis

préfèrent parfois vendre leur contingent au marché noir plutôt que de circuler. Le sucre, l'huile, les cigarettes s'échangent dans des circuits parallèles. Les cabines téléphoniques sont fermées au cadenas, et seule la police arrive encore à joindre par radio les préfectures de provinces dont les murs se fissurent. La vie, comme disent les Soudanais, est devenue « très difficile ». Ils n'en disent pas plus long : le Soudan est un pays qui ne fait pas de bruit.

Les quelques Occidentaux qui résident à Khartoum s'y ennuiant. Ils n'ont pas le droit de sortir de la ville. Et l'alcool est interdit dans cette terre d'islam, même si les douaniers qui marquent les bagages à la caisse sont plus souriants que les circulaires qu'ils sont chargés de faire respecter. Mais les touristes, eux, ont obtenu aujourd'hui l'autorisation de sortie. Ils ont franchi le pont qui enjambe le Nil Blanc et le Nil Bleu, réunis à Khartoum après un divorce de plusieurs milliers de kilomètres à travers l'Ouganda et l'Éthiopie. Le goudron s'est arrêté tout de suite. Ils n'en reverront plus pendant quinze jours.

Les hommes ont pris la piste du Nord puisque telle est la direction

du désert. Les derniers habitants des derniers bidonvilles les ont salués. Ce sont des réfugiés de la guerre du Sud, du conflit éthiopien ou des inondations de 1988. Ils vivent sur un carré d'argile, entre une toile et un morceau de carton. D'un tonneau, ils font un attelage. Ils vont chercher de l'eau avec leur âne, et ils reviennent, poussés par le soleil couchant.

La piste, bientôt, a disparu, et les hommes naviguent à la boussole à travers le paysage. Ils sont escortés par les perdrix des sables comme des marins par les dauphins. La perdrix a l'œil sage, et sous le ventre des plumes creuses qui servent au transport de boisson pour les nourrissons. Dans ce pays de grande parcimonie, la gaza ne se sent pas menacée : elle ne vaut pas, disent les Soudanais, le carrouche qui en ferait du gibier. La gazelle, au contraire, connaît son prix. Un petit trot et elle s'envole avant d'être portée de quoi ce soit.

### Les chacals ont bu

Khartoum est déjà loin derrière, quelque part au-delà de l'horizon pâle. Il n'y a plus qu'un seul Nil.

Un ruban qui s'en va, tout bleu, tout gris, vers la frontière égyptienne, à 1 500 kilomètres. Quand les moteurs des 4 x 4 se taisent, il n'y a plus que le souffle du vent. Et la mémoire se perd, entre sables et poussières.

Le soleil s'est levé sur Nagaa et le temple du dieu-lion à trois têtes, Apedemak. Un paysage sahélien : quelques falaises rouges, quelques euphorbes, sortes de grands chou-fleurs, qui pour avoir trouvé l'unique goutte d'eau du sous-sol, naissent la caillasse. Les chacals ont bu l'eau qui traînait dans une cuvette. Les gerboises ont laissé des traces sautillantes autour des tentes. Les gerboises sont des petites souris, courtes sur pattes avant, qui font, la nuit, des rêves de kangourous.

Le conservateur du site de Nagaa est arrivé dès l'aube avec son passe-montagne en poils de chèvre et sa redingote noire encore ensablée. Le département des antiquités de la capitale l'a chargé de la surveillance du temple et du Petit Trianon méroïtiques de Nagaa, et il s'acquitte consciencieusement de sa mission, un couteau dans la manche, accroché par une lanterne de cuir à l'avant-bras. Il porte le cahier où sont pris de s'inscrire les visiteurs et, le reste du temps, il s'élève quelques chèvres. Il est amateur de tout ce que l'Occident pourrait laisser derrière lui : tuyaux, cigarettes, cartons.

Rien ne semble avoir changé depuis l'époque où la civilisation de Méroé régnait sur la Nubie. Les tribus sont regroupées autour des puits qui sont propriété privée. Le matin, elles y amènent les animaux, et chaque famille vient avec sa poule. Les chameaux sont d'un côté : les hommes s'en occupent. Les chèvres et les moutons de l'autre, sous la surveillance des femmes et des enfants. Les vaches attendent, avec les ânes, que tout le monde ait bien bu. Les outres sont en cuir, ainsi que les cordes, et il en va ainsi depuis la nuit des temps. Le puits est profond d'une cinquantaine de mètres, et les chameaux n'en finissent pas de tirer sur la corde pour remonter l'eau à la surface.

Rien n'a changé, et les habitants de ce pays qui était, pour l'Arabie, le « pays des Noirs », n'en veulent pas encore aux appareils photo des Blancs. Ils remontent l'eau des profondeurs du désert, chaque matin sans vent de sable, chaque matin par un équilibre parfait des chameaux et des ânes. Ailleurs, plus près du Nil, les Nubiens au teint cuivré et aux traits droits, descendants de popu-

lations converties au christianisme au sixième siècle, viendront eux aussi regarder comment font les habitants des pays agités lorsqu'ils campent dans le désert pour se déplacer. Regarder seulement, à bonne distance, et sans rien demander. Un peu le soir, un peu le matin. Ils repartiront avec des bouteilles vides, des pots, car tous les contenants les intéressent. Des braises à moitié consumées, car le bois est aussi rare que l'eau. Sans bruit, sans cris. Réservés comme on l'est dans le désert.

### Le jour se lève

Le désert de Bayuda et le désert de Nubie, dans le grand S que forme le Nil entre Wadi Halfa (de l'autre côté d'Abou Simbel) et Khartoum, sont peuplés surtout de colporteurs sèches, posées comme des boules de billard sur un tapis de diamants noirs. Au détour d'un oued, on croise parfois quelques âmes. Un vieux mahatma, qui vend à on ne sait qui du charbon de bois.

Une famille de dromadaires, qui courent à l'aventure. Mais la population se rassemble essentiellement le long du Nil, dans les jardins étroits où poussent camin, tomates et jibiscus, dont la fleur donne une boisson suave, le carcadach. La vie y est rythmée par la respiration régulière des pompes à eau.

Le matin, on dit bonjour à la lumière (Sebal Nour), puis les femmes apportent le foin du petit déjeuner aux hommes qui travaillent dans la palmeraie. Les petites filles portent des robes vertes à col Claudine et garent leur âne blanc devant la cour de l'école. Les poules traversent les maisons de torchis pour passer d'une cour à l'autre pendant qu'on fait le thé sur un feu de bois à même la terre battue du salon. Le soir, les garçons jouent au football, en soulevant des kilos de sable avec le ballon, et les pyramides de Djebel Bartal, déjà rougissantes, disparaissent dans la poussière.

CORINE LESNES

Lire la suite page 15

## Les frontières de la guerre

**L**E Soudan est le pays le plus vaste d'Afrique (quatre fois la France). Au nord, il est désertique ; d'est l'extrémité orientale du Sahara. Au sud, il est tropical. Le Nil Blanc et le Nil Bleu se rejoignent à Khartoum. Le fleuve ne reçoit plus ensuite qu'un affluent, l'Atbara. Il n'y a plus de pont jusqu'à la frontière égyptienne et le lac Nasser (Nouba, au Soudan), formé par les eaux de retenue du barrage d'Assouan, dont la mise en eau a également été une partie de la Nubie soudanaise.

Le Soudan comptait vingt-quatre millions d'habitants en 1983. Il est coupé en deux par la guerre civile. Le Nord, arabo-musulman, regroupe 77 % de la population. Les régions chrétiennes et animistes du Sud refusent l'assimilation souhaitée par les autorités de Khartoum. L'armée populaire de libération du Soudan (APLS), du colonel John Garang encaie la ville de

Juba et plusieurs autres garnisons. Le conflit dure pratiquement depuis l'indépendance, obtenue des Anglais en 1956, même si le maréchal Nemeiry avait cru y mettre fin par des accords d'autonomie en 1972. Le pays est dirigé actuellement par le général Omar Hassan El Bechir, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat le 30 juin dernier.

Le Soudan n'a encore été qu'effleuré par les archéologues. Plusieurs civilisations s'y sont développées, plus ou moins influencées par l'Égypte selon les époques. Dès la première dynastie (3 000 ans avant J.-C.), les pharaons ont envoyé leur armée contre le peuple du Haut-Nil qu'ils appelaient « terre d'arc ». L'histoire est ensuite une alternance : domination égyptienne, influence soudanaise. Deux souverains du royaume de Kouch ont même conquis l'Égypte sous le nom de XXV<sup>e</sup> dynastie

éthiopienne. Cette première civilisation africaine, dont la capitale est Méroé, va durer plus de mille ans. Son écriture n'a toujours pas été déchiffrée. L'empire a été détruit vers 350 après J.-C. La Nubie a ensuite été christianisée. Le premier chrétien soudanais a été baptisé par l'apôtre Philippe.

Le Soudan est un des pays les plus pauvres d'Afrique, alors que son potentiel agricole est important et que l'on a trouvé du pétrole dans le Sud. La famine sévit régulièrement dans le Sud. La dette extérieure était de 10 milliards de francs fin 1986 : les exportations ne représentaient que 310 millions de francs.

« Le Soudan contemporain », ouvrage du Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient (CER-MOC), réalisé sous la direction de Marc Lavergne (L'Harmattan, 1989).

On ne choisit pas AKIOU par hasard, les grands voyageurs le savent bien !

**AKIOU**  
L'ART DU BEAU VOYAGE

- La Chine classique  
17 jours / 14 nuits.  
A partir de 22.950 Frs tout compris.  
Prestations Haut-de-Gamme.
- La Route de la Soie  
18 jours / 15 nuits.  
A partir de 25.300 Frs tout compris.  
Péril exceptionnelt.
- Le Tibet / Népal  
18 jours / 15 nuits  
A partir de 25.900 Frs tout compris.

Renseignements et catalogue AKIOU  
dans toutes les agences de voyages et  
au 47.59.47.47



## SANS VISA

## LA TABLE

## Place truffière

Les courtiers sont prêts. Des truffes sont à vendre.  
Nous sommes à Lalbenque, dans les environs de Cahors

« D'OU proviennent vos truffes ?  
— De la Drôme, entre Carpentras et le Puy-en-Vieille ».

— Mais plus précisément ?

— De Cahors, je crois. »

Daniel Bouché (Le Petit Montmorancy, à Paris) connaît mieux l'art d'accommoder les truffes (en soufflé avec coquilles Saint-Jacques à l'huile de noix) que la géographie. La question de leur provenance, il est vrai, est complexe. La truffe du Périgord (*Tuber Melanosporum*) se trouve en Provence, dans le Lot, et jusqu'en Espagne. Mais, dans le Périgord même, presque plus, ces dernières années.

Le plus grand marché de la truffe du Sud-Ouest est désormais situé à Lalbenque, petite bourgade rurale, à 10 kilomètres de Cahors, dans un paysage de champs clairs et de vignes rabougries, de murets en pierres sèches et de « gariottes ». Chaque mardi, à 14 heures (du 15 décembre au 15 mars) s'y déroule un rituel surprenant. Sur une banquette basse, dressée au centre du village, une quarantaine de producteurs présentent leur récolte à la convoitise des acheteurs. Un silence pesant s'installe. Il s'agit d'apprécier l'épaisseur de la truffe, non encore brossée. Toute transaction est interdite jusqu'au lever d'un drapeau, à 14 h 30 précises.

Commence alors un jeu de regards, de « promesses ». On hume, on souève les paniers. On entend d'un chiffre, de préférence en anciens francs, pour être compris d'emblée. Déjà, les courtiers des maisons Poyet et Rougé ont fixé le prix de rachat, la cote basse. Le jeu consiste donc, pour le vendeur, à valoriser subtilement sa production pour provoquer

l'offre, le plus tôt possible. L'acheteur a intérêt à attendre l'abaissement du drapeau, au risque de voir le panier convoité lui échapper subrepticement.

Le 20 février, à Lalbenque, journée de petite production, une quarantaine de kilos d'une truffe bien mûre était à la vente sur le marché. Les transactions (toutes payées en liquide de la main à la main) se sont faites entre 2 000 francs le kilo pour les lots les plus beaux et 1 700 francs pour le tout-venant.

Cette « vente au drapeau », une sorte de criée silencieuse, sans artifice d'acheteur, est le moment d'une intense activité à Lalbenque. Gendarmes, employés municipaux, surveillent et organisent la pesée sur une balance « officielle ».

## Vertus aphrodisiaques

Les courtiers, eux, perpétuent l'usage de la balance romaine. Des groupes se forment avant et après la vente. Puis autour des voitures des courtiers. Plusieurs dizaines de milliers de francs changent de mains, sans qu'apparemment l'administration fiscale soit sur les dents.

Le commerce du « diamant de la cuisine », selon Brillet Savarin, obéirait donc aux mêmes usages que ceux des diamantaires ? Ce vieux privilège de la truffe en terre radicale-socialiste ne choque pas Georges Vigouroux, le propriétaire du château de Haute-Serre (vin de Cahors cultivé à travers la pierre à flanc de coteau) : « Les producteurs de truffes (les cueilleurs) n'ont là qu'une ressource saisonnière et limitée. »

La production nationale, dès lors, est difficile à apprécier. Une cinquantaine de tonnes, peut-être, alors que la consommation totale s'établirait à 400 tonnes. Les truffes espagnoles, italiennes, yougoslaves, de Tchécocalovsk ou du Portugal, ont de beaux jours devant elles. Passent-elles aussi par Lalbenque, où elles seraient alors « blanchies », en quelque sorte ? Truffalou à la main, le chien Bob à ses pieds, M. Amblézet n'en croit rien. Il arpente inlassablement ses truffières : « Je préfère le chien ; il ne guette qu'une récompense. » Avec la truffe, un moment d'insouciance de caveur, et la truffe est avalée par le groin sans scrupule.

Les anciens accordaient à la truffe des vertus aphrodisiaques : « Il n'avait pas tort », concède Marc Vigneau-Desmaret, traiteur parisien qui s'y connaît en truffes. Il achète par le truchement du numéro un sur le marché, Pebeysse. Un « empereur » qui fait régner sa loi, dit-on. Il faut s'appeler Roger Lamazère pour ne pas s'y soumettre. Ou bien Jean-Claude Ferrero (38, rue Vital, 75016 Paris, tél. : 45-04-42-42) qui s'obstine à marier truffe en papillote, foie gras et pain rôti, afin de « rendre les femmes plus tendres et les hommes plus aimables ».

La truffe, un miracle de la nature, cette « surprenante chose qui pousse sans racines », relève Colette, dont les arômes sont purs, constitués d'un mélange complexe d'odeurs et de parfums aux fragrances parfois animales. La truffe dont « la souveraine saveur dédaigne les complications et les complications », écrit encore Colette.

JEAN-CLAUDE RIBAUT

## Les tourins

Classiques, régionaux, simples, succulents

JEAN-JACQUES DUBERN (la famille et le restaurant Dubern furent longtemps une gloire du Bordeaux gourmand) a écrit : « Le tourin, c'est la soupe à l'oignon faite à la bonne graisse, avec une légère pointe d'ail, liée au jaune d'œuf dans un filet de vinaigre et versée sur des tranches de pain de ménage rassis. Quand il ne reste plus de pain dans l'assiette, on y verse un bon verre de vin rouge de l'année bien gâtée... »

« Ignore l'origine du mot mais, de reste, il est multiforme, et selon les régions du Sud-Ouest, sa patrie, on le trouve écrit tourain, tourin, thourin et aussi tourin en Rouergue, tourin en Béarn. Et le cher Raymond Olivier prononçait, avec une pointe d'accent bordelais et une pointe d'ironie : tourin ! »

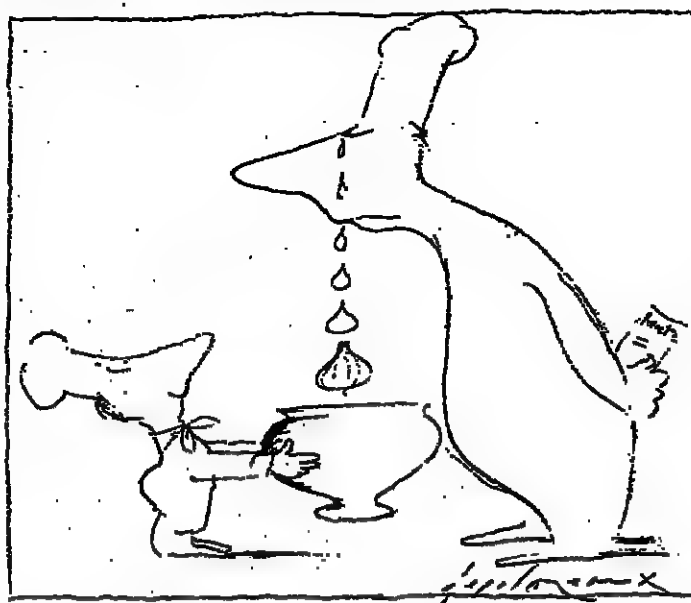
« C'est dire que les recettes sont multiples. »

« Le tourin béarnais peut utiliser, au lieu d'eau, un bouillon de cuisson de légumes (haricots, fèves, asperges), et il est soit à la graisse d'œuf, soit à la graisse de porc. »

« Le tourin bordelais est au saindoux, et l'on n'y ajoute généralement pas d'ail. »

« Le tourin du Périgord est à la graisse d'œuf. On y ajoute souvent de la purée de tomates et quelquefois aussi du vermicelle. C'est ici que l'on a baptisé le tourin la « soupe des noces », parce qu'on le portait aux jeunes mariés « quand la nuit est à moitié de sa course ». »

Dans le Quercy enfin, on pratique le tourin aux raves (celles-ci, émincées, remplacent les oignons), le tourin « à la poêle » (aux oignons mais liés d'un peu de farine roussie), le tourin à l'oignon (avec en plus des oignons, une tomate épluchée et épinée et une cuisse d'œuf confite qui sera, ensuite, grossièrement hachée dans la soupe). On y pratique aussi le tourin des noces, au vermicelle.



André Dagnin m'a confié cette recette de « tourin » (lui l'écrit avec deux « r ») aux poireaux de vignes :

En cocotte sur feu doux mettre 2 cuillerées à soupe de graisse d'œuf. Y ajouter un oignon émincé et 4 poireaux de vigne coupés en rondelles. Cuire 10 à 12 minutes. Ajouter 4 gousses d'ail écrasées, 12 grains de poivre écrasés (mais pas moulus !) et mouiller de 2 litres d'eau salée de 10 g de gros sel au litre. Laisser réduire 40 minutes après ébullition. Rectifier l'assaisonnement. Servir sur des tranches de pain de campagne rôties, soit avec un jus de citron.

Imaginez que l'on trouve encore quelquefois le tourin aux cartes des restaurants du pays, mais ce doit être rare.

Les Parisiens auraient-ils plus de chance ? Je le trouve sur la carte de la Grosse Tartine (91, bd Gouvion-Saint-Cyr ; tél. : 45-74-02-77), entre le cassoulet et les souris d'agneau aux poivrons d'Odette Filmis, cuisinière de l'Arc. Et aussi (en deux exemplaires différents) sur la carte du Relais basque (11, rue Saint Lazare ; tél. : 48-78-29-29), entre les pibales et la piperade.

Deux bonnes adresses pour découvrir ou retrouver ce classique du régionalisme.

LA REYNIÈRE

## SEMAINE GOURMANDE

## Bacchus gourmand

Depuis que l'an dernier J.-P. Moulinier a repris les rênes de ce restaurant dans l'arrière-pays, avec une vue sur la savoureuse vallée du Loup, les clients « dénichés » se réjouissent de cette cuisine mêlant le local au Sud-Ouest des origines du cuisinier. Menus à 90 F et 150 F et carte pour passer de la gratinée à la salade de fruits de mer, des légumes maison à la terrine landaise, du lapereau ou du canard sarladaise, de la volaille de ferme sautée au citron au coq au vin. Bonne petite cave à prix honnêtes.

► **BACCHUS GOURMAND**  
06400 Le Collet-sur-Loup.  
Tél. : 93-32-53-53.  
Fermé dimanche soir et lundi jusqu'à Pâques, ensuite, t.l.j.  
CB-AE  
Chiens acceptés.

## La Chevre d'or

Le cher Bruno Ingold, trop tôt disparu, a réajusté des aménagements effectués en cette prestigieuse adresse connue depuis des générations : Jacques, fils d'André et assisté de son fils Alain, méritent d'être mieux accueillis malgré sa modestie, ne serait-ce que pour son « menu Rabalais » ou son mille-feuilles de céleri et truffes du Tricastin, ses asperges de Villalans rissolées de caviar, et jusqu'à sa mousse aux marrons de l'Ardèche. Magnifique cave (c'est le Conservatoire des vins de l'Hermitage au demeurant). Menus 400 F et 500 F et carte (compter 550 à 600 F).

## LA CHEVRE D'OR

06360 Eze-Village.  
Tél. : 93-41-12-12.  
Fermé mercredi.  
AE-DC-CB  
Chiens acceptés.

## La Villa Dyonisos

En cette ville de l'épave et de la poudre aux yeux, aux additions de

palais et aux cartes dans le vent, quel plaisir de trouver enfin une cuisine qui ose dire son nom ! Nous le devons à l'inépuisable Claude Vergès, qui a sauté ses « Barrières » pour s'installer ici dans une villa pseudo-antique (seul le sphinx en découvrira l'origine !) et y a amené une jeune cuisinière de qualité, Véronique Boistelle. Aux menus (180 et 260 F) comme à la carte (compter 400 F env.), vous découvrirez la rusticité de la terrine de lapereau ou de poissons et de la tarte aux pommes, si succulente et partout copiée, avec aussi le plaisir de l'escalope de saumon purée de cresson, du rognon de veau poêlé lyonnais, du feuilleté de fruits rouges, etc.

## VILLA DYONISOS

7, rue Marceau,  
06400 Cannes.  
Tél. : 93-38-79-73 t.l.j.  
AE-CB

Parking : marché Gambetta.  
Chiens acceptés.

## PIC

Derrière la banale façade, une oasis de verdure et de fleurs abrite une prestigieuse adresse connue depuis des générations : Jacques, fils d'André et assisté de son fils Alain, méritent d'être mieux accueillis malgré sa modestie, ne serait-ce que pour son « menu Rabalais » ou son mille-feuilles de céleri et truffes du Tricastin, ses asperges de Villalans rissolées de caviar, et jusqu'à sa mousse aux marrons de l'Ardèche. Magnifique cave (c'est le Conservatoire des vins de l'Hermitage au demeurant). Menus 400 F et 500 F et carte (compter 550 à 600 F).

## PIC

285, avenue Victor-Hugo,  
26000 Valence.  
Tél. : 75-44-15-32.  
Fermé dimanche soir et mercredi.  
Parking privé.  
AE-DC-CB

## La Petite Tour

Il me plaît qu'un guide conseille aux clients aimant les « émotions fortes » de passer au large. Cela rappellerait aux amateurs de douceurs gourmandes, de bon appétit et d'honnêtes plaisirs de vivre de n'oublier point cette charmante maison fleurie, aux banquettes douillettes, au calme provincial et au service féminin précis. Du petit bar d'entrée à la cheminée du fond, tout ici respire la sincérité de la cuisine honnête.

Ca fut celle, longtemps, de Marthe. C'est depuis quelques années celle de M. Freddy Israel et de son efficace épouse. Du dos de saumon grillé au saumon de Guérande aux petits rougets grillés, de la lotte blanche au bœuf à la mode, avec un excellent foie gras et une bonne cave. Compter 350 F.

## LA PETITE TOUR

11, rue de la Tour,  
75016 Paris.  
Tél. : 45-20-09-97.  
Fermé dimanche.  
Parking : 18, rue de Passy.  
CB-AE-DC. Chiens acceptés.

## Le Pergolèse

A chaque visite on s'émerveille encore du calme, du charme et du confort de l'ancien petit bistro que fut Le Poullet de Bresse. M. Dupré, venu de banlieue pour préparer ce miracle, peut compter sur son chef, sur son jeune fils Olivier à la réception, sur le service alerte d'une « ancienne » de la maison. (Je le répéterai une fois encore : j'aime et préfère le service féminin !)

Mais l'important est la carte, souvent changée mais toujours attrayante, avec ses classiques (de la brandade de morue au tournedos Rossini) et ses tentations : fricassée d'escargots aux pâtes fraîches, rognon de veau au beurre de truffe et pommes boulangères, blanc de lapin à l'arabica, etc. Des mets savoureux qui font le joyau du restaurant de l'Académie des gastronomes, M. Jean Sefert. Menus à 158 F, 200 F et 270 F ; à la carte, compter 350 F.

## LE PERGOLESE

40, rue Pergolèse,  
75016 Paris.  
Tél. : 45-00-21-40.  
Fermé samedi midi et dimanche.  
Parking : Maillot.  
AE-DC-CB. Chiens acceptés.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

## 06400 CANNES

**HOTEL LIGURE** \*\*\*  
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX : 93-39-19-48  
A 300 m de la célèbre croquette  
des plages.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

## 06160 CAP-D'ANTIBES

**MOTEL ROI SOLEIL**  
123, bd Kennedy. A 500 m de la mer.  
STUDIOIOS à 60 F. Suite, 1 pers.  
1150 F la sem. 780 F 2 pers. 3100 F.  
4 sem. l.c. (sauf juin, juil., août, sept.).  
Tél. : 93-61-68-38.

## NICE

## HOTEL LA MALMAISON

Best Western \*\*\*  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-47-02-95 - Tél. 97418  
Télécopie 93-16-17-95

## HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-38-39-60  
Plaisirs de mer, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur ciblées.  
téléphone direct, minibar.

## Montagne

## HAUTE-SAVOIE

## LAC ANNÉCY

Hôtel \*\*\*\* ouvert

## LES PRES DU LAC

74290 TALLONNEX  
lac d'Annecy rive Est  
Situation privilégiée, parc, bord du lac.  
Tél. 50-60-76-11 - Fax 50-60-73-42  
Télécopie 309288 Presles F

## 05350 SAINT-VÉRAN

## (Hautes-Alpes, Queyras)

Père r.p. Site classé. Stat. village. Piste.  
fond. Plus belle vue d'Europe 2040 m.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
App. et chambres confortables. Grill  
de 650 à 1500 F/pers./sem.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
Au départ des pistes du fond, demi-  
pension à partir de 1400 F/pers./sem.

## Provence

## AUX-EN-PROVENCE

**HOTEL RESIDENCE**  
Location d'appartements meublés  
pour séjour de courts  
ou longues durées.  
Prestations de qualité.  
**L'HOTEL PARTICULIER**  
Tél. : 42-38-29-92

## ROUSSILLON 84220 GORDES

Vacances d'hiver  
au **MAS DE GARRIGON** \*\*\*  
TGV et aéroport d'Avignon  
séjours détente et fuges à prix doux  
dans le petit hôtel de charme de Labrousse.  
Espace gourmande.  
Réservations et renseignements : 90-45-43-21  
FAX : 90-45-7001

## DROME PROVENÇALE

Partir 4 h par TGV (Mouillats).  
Site exempt. micro-climat, prom., muséum.  
UVA sauna. Cuis. à votre goût.  
On ne fume pas à table.  
Chambre gr. et prix d'élégance. Mireille  
Cottereau. Tél. : 75-26-12-59.  
Auberge de vieux village d'Anduze,  
26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

## Sud-Ouest

## PÉRIGORD

## AUBERGE

## LA CLÉ DES CHAMPS \*\*\*

PISCINE, TENNIS  
1/2 pension à partir de 152 F  
GOLF  
Proches à l'hôtel  
parcours 9 trous, à 20 min.  
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD  
Tél. 53-29-95-94

## MIETTES

## BONNES ADRESSES

A Fréjus, le menu-carte (160 F)  
de **Lou Calen** (9, rue Désaugères,  
tél. : 94-52-36-57) signalé par un  
lecteur et qui, de reste, figure aux  
guides. A Juvigny-sur-Andaine, **Le Bon Accueil** (tél. : 33-38-10-04),  
une cuisine sage et « sympa » à  
quelques tours de roues de  
Bagnols-de-l'Orne. A Puisseux  
enfin, dans l'Avignon, **Les Magnolias**,  
rue des Magnolias (tél. : 65-  
99-77-34), dans l'ancienne  
propriété du frère de Paul Valéry,  
comme l'indique l'*Auto-Journal*  
et dont les recettes régionales ont  
séduit un lecteur parisien.

## TANRAGE REVIENT

Plus exactement on retrouvera  
les bonnes confitures Tanrage qui  
régalaient déjà Balzac, grâce à un  
successeur digne de ces mer-  
veilles. Notons l'adresse : **Au Lys**  
Rouge (63, rue de Chabrol, Paris  
10<sup>e</sup>).

## LE BRUIT

C'est la pluie en cette fin de  
saison. « Ce monde périsse de  
sorsime », disait le cher Albert  
Paraz II. Au restaurant comme à  
l'hôtel ! La comble est arrivé à un  
lecteur descendu à l'Hôtel Bonnet  
de Saint-Pée-sur-Nivelle : un  
mariage la première nuit, bruyant  
tardivement, vociférant même, et  
le lendemain une soirée avec  
orchestre et animateur. Tant pis  
pour les clients voulant dormir ?  
NON ! Une pancarte à la caisse les  
informe que des boules Quies sont  
à leur disposition !

## LE FOREZ À PARIS

Les élus de la Loire, députés,  
conseillers généraux et sénateurs,  
ainsi que le maire de Saint-Etienne  
ont consacré, en décembre der-  
nier, **Le Train bleu** (l'excellent bu-  
fret gastronomique de la gare de  
Lyon) Ambassade du Forez à Paris.

## CULINAIREMENT SINISTRE

C'est ainsi qu'un lecteur nor-  
mand qualifie la Seine-Maritime. Et  
singulièrement Rouen, où, bien  
sûr, les « anciens » rêvent de La  
Couronne du temps des frères  
Dorin. Ce n'est certes pas les  
sablés de grains de caviar de Giff  
qui doivent l'enchanter. Mais  
connait-il **Le Cache-Ribaud** (10,  
rue du Tambour) ? Ignorée aussi  
de MM. Gault-Millau. En tout cas,  
lui me signale **L'Escalote** (26,  
Ramppe-Cauchoise), que je ne  
trouve sur aucun guide. Si vous  
passez par là...

## Aux quatre coins de France

## GRANDS VINS DE JURA

## CHATEAU DE ROUSSE

Direct. du producteur et consommateur.  
Qualité et authenticité en son vin méditerranéen.  
ALAIN LAFRANÇOIS, 17677 Chemin de Bessan  
33000 Nîmes. Tél. : 66-21-01-28.

## PRODUITS RÉGIONAUX

## Miel, levain, romarin, fillet

## GELEE ROYALE et POLLEN

Doc. gratuite. RASSAGET  
apiculteur, 17677 Chemin de Bessan  
33000 Nîmes. Tél. : 66-21-01-28.

صحنه من العمل



## SANS VISA

### ESCALES



#### Les découvreurs de l'Algarve

Assis docilement sur son socle de pierre, coiffé d'un large chapeau à voilettes, Henri le Navigateur scrute avec inquiétude les mers qui progressent le long de la côte déshabitée de l'Algarve. A Lagos, à Sagres d'où il lança ses caravelles, jusqu'au cap Saint-Vincent — une de ces multiples « fins du monde » déclinées par les Anciens, — les promoteurs n'ont pas encore osé prendre possession de ces lieux hors du temps, et le tourisme avance à pas mesurés. En revanche, l'urbanisation dans les années 70 s'est déve-

loppée d'une façon galopante autour de Faro et de Portimão, faisant de ces 150 kilomètres de côtes la première région touristique du Portugal. L'Algarve (El Garbi, l'Occident) est comme un prétexte à la terre africaine avec son sol rouge sang et ses demeures étonnantes ornées de cheminées minuscules. C'est un souvenir aussi pour les goéliers, en toute saison, avec de nombreux grens sur lesquels voltent amoureuxment des générations de bédouins. Déjà inventeurs de la Côte d'Azur, ces derniers ont été les découvreurs de l'Algarve et l'ont conservé un peu trop jalousement. C'est pourquoi,

pour mettre Paris à portée de cette région, TAP Air Portugal va lancer à partir du 26 mars deux vols directs aller-retour Paris-Faro sans escale, le samedi et le lundi. Départ d'Orly-Sud : 13 h 25 ; arrivée : 14 h 55 heure locale. Départ de Faro : 16 h 05 ; arrivée Orly : 19 h 25. Trois tarifs : « visite » 2 435 F AR ; « excursion » 4 250 F AR ; « normal » 6 040 F AR. Tarifs majorés à partir du 1<sup>er</sup> avril (3 % pour le tarif « excursion », 4 % pour les deux autres). Tous renseignements : TAP Air Portugal, 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. : 42-96-15-65.

#### Musique à bord

Un paquebot de luxe de 200 cabines, le Danaë. Six escales dans le bassin méditerranéen : Malte, Délos, Mykonos, Volos (les Météores), Le Pirée et Palerme. De Monaco à Monaco. Voilà une croisière des plus classiques. Mais faites monter à bord un orchestre de chambre de quatorze musiciens, deux danseurs étoilés de l'Opéra de Paris (Françoise Legree et Cyril Anagnostou), deux danseurs étoilés du Ballet d'Opéra de Paris (Lynn Charles et Kevin Halpern) et de grands solistes étrangers comme les pianistes Yuri Boukoff et Maurizio Zinini, le violoniste Hu Kun et le guitariste Alexandre Lagoya, et voilà le paquebot de luxe transformé en scène flottante. Sans oublier trois concerts organisés à terre, dans les cadres prestigieux du théâtre antique de Délos, de l'Odéon d'Hérode Atticus à Athènes et de l'église baroque San-Salvatore à Palerme.

Conforté par le succès remporté l'an dernier par sa première Croisière musicale, le voyageur Adrien (15, rue Cassin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94) a signé un contrat de dix ans avec la compagnie Costa et propose aux mélomanes de s'embarquer du 10 au 20 mai, pour un festival de musique ; festival auquel concourra également une brigade de restauration placée, pour l'occasion, sous la baguette de quelques-

uns des plus grands chefs français. Un festin qui coûtera entre 20 900 et 33 500 F par personne, en cabine double, et entre 39 800 et 54 000 F, en appartements de luxe, excursions terrestres non comprises. Forfait précheminement aérien de Paris et retour : 1 650 F. Renseignements et inscriptions (avant le 10 mars) auprès du voyageur, qui propose également un Prague baroque et musical (en mars), les Nuits blanches de Leningrad (en juin) et, en juillet, le Festival de Vézère.

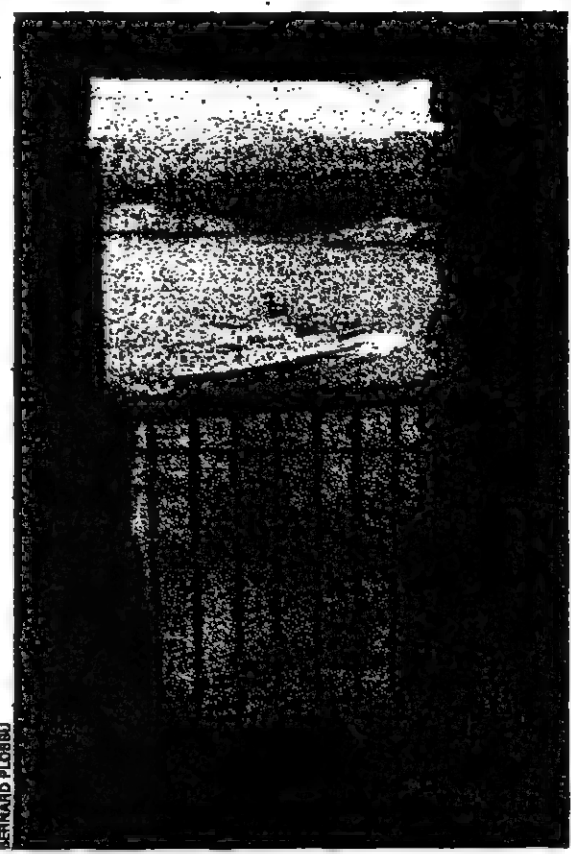
#### Pâque russe

La Pâque russe, la plus grande fête religieuse de la

Russie éternelle. On pourra la vivre, dans sa longueur et son ampleur, au milieu des milliers de fidèles venus retrouver sans trêve et sans trêve.

Ce ne sera pas tout. Au cours du séjour, des rencontres avec des artistes et des hommes de lettres sont prévues pour entrer dans, et non pas seulement regarder de la porte, le monde littéraire, théâtral et musical russe. A Leningrad, soirée au Café Pouchkine et dîner-débat ; à Moscou, soirée au Bolchoï, concert à la salle du Conservatoire et dîner autour du samovar. Bien entendu encore, visite de ces deux monstres sacrés que sont Moscou et Leningrad. L'Ermitage, sur les quais de l'immense Neva à Leningrad, et la visite du palais Petrovski notamment. A Moscou, visite du musée Chagall, de la maison de Tolstoï, du marché aux voleurs, du Fonds des diamantaires, de la maison Stanislavski, sans oublier le cimetière et le monastère de Novodévitchi et le monastère de Zagorsk. Petit détail qui compte beaucoup pour connaître d'un peu plus près la réalité russe, la liaison Leningrad-Moscou se fera en train, en wagons-lits de première classe.

Un beau programme préparé par Lorient (15 bis, rue Jobbé-Duval, 75015 Paris, tél. : 48-56-17-13). Il aura lieu du 8 au 16 avril, 10 500 F tout compris (vols, transferts, train, logement en hôtel de première catégorie, pension complète, visites). L'excursion au monastère de Zagorsk : 200 F.



## VOYAGES

### Sables du Soudan

Suite de la page 13

Ces villages isolés semblent vivre en totale autarcie. Les pampelounes partent de moins en moins nombreux vers Khartoum, faute d'essence pour le transport. Quelques bacs circulent encore près de la quatrième et de la cinquième cataracte du fleuve, conduits par des « pachas » qui donnent le rythme au machinisme en jouant du xylophone sur le montant du bateau. Le reste ne bouge pas. De nombreux hommes sont partis travailler en Arabie Saoudite ou ont été enrôlés dans les combats du Sud. Les appels à la prière ne sont jamais tonitruants, l'islam impitoyable des colonels de Khartoum paraît bien loin. Les autorités ont demandé aux villageois de repêcher aux couleurs nationales les portails vers à losange orange de leurs maisons, mais on sourit sur place de cette torguade. La vie, dans

le nord de ce pays coupé en deux, est d'un calme absolu.

Les hommes sont arrivés au plus loin du voyage, à Lagiat. Ils ont traversé deux déserts. Ils ont descendu des grands schists dans le sable vanille, au milieu de volcans, de fjords, de falaises, et parfois de boucles du Nil qui n'étaient que des mirages. Ils ont vu le soleil se lever sur les sombres pyramides de Méroé et la lune sur un chaos de monstres noirs. Ils ont aperçu l'oiseau-souris, tout gris, mais pourvu d'un bec rouge et d'une crête turquoise. Et la gazelle Dorcas, qui, toute petite qu'elle soit, déclenche elle-même son processus de grossesse, le temps d'arriver dans un lieu plus accueillant que le banc de sable où elle a rencontré le mâle de sa vie. Ils sont maintenant au milieu de désert libyque, dans un endroit que leur imagination n'aurait pu concevoir mais où le vent du désert a mis toute la sienne.

premiers à toucher ces objets depuis quelque trente mille années. A desigier sur la carte du Sahara des lacs poissonneux, des vallées fertiles et boisées, des pluies, des hommes vêtus de peaux de bêtes mais peintres de cavernes.

Ils sont maintenant à Lagiat, à 300 kilomètres à l'ouest du Nil, et ils commencent à se sentir seuls au monde. Il y a deux jours, ils ont croisé un serpent. Une momie toute blanche, sur un tronc silicifié, un arbre entier, intact, comme s'il avait été abattu la veille. Le serpent s'est enroulé dans les rainures, et c'est là qu'ils se sont aperçus que ce n'était pas un fantôme. Mais maintenant l'univers n'est plus que minéral. Et les cadavres des chameaux morts sur la piste des quarante jours qui devaient les conduire vers une boucherie d'Egypte, morts depuis cinquante ans peut-être bien, qu'ils aient encore de beaux restes de peau sur le dos, ces cadavres sont déjà loin. Les hommes sont à Lagiat et ils ont froid.

C'est un endroit immense, un cirque de plusieurs dizaines de kilomètres de diamètre, une mer intérieure où le vent s'est déchaîné. Dans le sable, le sel et l'argile, le

vent a sculpté des phoques de 3 mètres de haut, cou allongés vers la montagne de calcaire marmorisé. Des phoques, des chiens, des lions, un éléphant, la proue de navires qui se sentent échoués dans cette rade, tout ce que l'on veut bien y voir. Des colosses en tout cas, des centaines de colosses, tous tournés vers le nord, face au vent. Une armée prête à attaquer la dune, avec une avant-garde de trois solitaires, et des fantassins, plus petits, friables dès qu'on frappe dessus. Mais une armée figée en plein élan, pétrifiée comme le bois, dressée pour l'éternité dans son combat contre le vent de Lagiat.

Le soleil les a quittés, les hommes n'ont pas pu se taire. La nuit, dans le désert, ils se racontent des histoires de désert. D'autres sables, d'autres ergs. Et des histoires de villes et de courbes de vent, comme pour se souvenir qu'ils n'ont pas toujours été là, dans le vent de Lagiat. Ils regardent un peu Orion et Cassiopeïe, leurs étoiles familières. Et bientôt il ne reste que le vent pour fermer les paupières. Le souffle du désert qui change la vie en pierres.

CORINE LESNES

#### Carnet de route

Le Soudan est un pays largement ignoré par le tourisme, ce qui n'est pas le moindre de ses charmes. Il est difficile, il est vrai, de s'y rendre individuellement : il faut obtenir de la bureaucratie soudanaise l'autorisation de circuler dans le pays puis trouver un moyen de transport. Et de l'essence, ce qui suppose parfois de s'adresser au préfet, qui prélève sur le contingent d'une coopérative agricole les fûts qui vous manquent.

Une seule agence, en France, propose un circuit à travers les déserts du Bayuda, de Nubie et de Libye, permettant de découvrir la nécropole de Méroé, les pyramides de Nuri, à moitié enfouies dans les sables, le temple de Soleb, contemporain de celui de Louxor, ou

l'extraordinaire site naturel de Lagiat, découvert par hasard par Pierre et Antoinette Jamet, explorateurs aguerris de tous les déserts d'Afrique.

Formalités : passeport et visa nécessaires (sans visa israélien ou sud-africain). Pas de vaccination obligatoire. Traitement antipaludéen conseillé.

Agence : Explorator, 16, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 42-66-66-24. Expédition de 2000 kilomètres hors pistes en véhicule tout-terrain. Bivouac sous la tente ou sous les étoiles. Vol Paris-Khartoum par Lufthansa. Prix : environ 17 000 F. Explorator se charge de toutes les formalités.

Climat : très sec. Nuits froides.

## MAROC CONTACT

LE MAROC EST NOTRE PASSION PARTAGEONS-LA

## CLUB SANGHO AGADIR

La liberté à son club

situé dans l'un des plus beaux jardins d'Agadir, avec accès direct à la plage.

MAROC CONTACT/SODETAM

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS

Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

LES CIRCUITS DE COSMOVEL

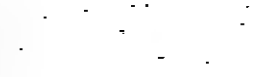
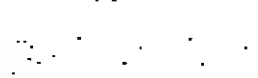
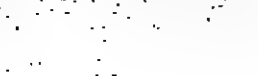
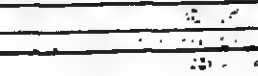
TURQUIE	9 jours	4.720*
ALGERIE	8 jours	3.290*
MAROC	8 jours	5.370*

Départs de province : nous consulter au 42.61.57.33

#### ISLANDE geysers et volcans

avec votre voiture

Norröna Smyril Line



Paris Bangkok en 12h30-tous les jours.



Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 - 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



## SANS VISA

## JEUX

## échecs

N° 1374

## SOUBRESAUTS

(Tournoi  
des Hauts Fourneaux,  
Wijk aan Zee, janvier 1990)

Blancs : V. ANAND

Noirs : J. NUNN

Partie espagnole  
Cambé Marshall.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. f4 f5 4. f5 f6 5. f6 f7 6. f7 f8 7. f8 f9 8. f9 f10 9. f10 f11 10. f11 f12 11. f12 f13 12. f13 f14 13. f14 f15 14. f15 f16 15. f16 f17 16. f17 f18 17. f18 f19 18. f19 f20 19. f20 f21 20. f21 f22 21. f22 f23 22. f23 f24 23. f24 f25 24. f25 f26 25. f26 f27 26. f27 f28 27. f28 f29 28. f29 f30 29. f30 f31 30. f31 f32 31. f32 f33 32. f33 f34 33. f34 f35 34. f35 f36 35. f36 f37 36. f37 f38 37. f38 f39 38. f39 f40 39. f40 f41 40. f41 f42 41. f42 f43 42. f43 f44 43. f44 f45 44. f45 f46 45. f46 f47 46. f47 f48 47. f48 f49 48. f49 f50 49. f50 f51 50. f51 f52 51. f52 f53 52. f53 f54 53. f54 f55 54. f55 f56 55. f56 f57 56. f57 f58 57. f58 f59 58. f59 f60 59. f60 f61 60. f61 f62 61. f62 f63 62. f63 f64 63. f64 f65 64. f65 f66 65. f66 f67 66. f67 f68 67. f68 f69 68. f69 f70 69. f70 f71 70. f71 f72 71. f72 f73 72. f73 f74 73. f74 f75 74. f75 f76 75. f76 f77 76. f77 f78 77. f78 f79 78. f79 f80 79. f80 f81 80. f81 f82 81. f82 f83 82. f83 f84 83. f84 f85 84. f85 f86 85. f86 f87 86. f87 f88 87. f88 f89 88. f89 f90 89. f90 f91 90. f91 f92 91. f92 f93 92. f93 f94 93. f94 f95 94. f95 f96 95. f96 f97 96. f97 f98 97. f98 f99 98. f99 f100 99. f100 f101 100. f101 f102 101. f102 f103 102. f103 f104 103. f104 f105 104. f105 f106 105. f106 f107 106. f107 f108 107. f108 f109 108. f109 f110 109. f110 f111 110. f111 f112 111. f112 f113 112. f113 f114 113. f114 f115 114. f115 f116 115. f116 f117 116. f117 f118 117. f118 f119 118. f119 f120 119. f120 f121 120. f121 f122 121. f122 f123 122. f123 f124 123. f124 f125 124. f125 f126 125. f126 f127 126. f127 f128 127. f128 f129 128. f129 f130 129. f130 f131 130. f131 f132 131. f132 f133 132. f133 f134 133. f134 f135 134. f135 f136 135. f136 f137 136. f137 f138 137. f138 f139 138. f139 f140 139. f140 f141 140. f141 f142 141. f142 f143 142. f143 f144 143. f144 f145 144. f145 f146 145. f146 f147 146. f147 f148 147. f148 f149 148. f149 f150 149. f150 f151 150. f151 f152 151. f152 f153 152. f153 f154 153. f154 f155 154. f155 f156 155. f156 f157 156. f157 f158 157. f158 f159 158. f159 f160 159. f160 f161 160. f161 f162 161. f162 f163 162. f163 f164 163. f164 f165 164. f165 f166 165. f166 f167 166. f167 f168 167. f168 f169 168. f169 f170 169. f170 f171 170. f171 f172 171. f172 f173 172. f173 f174 173. f174 f175 174. f175 f176 175. f176 f177 176. f177 f178 177. f178 f179 178. f179 f180 179. f180 f181 180. f181 f182 181. f182 f183 182. f183 f184 183. f184 f185 184. f185 f186 185. f186 f187 186. f187 f188 187. f188 f189 188. f189 f190 189. f190 f191 190. f191 f192 191. f192 f193 192. f193 f194 193. f194 f195 194. f195 f196 195. f196 f197 196. f197 f198 197. f198 f199 198. f199 f200 199. f200 f201 200. f201 f202 201. f202 f203 202. f203 f204 203. f204 f205 204. f205 f206 205. f206 f207 206. f207 f208 207. f208 f209 208. f209 f210 209. f210 f211 210. f211 f212 211. f212 f213 212. f213 f214 213. f214 f215 214. f215 f216 215. f216 f217 216. f217 f218 217. f218 f219 218. f219 f220 219. f220 f221 220. f221 f222 221. f222 f223 222. f223 f224 223. f224 f225 224. f225 f226 225. f226 f227 226. f227 f228 227. f228 f229 228. f229 f230 229. f230 f231 230. f231 f232 231. f232 f233 232. f233 f234 233. f234 f235 234. f235 f236 235. f236 f237 236. f237 f238 237. f238 f239 238. f239 f240 239. f240 f241 240. f241 f242 241. f242 f243 242. f243 f244 243. f244 f245 244. f245 f246 245. f246 f247 246. f247 f248 247. f248 f249 248. f249 f250 249. f250 f251 250. f251 f252 251. f252 f253 252. f253 f254 253. f254 f255 254. f255 f256 255. f256 f257 256. f257 f258 257. f258 f259 258. f259 f260 259. f260 f261 260. f261 f262 261. f262 f263 262. f263 f264 263. f264 f265 264. f265 f266 265. f266 f267 266. f267 f268 267. f268 f269 268. f269 f270 269. f270 f271 270. f271 f272 271. f272 f273 272. f273 f274 273. f274 f275 274. f275 f276 275. f276 f277 276. f277 f278 277. f278 f279 278. f279 f280 279. f280 f281 280. f281 f282 281. f282 f283 282. f283 f284 283. f284 f285 284. f285 f286 285. f286 f287 286. f287 f288 287. f288 f289 288. f289 f290 289. f290 f291 290. f291 f292 291. f292 f293 292. f293 f294 293. f294 f295 294. f295 f296 295. f296 f297 296. f297 f298 297. f298 f299 298. f299 f300 299. f300 f301 300. f301 f302 301. f302 f303 302. f303 f304 303. f304 f305 304. f305 f306 305. f306 f307 306. f307 f308 307. f308 f309 308. f309 f310 309. f310 f311 310. f311 f312 311. f312 f313 312. f313 f314 313. f314 f315 314. f315 f316 315. f316 f317 316. f317 f318 317. f318 f319 318. f319 f320 319. f320 f321 320. f321 f322 321. f322 f323 322. f323 f324 323. f324 f325 324. f325 f326 325. f326 f327 326. f327 f328 327. f328 f329 328. f329 f330 329. f330 f331 330. f331 f332 331. f332 f333 332. f333 f334 333. f334 f335 334. f335 f336 335. f336 f337 336. f337 f338 337. f338 f339 338. f339 f340 339. f340 f341 340. f341 f342 341. f342 f343 342. f343 f344 343. f344 f345 344. f345 f346 345. f346 f347 346. f347 f348 347. f348 f349 348. f349 f350 349. f350 f351 350. f351 f352 351. f352 f353 352. f353 f354 353. f354 f355 354. f355 f356 355. f356 f357 356. f357 f358 357. f358 f359 358. f359 f360 359. f360 f361 360. f361 f362 361. f362 f363 362. f363 f364 363. f364 f365 364. f365 f366 365. f366 f367 366. f367 f368 367. f368 f369 368. f369 f370 369. f370 f371 370. f371 f372 371. f372 f373 372. f373 f374 373. f374 f375 374. f375 f376 375. f376 f377 376. f377 f378 377. f378 f379 378. f379 f380 379. f380 f381 380. f381 f382 381. f382 f383 382. f383 f384 383. f384 f385 384. f385 f386 385. f386 f387 386. f387 f388 387. f388 f389 388. f389 f390 389. f390 f391 390. f391 f392 391. f392 f393 392. f393 f394 393. f394 f395 394. f395 f396 395. f396 f397 396. f397 f398 397. f398 f399 398. f399 f400 399. f400 f401 400. f401 f402 401. f402 f403 402. f403 f404 403. f404 f405 404. f405 f406 405. f406 f407 406. f407 f408 407. f408 f409 408. f409 f410 409. f410 f411 410. f411 f412 411. f412 f413 412. f413 f414 413. f414 f415 414. f415 f416 415. f416 f417 416. f417 f418 417. f418 f419 418. f419 f420 419. f420 f421 420. f421 f422 421. f422 f423 422. f423 f424 423. f424 f425 424. f425 f426 425. f426 f427 426. f427 f428 427. f428 f429 428. f429 f430 429. f430 f431 430. f431 f432 431. f432 f433 432. f433 f434 433. f434 f435 434. f435 f436 435. f436 f437 436. f437 f438 437. f438 f439 438. f439 f440 439. f440 f441 440. f441 f442 441. f442 f443 442. f443 f444 443. f444 f445 444. f445 f446 445. f446 f447 446. f447 f448 447. f448 f449 448. f449 f450 449. f450 f451 450. f451 f452 451. f452 f453 452. f453 f454 453. f454 f455 454. f455 f456 455. f456 f457 456. f457 f458 457. f458 f459 458. f459 f460 459. f460 f461 460. f461 f462 461. f462 f463 462. f463 f464 463. f464 f465 464. f465 f466 465. f466 f467 466. f467 f468 467. f468 f469 468. f469 f470 469. f470 f471 470. f471 f472 471. f472 f473 472. f473 f474 473. f474 f475 474. f475 f476 475. f476 f477 476. f477 f478 477. f478 f479 478. f479 f480 479. f480 f481 480. f481 f482 481. f482 f483 482. f483 f484 483. f484 f485 484. f485 f486 485. f486 f487 486. f487 f488 487. f488 f489 488. f489 f490 489. f490 f491 490. f491 f492 491. f492 f493 492. f493 f494 493. f494 f495 494. f495 f496 495. f496 f497 496. f497 f498 497. f498 f499 498. f499 f500 499. f500 f501 500. f501 f502 501. f502 f503 502. f503 f504 503. f504 f505 504. f505 f506 505. f506 f507 506. f507 f508 507. f508 f509 508. f509 f510 509. f510 f511 510. f511 f512 511. f512 f513 512. f513 f514 513. f514 f515 514. f515 f516 515. f516 f517 516. f517 f518 517. f518 f519 518. f519 f520 519. f520 f521 520. f521 f522 521. f522 f523 522. f523 f524 523. f524 f525 524. f525 f526 525. f526 f527 526. f527 f528 527. f528 f529 528. f529 f530 529. f530 f531 530. f531 f532 531. f532 f533 532. f533 f534 533. f534 f535 534. f535 f536 535. f536 f537 536. f537 f538 537. f538 f539 538. f539 f540 539. f540 f541 540. f541 f542 541. f542 f543 542. f543 f544 543. f544 f545 544. f545 f546 545. f546 f547 546. f547 f548 547. f548 f549 548. f549 f550 549. f550 f551 550. f551 f552 551. f552 f553 552. f553 f554 553. f554 f555 554. f555 f556 555. f556 f557 556. f557 f558 557. f558 f559 558. f559 f560 559. f560 f561 560. f561 f562 561. f562 f563 562. f563 f564 563. f564 f565 564. f565 f566 565. f566 f567 566. f567 f568 567. f568 f569 568. f569 f570 569. f570 f571 570. f571 f572 571. f572 f573 572. f573 f574 573. f574 f575 574. f575 f576 575. f576 f577 576. f577 f578 577. f578 f579 578. f579 f580 579. f580 f581 580. f581 f582 581. f582 f583 582. f583 f584 583. f584 f585 584. f585 f586 585. f586 f587 586. f587 f588 587. f588 f589 588. f589 f590 589. f590 f591 590. f591 f592 591. f592 f593 592. f593 f594 593. f594 f595 594. f595 f596 595. f596 f597 596. f597 f598 597. f598 f599 598. f599 f600 599. f600 f601 600. f601 f602 601. f602 f603 602. f603 f604 603. f604 f605 604. f605 f606 605. f606 f607 606. f607 f608 607. f608 f609 608. f609 f610 609. f610 f611 610. f611 f612 611. f612 f613 612. f613 f614 613. f614 f615 614. f615 f616 615. f616 f617 616. f617 f618 617. f618 f619 618. f619 f620 619. f620 f621 620. f621 f622 621. f622 f623 622. f623 f624 623. f624 f625 624. f625 f626 625. f626 f627 626. f627 f628 627. f628 f629 628. f629 f630 629. f630 f631 630. f631 f632 631. f632 f633 632. f633 f634 633. f634 f635 634. f635 f636 635. f636 f637 636. f637 f638 637. f638 f639 638. f639 f640 639. f640 f641 640. f641 f642 641. f642 f643 642. f643 f644 643. f644 f645 644. f645 f646 645. f646 f647 646. f647 f648 647. f648 f649 648. f649 f650 649. f650 f651 650. f651 f652 651. f652 f653 652. f653 f654 653. f654 f655 654. f655 f656 655. f656 f657 656. f657 f658 657. f658 f659 658. f659 f660 659. f660 f661 660. f661 f662 661. f662 f663 662. f663 f664 663. f664 f665 664. f665 f666 665. f666 f667 666. f667 f668 667. f668 f669 668. f669 f670 669. f670 f671 670. f671 f672 671. f672 f673 672. f673 f674 673. f674 f675 674. f675 f676 675. f676 f677 676. f677 f678 677. f678 f679 678. f679 f680 679. f680 f681 680. f681 f682 681. f682 f683 682. f683 f684 683. f684 f685 684. f685 f686 685. f686 f687 686. f687 f688 687. f688 f689 688. f689 f690 689. f690 f691 690. f691 f692 691. f692 f693 692. f693 f694 693. f694 f695 694. f695 f696 695. f696 f697 696. f697 f698 697. f698 f699 698. f699 f700 699. f700 f701 700. f701 f702 701. f702 f703 702. f703 f704 703. f704 f705 704. f705 f706 705. f706 f707 706. f707 f708 707. f708 f709 708. f709 f710 709. f710 f711 710. f711 f712 711. f712 f713 712. f713 f714 713. f714 f715 714. f715 f716 715. f716 f717 716. f717 f718 717. f718 f719 718. f719 f720 719. f720 f721 720. f721 f722 721. f722 f723 722. f723 f724 723. f724 f725 724. f725 f726 725. f726 f727 726. f727 f728 727. f728 f729 728. f729 f730 729. f730 f731 730. f731 f732 731. f732 f733 732. f733 f734 733. f734 f735 734. f735 f736 735. f736 f737 736. f737 f738 737. f738 f739 738. f739 f740 739. f740 f741 740. f741 f742 741. f742 f743 742. f743 f744 743. f744 f745 744. f745 f746 745. f746 f747 746. f747 f748 747. f748 f749 748. f749 f750 749. f750 f751 750. f751 f752 751. f752 f753 752. f753 f754 753. f754 f755 754. f755 f756 755. f756 f757 756. f757 f758 757. f758 f759 758. f759 f760 759. f760 f761 760. f761 f762 761. f762 f763 762. f763 f764 763. f764 f765 764. f765 f766 765. f766 f767 766. f767 f768 767. f768 f769 768. f769 f770 769. f770 f771 770. f771 f772 771. f772 f773 772. f773 f774 773. f774 f775 774. f775 f776 775. f776 f777 776. f777 f778 777. f778 f779 778. f779 f780 779. f780 f781 780. f781 f782 781. f782 f783 782. f783 f784 783. f784 f785 784. f785 f786 785. f786 f787 786. f787 f788 787. f788 f789 788. f789 f790 789. f790 f791 790. f791 f792 791. f792 f793 792. f793 f794 793. f794 f795 794. f795 f796 795. f796 f797 796. f797 f798 797. f798 f799 798. f799 f800 799. f800 f801 800. f801 f802 801. f802 f803 802. f803 f804 803. f804 f805 804. f805 f806 805. f806 f807 806. f807 f808 807. f808 f809 808. f809 f810 809. f810 f811 810. f811 f812 811. f812 f813 812. f813 f814 813. f814 f815 814. f815 f816 815. f816 f817 816. f817 f818 817. f818 f819 818. f819 f820 819. f820 f821 820. f821 f822 821. f822 f823 822. f823 f824 823. f824 f825 824. f825 f826 825. f826 f827 826. f827 f828 827. f828 f829 828. f829 f830 829. f830 f831 830. f831 f832 831. f832 f833 832. f833 f834 833. f834 f835 834. f835 f836 835. f836 f837 836. f837 f838 837. f838 f839 838. f839 f840 839. f840 f841 840. f841 f842 841. f842 f843 842. f843 f844 843. f844 f845 844. f845 f846 845. f846 f847 846. f847 f848 847. f848 f849 848. f849 f850 849. f850 f851 850. f851 f852 851. f852 f853 852. f853 f854 853. f854 f855 854. f855 f856 855. f856 f857 856. f857 f858 857. f858 f859 858. f859 f860 859. f860 f861 860. f861 f862 861. f862 f863 862. f863 f864 863. f864 f865 864. f865 f866 865. f866 f867 866. f867 f868 867. f868 f869 868. f869 f870 869. f870 f871 870. f871 f872 871. f872 f873 872. f873 f874 873. f874 f875 874. f875 f876 875. f876 f877 876. f877 f878 877. f878 f879 878. f879 f880 879. f880 f881 880. f881 f882 881. f882 f883 882. f883 f884 883. f884 f885 884. f885 f886 885. f886 f887 886. f887 f888 887. f888 f889 888. f889 f890 889. f890 f891 890. f891 f892 891. f892 f893 892. f893 f894 893. f894 f895 894. f895 f896 895. f896 f897 896. f897 f898 897. f898 f899 898. f899 f900 899. f900 f901 900. f901 f902 901. f902 f903 902. f903 f904 903. f904 f905 904. f905 f906 905. f906 f907 906. f907 f908 907. f908 f909 908. f909 f910 909. f910 f911 910. f911 f912 911. f912 f913 912. f913 f914 913. f914 f915 914. f915 f916 915. f916 f917 916. f917 f918 917. f918 f919 918. f919 f920 919. f920 f921 920. f921 f922 921. f922 f923 922. f923 f924 923. f924 f925 924. f925 f926 925. f926 f927 926. f927 f928 927. f928 f929 928. f929 f930 929. f930 f931 930. f931 f932 931. f932 f933 932. f933 f934 933. f934 f935 934. f935 f936 935. f936 f937 936. f937 f938 937. f938 f939 938. f939 f940 939. f940 f941 940. f941 f942 941. f942 f943 942. f943 f944 943. f944 f945 944. f945 f946 945. f9



# CULTURE

## CINÉMA

### La grand-messe des césars

La compression du sculpteur se révèle en général un excellent remuant pour les films primés

Malgré les onze nominations de *Trop belle pour toi* et de *La Vie et rien d'autre*, aucun film ne domine la quinzième cérémonie de remise des césars qui doit avoir lieu dimanche 4 mars.

Cette année, l'objectif est de passer sous la barre des deux heures. Ce sera toujours mieux que le pensum des Oscars américains (environ quatre heures). Mais il faut admettre que la cérémonie de remise des césars est soumise à l'impondérable et que, pour une Anémone (meilleure actrice pour *Le Grand Chemin*, 1988) passant en coup de vent pour moquer l'assemblée réunie, il y a eu en général une Héloïse Vincent (meilleure second rôle féminin pour *Le vieil homme et la jeune fille*, qui évoque pendant de longues minutes les joies de la vie dans les Pyrénées).

Cette année, les tâches de maître de cérémonie (il annonce la catégorie que l'on va récompenser) et de parrain (il remet le César), incomberont aux mêmes. Le temps libéré sera consacré à un bêtisier des césars. Pour le téléspectateur, l'important est que ce bêtisier s'enrichisse de quelques caillottes impromptues, que le réalisateur aille débuts dans la salle les mines déconfortées ou extatiques, tout ce qui fait le charme du direct. (Le contrat entre l'Académie des arts et des techniques du cinéma et Antenne 2 arrive à expiration et TF1 ne cache pas son intérêt. En attendant, elle sera diffusée dimanche soir afin de ne pas subir de plein fouet la concurrence des variétés de TF1).

En voulant conjurer ce charme, Stéphane Fraisse (jeune espoir masculin pour *Chouans*, 1988), avait failli le dissiper. Apprenant sa nomination, il avait demandé à Georges Cravenne, secrétaire général de l'Académie, la permission de venir chercher son trophée — au cas où il le remporterait — en exécutant une cascade. Et quand on le vit s'abattre sur la scène du Grand Rex après avoir traversé la salle au bout d'une corde, des centaines de milliers de téléspectateurs, après avoir applaudi la cascade se persuadèrent que Stéphane Fraisse avait été prévenu de sa victoire.

Excopté l'huissier de justice qui préside au dépouillement du scrutin, personne n'est censé en connaître les résultats avant l'ouverture de l'enveloppe. Voilà pourquoi Josiane Balasko n'assistera pas à la cérémonie : avec une « partenaire pour adversaire » (Carole Bouquet, également nommée dans la catégorie meilleure actrice pour *Trop belle pour toi*), elle se refuse à passer une soirée inconfortable, sans en faire une question de principe.

Les membres de l'Académie ont d'abord choisi les nommés dans chaque catégorie. Pour les courts-métrages, seules les catégories concernées ont voté pour leurs confrères. Une fois dépouillés les bulletins de ce premier tour

(Georges Cravenne annonce une participation d'environ 50 %), le scrutin d'où sortira le palmarès est organisé. Tous les votes sont parvenus par correspondance chez l'huissier depuis le 18 février.

An second tour, l'Académie annonce une participation moyenne de 70 % parmi ses deux mille cinq cents membres. Après les polémiques qu'avait provoquées la cooptation des membres lors de sa création, l'Académie des arts et techniques du cinéma, association régie par la loi de 1901, a vu sa composition s'élargir jusqu'à inclure la quasi-totalité des professionnels du cinéma. Pour y appartenir, il faut avoir participé à deux films ou faire acte de candidature et être parrainé par deux membres. Après avoir suscité les mêmes réactions que l'Oscar, le César a trouvé sa place. Comme le dit Romain Goupil, plutôt réservé sur le principe de la compétition : « L'hostilité des certains dépasse de beaucoup l'enjeu ». Certains ignorent l'événement, ce qui chagrine fort Georges Cravenne qui préférerait toujours une provocation (Anémone) à une absence (Miou-Miou), mais les polémiques se sont atténuées.

#### Second souffle

Au fur et à mesure que le corps électoral s'élargissait, la voie moyenne entre le succès populaire et le succès critique l'a presque toujours emporté. D'autant que les membres de l'Académie sont loin d'être tous les cinéastes assidus et qu'ils ont souvent vu les mêmes films que le tout-venant des specta-

teurs. Cette année, certains producteurs ont essayé de contrebalancer cette tendance au conformisme en organisant des projections de leurs films (*Le Crime d'Antoine*, *Baptême*, *Force majeure*...) mais ces phénomènes, inspirés de mœurs hollywoodiennes, tout comme celui des campagnes publicitaires dans la presse professionnelle, restent marginaux.

Le 27 février 1982, des millions de téléspectateurs entendirent parler d'un film pour la première fois. A l'affiche depuis près d'un an, *Divas*, de Jean-Jacques Beineix, poursuit une carrière discrète, selon les critères de l'époque, avec cent soixante mille entrées sur Paris. Dans les semaines suivantes, la fréquentation triple. Les tribulations du petit postier au pays des gangsters devient un film culte qui va rester à l'affiche pendant des années et l'air de la Wally toute encore dans les têtes. Mince ? Vaste opération publicitaire ? D'après simplement obtenu le César du meilleur premier film. Jamais, l'effet César n'avait pris une telle ampleur. Il est très chic de dire, à l'époque, que l'on a vu le film avant son sacre.

Depuis 1978, la compression du sculpteur César (prix de revient unitaire 4 000 francs) n'est plus seulement un bibelot qui fait jolir sur la cheminée (mais qui finit par rouiller prétendant certains). Elle se révèle un excellent remuant pour les œuvres primées. A mesure que l'institution grandit l'effet s'accroît. En 1976, année de naissance des césars, le *Vieux Fusil*, de Robert Enrico, meilleur film, meilleur acteur, Philippe Noiret — qui n'est plus projeté à Paris fait un retour remarqué, mais encore

timide. En 1984, *Tchao pantin*, de Claude Berri (Coluche, meilleur acteur) qui a déjà fait plus de 600 000 entrées en huit semaines à Paris, connaît un second souffle : dans la semaine qui suit la cérémonie, la fréquentation hebdomadaire est multipliée par cinq. Le film tiendra ferme et une semaine à l'affiche et fera 850 000 entrées dans la capitale.

Après vingt-quatre semaines de présence dans les salles, *Trois hommes et un couffin*, de Coline Serreau — meilleur film, meilleur scénario, meilleur second rôle masculin (Pierre Arditi) — attire près de deux fois plus d'amateurs que la semaine précédente. Le film a déjà fait 1,8 million d'entrées. Sans toit ni loi, *Pétil* en la demeure, la Rose pourpre du Caïre, le *Thé au harem d'Archimède*, tous primés doublent leurs scores de la semaine précédente.

Les césars n'ont jamais forcés personne à aller au cinéma. Les Français ont boudé *La Diagonale du fou*, de Richard Dembo, meilleure première œuvre en 1985 et continueront de le faire après que le film aura remporté le Prix Louis-Delluc et l'Oscar de la meilleure œuvre étrangère.

Ce coup de pouce à la gloire a perdu de sa vigueur. L'Académie vole de plus en plus au secours du succès. Certains films (*Thérèse*, *Camille Claudel*) arrivent à la cérémonie en ayant déjà fait le plein de leurs spectateurs. Voilà plusieurs années qu'un petit film (comme *Divas* ou *Rue Cases-nègres*) n'a pas bénéficié de l'effet César, que l'Académie les ait ignorés ou qu'ils se soient retrouvés au palmarès, coincés entre des films multimillionnaires en entrées.

Les retombées sur les carrières sont plus difficiles à évaluer. Dans la catégorie technique, la reconnaissance est un témoignage de qualité, l'occasion pour un chef opérateur ou un ingénieur du son d'augmenter ses tarifs. Certains comédiens primés peuvent entrevoir une nette amélioration de leur niveau de vie. Eric Rochant, nommé cette année pour *Un monde sans pitié*, est déjà reparti avec un César du meilleur court-métrage en 1988 pour *Présence féminine*, d'ailleurs couronné dans tous les festivals où il a concouru.

En 1990, la compétition est ouverte. Il est peu probable que l'on assiste à un raz-de-marée type *Dernier Métro* (1981) ou *Au revoir les enfants* (1988). La crise du cinéma y est sans doute pour quelque chose. L'avalanche de nominations sur *Un monde sans pitié* (film, première œuvre, scénario, comédiens...) illustre le peu de choix qui s'offrait aux votants dans les catégories qui devraient représenter le cinéma français de demain.

BENEDICTE MATHIEU et THOMAS SOTINEL

#### Parmi les prétendants

- Meilleur film**  
Monsieur Hire, de Patrice Leconte ; *Nocturne indien*, d'Alain Corneau ; *Trop belle pour toi*, de Bertrand Blier ; *Un monde sans pitié*, d'Eric Rochant ; *La Vie et rien d'autre*, de Bertrand Tavernier.
- Meilleure actrice**  
Sabine Azéma, *La Vie et rien d'autre* ; Josiane Balasko, *Trop belle pour toi* ; Emmanuelle Béart, *Les Enfants du désordre* ; Sandrine Bonnaire, *Monsieur Hire* ; Carole Bouquet, *Trop belle pour toi*.
- Meilleur acteur**  
Jean-Hugues Anglade, *Nocturne indien* ; Michel Blanc, *Monsieur Hire* ; Gérard Depardieu, *Un monde sans pitié* ; Philippe Noiret, *La Vie et rien d'autre* ; Lambert Wilson, *Hiver 54*.
- Meilleur premier film**  
Peaux de vache, de Patricia Loeff ; *La Salle de bain*, de John L'voff ; *Le Soule*, de Michel Sibra ; *Suivez cet*

## MUSIQUE

### Boulez chez Chostakovitch

Grand succès pour la première tournée russe de l'Ensemble InterContemporain

Comme pour se mettre à l'unisson de la situation politique, le dégel est précoce cette année à Leningrad. La Néra est libre et charrie les énormes glaces brisées du lac Ladoga, comme les vieux dogmes des conservateurs ; le sol de la ville, construite sur des marécages, se soulève de toutes parts, défonce par les files de camions qui roulent toute la nuit en faisant du slalom entre les cratères.

Dégel aussi dans la musique. Pour la première fois, Moscou et Leningrad ont accueilli l'Ensemble InterContemporain, venu leur présenter dix œuvres inconnues en URSS, qui ne correspondent guère à ce qu'on entend dans les enceintes officielles. Et, miracle, le Conservatoire de Moscou et l'Union des compositeurs se sont disputé l'honneur de recevoir Boulez ! C'est finalement Tikhon Khrennikov, le tout-puissant directeur des créateurs depuis Staline, qui l'a emporté. Pour une fois, Chostakovitch dans sa tombe a dû bien rire.

Mais il a eu sa revanche, car c'est au Conservatoire de Leningrad, dont il est l'une des gloires, que Boulez a reçu le meilleur accueil. Le patron de l'IRCAM y a signé avec le directeur, Vladislav Tchernouchenko, une importante convention, au nom de « l'idée de la création de la Maison européenne commune et de l'idée des processus communs de la musique et de l'enseignement ». Cette convention prévoit notamment des stages de compositeurs soviétiques à l'IRCAM, l'organisation de conférences scientifiques sur l'emploi des nouvelles technologies et une coopération entre les interprètes des deux parties.

Cette tournée, financée par l'Association française d'action artistique du ministère des affaires étrangères (1), a donc été un succès, même si elle a parfois fait trembler les responsables sur le plan pratique, car, dans ce pays où la bureaucratie reste encore reine pour quelque temps, rien n'est jamais sûr, ni un avion, ni un dédouanement (les machines peuvent être bloquées d'armes ou de stupéfiants), ni un tampon sur un visa.

#### Public

Mais ce n'est rien en regard de la curiosité et de la ferveur suscitées par cette tournée dans des salles le plus souvent pleines de très jeunes gens qui découvraient pour la première fois cette musique. Au premier concert de Moscou, l'atmosphère avait paru un peu froide ; renseignement pris, les organisateurs avaient imprimé trop peu de programmes, les auditeurs ne savaient pas ce qu'ils entendaient et à quel moment applaudir le *Marteau sans maître* (huit occasions de se tromper) ! Mieux averti, le public de la Philharmonie de Leningrad fit un triomphe à l'œuvre de Boulez, comme si c'était la 7<sup>e</sup> Symphonie de Chostakovitch.

Face au célèbre Kirov, sur la place des Théâtres, le conservatoire Rimski-Korsakov est installé depuis 1862 dans un bel hôtel néoclassique en marbre, comme tant de vieux palais de Saint-Petersbourg ; et il a vu défiler bien des gloires, Anton Rubinstein, Tchaïkovski, Leschetitzki, Glazouov, Prokofiev, Mravinski, Nestrenko, Temirkanov, même si Stravinski refusa d'y mettre les pieds...

Mais la salle de concert jure avec ce vénérable bâtiment : elle est, curieusement, modern-style, sans goût ni grâce, avec un mur de scène lépreux. Et l'acoustique n'y est guère protégée : dans *The Unanswered Question*, de Charles Ives, un ténor coorçant est venu donner la « réponse » hors les murs.

Il n'aurait pas eu sa place ensuite dans *Tema*, de Donatoni,

qui occupe tout le terrain, merveilleux assemblage de petits microcosmes vibrationnaires qui colorent le déroulement du temps avec des traits, des courbes, des taches, des étoiles filantes, dessinant une musique pimpante, humoristique ou sportive, sans allongement.

A l'opposé, *Didème*, de Marc-André Dalbavie (1961), œuvre réalisée à l'IRCAM, pour alto solo, instruments et électronique en direct, joue plutôt sur des atmosphères lyriques, par vagues lourdes, longues, montant parfois en tempête, avec de beaux contrastes de couleurs et de lumière.

Mais le public de Leningrad est surtout tombé amoureux des *Messages de feu demoielle R.F. Troussova*, de Gyorgy Kurtag (commande de l'EIC, créée en 1981) sur des poèmes russes de Rimma Dalos, vingt et une pièces légères comme des bulles de savon, où la voix irisée de Phyllis Bryn-Julson rebondissait sur les raffinements inouïs de l'Ensemble InterContemporain, tantôt comme un cristal sous les doigts de Boulez.

Après chaque concert, les étudiants venaient parler avec les artistes, les compositeurs (car l'EIC avait eu l'excellente idée d'emmener trois jeunes créateurs, Dalbavie, Stroppa et Manoury) et les techniciens : la fameuse 4X en particulier captivait l'attention après la brillante démonstration donnée par *Jupiter*, de Philippe Manoury (1952), où elle dialoguait avec la flûte magique de Pierre-André Valade : plantureux décor sonore où la flûte est prolongée à l'infini par la machine. Une œuvre très forte, bien contrôlée, qui parvint à déchaîner des démons.

*Traietoria*, de Marco Stroppa (1959), souffrait malheureusement d'une mauvaise acoustique pour sa bande réalisée par ordinateur, qui se mélangeait mal avec le piano médium sur lequel Pierre-Laurent Aimard accomplissait pourtant des prodiges. Plus heureux, Boulez, malgré la défaillance d'un émetteur, séduisit le public dans *Dialogue de l'ombre double* dont la perfection d'épure était remplie par le clarinettiste André Trouillet d'un lyrisme solaire.

JACQUES LONCHAMPT

(1) L'AFAA a payé tous les frais de voyage et de plateau de cette troupe fort nombreuse de musiciens et de techniciens, qui emportaient un matériel très sophistiqué, dont la fameuse 4X (deux canons de 60 m). Goskonart réglait les frais de séjour et de transport à l'intérieur de l'URSS.

► L'Ensemble InterContemporain poursuit sa conquête des pays de l'Est. Il sera à Prague les 28 et 29 mai.

□ Explication. — Nos lecteurs auront pu constater (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> mars) une contradiction entre les indications données par Jacques Lonchampt et celles fournies par Anne Rey sur les rapports entre Pierre Bergé et Daniel Barenboim, à propos de l'Opéra-Bastille. Cette contradiction correspond à deux temps de cette affaire quelque peu ubuesque : une information donnée mardi à J. Lonchampt par Pierre Bergé lui-même, puis un démenti de cette information communiqué ensuite par D. Barenboim à Anne Rey.

**Opéra 8**  
Comique 10  
place Boieldieu  
75004 Paris

42 60 04 99

17 heures  
18 heures  
20 heures  
19 heures 30

**patio**  
Un spectacle du Quatuor Vocal NOMAD  
mis en scène Farid PAYA  
en collaboration artistique avec  
Le Théâtre du Lierre

**Le Théâtre du Lierre**

REPRISE  
à partir du 3 mars  
Représentation exceptionnelle le 24 mars  
Les jeudis, vendredis, samedis  
et lundis, à 20 h 30  
Matinée le dimanche à 15 h  
Prix des places : 100 F  
(collectivités : 70 F)  
22, rue du Chevalier - 75013 PARIS  
Location/Réservation :  
45.56.53 et FNAC

THEATRE DE LYON  
LE SORANO  
THEATRE NATIONAL DE  
TOULOUSE-MID-PYRENEES  
**LA MAMAN ET LA PUTAIN**  
de Jean EUSTACHE  
Mise en scène :  
Jean-Louis MARTINELLI  
Avec Catherine Anne,  
Gérard Barreaux, Charles Berling,  
Anouk Grinberg, Sylvie Milhaud  
TOULOUSE : 21 février - 10 mars  
61 25 66 87  
LYON : 15 mars - 31 mars  
75 36 61 61

du 2 au 11 mars 1990  
**FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE**  
**ILE DE CHATOU**  
près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par  
le Syndicat National  
du Commerce de l'Antiquité  
et de l'Occasion.  
Tél. 47.70.88.78



## CULTURE

## THÉÂTRE

## Le prof de Saint-Brieuc

Marcel Maréchal reprend pour la troisième fois « Cripure » de Louis Guilloux. Une réussite

Louis Guilloux, l'auteur de *Cripure*, se sentait-il « Breton en France et Français en Bretagne », comme il l'a dit de l'un de ses personnages ? Qui sait ? Il était né à Saint-Brieuc, la dernière année du siècle. Son père était cordonnier, comme celui de Giono.

En classe de troisième, Guilloux, élève de Saint-Brieuc, suivait une fois par semaine les cours de morale obligatoires que donnait le professeur de philosophie, Georges Palante. Comme Palante, *Cripure* est un livre de philosophie, il tenait la rubrique de philosophie dans la revue *le Mercure de France* (André Gide, qui fut l'un des auteurs du *Mercury*, a mis une phrase de Georges Palante à la première page de son roman *les Carpes du Vatican*).

*Cripure*, d'après le roman de Louis Guilloux, le *Sang Noir*, est pour une part une évocation, un souvenir affectueux, de Georges Palante. Comme Palante, *Cripure* est professeur de lycée, comme Palante, il souffre d'une difformité des pieds qui lui fait la marche difficile. *Cripure*, comme Palante, exerce un ascendant très profond sur certains de ses élèves. Comme lui, il voit très peu de gens, est très attaché à ses chiens, cultive presque la pauvreté et la douleur comme des garanties contre un laisser-aller. Et, comme Palante, *Cripure* se suicide d'une balle de revolver.

« Georges Palante s'est tué le 5 août 1923 », écrit Louis Guilloux. A la suite d'une altercation, un duel devait avoir lieu. Guilloux raconte : « Un procès-verbal, parfaitement honorable pour chacun des deux adversaires, prévint la rencontre. Pendant quelques mots, tout parut oublié. Mais Palante se mit à penser que ce procès-verbal le déshonorait. Il n'a pas pu survivre à cette pensée, et il s'est tué ».

En 1933, Louis Guilloux écrit : « Palante. Il ne s'est pas écoulé un jour, depuis qu'il s'est suicidé, que je n'aie pensé à lui et, souvent, rêvé de lui la nuit ».

Toutefois, dans *Cripure*, et surtout dans le grand roman *le Sang noir*, le professeur suicidaire n'est pas un brasseur, sexuel et général, en particulier envers sa servante et compagne Maïa, que rien ne permet d'attribuer au philosophe Georges Palante.

Louis Guilloux situe d'autre part sa pièce pendant la première guerre mondiale. Il nous dit que 1917 est « la dernière année du dix-

neuvième siècle, la première du temps des assassins ».

« Année de la prise du pouvoir par les bolcheviques en Russie », précise-t-il, et, dans certaines de nos armées, « année des mutineries ». Dans *Cripure*, le fils du professeur de lycée, un mutin, est passé par les armes, et il y a le récit de l'exécution d'un mutin dans un autre livre de Guilloux, *Dossier confidentiel*, qui est lui aussi autobiographique : récit des années de guerre vécues à Saint-Brieuc par le jeune Louis Guilloux. Il y a, dans ce livre, la vision d'une arrivée d'un convoi de blessés (une aile du lycée a été transformée en hôpital).

« Les blessés étaient indifférents, écrit Guilloux. Leurs yeux grands ouverts, brûlés de fièvre, ne regardaient nulle part. Ils appartenaient à un autre monde, un monde où ils ne pouvaient plus accepter la compassion de personne ».

Brancards des grands blessés dans les couloirs du lycée, détresse du professeur et récit des mutineries, rencontre à chaque instant du maître de Saint-Brieuc, qui porte aux familles les annonces des trépas : le lycéen Louis Guilloux est profondément révolté par l'attitude de la plupart des professeurs, qui serinent aux élèves : « Cette guerre est la guerre du droit ».

*Le Sang noir*, de Louis Guilloux, est une grande chose. Il y a eu, dans les années 30, une suite d'œuvres fondamentales : *Voyage au bout de*

la nuit, de Céline ; la Nausée, de Sartre ; les Vraies Richesses, de Giono. Le livre de Guilloux est du nombre. Ces œuvres apportent une méditation réfléchie, fiévreuse, sur le monde réel de l'entre-deux-guerres.

Des images, des mirages brusques

Marcel Maréchal présente pour la troisième fois, après 1967 à Lyon et 1977 à Paris, une mise en scène de *Cripure* : Guilloux avait écrit lui-même cette adaptation théâtrale du *Sang noir*. C'est que Maréchal est resté habité par cette figure de Palante-Cripure dont Guilloux nous dit pourtant — ce qui ne rejoint certes pas Maréchal — que, « mal doué pour des luttres, il se rangeait parmi les faibles et les lents, promis à toutes les défaites. Mais la défaite même, il la désirait en secret ».

La pièce de Guilloux est très étonnante. L'auteur n'a pas eu l'envie de réaliser une « réduction » du roman, qui est très fouillé, très riche de dizaines d'actions entrecroisées. Il a écrit le récit discursif, l'intrigue construite. De cette ville de Saint-Brieuc, de son océan, de ses navires qui vont et viennent, du vent et du ciel gris, de la guerre au loin et présente, des soldats russes encasernés ici et dont les chants charment et inquiètent la ville, des femmes qui assurent les travaux, des enfants, des professeurs qui

sont souvent des retraités rappelés, Louis Guilloux a choisi de nous donner des touches, des touches violentes mais fugitives, des images, des mirages brusques. Les décors nocturnes d'Alain Batifolier donnent la vie intime des maisons, la tristesse froide des docks et des navires à quai.

*Cripure* est l'un des plus grands rôles de Marcel Maréchal. Il y a une rencontre très rare entre l'acteur et son rôle.

Dans cette soirée faite d'apparitions et de disparitions, il fallait une danse de figures nettement indiquées et attachantes. C'est réssai, Michel Demiaute, Michel Guinnet, Jean-Paul Bordes, Guy Jacquet, Angelo Bardi, composent une parade éblouissante.

Mais l'émotion de ce spectacle repose sur la présence exceptionnelle de Tatiana Moulkine, la compagne de *Cripure*. Tatiana Moulkine, qui ce soir qu'elle joue « coudre un bouton, verser la soupe, serrer contre son cœur un agonisant, chanter trois notes, — fait s'élever dans l'air du théâtre un prodige de clarté, de jeunesse d'esprit, d'harmonie. L'alliance d'une poésie inimaginable et d'une vérité innocente. Et, étrangement, l'air de rien, presque même une désinvolture. C'est sidérant ».

MICHEL COURNOT  
► La Crique, Marseille, 20 h 30. Dimanche 15 heures. Reprise lundi. Jusqu'au 31 mars. Tél. : 91-54-74-54.

## Luis Pasqual jour J

Après une mission de préfiguration au Théâtre de l'Europe le metteur en scène espagnol en prend officiellement la direction

Le 28 février, Antoine Vitez, administrateur, était la dernière représentation de l'émission de télévision de Michel Vinaver, dernière représentation de la Comédie-Française à l'Odéon. Le 13 mars, avec l'Antiphon de Djuna Barnes, dans la mise en scène de Daniel Mesguich, encore coproduction de la Comédie-Française, commence la saison — saison transitoire — du Théâtre de l'Europe. La veille, le nouveau directeur, Luis Pasqual, doit annoncer ses projets.

Depuis le 10 octobre, date à laquelle il a été nommé, Luis Pasqual a été chargé d'une « mission de préfiguration ». C'est-à-dire ? « Je suppose que ce serait différent pour un Français, explique-t-il, mais moi qui suis espagnol, il a fallu que j'apprenne à comprendre ce que c'est que d'être français ».

C'est vrai, je parle votre langue. Grâce à un professeur, je l'ai connue à travers Pío et les Chaises de Ionesco. La première ville hors d'Espagne où le suis allé, c'était Paris. Paris pour le théâtre et les films. C'était le circuit d'un Espagnol sous Franco ».

Plus tard, Luis Pasqual a travaillé en Pologne, en Italie avec Giorgio Strehler. Directeur du centre dramatique de Madrid, il a présenté pour le Théâtre de l'Europe *Lumières de Bohême* de Valle Inclán. Et à Avignon, Édouard II de Marlowe. Puis il a mis en scène *Comme il vous plaira* à la Comédie-Française : « Un cadeau », dit-il.

« Mais je voulais connaître la France au-delà de la profession ».

Comment vous regardez, comment vous manges, comment on travaille, quelles sont les choses qui paraissent absolument normales, violentes, j'en apprécie une, dont vous ne vous rendez pas compte : votre générosité active, qui vous amène à confier la Pyramide du Louvre à un architecte chinois, par exemple. L'internationalisme de Paris témoigne d'une ouverture d'esprit énorme. Il est vrai aussi que ce qui se fait ici est français. On commence à m'appeler « Pasqual ».

« Improviser sur les événements »

« Par rapport à l'Europe, j'ai eu la chance d'en vivre le bouleversement ici, de voir comment on est informé. Je me souviens avoir dit que le sigle du Théâtre de l'Europe devrait être une série de points d'interrogation. C'était prémoniteur. J'essaie de comprendre ce que c'est que l'Odéon. Je dois me débarrasser de sa mythologie. C'est-à-dire pour moi, la prise de l'Odéon en mai 68. On me l'a racontée comme s'il s'était agi de 1789 et de la Bastille. J'entendais parler pour la première fois du mouvement étudiant. Nous ne

savions rien, nous n'étions pas informés. Quand j'ai commencé à me renseigner, tout le monde me disait : « C'est le plus beau théâtre de Paris » et après on n'ajoutait plus rien. Une chose est certaine, quand on remonte la rue et qu'on aperçoit le bâtiment, on sait que c'est un théâtre, ça ne peut être qu'un théâtre comme une église ne peut être qu'une église ».

« Pourtant j'ai beaucoup hésité. Je me suis demandé si l'architecture, d'une part, et de l'autre la structure « théâtre national » convenaient à la création contemporaine. A Madrid, le centre dramatique est plus souple. Je pense aussi que l'on est prisonnier d'une obsession : la planification. On est obligé, comme à l'Opéra, de prévoir les programmes deux ou trois ans à l'avance. C'est aberrant. L'art doit être capable d'improviser sur les événements, sinon il court à une sorte d'abstraction intemporelle ».

« Il faut s'adapter et tenter de modifier la tendance pour se montrer capable de répondre à temps, à ce qui se passe et va se passer en Europe. Le problème est économique, c'est sûr ; mais pas seulement. Nous n'avons pas à définir l'Europe, il nous faut la reconnaître. Reconnaître ce que l'on appelle les « identités » et qui, justement, restent intraduisibles, qui se retrouvent dans les différentes façons de jouer. Le jeu des comédiens est toujours la quintessence des façons d'être. Faut-il les préserver religieusement, les confronter, les bousculer ? Qu'est-ce qui fait que le public se déplace en un temps où l'habitude d'aller au théâtre, en tant qu'habitude, s'est perdue. Le Théâtre de l'Europe devra bien répondre à ces questions s'il veut à son tour être reconnu ».

Propos recueillis par COLETTE GODARD

**THEATRE RENAUD BARRAULT**

DERNIERE 11 MARS

**LE CHEMIN SOLITAIRE**

DE ARTHUR SCHNITZLER

ADAPTATION MICHEL BUTEL

MISE EN SCENE LUC BONDY

PRIX DOMINIQUE 90

42.56.60.70 / 48.78.75.00

**PARIS PLAINE**

DERNIERE 11 MARS

**GOLDONI L'EVENAIL**

MISE EN SCENE GILLES GUILLOT

« Un plaisir pour les acteurs et pour les spectateurs. LE MONDE »

« C'est tout ce qu'on aime au théâtre. » Fabienne Pascard

LOCATION 40 43 01 82

## COMMUNICATION

A la suite des difficultés du « Temps de la finance »

## Le groupe NCM Communication dépose son bilan

Trois jours après avoir décidé de suspendre la parution du quotidien économique et boursier *le Temps de la Finance* à la suite du « retrait brutal » de deux de ses actionnaires (le *Monde* du 28 février), le groupe NCM Communication a annoncé son dépôt de bilan. C'est M. Nicolas Mignot, PDG de ce groupe créé fin 1986, qui a fait part de cette décision aux quatre-vingt-treize salariés, réunis en assemblée générale jeudi 1<sup>er</sup> mars.

Pour le jeune patron de presse qui débute sa carrière à investir avant de lancer son propre groupe, il s'agit d'une mesure protectrice pour l'entreprise. « Depuis la suspension du *Temps de la Finance*, nous n'avons plus eu de nouveaux créanciers qui font pression sur nous. Le dépôt de bilan nous évite d'être mis en faillite judiciaire, il nous permet de geler nos dettes et de réfléchir à la relance. Mais nous continuons l'exploitation de nos titres, et le *Temps de la Finance* paraîtra, comme prévu, dans *Business* Bourse cette semaine ».

NCM Communication, dont le chiffre d'affaires 1989 était légèrement supérieur à 45 millions de francs, a besoin de 10 millions de francs pour éponger ses dettes.

Hormis le *Temps de la Finance*, qui a enregistré un important déficit — 21 millions de francs en cinq mois d'exploitation — les autres activités du groupe (les magazines *Business* Bourse et *Vous et votre argent*, diffusés respectivement à 41 689 et 43 000 exemplaires selon l'éditeur, la lettre confidentielle *la Bourse*, qui dispose de 1 350 abonnés, et les services télématiques B-Bourse et LTF) sont bénéficiaires.

Le patron de NCM Communication compte présenter un plan de relance, dès le mois d'avril, à l'administrateur judiciaire qui sera prochainement nommé à la tête du groupe. Il entend aussi relancer le *Temps de la Finance*, « qui a réussi en cinq mois à passer de 0 à 14 000 exemplaires vendus ». Cependant, la suspension de la parution du quotidien, passé à la formule hebdomadaire, risque de peser gravement sur l'implication de la presse sociale nouvelle (IPSN). Le quotidien économique représentait en effet 33 % du chiffre d'affaires de cette imprimerie gérée par le Syndicat du livre CGT qui fabrique aussi l'*Argus automobile*, l'*Agefi*, le *Petit Mémor*.

Y.-M. L.

Lancement de Radio Malopolska Fun à Cracovie

## M. Robert Hersant crée la première radio franco-polonaise

Inaugurée officiellement mardi 27 février en présence de représentants du gouvernement de Varsovie, la première radio privée de Pologne s'appelle Radio Malopolska Fun. Fruit d'une association entre le réseau français Fun de M. Robert Hersant et les anciens animateurs de la radio clandestine de Solidarnosc, elle émet depuis le 15 janvier en modulation de fréquence sur la région de Cracovie.

CRACOVIE

de notre envoyée spéciale  
Les anciens pirates... et M. d'Ornano. Le rapprochement, avouons-le, paraissait a priori incongru. Sur un podium dressé, mardi 27 février, sous les volutes d'un club étudiant donnant sur la place du grand marché de Cracovie, représentants de Solidarnosc et du groupe Hersant pactisaient. Quelques nez et visages rieurs collés aux vitres laissaient apercevoir, dehors, sur la plus vieille place de marché moyen-âgeuse d'Europe, plus d'un millier de très jeunes gens sautillant dans le froid, en attendant un message de la Radio Fun et peut-être la distribution de places pour le concert du soir.

A l'intérieur du club, les discours se sont donc succédés, tantôt enflammés, comme ceux des élus de la région. « L'Europe, Fun le prouve, approche de Cracovie », a déclaré d'Ornano, comme celui du fondateur de l'ancienne radio clandestine de Solidarnosc. « C'est une joie inimaginable et un formidable espoir ». Sonnant devant ce visage barbu au ton grave aujourd'hui PDG de la station — M. Stanislaw Tyrczyński, — M. Michel d'Ornano, représentant de M. Hersant, prit la parole en polonais, demandant que Dieu bénisse la nouvelle radio à qui il souhaitait bon vent...

Les officiels — parmi lesquels plusieurs parlementaires et représentants du gouvernement polonais — se retrouvèrent devant un buffet avant une série de réunions organisées à l'initiative de Fun qui mirent en présence des membres de la chambre de commerce et d'industrie de Cracovie et des représentants d'entreprises françaises. Le groupe Hersant a donc joué de vitesse. Pour un investissement mineur — de l'ordre de 5 millions de francs, précise M. Benoît Sillard, le directeur général de Fun — il prend pied en Pologne, allié aux partenaires les plus légitimes qui puissent être aujourd'hui. Il attend guère de profit ; tout juste, dit-il, l'autofinancement de la station d'ici trois à cinq ans. Une station actuellement bien peu col-

tense puisqu'elle ne fait que rediffuser sur une fréquence officielle le programme français reçu grâce à une large antenne parabolique installée à une trentaine de kilomètres de Cracovie.

La législation sur le monopole de la radio-télévision d'Etat étant toujours en vigueur en Pologne, la production de programmes polonais est strictement interdite, et les paroliers de Fun, réunis dans l'association KFKS, devront attendre pour pouvoir introduire dans le programme musical français leurs propres émissions. Des reportages et des informations, promettent-ils. « Pas question de casser le rythme de Fun, précise Alexandra, une ancienne journaliste de Radio Solidarnosc. On s'adresse à la jeunesse et il faut donc de la musique. Mais rien ne regard sur l'actualité n'aura rien à voir avec celui d'une radio d'Etat. Nous tenons à garder notre esprit de clandestin ».

« Un événement d'ordre politique »

Fidélité mais adaptation : ni rupture ni compromissions. C'est ce que plaident les anciens qui, le 16 décembre 1981, soit trois jours seulement après l'instauration de l'état de guerre, avaient lancé la radio Wolna Polska (Pologne libre) dans l'intérieur même de l'usine de Nowa-Huta, à destination des métallurgistes en grève et malgré les cordons de la milice et de l'armée. « Les urgences ne sont plus les mêmes. Mais nous voulons être prêts pour le jour où les radios libérales, affirme Jan Ciesielski, de Solidarnosc. Le groupe Hersant nous en donne les moyens ».

« Enfilé de la concurrence pour perturber ou pour stimuler les radios d'Etat », se réjouit, enthousiaste, M. Krzysztof Kozłowski, sénateur de Cracovie. Il faut écorner tous les monopoles, surtout les monopoles d'Etat et surtout dans le domaine des médias. Invité d'honneur de la soirée d'inauguration, M. Janowski, le vice-premier ministre, ne mettait guère plus de mesure dans ses propos. « L'arrivée de Fun est bel et bien un événement d'ordre politique, dit-il. Il fallait bien que l'impulsion vienne de l'étranger... Espérons que Fun Malopolska redonnera ici une impulsion au français et lui permettra de reprendre la place que l'affreuse langue anglaise tend à lui ravir ».

M. Janowski sera peut-être déçu lorsqu'il s'apercevra que près de 80 % de la programmation de Fun est constituée de musique anglo-saxonne. Mais le groupe Hersant, lui qui continue de prospecter à l'Est de nouveaux débouchés, ne peut que se réjouir de ces parallèles. Ses recherches d'alliances et d'appuis pour créer déjà en Pologne un nouveau quotidien ne peuvent qu'en être favorisées. Quant au lancement de Fun Malopolska, ce n'est, assure-t-il, que l'annonce d'un développement de stations FM à l'Est, les prochains lancements devant avoir lieu à Prague, à Budapest et à Bratislava...

ANNICK COJEAN

صلى الله عليه وسلم



# AGENDA

VENREDI 2 MARS

## CINÉMA

### LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT (42-04-24-24)**  
La Ressortie des dictionnaires de Georges Sédou, l'intendant Sédou (1984, v.o. s.t. anglaise), de Kary Minguet, 18 h; Les Amours d'une blonde (1985, v.o. s.t.), de Mica Forman, 19 h; Les Étrangers de la liberté, 21 h.

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

**SALLE GARANCE (42-78-37-28)**  
La Cinéma cubain P.M. (1980, v.o. s.t.), de Saba Cabrera Infante et Orlando Jiménez Lasi; El Joven Rebelde (1961, v.o. s.t.), de Julio García Espinosa, 14 h 30; La Odeza del general José (1988, v.o. s.t.), de Jorge Fajó, 17 h 30; El Arte del tabaco (1974, v.o. s.t.), de Tomás Gutiérrez Alea; Pedro duro por dentro (1980, v.o. s.t.), de Jorge Fajó, 19 h 30; La Odeza del general José (1988, v.o. s.t.), de Jorge Fajó, 21 h.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30).

Les Mémoires de Paris: Pajol et Népomucène (1984) de Yann Pajol, Paris méditerranéenne (1983) de J.-P. Zampont, P.-Y. Schaefer, L. Roy, l'impossible Monsieur Pajol (1985) d'André Hunebelle, 14 h 30; Petits Mémoires: les Petits Mémoires de Paris (1983) de Pierre Chénal, Petits Mémoires (1988) d'Alain Cavalier, Boulevard du roi (1987) de Thierry Bistot, les Merges du fleuve (1988) de Philippe Esnault, Petits Mémoires (1988) d'Alain Cavalier, 16 h 30; Ariane du musée: Du côté de la Bastille (1985) d'André Volant, la Passion du bois (1987) d'Alain Tizon, les Merges du fleuve (1988) de Philippe Esnault, Petits Mémoires (1988) d'Alain Cavalier, 18 h 30; Petits Mémoires: les Petits Mémoires de Paris (1983) de Pierre Chénal, Petits Mémoires (1988) d'Alain Cavalier, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**ADRENALINE, LE FILM (Fr.)**: Sept Parnassiens, 14 h 30-20 h 30-22 h 30.  
**ASTERIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.)**: Le Berry Zebra, 11 h (43-57-51-58); Saint-Lambert, 19 h (45-52-51-58).

### PARIS EN VISITES

**SAMEDI 3 MARS**  
«Les salons de la Cour des comptes», 10 h 15, (museo), Conscience, 19 h 30.  
«Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre», 11 heures et 14 h 30, métro Louvre (M.-C. Lasserre).  
«L'impressionnisme au Musée d'Orsay», 13 h 30, 1. rue de la Harpe (M. Bessières).  
«L'hôtel de Lamoignon, demeure du président de l'Assemblée nationale», 14 heures, 33, rue d'Orsay, Carte d'identité (C. Merle).  
«Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre», 14 h 15, 2, place du Palais-Royal (Art et histoire).  
«L'impressionnisme au Musée d'Orsay», 11 heures, 1. rue de la Harpe (M. Bessières).  
«Rue, maison du Moyen Âge autour de Saint-Séverin», 14 h 30, façade de Saint-Séverin (Paris pittoresque et insolite).  
«Le Louvre, du donjon de Philippe-Auguste à la Pyramide», 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Commissaires de Paris).  
«La Concorde et ses salles néo-classiques», 14 h 30, entrée, 1, rue de l'Horloge (M. Polver).  
«Exposition Égypte-Egypte», 14 h 30, entrée de l'exposition, Institut du monde arabe (P.-Y. Jaslet).  
«L'hôtel de Lamoignon, demeure du président de l'Assemblée nationale», 14 h 45, sortie, métro Assemblée-Nationale, Carte d'identité (J. Hualter).  
«Le cimetière de Montmartre et l'ossuaire ouvert spécialement», 14 h 45, entrée, métro Montmartre d'Orléans (V. de Langlade).  
«Le cimetière du Père-Lachaise», 15 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (Monuments historiques).  
«Exposition Égypte-Egypte à l'IMA», 15 heures, carte exposition, angle rue Saint-Bernard/rue des Fossés-Saint-Bernard (D. Bouchard).  
«Les salons du ministère de la marine», 15 heures, 2, rue Royale (Tourisme culturel).  
«Le couvent des Carmes et son jardin», 15 heures, sortie, métro Saint-Sulpice (Réimpression du passé).  
«La Pénitence», 15 heures, façade principale, face rue Soufflot (Paris et son histoire).  
«Le Palais de justice et son fonctionnement», 15 heures, métro Cité, entrée, métro Cité (Conséquences d'ici et d'ailleurs).  
«Le Musée des monuments français: architecture, sculpture, peinture romanes», 15 heures, palais de Chaillot, place du Trocadéro (Approche de l'art).

### DOMINIQUE 4 MARS

«Cour Carrée, crypte médiévale et appartements royaux du Louvre», 10 h 30, sortie, métro Louvre (D. Bouchard).  
«L'Opéra Garnier», 11 heures et 14 h 30, hall d'entrée (M.-C. Lasserre).  
«Une heure au Père-Lachaise», 11 heures; «Le Père-Lachaise ou par les saisons de méditer», 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).  
«Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montmartre», 11 heures et 15 heures, métro Vavin (Conséquences d'ici et d'ailleurs).  
«Le château de Vincennes», 14 h 30, sortie, métro Château-de-Vincennes, côté château, sur le pelouse.

### LES AVENTURES DU BARON DE MONTCAUSSE

**LA BAULE - LES PINS (Fr.)**: Gaumont Les Halles, 17 h (40-25-12-12); Rex, 2 h (42-35-83-83); Ciné Beaubourg, 3 h (42-35-83-83); UGC Denon, 6 h (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 h (45-74-94-94); Gaumont Ambassade, 8 h (43-58-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8 h (43-58-19-08); UGC Bercy, 8 h (45-74-94-94); UGC Opéra, 8 h (45-74-94-94); UGC Bercy, 12 h (43-43-01-58); UGC Gobelin, 13 h (45-61-84-84); Métro, 14 h (45-33-52-43); Pathé Montparnasse, 14 h (43-20-06); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### BLACK RAIN (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (43-58-19-08); Bercy, 8 h (45-74-94-94); UGC Opéra, 8 h (45-74-94-94); UGC Bercy, 12 h (43-43-01-58); UGC Gobelin, 13 h (45-61-84-84); Métro, 14 h (45-33-52-43); Pathé Montparnasse, 14 h (43-20-06); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### BREVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol. v.o.)

Utopie-Champollion, 6 h (43-25-84-84); L'Épiphanie, 14 h (43-43-41-83).

### CARNET DE NOTES SUR VÉTÉRANES ET VILLES (A. v.o.)

Épée de Bois, 8 h (43-37-57-47).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Pathé Montparnasse, 8 h (45-08-57-57); Pathé Opéra, 8 h (45-08-57-57); 14 Juillet Bastille, 15 h (45-74-94-94); UGC Convention, 15 h (45-74-94-94); UGC Maitre, 17 h (40-68-00-16); Pathé Wapler II (ex-images), 18 h (45-22-47-84); La Gambetta, 20 h (45-33-10-80).

### CHACUN SA CHANCE (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 h (42-33-42-28







# AGENDA

Dans cent treize villes

## La Journée du timbre

Pas moins de cent treize villes de France accueilleront simultanément les samedi 17 et dimanche 18 mars une exposition philatélique et un bureau de poste temporaire pour la mise en vente anticipée d'un timbre-poste, à l'occasion de



la Journée du timbre 1990, organisée par la Fédération des sociétés philatéliques françaises (FSPF).

La Journée du timbre mobilise tous les ans, depuis 1938, les philatélistes qui tentent ainsi de faire partager leur passion au grand public.

Le timbre, d'une valeur de 2,30 F, est affecté d'une surtaxe de 0,60 F au profit de la Croix-Rouge. A la série des valeurs postales anciennes, succèdent les motifs de la poste, avec, pour cette édition, les services financiers. Mis en vente générale le lundi 19 mars, au format horizontal 36 x 22 mm, il est dessiné par Patrick Cambolin et imprimé en héliogravure sur feuilles

Rubrique réalisée par la rédaction de *Le Monde des Philatélistes*, 24, rue Chausat, 75009 Paris. Tél. (1) 42-47-59-82.

## En filigrane

De Gaulle à la une du *Monde* des philatélistes de mars. Plus de quarante pays ont émis des timbres à l'effigie du général de Gaulle. Le premier d'entre eux étant le Nicaragua, en 1946... Le *Monde des philatélistes* de mars vient de paraître avec, à son sommaire, un dossier consacré au général de Gaulle, tandis que la France émet un timbre pour le centenaire de sa naissance, et qu'un autre est prévu pour le cinquantième de l'appel du 18 juin 1940. Un numéro très européen avec des articles sur les oblitérations utilisées en Serre en 1946, la collection des cartes de timbres de Grande-Bretagne et une thématique sur l'Agence spatiale européenne et le projet Columbus (le *Monde des philatélistes*, 96 pages, en vente en kiosque 20 F).

**Ventes.** Les Petits Frères des pauvres organisent une vente de timbres au profit des personnes âgées isolées ou démunies auxquelles l'association vient en aide, les samedi 10 et dimanche 11 mars de 10 heures à 18 heures, 33, avenue Parmentier, Paris-11<sup>e</sup>. Enseignements au (1) 43-38-10-10. Au programme également, numismatique, livres, cartes postales... Jacques Robineau (Paris, tél. (1) 47-70-83-43) propose une vente sur offres (date de clôture le 22 mars) de près de 3 000 lots : noms révolutionnaires, marques d'armées, marques départementales, Nîmes et Savoie, classiques de France et du monde entier...

En vedette, trois 1F vermillon (prix de départ 20 000 F à 65 000 F selon état); un bloc de huit du n° 4 de France, plus grand bloc connu sur lettre (départ 50 000 F).

Vente sur offres, également, pour Tommy-Anka, clôture le 25 mars. Plus de 3 000 lots avec marques postales et oblitérations classées par départements, classiques de France, monde entier (Paris, tél. (1) 47-70-45-72).

A l'étranger, vente aux enchères à Londres, les 6 et 7 mars, par Hatters (81 New Bond Street, London W1A 4EH, Angleterre. Tél. : 01-629 0218). Au programme, les ioniennes et pays du monde entier, avec mention spéciale pour le Mexique.

**Carnets de timbres** au rabais. La Poste s'apprête à mettre en service des nouveaux types de distributeurs de carnets de timbres dans un certain nombre de bureaux de l'est de l'île-de-France. Ces distributeurs débiteront des carnets fermés, vendus 20 F, comprenant neuf timbres *Marianne de Briat* à 2,30 F. Soit un gain pour l'utilisateur de 0,70 F ! Un événement qui marquera l'année 1990.

Autres articles philatéliques en vente courant mars : un entier postal sur carte postale à 2,10 F vert au type *Marianne de Briat* ainsi qu'un nouvel aérogramme à 4,20 F, dessiné par Joseph De Joux, qui représente un ATR 72, destiné à remplacer l'aérogramme de même valeur *Bicentenaire de la Révolution-Folon*.

## LE WEEK-END D'UN CHINEUR

**PARIS**  
Samedi 3 mars  
Nouveau Drouot, 14 heures : mobilier, objets d'art, tapis d'Orient.

**ÎLE DE FRANCE**  
Dimanche 4 mars  
Beauvais, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; La Verrière-Saint-Hilaire, 14 h 30 : grands vins ; Rambouillet, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes.

**PLUS LOIN**  
Samedi 3 mars  
Autun, 14 h 30 : livres, autographes ; Bayeux, 20 h 30 : argenterie, bijoux ; Douarnenez, 20 h 30 : tableaux, livres ; Laigles, 18 h 30 : grands vins ; Nîmes, 14 h 30 : tableaux modernes ; Troyes, 14 heures : tableaux modernes ; Vendôme, 14 h 30 : ames, vins ; Villafraanche-sur-Saône, 15 heures : mobilier, objets d'art.

Bayeux, 14 heures : art nouveau, art déco ; Bernay, 14 h 30 : mobilier, orfèvrerie ; Dieppe, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Doullens, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Laigles, 14 h 30 : tableaux anciens et modernes ; Lons-le-Saunier, 14 heures :

tableaux, mobilier ; Lyon (Brotteaux), 16 heures : objets d'art, mobilier ; Morlaix, 14 heures : tableaux modernes.

**FOIRES ET SALONS**  
Cherbourg, Le Bourget, Chartres, Honfleur, Tours, La Mans, Brest, Epinal et Amiens (Salon de la carte postale, dimanche seulement).

**lotto**  
TRAME DE LOTTO N° 6  
JEU ORGANISÉ PAR PRIMO 1990

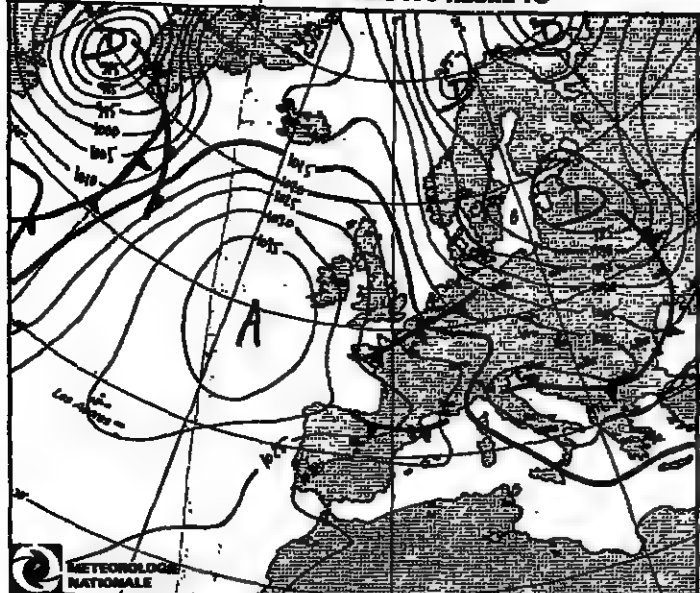
3	4	20	25	37	41	51
---	---	----	----	----	----	----

PROCHAIN TRIMESTRIEL, UN TRUCAT AVEC 4 LIGES  
GAGNANT 10 MILLIARDS, 100 000 000 F  
POUR LE 10 MARS 1990, 14 H 30  
TOUTES LES TRIMESTRIELLES SONT VENDUES SEULEMENT A 100 F  
ET PEUVENT ÊTRE GAGNÉES

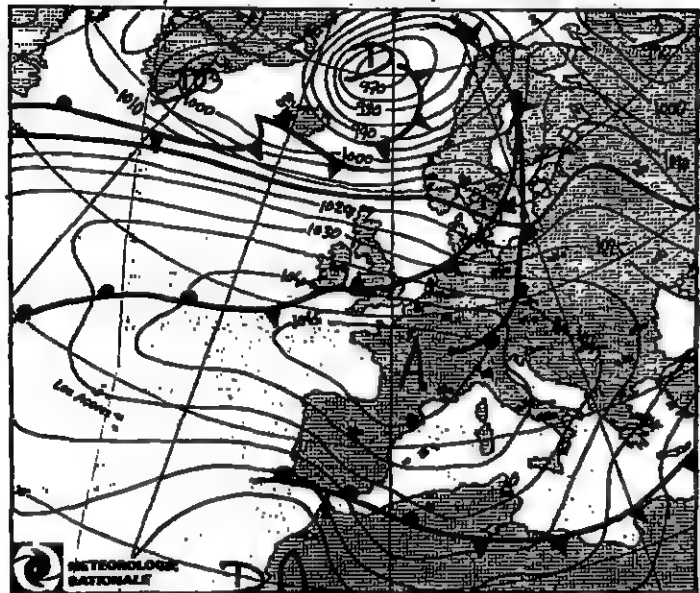
5 LIGES	2 423 480,00 F
4 LIGES	226 930,00 F
3 LIGES	13 765,00 F
2 LIGES	194,00 F
1 LIGES	12,00 F

## MÉTÉOROLOGIE

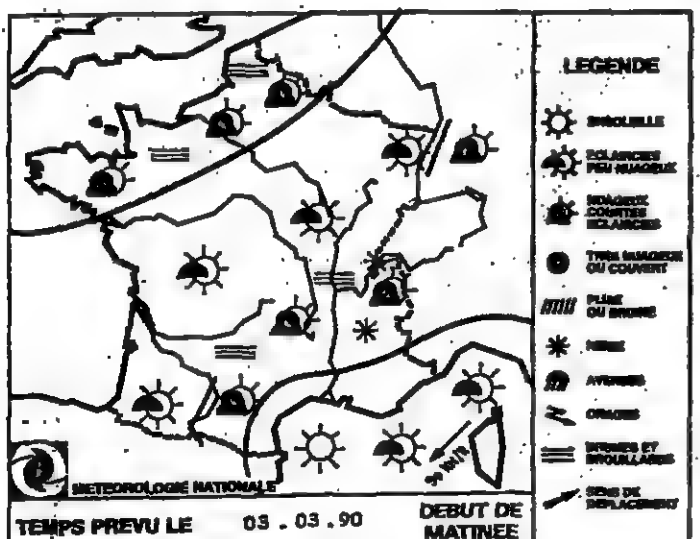
SITUATION LE 2 MARS A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 MARS A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France, entre le vendredi 2 mars à 06 heures et le dimanche 4 mars à 24 heures.  
Les conditions météorologiques sont favorables pour les prochaines semaines. Les températures seront fraîches. Seuls des nuages seront présents par le nord du pays.  
Samedi : nuageux près des côtes de la Manche et dans le Nord-Est, beau temps ailleurs.  
Les côtes de la Manche et les régions Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace et Franche-Comté resteront sous les nuages ; ailleurs, après la dissipation de quelques brumes matinales, le soleil prédominera ; quelques flocons de neige pourront encore tomber sur les Alpes.  
Les températures minimales seront très fraîches, excepté sur le midi méditerranéen où elles atteindront de 1 à 5 degrés, elles seront négatives partout ailleurs de l'ordre de 0 à -4 degrés et descendront même jusqu'à -6 degrés dans le Centre et le Nord-Est.  
Les températures maximales iront de 4 à 8 degrés sur le midi Nord et le Lyonnais ; de 7 à 10 degrés sur le midi Sud, localement de 10 à 14 degrés près de la Méditerranée.  
Dimanche : brumeux le matin, nuageux au Nord, soleil ailleurs.  
Les brumes matinales seront fréquentes sur tout le pays. Après leur dissipation, les nuages seront présents de la Normandie au Nord, à l'Alsace et à la Franche-Comté. Ailleurs, le soleil se montrera plus généreux !  
Les températures minimales iront de 0 à 5 degrés sur le midi Nord avec localement des gelées à -3, -4 degrés dans le Nord-Est. Elles seront plus fraîches sur le midi Sud, où elles seront négatives de l'ordre de 0 à -4 degrés, excepté près de la Méditerranée, où elles atteindront de 1 à 4 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 2-3-1990

Valeurs extrêmes relevées entre le 2-3-1990 à 6 heures TU et le 2-3-1990 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	TOULOUSE	PARIS	LYON	MARSEILLE	NICE	STRASBOURG
AMARCO 17	17	17	17	17	17	17	17
BARRETT 16	16	16	16	16	16	16	16
BORDAUX 16	16	16	16	16	16	16	16
BONNEN 16	16	16	16	16	16	16	16
BRENN 16	16	16	16	16	16	16	16
CARIN 16	16	16	16	16	16	16	16
CHERBOURG 16	16	16	16	16	16	16	16
CHARENTAIS 16	16	16	16	16	16	16	16
DAUN 16	16	16	16	16	16	16	16
GRANDVILLE 16	16	16	16	16	16	16	16
LILL 16	16	16	16	16	16	16	16
LIMOGES 16	16	16	16	16	16	16	16
LYON 16	16	16	16	16	16	16	16
MARSEILLE 16	16	16	16	16	16	16	16
NANCY 16	16	16	16	16	16	16	16
NICE 16	16	16	16	16	16	16	16
PARIS-MONTS 16	16	16	16	16	16	16	16
PAU 16	16	16	16	16	16	16	16
PERPIGNAN 16	16	16	16	16	16	16	16
RENNES 16	16	16	16	16	16	16	16
STRASBOURG 16	16	16	16	16	16	16	16

avec : A : beau ; B : brume ; C : nuage ; D : pluie ; E : neige ; F : brouillard ; G : vent ; H : soleil ; I : lune ; J : étoiles ; K : nuage partiel ; L : nuage total ; M : pluie ; N : neige ; O : brouillard ; P : vent ; Q : soleil ; R : lune ; S : étoiles ; T : nuage partiel ; U : nuage total ; V : pluie ; W : neige ; X : brouillard ; Y : vent ; Z : soleil ; AA : lune ; AB : étoiles ; AC : nuage partiel ; AD : nuage total ; AE : pluie ; AF : neige ; AG : brouillard ; AH : vent ; AI : soleil ; AJ : lune ; AK : étoiles ; AL : nuage partiel ; AM : nuage total ; AN : pluie ; AO : neige ; AP : brouillard ; AQ : vent ; AR : soleil ; AS : lune ; AT : étoiles ; AU : nuage partiel ; AV : nuage total ; AW : pluie ; AX : neige ; AY : brouillard ; AZ : vent ; BA : soleil ; BB : lune ; BC : étoiles ; BD : nuage partiel ; BE : nuage total ; BF : pluie ; BG : neige ; BH : brouillard ; BI : vent ; BJ : soleil ; BK : lune ; BL : étoiles ; BM : nuage partiel ; BN : nuage total ; BO : pluie ; BP : neige ; BQ : brouillard ; BR : vent ; BS : soleil ; BT : lune ; BU : étoiles ; BV : nuage partiel ; BV : nuage total ; BW : pluie ; BX : neige ; BY : brouillard ; BZ : vent ; CA : soleil ; CB : lune ; CC : étoiles ; CD : nuage partiel ; CE : nuage total ; CF : pluie ; CG : neige ; CH : brouillard ; CI : vent ; CJ : soleil ; CK : lune ; CL : étoiles ; CM : nuage partiel ; CN : nuage total ; CO : pluie ; CP : neige ; CQ : brouillard ; CR : vent ; CS : soleil ; CT : lune ; CU : étoiles ; CV : nuage partiel ; CV : nuage total ; CW : pluie ; CX : neige ; CY : brouillard ; CZ : vent ; DA : soleil ; DB : lune ; DC : étoiles ; DD : nuage partiel ; DE : nuage total ; DF : pluie ; DG : neige ; DH : brouillard ; DI : vent ; DJ : soleil ; DK : lune ; DL : étoiles ; DM : nuage partiel ; DN : nuage total ; DO : pluie ; DP : neige ; DQ : brouillard ; DR : vent ; DS : soleil ; DT : lune ; DU : étoiles ; DV : nuage partiel ; DV : nuage total ; DW : pluie ; DX : neige ; DY : brouillard ; DZ : vent ; EA : soleil ; EB : lune ; EC : étoiles ; ED : nuage partiel ; EE : nuage total ; EF : pluie ; EG : neige ; EH : brouillard ; EI : vent ; EJ : soleil ; EK : lune ; EL : étoiles ; EM : nuage partiel ; EN : nuage total ; EO : pluie ; EP : neige ; EQ : brouillard ; ER : vent ; ES : soleil ; ET : lune ; EU : étoiles ; EV : nuage partiel ; EV : nuage total ; EW : pluie ; EX : neige ; EY : brouillard ; EZ : vent ; FA : soleil ; FB : lune ; FC : étoiles ; FD : nuage partiel ; FE : nuage total ; FF : pluie ; FG : neige ; FH : brouillard ; FI : vent ; FJ : soleil ; FK : lune ; FL : étoiles ; FM : nuage partiel ; FN : nuage total ; FO : pluie ; FP : neige ; FQ : brouillard ; FR : vent ; FS : soleil ; FT : lune ; FU : étoiles ; FV : nuage partiel ; FV : nuage total ; FW : pluie ; FX : neige ; FY : brouillard ; FZ : vent ; GA : soleil ; GB : lune ; GC : étoiles ; GD : nuage partiel ; GE : nuage total ; GF : pluie ; GG : neige ; GH : brouillard ; GI : vent ; GJ : soleil ; GK : lune ; GL : étoiles ; GM : nuage partiel ; GN : nuage total ; GO : pluie ; GP : neige ; GQ : brouillard ; GR : vent ; GS : soleil ; GT : lune ; GU : étoiles ; GV : nuage partiel ; GV : nuage total ; GW : pluie ; GX : neige ; GY : brouillard ; GZ : vent ; HA : soleil ; HB : lune ; HC : étoiles ; HD : nuage partiel ; HE : nuage total ; HF : pluie ; HG : neige ; HH : brouillard ; HI : vent ; HJ : soleil ; HK : lune ; HL : étoiles ; HM : nuage partiel ; HN : nuage total ; HO : pluie ; HP : neige ; HQ : brouillard ; HR : vent ; HS : soleil ; HT : lune ; HU : étoiles ; HV : nuage partiel ; HV : nuage total ; HW : pluie ; HX : neige ; HY : brouillard ; HZ : vent ; IA : soleil ; IB : lune ; IC : étoiles ; ID : nuage partiel ; IE : nuage total ; IF : pluie ; IG : neige ; IH : brouillard ; II : vent ; IJ : soleil ; IK : lune ; IL : étoiles ; IM : nuage partiel ; IN : nuage total ; IO : pluie ; IP : neige ; IQ : brouillard ; IR : vent ; IS : soleil ; IT : lune ; IU : étoiles ; IV : nuage partiel ; IV : nuage total ; IW : pluie ; IX : neige ; IY : brouillard ; IZ : vent ; JA : soleil ; JB : lune ; JC : étoiles ; JD : nuage partiel ; JE : nuage total ; JF : pluie ; JG : neige ; JH : brouillard ; JI : vent ; JJ : soleil ; JK : lune ; JL : étoiles ; JM : nuage partiel ; JN : nuage total ; JO : pluie ; JP : neige ; JQ : brouillard ; JR : vent ; JS : soleil ; JT : lune ; JU : étoiles ; JV : nuage partiel ; JV : nuage total ; JW : pluie ; JX : neige ; JY : brouillard ; JZ : vent ; KA : soleil ; KB : lune ; KC : étoiles ; KD : nuage partiel ; KE : nuage total ; KF : pluie ; KG : neige ; KH : brouillard ; KI : vent ; KJ : soleil ; KK : lune ; KL : étoiles ; KM : nuage partiel ; KN : nuage total ; KO : pluie ; KP : neige ; KQ : brouillard ; KR : vent ; KS : soleil ; KT : lune ; KU : étoiles ; KV : nuage partiel ; KV : nuage total ; KW : pluie ; KX : neige ; KY : brouillard ; KZ : vent ; LA : soleil ; LB : lune ; LC : étoiles ; LD : nuage partiel ; LE : nuage total ; LF : pluie ; LG : neige ; LH : brouillard ; LI : vent ; LJ : soleil ; LK : lune ; LL : étoiles ; LM : nuage partiel ; LN : nuage total ; LO : pluie ; LP : neige ; LQ : brouillard ; LR : vent ; LS : soleil ; LT : lune ; LU : étoiles ; LV : nuage partiel ; LV : nuage total ; LW : pluie ; LX : neige ; LY : brouillard ; LZ : vent ; MA : soleil ; MB : lune ; MC : étoiles ; MD : nuage partiel ; ME : nuage total ; MF : pluie ; MG : neige ; MH : brouillard ; MI : vent ; MJ : soleil ; MK : lune ; ML : étoiles ; MM : nuage partiel ; MN : nuage total ; MO : pluie ; MP : neige ; MQ : brouillard ; MR : vent ; MS : soleil ; MT : lune ; MU : étoiles ; MV : nuage partiel ; MV : nuage total ; MW : pluie ; MX : neige ; MY : brouillard ; MZ : vent ; NA : soleil ; NB : lune ; NC : étoiles ; ND : nuage partiel ; NE : nuage total ; NF : pluie ; NG : neige ; NH : brouillard ; NI : vent ; NJ : soleil ; NK : lune ; NL : étoiles ; NM : nuage partiel ; NN : nuage total ; NO : pluie ; NP : neige ; NQ : brouillard ; NR : vent ; NS : soleil ; NT : lune ; NU : étoiles ; NV : nuage partiel ; NV : nuage total ; NW : pluie ; NX : neige ; NY : brouillard ; NZ : vent ; OA : soleil ; OB : lune ; OC : étoiles ; OD : nuage partiel ; OE : nuage total ; OF : pluie ; OG : neige ; OH : brouillard ; OI : vent ; OJ : soleil ; OK : lune ; OL : étoiles ; OM : nuage partiel ; ON : nuage total ; OO : pluie ; OP : neige ; OQ : brouillard ; OR : vent ; OS : soleil ; OT : lune ; OU : étoiles ; OV : nuage partiel ; OV : nuage total ; OW : pluie ; OX : neige ; OY : brouillard ; OZ : vent ; PA : soleil ; PB : lune ; PC : étoiles ; PD : nuage partiel ; PE : nuage total ; PF : pluie ; PG : neige ; PH : brouillard ; PI : vent ; PJ : soleil ; PK : lune ; PL : étoiles ; PM : nuage partiel ; PN : nuage total ; PO : pluie ; PP : neige ; PQ : brouillard ; PR : vent ; PS : soleil ; PT : lune ; PU : étoiles ; PV : nuage partiel ; PV : nuage total ; PW : pluie ; PX : neige ; PY : brouillard ; PZ : vent ; QA : soleil ; QB : lune ; QC : étoiles ; QD : nuage partiel ; QE : nuage total ; QF : pluie ; QG : neige ; QH : brouillard ; QI : vent ; QJ : soleil ; QK : lune ; QL : étoiles ; QM : nuage partiel ; QN : nuage total ; QO : pluie ; QP : neige ; QQ : brouillard ; QR : vent ; QS : soleil ; QT : lune ; QU : étoiles ; QV : nuage partiel ; QV : nuage total ; QW : pluie ; QX : neige ; QY : brouillard ; QZ : vent ; RA : soleil ; RB : lune ; RC : étoiles ; RD : nuage partiel ; RE : nuage total ; RF : pluie ; RG : neige ; RH : brouillard ; RI : vent ; RJ : soleil ; RK : lune ; RL : étoiles ; RM : nuage partiel ; RN : nuage total ; RO : pluie ; RP : neige ; RQ : brouillard ; RR : vent ; RS : soleil ; RT : lune ; RU : étoiles ; RV : nuage partiel ; RV : nuage total ; RW : pluie ; RX : neige ; RY : brouillard ; RZ : vent ; SA : soleil ; SB : lune ; SC : étoiles ; SD : nuage partiel ; SE : nuage total ; SF : pluie ; SG : neige ; SH : brouillard ; SI : vent ; SJ : soleil ; SK : lune ; SL : étoiles ; SM : nuage partiel ; SN : nuage total ; SO : pluie ; SP : neige ; SQ : brouillard ; SR : vent ; SS : soleil ; ST : lune ; SU : étoiles ; SV : nuage partiel ; SV : nuage total ; SW : pluie ; SX : neige ; SY : brouillard ; SZ : vent ; TA : soleil ; TB : lune ; TC : étoiles ; TD : nuage partiel ; TE : nuage total ; TF : pluie ; TG : neige ; TH : brouillard ; TI : vent ; TJ : soleil ; TK : lune ; TL : étoiles ; TM : nuage partiel ; TN : nuage total ; TO : pluie ; TP : neige ; TQ : brouillard ; TR : vent ; TS : soleil ; TT : lune ; TU : étoiles ; TV : nuage partiel ; TV : nuage total ; TW : pluie ; TX : neige ; TY : brouillard ; TZ : vent ; UA : soleil ; UB : lune ; UC : étoiles ; UD : nuage partiel ; UE : nuage total ; UF : pluie ; UG : neige ; UH : brouillard ; UI : vent ; UJ : soleil ; UK : lune ; UL : étoiles ; UM : nuage partiel ; UN : nuage total ; UO : pluie ; UP : neige ; UQ : brouillard ; UR : vent ; US : soleil ; UT : lune ; UY : étoiles ; UV : nuage partiel ; UV : nuage total ; UW : pluie ; UX : neige ; UY : brouillard ; UZ : vent ; VA : soleil ; VB : lune ; VC : étoiles ; VD : nuage partiel ; VE : nuage total ; VF : pluie ; VG : neige ; VH : brouillard ; VI : vent ; VJ : soleil ; VK : lune ; VL : étoiles ; VM : nuage partiel ; VN : nuage total ; VO : pluie ; VP : neige ; VQ : brouillard ; VR : vent ; VS : soleil ; VT : lune ; VU : étoiles ; VV : nuage partiel ; VV : nuage total ; VW : pluie ; VX : neige ; VY : brouillard ; VZ : vent ; WA : soleil ; WB : lune ; WC : étoiles ; WD : nuage partiel ; WE : nuage total ; WF : pluie ; WG : neige ; WH : brouillard ; WI : vent ; WJ : soleil ; WK : lune ; WL : étoiles ; WM : nuage partiel ; WN : nuage total ; WO : pluie ; WP : neige ; WQ : brouillard ; WR : vent ; WS : soleil ; WT : lune ; WY : étoiles ; WV : nuage partiel ; WV : nuage total ; WW : pluie ; WX : neige ; WY : brouillard ; WZ : vent ; XA : soleil ; XB : lune ; XC : étoiles ; XD : nuage partiel ; XE : nuage total ; XF : pluie ; XG : neige ; XH : brouillard ; XI : vent ; XJ : soleil ; XK : lune ; XL : étoiles ; XM : nuage partiel ; XN : nuage total ; XO : pluie ; XP : neige ; XQ : brouillard ; XR : vent ; XS : soleil ; XT : lune ; XY : étoiles ; XV : nuage partiel ; XV : nuage total ; XW : pluie ; XX : neige ; XY : brouillard ; XZ : vent ; YA : soleil ; YB : lune ; YC : étoiles ; YD : nuage partiel ; YE : nuage total ; YF : pluie ; YG : neige ; YH : brouillard ; YI : vent ; YJ : soleil ; YK : lune ; YL : étoiles ; YM : nuage partiel ; YN : nuage total ; YO : pluie ; YP : neige ; YQ : brouillard ; YR : vent ; YS : soleil ; YT : lune ; YU : étoiles ; YV : nuage partiel ; YV : nuage total ; YW : pluie ; YX : neige ; YZ : vent ; ZA : soleil ; ZB : lune ; ZC : étoiles ; ZD : nuage partiel ; ZE : nuage total ; ZF : pluie ; ZG : neige ; ZH : brouillard ; ZI : vent ; ZJ : soleil ; ZK : lune ; ZL : étoiles ; ZM : nuage partiel ; ZN : nuage total ; ZO : pluie ; ZP : neige ; ZQ : brouillard ; ZR : vent ; ZS : soleil ; ZT : lune ; ZU : étoiles ; ZV : nuage partiel ; ZV : nuage total ; ZW : pluie ; ZX : neige ; ZY : brouillard ; ZZ : vent ;

\* = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## CARNET DU Monde

Naissances

— Félix  
à la joie d'annoncer la naissance de sa petite sœur

Zélie,  
le 10 février 1990.

Corinne et Philippe  
JOSEPH-VANDENBUSSCHE.  
12, rue Ougneux,  
59000 Lille.

Décès

— M<sup>me</sup> Florine Bacry,  
son épouse,  
André et Monique,  
ses enfants,  
Guillaume Barrière,  
son petit-fils,  
ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert BACRY,  
survécu à Paris, le 20 février 1990.

Les obsèques ont eu lieu le 23 février, au cimetière de Passy, dans la plus stricte intimité.

8, rue de Rémusat,  
75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Claude Boudet,  
son épouse,  
Et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude BOUDET,  
survécu à Paris, le 28 février 1990, à l'âge de soixante-douze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 3 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Trémouille, Paris-17<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Beaumont-la-Beauville, (Euro-et-Lot), à 15 heures.

15, rue Eugène-Flachat,  
75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Gisèle Madeville,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Bégain  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Alain Madeville  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Christian Madeville,  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Isabelle Fournier,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Lucienne DELREU,  
née Fournier,  
survécue le 28 février 1990, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 3 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

137, avenue Achille-Perrot,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M<sup>me</sup> André Descusse,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Germaine Descusse,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Descusse-Bordel,  
Et leur famille,  
font part du décès de

Jean DESCUSSE,  
à Montfleur, le 16 février 1990, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu à La Touche-La Bégude-de-Mazenc (Drôme).

3, place de l'Europe,  
26200 Montfleur.

— On nous prie de faire part du décès de

M. René MISSIR de LUSIGNAN,  
homme de lettres,  
membre fondateur  
de l'Association Guillaume-Budé,

survécue le mercredi 21 février 1990, à Smyrne, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses, célébrées par le vicaire général de l'archevêque de Smyrne, et suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, ont eu lieu à Boudja, le vendredi 23 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, clos des Salanganes,  
1150 Bruxelles.

— La famille du prince

NGUYEN PHUOC BUU-LOC,  
ancien président du conseil  
du Sud-Vietnam,  
ancien ambassadeur  
du Vietnam en France,  
commandeur de la Légion d'honneur,

a la douleur de faire part de son décès  
survécue le 27 février 1990, à son domicile.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, à Paris, le lundi 5 mars, à 14 h 30.

CARNET DU MONDE

Renseignements :  
42-47-95-03

— Clermont-Ferrand, Paris.

M<sup>me</sup> G. Parreau,  
Et sa famille,  
font part du décès subit de

M<sup>me</sup> Suzanne PARTEAU,  
professeur d'anglais,

survécue à Clermont-Ferrand, le mardi 27 février 1990, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

M<sup>me</sup> G. Parreau,  
49 bis, rue des Chanelliers,  
63100 Clermont-Ferrand.

— Limoges.

M<sup>me</sup> RAHAL,  
son épouse,  
Ses enfants,  
Et sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

Monsieur,  
inspecteur de l'éducation nationale  
en retraite,

survécue le 28 février 1990.

Les obsèques ont lieu le vendredi 2 mars, au cimetière de Limoges, à 14 heures.



# Le Monde

CADRES DÉBUTANTS, CADRES CONFIRMÉS

## VOS RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

dans la section C - Economie

### LUNDI

(numéro daté mardi)

#### LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

#### LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

#### L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

### MARDI

(numéro daté mercredi)

#### « LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

#### LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

#### UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

► **L'informatique :**  
un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données.

#### ► Secteurs de pointe :

pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL, diffusé gratuitement avec votre quotidien.

### MERCREDI

(numéro daté jeudi)

#### CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

#### L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes basés à l'étranger dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

#### « LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

36 15  
**IM**

un mois d'offres  
d'emplois parues dans **le Monde**.  
Le service télématique expert  
de l'emploi des cadres.

**LE MONDE, point de rencontre  
des grandes ambitions**

مكتبة الامم المتحدة



BILLET

L'économie sous le vent

L'agriculture mise à mal par la sécheresse de l'an dernier ; les exploitants de stations de sports d'hiver pour qui le début de la saison, par manque de neige, a été catastrophique et, depuis trois mois, les tempêtes répétées et rageuses qui détruisent digues, maisons, forêts et qui bloquent les pêcheurs chez eux.

La nature, périodiquement et cruellement, rappelle qu'il faut compter avec ses humeurs, en bien quand elle est nourricière, avec plus d'aléas quand elle s'emballe.

Les gouvernements auront beau imaginer les politiques les plus volontaristes pour favoriser les productions, les ingénieurs mettre au point les techniques les plus fiables, les financiers proposer les formules les plus alléchantes, les responsables de l'économie devront toujours se souvenir, pour n'être pas pris de court, que le paramètre de la nature, de la géographie, du climat — donc d'une certaine manière de l'impondérable — n'est jamais négligeable.

Les coups de tonnerre qui frappent la pêche française auront au moins un mérite. Ils mettent la lumière sur un secteur attachant mais fragile, assimilable encore, tant que l'aquaculture n'aura pas atteint une taille critique, à l'économie de cueillette. Un secteur disparate qui emploie 18 600 marins sur 10 000 bateaux, depuis la petite pinasse barloquée jusqu'au chalutier de grande pêche qui jette ses filets, sous la surveillance sourcilieuse du Canada, au large de Terre-Neuve. Une profession qui a produit 690 000 tonnes en 1988 (en régression de 6 % par rapport à 1987) pour une valeur, en stagnation, de 7,5 milliards de francs. Avec des enjeux considérables : le déficit de la balance des produits de la mer se creuse : 6 milliards de francs en 1985, 8,8 en 1988.

Au moment où, dans une Europe élargie et uniformisée, certains s'inquiètent d'un risque de banalisation de l'économie, car les progrès des techniques permettent de s'affranchir de certaines contraintes lourdes et traditionnelles (physiques, géologiques, urbaines, sociales), les colères de la nature appellent heureusement à un peu de recul et de modestie. Jamais on ne construira les mêmes usines, les mêmes centres de recherche, les mêmes réseaux d'autoroutes ou de TGV à Dunkerque ou dans le val de Durance, en Sicile ou sur l'axe majeur Londres-Francfort-Milan. Le nivellement bute sur les lois de la nature.

F. Gr.

En publiant un décret sur la représentativité des organisations professionnelles

Le gouvernement casse le dogme unitaire du syndicalisme agricole

Parler d'une même voix, d'une seule voix, pour cogérer la politique agricole en coordination avec les pouvoirs publics, telle était la donne syndicale issue de la deuxième guerre mondiale et qu'aucun gouvernement n'avait jusqu'ici remise sérieusement en cause. La FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et le CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs) se partageaient jalousement le duopole de la représentativité, seuls interlocuteurs possibles et entendus de l'Etat. Depuis la Corporation paysanne du régime de Vichy, dissoute à la Libération pour céder la place à l'éphémère Confédération générale de l'agriculture, le dogme unitaire, comme « l'ordre éternel des champs », semblait immuable.

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Mallet, l'a pourtant bel et bien chamboulé, au terme d'un long processus qui a conduit à la parution au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mars d'un décret sur « la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ». Ce texte, approuvé par un avis favorable du Conseil d'Etat le 5 février, consacre la reconnaissance au plan national de la Confédération paysanne, syndicat de gauche, dont la FNSEA ne pouvait jusqu'ici souffrir l'existence. Le MODEP, d'obédience communiste, et la Fédération française de l'agriculture, proche du Front National, n'ont pas reçu la même

qualification. Au vu des résultats des élections aux chambres d'agriculture de janvier 1989, ces deux organisations se sont toutefois vu attribuer une représentativité d'ordre départemental.

Le pluralisme reconnu

Le décret du 1<sup>er</sup> mars distingue en effet trois échelons de représentativité : le département, la région et la nation. Au plan départemental, sont reconnues représentatives les organisations ayant obtenu plus de 15 % des suffrages exprimés aux élections aux chambres d'agriculture, ainsi que les syndicats ayant constitué des listes d'union totalisant plus de 30 % des suffrages. A l'échelle régionale, il faut pour entrer au club fermé des formations représentatives remplir les critères départementaux dans la région. A l'échelle de la nation tout entier enfin, seuls les syndicats répondant, dans vingt-cinq départements au moins, aux critères départementaux, pourront siéger dans les commissions ou organismes à dimension nationale.

Comme c'était prévisible, les deux syndicats agricoles traditionnels, officiels de l'agriculture, FNSEA et CNJA, ont qualifié de « mauvais coup du gouvernement » la nouvelle règle du jeu en matière de représentativité. « Seul un pouvoir fort, refusant la démolition et les surenchères, peut permettre de faire face à l'accélération de la

construction européenne et aux nouvelles perspectives géopolitiques », indiquaient le 1<sup>er</sup> mars les deux syndicats dans un communiqué commun. « Personne, ajoutaient-ils, ne parviendra à briser l'unité paysanne préservée depuis près de cinquante ans. » Pendant qu'ils appelaient leurs adhérents à intensifier « le combat syndical », la Confédération paysanne, par la voix de son président M. Guy Lefur, se réjouissait de voir effondré « le mur du monopole syndical ».

Cette reconnaissance, dont il faut à présent attendre les effets concrets, traduit une volonté du gouvernement d'entendre d'autres voix s'exprimer en dehors du discours routinier et souvent sans surprise des organisations professionnelles classiques. La Confédération paysanne est connue pour ses positions sociales, ses revendications visant une politique de prix agricoles différenciés rémunérant mieux les petites exploitations. Le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, qui avait récemment appelé au pluralisme syndical... en Pologne, va devoir composer avec des idées que son organisation refusait d'entendre, sous le seul prétexte que la Confédération Paysanne était tenue pour inexistante. Désormais, il faudra compter avec elle qui rassemble plus de 18 % des votes de l'agriculture.

ERIC FOTTORINO

Avec l'assemblage de l'A 321 à Hambourg

La France perdra-t-elle la bataille d'Airbus ?

Le conseil de surveillance du consortium Airbus Industrie devait étudier, vendredi 2 mars, une nouvelle répartition des tâches industrielles entre les industriels français et allemands, qui confierait le montage du futur Airbus A 321 à la RFA (le Monde daté 28-29 janvier). Cette éventualité soulève un tollé chez les syndicats d'aéronautiques, qui ont appelé, le 1<sup>er</sup> mars, à des débrayages de protestation, et chez les élus locaux qui s'émouvent de la remise en cause possible du rôle prépondérant de Toulouse dans la construction aéronautique européenne.

La France a-t-elle vendu aux Allemands son droit d'assembler en matière d'aéronautique civile pour un plat de lentilles ? Oui, répondent élus et syndicalistes qui voient avec inquiétude le géant Deutsche Aerospace obtenir ce qu'il revendiquait avec insistance depuis plusieurs mois, c'est-à-dire assembler les pièces d'Airbus venues de France, de Grande-Bretagne et d'Espagne. Pour la première fois, la répartition des tâches industrielles entre les quatre partenaires d'Airbus serait modifiée et l'Aérospatiale française ne serait plus la seule à opposer les derniers rivets sur les avions fabriqués par le consortium. Les toulousains voient là un abandon symbolique du rôle prépondérant de la France aéronautique au profit d'un Allemagne de plus en plus conquérante.

M. Henri Martre, le PDG d'Aérospatiale, qui a donné son aval à cette évolution est évidemment d'un avis différent. Pour lui, celle-ci intervient au terme d'un processus rationnel de réflexion sur un accroissement de la productivité d'Airbus. De « rapport de sages » en groupes de travail, les trois derniers années ont été consacrées à l'étude de la réorganisation d'un système industriel dans les fuselages allemands et les ailes britanniques sont transportées à Toulouse où ils sont assemblés, équipés d'un cockpit, de systèmes électroniques et de moteurs. L'avion achevé s'envole pour Hambourg où il reçoit son équipement intérieur.

Ne convenait-il pas de mettre fin à ces ruptures et d'organiser des lignes complètes de production, d'autant plus que le succès d'Airbus pose la question d'une augmentation de ses capacités ? Les allemands ont demandé à monter intégralement l'A 320 et les Français ont refusé.

On a continué les études et on s'est aperçu que l'assemblage et l'équipement intérieur en un seul endroit économisaient 1,8 million pour un A 300 de 400 millions de francs. M. Martre s'est laissé persuader de la validité de la démarche. « Il est plus intelligent de produire entièrement un avion, explique-t-il. On peut alors monter le plus tard possible les moteurs et le train d'atterrissage qui sont des éléments coûteux ; il est possible d'aménager l'intérieur de l'appareil

pendant qu'on installe des moteurs, ce qui gagne du temps ; on évite le voyage entre Toulouse et Hambourg. »

Après bien des sommets franco-allemands et des disputes par voie de presse, les partenaires se sont parvenus au compromis suivant : les futurs A 330 et A 340 seront assemblés et équipés à Toulouse ; pas question de déplacer la chaîne d'assemblage des A 320 à Hambourg, car le démantèlement aurait été trop coûteux, mais, pour respecter une répartition équitable du travail entre les industriels, le futur A 321, version allongée de l'A 320, sera assemblé et équipé à Hambourg.

Le partage du gâteau est-il égal ? « Oui », répond M. Martre. Cette répartition créera cinq cents emplois à Toulouse et trois cents à Hambourg. Mais n'est-ce pas une illusion dans la mesure où l'installation de fauteuils et de capitonnages est une tâche moins sophistiquée que l'assemblage d'un avion ? « Pas du tout, l'assemblage n'est que du bouclage. En revanche, le processus de contrôle des systèmes d'un avion requiert des hommes très qualifiés. » N'est-il pas dangereux de donner aux Allemands l'expérience de l'assemblage ? « Ça, c'est ce que croient les Toulousains ! Mais les Allemands ont déjà assemblé des Transall, des Alpha Jets et des Tornados. »

Deux conditions

M. Martre estime que Toulouse n'a pas de souci à se faire : la « ville rose » demeurera la capitale aéronautique de l'Europe avec ses écoles spécialisées (ENAC, SupAéro), ses industries (Aérospatiale, Matra, CNES, Alcatel, SNPE, Latécoère, Airbus), la plus grande usine aéronautique du Vieux Continent à Colombiers. Il trouve que les prétentions des Toulousains à tout garder sont provocantes pour les partenaires d'Airbus.

Tout n'est pourtant pas joué. M. Martre n'acceptera, le 2 mars, le nouveau découpage industriel qu'à deux conditions : « En plus du milliard de francs que nous coûte l'usine de Colombiers où seront assemblés l'A 330 et l'A 340, ce redécoupage nous oblige à investir 500 millions de francs pour tirer en mesure d'aménager l'intérieur de ces avions. Nous demandons que cet investissement supplémentaire soit amorti dans les prix qui nous seront consentis. D'autre part, nous souhaitons que nous soit remboursé le manque à gagner du transfert de l'A 321 à Hambourg qui prive notre chaîne d'assemblage actuelle d'un amortissement rapide. »

Le conseil de surveillance d'Airbus Industrie promet, le 2 mars, d'être agité puisqu'en plus de ces considérations techniques et financières, il sera question de la grève de British Aerospace qui, depuis quatre mois, aurait fait perdre 300 millions de dollars aux trois autres associés. Sans oublier l'accident de l'Airbus A 320 d'Indian Airlines pour lequel on attend toujours les conclusions de la commission d'enquête.

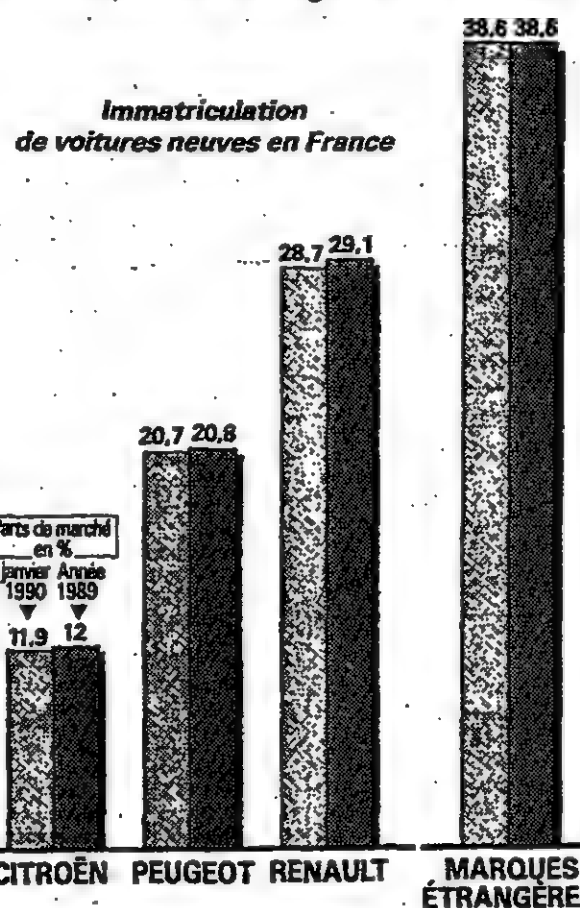
ALAIN FAUJAS

La bonne tenue des automobiles étrangères en France

Le marché automobile français devrait croître à nouveau cette année au rythme de 2 % à 3 %, selon M. Raymond Ravenel, le président du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Mais la concurrence des marques étrangères sera très dure, estime-t-il.

Les statistiques définitives des immatriculations de janvier confirment ce diagnostic. Dans un marché en forte croissance de 16,2 % à 234 500 ventes (mais une partie provient du mois de décembre perturbé par des grèves des services de cartes grises), les deux groupes français n'ont pas réussi à regagner le moindre client sur leurs concurrents, qui ont maintenu leur part de 38,6 % du marché. Renault, pourtant, réalise un excellent score avec une croissance de 26,3 % de ses immatriculations et une part du marché qui grimpe à 28,7 %. Mais PSA patine, Peugeot gagne seulement 12,2 % dans ses ventes avec un part de marché de 20,7 %, tandis que Citroën stagne avec 2,3 % de mieux pour ses ventes et une part de marché qui retombe à 11,9 %.

F. Gr.



Malgré des résultats en trompe-l'œil

Philips récolte les fruits de sa réorganisation

AMSTERDAM

C'est par une petite phrase de circonstance que M. Cornelius Van der Klugt, président de Philips, a ouvert, jeudi 1<sup>er</sup> mars, la présentation des résultats de 1989 de sa société (le Monde du 2 mars) : « Nous préférons que la tempête fasse rage à l'extérieur plutôt que chez nous. » De fait, les comptes de la multinationale indiquent qu'elle a opéré l'an dernier le redressement organisé en 1988. Mais, si la situation s'est très nettement améliorée dans le secteur de l'électronique grand public, elle s'est doublement dégradée dans l'informatique (systèmes et circuits intégrés), où Philips a perdu « des centaines de millions de florins ».

A l'image de ce bilan contrasté, les résultats enregistrés en 1989 par la firme d'Eindhoven ont un aspect trompe-l'œil en valeur puis-que le chiffre d'affaires n'a progressé que de 2 % à 157,2 milliards de florins (171,6 milliards de francs). Mais des investissements importants ont eu lieu l'an passé, notamment le gros électro-ménager « blanc » placé dans un joint-ven-

ture avec Whirlpool. A structures comparables, le CA a augmenté de 7 % par rapport à 1988 (168,3 milliards de francs). Cette hausse est légèrement supérieure à ce qu'avait prévu M. Van der Klugt, qui s'attendait à une évolution de même ampleur pour cette année.

Philips escompte également « la poursuite de l'augmentation de son bénéfice net total », qui s'est apprécié en 1989 d'environ 30 %, passant de 3,15 à 4,12 milliards de francs. Ce résultat record est imputable pour 1,7 milliard de francs au rapport d'opérations exceptionnelles, telle la mise sur le marché boursier de 20 % des actions Polygram avec la session des activités « systèmes de défense » en Suède.

Sortie du militaire

La vente à Thomson des filiales « défense » aux Pays-Bas, en Belgique et en France sera incorporée dans les comptes du premier trimestre 1990. Cette année pourrait d'ailleurs être celle de la sortie totale de Philips du marché des systèmes militaires, la cession de la société suppléments en RFA

« n'est plus qu'une affaire de jours » et « l'on devrait parler, dans les mois qui viennent », de la vente des filiales américaines et britanniques.

La part du bénéfice net total dû à l'exploitation normale a fait l'an dernier un bond impressionnant à 2,37 milliards de francs contre 1,5 milliard en 1988, soit une hausse de 49 %. Cette évolution s'explique plus par une gestion « judicieuse » des charges financières — qui ont baissé de quelque 2 milliards de francs — et par une diminution des pertes de change — environ 1 milliard de francs — que par une amélioration intrinsèque des résultats industriels.

Au contraire ! Le bénéfice d'exploitation est descendu à 6,9 milliards de francs (moins 5 %) : le recul des résultats dans le secteur « appareils et systèmes professionnels » (moins 984 millions de francs) et « composants » (moins 1,43 milliard de francs) ont outrepassé le regain d'activité dans le secteur des « produits grand public ». Secteur hétéroclite, (électronique domestique, musique, appareils ménagers, rasoirs, fers à repasser), le « grand public » a

connu une année 1989 « formidable ». Tous groupes de produits confondus, le bénéfice d'exploitation « a plus que doublé » et la marge bénéficiaire est passée de 3 à 4,6 %. « Il est clair qu'une entreprise non japonaise peut s'en sortir », a commenté M. Van der Klugt. Mais c'est dans ce secteur qu'a été engagé l'essentiel des coûts de restructuration de ces deux dernières années : 1,57 milliard de francs, sur un total de 2,43 milliards.

Philips envisage d'engager en 1990 de 600 à 900 millions de francs au titre de la poursuite de sa politique de réorganisation. C'est le secteur des systèmes d'information (informatique et télécommunication) qui sera en première ligne. Ses mauvais résultats ont tiré vers le bas la division « appareils et systèmes professionnels » malgré la bonne marche des affaires dans le domaine de l'appareillage médical. Le président de Philips a annoncé qu'étaient en préparation des « mesures drastiques au niveau des personnes comme des gammes de produits ». En revanche, aucune restructuration n'est prévue dans le domaine des circuits intégrés, dont

les mauvais résultats s'expliquent « par une concurrence accrue et par des investissements de grande envergure. Nous sommes au plus bas de la courbe », a dit M. Van der Klugt, laissant entendre que la situation s'améliorerait en 1990. Il a formellement nié que Philips et Thomson soient en négociation pour la création d'un joint-venture dans les semi-conducteurs.

L'affaiblissement du marché des circuits intégrés a pesé sur le développement du secteur « composants », dont les tubes d'image couleur sont restés la vedette aux États-Unis.

Dernier pôle de développement du groupe : l'éclairage. Les activités de Philips dans ce domaine « historique » se sont surtout améliorées en Europe et en Asie, bien que l'inflation des coûts de production en Amérique latine ait influé négativement sur les résultats d'ensemble de la division. Philips a su, à quelques mois de son centenaire, conserver sa couronne de premier « éclairer » mondial.

CHRISTIAN CHARTIER

INSOLITE

Les bons comptes de Kloeckner

Il ne faut pas désespérer des situations en apparence les plus compromises, si l'on en croit du moins ce qui est arrivé en 1989 au groupe de négoce ouest-allemand Kloeckner und Co (AG), contrôlé depuis le début de l'année par les groupes énergétiques VIAG et Bayernwerk.

En 1988, Kloeckner und Co avait perdu 387 millions de marks (environ 1 916 millions de francs) et avait été sauvé in extremis de la faillite. En 1989, selon les déclarations du président du directoire, M. Joerg Henle, dans le journal interne de la société, celle-ci a réalisé les meilleurs résultats de son histoire, grâce aux effets à terme du plan de redressement engagé dès... 1986 et de la bonne conjoncture. M. Henle ne donne pas de chiffres mais affirme néanmoins que le résultat de 1989 « laisse loin derrière lui tous les records existants jusqu'à présent ». On n'est jamais mieux servi que par soi-même...

36 15  
I M

un mois d'offres  
parues dans le Monde  
notre télématique expert  
de l'emploi des cadres



## ÉCONOMIE

## Le trente-deuxième recensement de la population

## La France au peigne fin

Suite de la première page

La réflexion a porté sur le contenu et la forme du questionnaire comme sur le mode de distribution et de collecte. Elle a débouché sur des essais successifs surpés, chaque fois, de plusieurs milliers de ménages pour aboutir, en mai-juin 1988, à une « répétition générale » sur 300 000 habitants répartis dans vingt-cinq grandes villes et dix régions.

Statisticiens et chercheurs se sont mêlés aux enquêteurs professionnels pour tester les réactions des « enquêtés », affiner les codes électroniques des immeubles ou les chiens des pavillons de banlieue et découvrir, sous les pavés bien taillés des questions, les pièges des interprétations possibles. C'est ainsi que des responsables de l'INSEE furent interpellés par des policiers, ces allées et venues dans des immeubles du 15<sup>e</sup> arrondissement ayant suscité l'inquiétude des voisins. On s'est attaché particulièrement aux quartiers d'accès difficile en raison de la protection des logements, de la présence d'étrangers ou de constructions récentes.

Les premiers tests avaient fait abandonner l'idée d'une distribution de l'un retour des questionnaires par la poste, comme on le pratique aux États-Unis ou au Canada. « Nous avons buté sur l'absence de fichiers des habitants », Une deuxième réflexion a conduit l'INSEE à décharger les communes des recensements un peu particuliers pour ne leur laisser que les habitants ordinaires. Ainsi, deux millions de personnes vivant dans des « communautés » (internats scolaires, cités universitaires, casernes, prisons, couvents, hôpitaux, maisons de retraite ou établissements pour handicapés) ont-elles déjà reçu, en février, la visite des 400 enquêteurs spécialisés formés directement par l'INSEE. Celui-ci a aussi choisi de reprendre en main la totalité du traitement des données.

Cette volonté d'aplanir les obstacles ne s'est pas limitée au dispositif technique. Elle s'est accompagnée d'un effort pédagogique. D'abord à l'intention du personnel recruté par l'INSEE ou par les communes pour le recensement : des documents plus clairs, plus concrets, dans un langage plus simple, recourant à la bande dessinée ou à des enregistrements vidéo.

Mais aussi à l'intention du public : « On ne pouvait pas se

contenter d'administrer le recensement. Il fallait l'expliquer », dit encore M. Audirac. Le recensement devait être compris pour rester bien accueilli par la population, mieux même on souhaitait que celle-ci se sente concernée. Une stratégie qui traduisait le slogan adopté : « Pour préparer l'avenir tout le monde compte ». L'image de la petite fille comptant sur ses doigts a remplacé, pour la campagne actuelle, la Marianne de 1982 ramassant « une belle moisson de chiffres pour la France ».

## Un travail de cartographie

La stratégie n'est pas seulement publicitaire. En même temps que les questionnaires et les feuilles de logement on remettra à chaque ménage un petit document de quelques pages présentant les « chiffres-clés » de son département : évolution de la population, des villes, migrations, répartition professionnelle des activités, logements... Une « première » dont on se montre assez fier du côté de la Porte de Vanves, siège de la Direction générale : ce « Comment ça va chez vous ? » a déjà été largement utilisé.

De même, la Direction régionale de l'Île-de-France n'arrive-t-elle pas à répondre à la demande pour le « module » d'instruction civique qu'elle a préparé pour les classes de CM 2 afin de faciliter le contact avec les familles dans les quartiers à forte proportion d'immigrés.

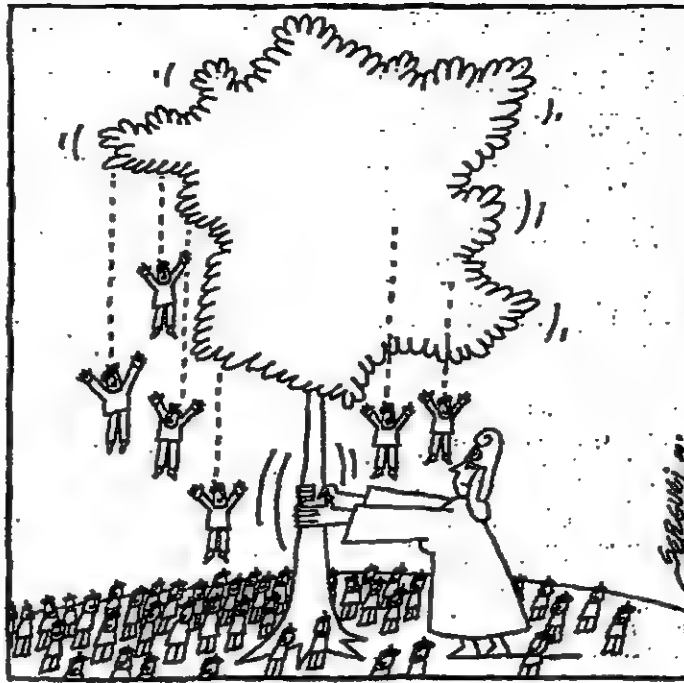
Tout cet effort pédagogique, ces manuels, ces guides, ces carnets s'ajoutent aux bulletins, fiches, récapitulatifs - au total près d'une centaine de documents différents - à nécessité une vaste opération logistique. 1 300 tonnes de documents ont été réalisées par l'imprimerie nationale qui les a fait accompagner par camions dans les marées - pour la plus grande partie - notamment les 76 millions de bulletins individuels et les 35 millions de feuilles de logement et dans les directions régionales de l'INSEE.

Sur le terrain, pour ces directions régionales, la deuxième phase a commencé par un travail de cartographie destiné à délimiter et découper les districts et les îlots que vont parcourir les agents recenseurs dans toutes les villes de plus de 10 000 habitants. Une opération délicate dans toutes les régions où il y a eu des déplacements de population comme

dans le Languedoc-Roussillon où les migrations internes vers le littoral avaient déjà amené à réaliser une centaine de recensements complémentaires à la demande des communes.

On a collationné les plans : ceux des mairies, de l'EDF, du cadastre surtout. L'exercice a dû démarrer très tôt, avant même 1989 dans la région parisienne en raison de sa population (« Recenser l'Île-de-France, c'est recenser la Belgique », dit M. Jacques Boudoul, chef du département de la démographie à

d'habitation. La troisième phase a été celle de la formation du personnel selon un dispositif en cascade. Dans chaque direction régionale de l'INSEE on a commencé, dans le courant de 1989, par constituer des équipes de conseillers techniques chargés à leur tour de former les délégués sur le terrain et les agents spécialisés : 400 au total à raison d'une vingtaine de personnes en moyenne, 75 pour la région parisienne. Dans cette dernière, les techniciens de l'observatoire économique régional ou du centre informatique sont venus renforcer



l'INSEE) et des transformations urbaines. « En 1982 nous ne disposions pas de bonnes bases et les plans n'étaient pas satisfaisants », estime M. Alain Bonnaud, chef du service de la production à la Direction régionale.

## Des équipes spécifiques

Ainsi, dans certaines villes on s'est aperçu après coup que des immeubles avaient été oubliés. Des oublis compensés, comme l'indique le Manuel du délégué de l'INSEE par des excès de zèle des mairies pour « rattraper » une baisse de la population, notamment par « la traque des résidences secondaires ». Ces cas, assez rares pour ne pas troubler les statistiques nationales ou départementales, persistent cependant quelques glissements locaux : ils devraient être débusqués cette fois-ci par comparaison avec les fichiers de la taxe

les effectifs. Si en principe les conseillers techniques sont recrutés parmi les cadres ou y trouve aussi des « commis », fonctionnaires de catégorie C qui ne sont pas les moins efficaces.

Il est vrai que, le chômage aidant, ceux-ci ont souvent fait plusieurs années d'études supérieures. En tout cas, à en croire les directeurs des Centres régionaux on n'a pas eu de mal à trouver des volontaires : « Pour des gens qui passent leur temps dans les chiffres à l'extérieur de la région, discuter avec les délégués et les municipalités, veiller à la bonne organisation du recensement, c'est un véritable changement de rythme. Sur tout c'est un contact précieux avec la réalité que recouvrent les statistiques », souligne M. Loïc Laurent, directeur du centre régional de Rennes.

Pour trouver les quelque 3 200 délégués, on a fait appel aux enquêteurs permanents de l'INSEE ou du ministère de l'Agriculture mais surtout les administrations et les services publics - éducation nationale, PTT, agriculture, défense ou SNCF - ont été sollicités pour fournir des listes de jeunes retraités. On a soumis aussi à l'Agence pour l'emploi des cadres (APEC), voire à l'ANPE le profil de ces postes temporaires rémunérés par l'INSEE 15 000 francs à 18 000 francs pour deux mois ou deux mois et demi mais compatibles avec les allocations de chômage.

Prospectés avant l'été 1989, sélectionnés à l'automne, ces délégués ont été formés en décembre ou début janvier par un stage d'une semaine, afin de pouvoir à leur tour prendre contact avec les municipalités, s'assurer que celles-ci avaient pris les dispositions nécessaires et former les « agents recenseurs » qu'elles ont recrutés. Une mise au point qui s'est achevée cette semaine.

Ce sont les mairies, en effet, légalement responsables de l'exécution du recensement, qui assurent le bout de la chaîne. Chargées de recruter les 100 000 agents recenseurs, elles ont aussi à informer les habitants et à rapporter à l'ordre les récalcitrants. Elles doivent, elles aussi, veiller à n'oublier personne, vérifier et classer les questionnaires recueillis et les renvoyer aux directions régionales de l'INSEE.

Ces tâches relativement lourdes obligent, dans les villes de plus de 10 000 habitants, à constituer des équipes spécifiques. Mais elles sont à la hauteur des informations attendues par les municipalités pour le réseau scolaire, les transports, les opérations d'urbanisme comme pour les politiques sociales. Cela n'empêche pas les retards dans le travail des documents.

En 1982 ce n'est que fin septembre que sont revenus les derniers questionnaires parisiens. Aussi a-t-on, cette fois, prévu un calendrier très strict qui s'achève le 22 mai pour les villes de plus de 20 000 habitants. Avec l'espoir que les décalages s'arrêteront avant l'été.

GUY HERZLICH

GINETTE DE MATHA

## Strictement confidentiel

Le recensement est obligatoire, en vertu de la loi, comme le précisent les documents distribués. C'est-à-dire qu'on doit y participer et répondre à toutes les questions, même si l'on considère l'une ou l'autre comme une intrusion dans la vie privée. Refuser est, en théorie, passible d'une amende de 100 francs, rarement appliquée, mais les mairies peuvent rappeler à l'ordre les récalcitrants.

En contrepartie, la confidentialité est garantie : les informations recueillies sur « la vie personnelle et familiale » ne peuvent être utilisées qu'à des fins statistiques et ne doivent pas servir à des décisions administratives, conformément à la loi de 1951, rappellent toutes les instructions et il est interdit de prendre copie des questionnaires.

Le maniement des documents par les municipalités soulève toujours des inquiétudes. En fait, dit un statisticien, « dans les petites communes, ils n'apprennent rien aux maires, et dans les grandes, le nombre rend les manipulations difficiles ».

En fait des précautions sont prises. L'INSEE ayant accepté de publier en priorité les tableaux exhaustifs intéressant les communes (sur les logements, le sexe, l'état matrimonial, la nationalité des habitants, le chômage, le lieu de travail, le statut et la situation professionnelle), la Commission nationale,

de l'informatique et des libertés s'interdit formellement toute saisie informatique directe par les municipalités. En 1982, neuf cent cinquante-six communes - mais réunissant plusieurs millions d'habitants - avaient été autorisées à « traiter » elles-mêmes les données. Avec un succès « mitigé », dit-on doucement à l'INSEE.

Autre précaution : les « rapporteurs » chargés par l'INSEE de « saisir » les données à l'exception des noms et adresses, ne connaissent pas l'avance-quelquefois 300 000 bulletins) ils vont recevoir, et doivent les renvoyer à l'INSEE aussitôt après traitement.

C'est sans doute le respect de ce secret qui a évité qu'en France il n'y ait comme dans d'autres pays, par exemple en RFA, une résistance aux recensements, au nom du respect de la vie privée, même dans les années 70, quand on dénonçait le « fichage informatique ».

Contrairement aux Pays-Bas, par exemple, il est vrai qu'il n'y a pas de déclaration obligatoire de domicile à la commune et de fichier. Aussi, cette année, la seule opposition collective déclarée au recensement est celle d'associations bretonnantes - dont l'influence demeure incertaine - qui réclament... des questions sur l'usage de la langue bretonne.

G. H.

## L'emploi dans la tête

L'INSEE a fait cette fois un gros effort pour moderniser ses questionnaires et les rendre compréhensibles par tous, avec l'aide de l'atelier graphique de l'imprimerie nationale, qui s'est inspiré de la nouvelle présentation des « feuilles de ménage » (si, si).

Principalement dix minutes doivent suffire pour remplir le bulletin individuel et la « feuille de logement ». Cet effort de lisibilité n'empêche pas quelques très discrètes plaisanteries à usage interne : ainsi donne-t-on comme exemple d'adresse pour le service militaire le camp de la Courvine dans la Creuse, où font leurs classes tous les polytechniciens qui sont les administrateurs de l'INSEE.

Les modifications apportées traduisent l'évolution des conditions de vie et celle du contexte économique et social on même temps que celle du langage. Le recensement de 1982 ayant mis en évidence l'amélioration du logement, on ne demande plus si le logement comporte une cuisine et possède l'eau courante, et l'on ne parle plus des « cabinets d'aisance », avec ou sans chasse d'eau... Dans une période où le mariage se démode, une précision sur le statut de l'union libre a été introduite dans la question touchant au « statut matrimonial légal » (qui remplace la « situation de famille »).

G. H.

## INDUSTRIE

A l'occasion de l'accord avec Volvo

**Le RPR demande que les salariés puissent avoir jusqu'à 10 % du capital de Renault**

Le RPR a souhaité, jeudi 1<sup>er</sup> mars, que le changement de statut de la régie Renault, rendu nécessaire par l'accord avec le groupe suédois Volvo, soit l'occasion d'offrir aux salariés la possibilité de détener jusqu'à 10 % du capital.

M. Philippe Auberger, secrétaire national chargé de la politique économique, a fait observer le « retournement complet de la position des socialistes » qui « avaient beaucoup critiqué les privatisations » du gouvernement Chirac. Il a regretté qu'il n'y ait pas eu « une évaluation claire » du groupe et que celle-ci a été faite à la fois confiée à une banque privée. (lire page 27, un portrait de M. Fehr G. Gyllenhammar, PDG de Volvo).

## EN BREF

■ Thomson va produire des tubes de télévision en Turquie. - Videocolor, filiale de Thomson Consumer Electronics, vient de conclure un accord de joint-venture avec Vestel, la société d'électronique turque (groupe britannique Folly Peck) pour produire des tubes couleurs plats de 51 cm en Turquie. Une filiale, Vescolor dont Videocolor détient 25 % du capital, sera chargée de construire et d'exploiter l'unité de fabrication.

■ Mme Zélia Cardoso nommée ministre de l'économie au Brésil. - Le président brésilien M. Fernando Collor a annoncé le jeudi 1<sup>er</sup> mars la nomination de Mme Zélia Maria Cardoso de Melo à la tête d'un super ministère englobant les finances, le plan, et une partie des attributions de l'actuel ministre de l'industrie et du commerce. Agée de trente-six ans, la nouvelle ministre a indiqué jeudi qu'elle entendait entreprendre une profonde réforme fiscale et administrative, une réforme du patrimoine de l'Etat fédéral, et une renégociation de la dette extérieure du Brésil.

## Bordeaux plus ou moins 200 000 habitants ?

BORDEAUX

de notre correspondant

« Nous enregistrerons les résultats du recensement avec satisfaction, quels qu'ils soient. Ce n'est pas le nombre qui compte pour conforter une image. Or Bordeaux, c'est le vin, ce sont des monuments, des musées et une mer ! » Adjoint au logement et à la démographie (une délégation créée en 1989), M. Jean Tourneille feint de mépriser les chiffres : une « simple opération comptable » ne ternira pas l'image de Bordeaux, « ville européenne de 650 000 habitants ». Car dès la campagne municipale de mars 1989, le maire, M. Jacques Chaban-Delmas, a développé l'idée du « grand Bordeaux », englobant les vingt-sept communes de la communauté urbaine.

Pourtant, il est de notoriété publique en Gironde que « Bordeaux représente le plus gros enjeu du recensement ». Pas seulement pour l'INSEE. En 1982, M. Jacques Chaban-Delmas régnait sur 211 197 administrés. Il n'a, depuis, sollicité aucun comptage intermédiaire. Cependant, une récente estimation, sur l'initiative de l'INSEE, évalue la population bordelaise à 198 000 habitants environ. A Bordeaux, 14 000 logements sont actuellement vacants. La politique d'incitation au retour des citadins, lancée par M. Jacques Chaban-Delmas, n'a pas encore porté ses fruits.

Descendre au-dessous du seuil de 200 000 habitants aurait cependant des incidences non négligeables sur le budget municipal, notamment une baisse de la dotation globale de fonctionnement, qui s'élevait pour 1989 à 363 667 956 F, soit 31,78 % du budget primitif. M. Tourneille le

reconnait, sans, dit-il, avoir fait des « calculs précis ».

Aussi la municipalité a organisé son recensement avec un soin méticuleux et porté une attention particulière à deux catégories de populations jugées plus « difficiles à saisir » : les étudiants et les étrangers. La méthode est simple : des agents recenseurs, recrutés parmi les étudiants, seront affectés aux quartiers à forte population étudiante. Même chose pour les étrangers : les chefs spirituels des trois plus importantes communautés vivant à Bordeaux (portugaise, maghrébine et turque) ont été associés au recrutement des agents recenseurs. De surcroît, un bus spécial sillonne les marchés des quartiers à forte population immigrée et l'on y distribue des tracts d'information en quatre langues.

## La place de Bordeaux

Dans les communes de banlieue, on se fait beaucoup moins prier pour évoquer l'enjeu financier du recensement : « Notre dotation globale augmentera d'environ 2 millions de francs, si nous franchissons le seuil des 100 000 habitants », estime M. Jean-Louis Moins, adjoint au maire d'Ambarès. Cette commune, au cœur de la presqu'île entre Garonne et Dordogne, désertée sur le plan de l'emploi, est riche d'une qualité de vie qui attire la population. Elle comptait 8 300 habitants en 1982. Un recensement complémentaire, en octobre 1988, l'a créditée d'une population de 10 500 habitants.

Le supplément de dotation qu'espère M. Moins permettrait, explique-t-il, de faire « pousser des écoles maternelles, de réaliser un restaurant scolaire et d'organiser

toutes les structures qui nous permettraient de devenir une vraie ville moyenne ».

En 1982, Pessac et Mérignac, voisines et rivales, s'étaient affrontées pour le titre de deuxième ville de Gironde. Mérignac l'avait emporté et devrait le conserver. Le nouveau maire de Pessac, le socialiste Alain Roussel, s'en a cure. Ce qu'il veut, c'est que sa commune, qui était en 1982 sur le fil des 30 000 habitants (30 343) reste au-dessus de ce seuil. Il garde l'œil sur son budget. « Mon prédécesseur, indique-t-il, avait lancé de grandes opérations immobilières, qui nous amèneront, à terme, 1 500 habitants supplémentaires. Mais il n'avait prévu ni crèches, ni transports en commun, ni voirie ».

M. Pierre Ducout, maire de Cestas, à 30 kilomètres de Bordeaux, au seuil de la bande girondine, n'est pas gourmand, lui : Cestas a grandi à toute allure entre 1968 et 1987, passant de 3 500 à 16 265 habitants. Les bureaux ont fait place aux cadres, aux employés et aux enseignants, séduits par le charme « villageois » de la commune. Les entreprises de haut niveau ont également afflué : IBM, Pioneer et Lectra-Systèmes. « Notre dotation globale de fonctionnement a augmenté dans des proportions non négligeables : plus de 600 000 F », explique M. Ducout.

Pour lui, l'intérêt du recensement est donc ailleurs. « Nous allons savoir si notre population vieillit et quel est le nombre moyen d'habitants par ménage. Nous adapterons alors notre politique et lancerons, s'il le faut, des programmes locaux pour accueillir des jeunes. Il est sage, en effet, de ne pas trop grandir mais regagner du terrain à notre image ».

GINETTE DE MATHA

صلى الله عليه وسلم



# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

### RFA-RDA le coût d'une OPA

Suite de la page 24

Les nouveaux arrivants contiennent cher en prestations sociales de tout genre (retraites, allocations chômage, aides à la formation et au logement...). Nombreux, ces arrivants risquent de déstabiliser le marché du travail ouest-allemand, en pesant sur les salaires et en gonflant la file des chômeurs. La RFA compte encore, malgré son excellent état économique, deux millions de sans-emploi. Enfin, leur apport de consommation risque d'accroître les tensions inflationnistes. L'économie ouest-allemande est déjà dans un état de « surchauffe ». Les dépenses de production sont utilisées à leur maximum (un taux de 90,5 % à la fin de décembre, le plus haut niveau depuis vingt ans). Les goulets d'étranglement menacent de se multiplier.

Bref, le ministère du travail qui a été plus qu'actif pour stopper l'émigration, il faut rapidement accroître le niveau de vie à l'Est, rapprocher de celui de l'Ouest. Les Allemands de l'Ouest sont prêts à aider leurs frères de l'Est, à condition qu'ils en tirent un parti avantageux. La fusion est la seule voie possible.

Pourtant, l'unification est, à terme, une chance pour l'Allemagne. Certains annoncent déjà, pour un futur proche, un nouveau Wirtschaftswunder (un miracle économique), faisant ainsi référence au réveil économique des années 1960. La économie aussi, l'union fait la force. La multiplication des mariages d'entreprises (Air France-UTA/Air Inter, Renault-Volvo, Daimler-Mercedes...) en est un signe. Tous les arguments utilisés en faveur du marché unique européen sont valables pour le marché germano-allemand.

L'Allemagne réunifiée — et ses entreprises — bénéficiera tout d'abord d'un effet de taille, d'économies d'échelle. La nouvelle force de frappe comptera près de 78 millions d'habitants (61 de l'Ouest et 16 de l'Est). L'effet de synergie, également attendu dans le cadre de l'Europe des douze, veut que le tout soit plus fort que la somme de ses parties. Il en ira de même pour la production. A court terme, la suppression de la RDA par la RFA augmentera la production de la RFA de 10 % à 15 %. Le PIB de la nouvelle Allemagne sera d'un

quart supérieur à celui de la France et pèsera environ le quart du PIB de l'ensemble de la CEE. Mais une fois réunies les deux économies renforceront leur dynamisme mutuel. Les entreprises ouest-allemandes comptent ainsi utiliser leurs partenaires et ex-allemands comme des marchés de l'Est. Le nouvel ensemble d'appareils sur un autre pays considérable (la Tchécoslovaquie, la Hongrie, les pays baltes...).

#### Un chemin mal balisé

Mais, avant l'union, il y a l'unification. Le chemin qui conduit à l'Allemagne réunifiée est mal balisé. Trois questions sont posées : quel va être le coût de cette opération ? Qui va le payer ? Comment l'union monétaire va-t-elle partager la charge entre l'Est et l'Ouest ?

Le prix de l'OPA ? Les chiffres les plus fous — et sans doute les plus faibles — circulent à ce sujet. La fourchette se situe entre 500 et 1.000 milliards de deutschemarks (1.700 à 4.700 milliards de francs), entre 1,3 et 3,4 fois le budget français. Une somme qui, même si elle était établie sur plusieurs années, n'en constituerait pas moins un montant gigantesque.

En fait, pour tenter d'apprécier ce prix, trois types de dépenses différentes peuvent être distingués dans les travaux des experts : les coûts directs, les coûts indirects et les coûts induits par la réunification. Première famille de coûts, ceux liés à la remise à niveau de l'économie de la RDA, à la reconstruction et à la modernisation des infrastructures (routes, rail, télécommunications, hôpitaux, écoles...) et des capacités de production (usines, laboratoires...). Rien que pour les routes et voies ferrées, les Allemands de l'Ouest estiment qu'il faudrait investir au moins 70 milliards de DM au cours des vingt prochaines années.

Au-delà, les économistes cherchent à apprécier les moyens nécessaires pour assurer le financement des décaissements de la RDA pendant la période de rattrapage des niveaux de productivité. Ce sont les coûts indirects. L'instaura-

tion d'une « économie sociale de marché » à l'Est provoquerait, par exemple, un chômage massif immédiat. Le nombre de sans-emploi, d'à peine 100 000 aujourd'hui, bondirait à 1,4 million (sur une population active totale de 9 millions). Pour éviter que l'émigration à l'Ouest, il faut leur assurer une allocation chômage décente. La facture : 10 milliards de DM par an.

La troisième catégorie de coûts est beaucoup plus délicate à évaluer. Mobilisés sur cette opération, les Allemands de l'Ouest vont être obligés de négliger d'autres tâches : ceux des nouvelles technologies ou du Pacifique par exemple. C'est un aspect sur lequel des personnalités aussi différentes que M. Jacques Attali, le conseiller du président de la République, et M. Anton-Erxen, secrétaire général de la commission économique du CNPF, insistent. Ils parlent, l'un et l'autre d'un « effet de diversion ». Difficile effectivement d'être sur tous les fronts à la fois !

Malaisé à évaluer, le prix de l'OPA est élevé. Qui va le payer ? La RFA ? Le « mark occidental », la Communauté européenne ? En Allemagne, où la question est posée (le magazine *Der Spiegel* s'interrogeait il y a peu de cette « coïncidence »), les milieux économiques sont relativement confiants. Ils s'appuient pour cela sur trois éléments. Tout d'abord, ils rappellent que la RFA est un pays riche. Elle dispose de réserves importantes d'une part, d'une capacité d'épargne gigantesque d'autre part. En 1989, la RFA a dégagé un excédent commercial record de 134,7 milliards de DM, supérieur à celui du Japon. Elle a aussi dégagé un énorme surplus de paiements courants. La RFA pourra ainsi, estiment-ils, réorienter facilement une partie de ses excédents vers l'Est : financer la reconstruction ex-allemande plutôt que le déficit budgétaire américain, par exemple.

Ensuite, ces experts — les proches du chancelier Kohl notamment — font valoir qu'il sera possible d'utiliser une partie du surplus de la croissance attendue pour les années à venir (ils comptent plus de 4 % en 1990) pour assurer le financement de cette OPA. A leurs yeux, les particuliers comme les entreprises sont prêts à investir massivement à l'Est. A condition que toutes les libertés soient rapidement accordées aussi bien aux hommes qu'aux capitaux.

Troisième élément enfin, ils insistent sur le fait que pour la RFA la reconstruction de la RDA n'est pas un coût, mais un investissement. La question est donc, à leurs yeux, davantage celle du ren-

dement de leur investissement que celle de son montant.

Il reste que l'Etat fédéral pourrait être appelé à financer une partie de l'opération. Un premier programme a d'ailleurs déjà été adopté à la mi-février. Là encore, de nombreux économistes, comme le New-Yorkais John Lipsky (de la banque d'affaires Salomon Brothers), sont optimistes. Les finances publiques ouest-allemandes peuvent sans grand dommage être mises à contribution. Les comptes du secteur public sont globalement équilibrés. Le déficit budgétaire est très faible (à peine 0,4 % du PIB). Faudra-t-il accroître les impôts, recourir à des grands emprunts d'Etat ou faire fonctionner la planche à billets. Très soucieuse d'éviter tout dérapage inflationniste, la Bundesbank, la banque centrale ouest-allemande, veille au grain. Les marchés financiers craignent que M. Fockel, président de la banque, ne soit obligé d'accepter des concessions en ce domaine, d'où leurs inquiétudes.

#### Un marché unique, une seule monnaie

Les débats autour de l'union monétaire et de ses modalités reflètent l'ensemble de ces interrogations. Les Allemands de l'Ouest ont proposé d'apporter leur « actif le plus fort », leur monnaie, le deutschemark, contre l'instauration d'une « économie sociale de marché » à l'Est. L'échange est inégal. Il signifie, de la part de la RDA, un abandon d'une partie de sa souveraineté nationale à la Bundesbank. En fait, on l'a vu, il est inégalement.

Dans cette opération, à quel taux le mark ouest-allemand sera-t-il échangé contre le deutschemark ? La question est essentielle. Le choix sera politique et traduira une certaine répartition de l'effort entre les Allemands de l'Ouest et ceux de l'Est. Il relève d'un « arbitrage entre la protection des revenus et de l'épargne à l'Est (qui inclurait à surbruler le mark est) et l'exigence de la stabilité monétaire à l'Ouest », explique Christian De Boissieu, professeur d'économie à l'université Paris-1.

Au moment de l'unification, demandera-t-on pour 1 deutschemark 1 mark est-allemand (le cours officiel), à trois marks de RDA, 8 ou 10 (le cours du marché noir) ? Depuis quarante ans, les Allemands de l'Est, faute d'avoir pu acheter des biens, ont réalisé d'énormes économies en marks Est. A la fin de 1989, il y avait placé dans les caisses d'épargne de la RDA 177 milliards d'économies.

Si la parité de un contre un était retenue, les Allemands de l'Est se retrouveraient brutalement avec un énorme pouvoir d'achat alors que l'offre correspondante n'existe pas. Le déséquilibre provoquerait immédiatement de très fortes pressions inflationnistes. Si le cours du deutschemark était fixé à 3 marks Est, les petits épargnants de RDA auraient le sentiment d'une brutale spoliation de leur épargne. Les experts du comité constitué par M. Kohl et M. Modrow comme ceux de la Bundesbank sont à la recherche d'une solution intermédiaire. Ils envisagent notamment de proposer que, si une partie de l'épargne des Allemands de l'Est peut rapidement être changée en deutschemark, à un taux intéressant, l'essentiel soit gelé, investi dans des actions d'entreprises privatisées ou utilisé pour l'achat de logements.

Le succès du nouveau couple allemand dépendra du comportement de chacun des époux. Dans quelle mesure les Allemands de l'Ouest accepteront-ils certains sacrifices : quelques impôts supplémentaires, une inflation un peu plus forte, une croissance de leur pouvoir d'achat provisoirement ralentie ? A quel rythme les Allemands de l'Est accepteront-ils leur retour au capitalisme, avec la nécessité de travailler davantage, le risque de perdre son emploi. Aujourd'hui, les Allemands de l'Est comme de l'Ouest, sont confiants. Ils ont retrouvé un défi pour lequel ils vont à nouveau pouvoir faire preuve de leur efficacité, avec des voisins qui se demandent s'ils seront capables de soutenir le rythme.

ERIK IZRAËLEWICZ

#### ÉNERGIE

M<sup>me</sup> Yvette Chassagne étudie l'approvisionnement pétrolier de la France. — M<sup>me</sup> Yvette Chassagne, ancienne présidente de l'UAP, vient d'être chargée par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, et M. Jacques Mellick, ministre de la mer, de présider une commission sur l'évolution des approvisionnements pétroliers de la France. Cette commission examinera la capacité de la flotte pétrolière française, les structures des importations d'hydrocarbures, les conditions de concurrence entre produits importés et raffinés en France, et proposera des modifications relatives aux conditions d'immatriculation des navires.

#### Pour la première fois depuis 1948

### Le gouvernement tchécoslovaque approuve la création d'entreprises privées

Deux des trois projets de loi relatifs à la libéralisation de l'activité économique attendus avec impatience en Tchécoslovaquie ont été approuvés par le gouvernement jeudi 1<sup>er</sup> mars, et devraient être discutés au Parlement à partir de la semaine prochaine.

Le premier autorise, pour la première fois depuis 1948, la constitution d'entreprises privées et de sociétés anonymes, sans limitation du nombre d'employés. Ces nouvelles entités doivent être placées sur un pied d'égalité avec les entreprises d'Etat, ce qui suppose l'adoption prochaine de nouvelles dispositions fiscales. Selon M. Václav Komárek, le vice-premier ministre en charge de l'économie, cette loi sur les entreprises privées permettra de nombreux créations d'emplois, notamment dans les domaines des services et du commerce. Selon le second projet de loi, les sociétés étrangères opérant

sur le territoire de la Tchécoslovaquie seront soumises au même traitement que les entreprises nationales. Un troisième projet de loi, qui concerne les entreprises d'Etat, n'a pu être présenté par le gouvernement en raison de désaccords sur l'ampleur et la rapidité des privatisations nécessaires.

Certains membres du gouvernement, ainsi que les syndicats, estiment que la plupart des entreprises d'Etat doivent conserver leur statut actuel. M. Karel Hensel, le président des syndicats tchécoslovaques, a dénoncé jeudi la forte augmentation du chômage, qui, selon lui, risque de toucher jusqu'à 500 000 personnes avant la fin de l'année. Les partisans des privatisations massives n'ont pas, quant à eux, déterminé qui sont les véritables détenteurs des entreprises d'Etat, et ne peuvent donc mettre au point le processus de cession de ces entreprises.

(Publié)

### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPÉEN

### MÉTRO DE MARSEILLE

Prolongement Castellane/La Timone et prestations sur ligne 1 et sur ligne 2  
Équipements courants forts et courants faibles

Service qui passe le marché : SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE, 44, avenue Alexandre-Dumas - 13008 MARSEILLE - Tél. : 91-23-25-25 - TÉLEX : METMARS 441370 F - Télécopie : 91-71-05-87.

Mode de passation : Appel d'offres ouvert.

Objet du marché :

Pour la partie courants faibles :  
● prolongement de Castellane à La Timone ;  
● adaptation et modernisation de la commande centralisée du métro.

Pour la partie courants forts :  
● prolongement de Castellane à La Timone.

L'appel d'offres comporte une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

Définition des lots techniques :

Le dossier se compose d'un dossier de pièces générales et de sept dossiers de lots techniques :

Lot n° 1 Signalisation et pilotage automatique sur Castellane/La Timone ;

Lot n° 2 Commande centralisée : énergie et traction sur Castellane/La Timone ; adaptation et modernisation de la commande centralisée du métro ;

Lot n° 3 Télécommunications et supervision sur Castellane/La Timone ; mise en place de systèmes d'interphonie, de vidéo et de gestion technique centralisée sur l'ensemble du métro ;

Lot n° 4 Informatique trafic et télétransmissions sur Castellane/La Timone et renouvellement des équipements de la ligne 1 ;

Lot n° 5 Haute tension : distribution 20 kv et systèmes associés sur Castellane/La Timone ;

Lot n° 6 Basse tension : distribution B.T. et éclairages sur Castellane/La Timone ;

Lot n° 7 Traction : poste de redressement et distribution 750 V C.C. sur Castellane/La Timone.

La tranche ferme porte sur l'ensemble des lots 1 à 7. La tranche conditionnelle ne porte que sur les lots 3 et 4.

Les candidats devront répondre sur un ou plusieurs lots pris isolément. Ils pourront en outre présenter certains regroupements de lots.

Délai global d'exécution : 28 mois.

Le règlement particulier d'appel d'offres sera remis gratuitement à partir du 1<sup>er</sup> mars 1990 à toute entreprise qui en fera la demande écrite.

Les dossiers d'appel d'offres comportant définition technique de la tranche ferme pourront être retirés à partir du 12 mars 1990 à 9 heures à l'adresse ci-dessus contre un cautionnement de 1 000 F par dossier de lot technique, en chèque qui sera restitué si l'offre est conforme au règlement particulier d'appel d'offres.

Le dossier général sera remis gratuitement à chaque soumissionnaire.

Les dossiers complémentaires comportant définition technique de la tranche conditionnelle seront retirés à partir du 19 mars à 9 h à l'adresse ci-dessus.

Les offres devront parvenir le 17 avril 1990 avant 12 heures à l'adresse ci-dessus et resteront valables pendant 180 jours. Elles seront entièrement rédigées en langue française.

Les soumissionnaires devront fournir tous les renseignements prévus à l'article 251 du code des marchés publics 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> alinéas.

Date d'envoi de l'avis d'appel d'offres à la publication : 23 février 1990.

## SOCIAL

### Le financement de la cessation d'activité à soixante ans

### Le gouvernement s'engage à verser 1 milliard de francs pour la retraite complémentaire

Le climat s'améliore, mais le jeu d'ombres autour du financement de la retraite à soixante ans se poursuit. Apparemment, le problème est réglé : comme on s'y attendait, le gouvernement accepte de verser un milliard de francs pour 1990 à l'Association pour la structure financière (ASF) chargée de compenser auprès des caisses de retraite complémentaire les incidences de l'abaissement de l'âge de la retraite. Or, n'est délégué à M. Paul Maréchal, président de la CFE-CGC, qui a affirmé jeudi 1<sup>er</sup> mars que « les engagements du gouvernement sont maintenant suffisamment solides ».

Les ambiguïtés demeurent. Le gouvernement et les partenaires sociaux se rencontreront jeudi ou vendredi prochain pour déterminer sous quelle forme ce milliard de francs sera attribué en 1990. Alors que le ministre des finances est fort prudent, M. Evia tient à entendre au plus vite la haute de gauche avec les syndicats à quelques jours du congrès de Rennes du Parti socialiste. Afin de compenser les coûts de trésorerie, le calendrier des versements et des retours de recettes de l'ASF pourrait être modifié et l'Etat pourrait accélérer la façon dont il verse aux régimes complémentaires

les points de retraite des bénéficiaires de ces prestations chômage et FNE (reçu jeudi au ministère de la solidarité, la CFTD y est hostile). A moins que, plus simplement, une subvention ne soit directement accordée à cette proposition. Enfin, patronat et syndicats se retrouveront jeudi après-midi pour se prononcer sur la réduction de 2 points à 1,5 point au 1<sup>er</sup> avril de la cotisation UNEDIC (assurance-chômage) qui permet de financer l'ASF. Pour la CFTD, il est préférable de laisser les choses en l'état jusqu'à la fin 1990.

J.-M. N.

### Pour riposter au projet Soisson

### Le CNPF multiplie les propositions sur le travail temporaire

Engagé le 5 février pour riposter au projet de loi déposé par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, les négociations entre partenaires sociaux sur le travail temporaire se sont poursuivies le 1<sup>er</sup> mars avec un premier examen des propositions du CNPF.

Rarement, le texte patronal a été aussi long et détaillé (12 pages et 36 articles). Un exemple : douze cas de recours à l'interim et au contrat à durée déterminée sont répertoriés quand la législation en vigueur en retient seulement quatre. Et le texte est à l'avant-garde, comme si le luxe de précautions avait pour objectif de servir d'exemple à l'usage ou de multiplier les embûches.

Au sein du patronat, plusieurs voix s'élèvent d'ailleurs contre la démarche : est-elle considérée comme un moindre mal l'application du projet gouvernemental. Ce qui justifierait l'attitude de plus en plus prudente de M. Jean-Louis

Giral. Le président de la commission sociale du CNPF, en effet, ainsi qu'il l'a répété en sortant de la séance, reconnaît qu'il s'est lancé dans « une négociation difficile ». « Si nous ne pouvons arriver à un accord, nous n'y arriverons pas », a-t-il déclaré, fataliste.

Un peu déconcentrés, les organisations syndicales s'agitent toutes qu'elles ont affaire à un « flot » de propositions, auxquelles il faudra répondre par un « marabout » de discussions. Si la COTC est totalement opposée, les autres sont très dubitatives, voire méfiantes. La CFTD, FO, CFTC et le CGC parlent de « divergences », de « points d'achoppement » ou de « besoins » de faire simple, applicable, contrôlable. Chacun attend ce que le prochain rendez-vous, fixé au 15 mars, soit tendu.

A. Le

### Une grève des pilotes de ligne est annoncée pour le 7 mars

Le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et le syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (SNPNAC) appellent l'ensemble des pilotes des compagnies françaises à faire grève, le mercredi 7 mars, de 00 h 01 à 23 h 59. Ils exigent, par ce mouvement, la suppression de la formation française des pilotes de ligne et contre la multiplication des dérogations accordées à des pilotes étrangers non titulaires des licences requises.

En effet, pour pallier la pénurie de pilotes, la direction de l'aviation civile a validé des licences étrangères pour permettre à des pilotes tunisiens, belges ou britanniques de voler sur les avions d'Air France ou d'UTA.

Les syndicats estiment que, depuis le mois de juillet 1989, le nombre de ces dérogations est passé de 60 à 584 sur les 3 000 pilotes exerçant en France.

## EN BREF

### Grand aux îles

Thomson va prendre en charge la gestion de l'aéroport de Grand-Air, à l'île de la Réunion. Le contrat a été signé jeudi 1<sup>er</sup> mars.

### Un nouveau ministre

Le ministre de l'Industrie, M. Jacques Mellick, a été nommé jeudi 1<sup>er</sup> mars. Il succède à M. Roger Fauroux.

### Un nouveau ministre

Le ministre de l'Industrie, M. Jacques Mellick, a été nommé jeudi 1<sup>er</sup> mars. Il succède à M. Roger Fauroux.

### Un nouveau ministre

Le ministre de l'Industrie, M. Jacques Mellick, a été nommé jeudi 1<sup>er</sup> mars. Il succède à M. Roger Fauroux.











1000



# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 1<sup>er</sup> MARS

Cours relevés à 17 h 38

Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
2502	C.A.E. 3%	3895	3895	3895	0	2502	C.A.E. 3%	3895	3895	3895	0	2502	C.A.E. 3%	3895	3895	3895	0	2502	C.A.E. 3%	3895	3895	3895	0
1001	B.N.P. T.P.	1053	1053	1053	0	1001	B.N.P. T.P.	1053	1053	1053	0	1001	B.N.P. T.P.	1053	1053	1053	0	1001	B.N.P. T.P.	1053	1053	1053	0
1225	C.C.F. T.P.	1225	1225	1225	0	1225	C.C.F. T.P.	1225	1225	1225	0	1225	C.C.F. T.P.	1225	1225	1225	0	1225	C.C.F. T.P.	1225	1225	1225	0
1046	Créd. Lyonn. T.P.	1046	1046	1046	0	1046	Créd. Lyonn. T.P.	1046	1046	1046	0	1046	Créd. Lyonn. T.P.	1046	1046	1046	0	1046	Créd. Lyonn. T.P.	1046	1046	1046	0
1880	Paribas T.P.	1880	1880	1880	0	1880	Paribas T.P.	1880	1880	1880	0	1880	Paribas T.P.	1880	1880	1880	0	1880	Paribas T.P.	1880	1880	1880	0
2044	Créd. Indus. T.P.	2044	2044	2044	0	2044	Créd. Indus. T.P.	2044	2044	2044	0	2044	Créd. Indus. T.P.	2044	2044	2044	0	2044	Créd. Indus. T.P.	2044	2044	2044	0
1180	Thomson T.P.	1180	1180	1180	0	1180	Thomson T.P.	1180	1180	1180	0	1180	Thomson T.P.	1180	1180	1180	0	1180	Thomson T.P.	1180	1180	1180	0
946	Air Liquide	946	946	946	0	946	Air Liquide	946	946	946	0	946	Air Liquide	946	946	946	0	946	Air Liquide	946	946	946	0
510	Alc. Supram	510	510	510	0	510	Alc. Supram	510	510	510	0	510	Alc. Supram	510	510	510	0	510	Alc. Supram	510	510	510	0
3100	ALLP.T.	3100	3100	3100	0	3100	ALLP.T.	3100	3100	3100	0	3100	ALLP.T.	3100	3100	3100	0	3100	ALLP.T.	3100	3100	3100	0
2502	Agenc. Priv.	2502	2502	2502	0	2502	Agenc. Priv.	2502	2502	2502	0	2502	Agenc. Priv.	2502	2502	2502	0	2502	Agenc. Priv.	2502	2502	2502	0
616	Amstel-Paris	616	616	616	0	616	Amstel-Paris	616	616	616	0	616	Amstel-Paris	616	616	616	0	616	Amstel-Paris	616	616	616	0
575	Aut. Europ.	575	575	575	0	575	Aut. Europ.	575	575	575	0	575	Aut. Europ.	575	575	575	0	575	Aut. Europ.	575	575	575	0
300	Aut. Europ.	300	300	300	0	300	Aut. Europ.	300	300	300	0	300	Aut. Europ.	300	300	300	0	300	Aut. Europ.	300	300	300	0
340	B.A.P.F.	340	340	340	0	340	B.A.P.F.	340	340	340	0	340	B.A.P.F.	340	340	340	0	340	B.A.P.F.	340	340	340	0
325	Bell-Industrie	325	325	325	0	325	Bell-Industrie	325	325	325	0	325	Bell-Industrie	325	325	325	0	325	Bell-Industrie	325	325	325	0
420	B.N.P. C.I.	420	420	420	0	420	B.N.P. C.I.	420	420	420	0	420	B.N.P. C.I.	420	420	420	0	420	B.N.P. C.I.	420	420	420	0
886	Bell-Industrie	886	886	886	0	886	Bell-Industrie	886	886	886	0	886	Bell-Industrie	886	886	886	0	886	Bell-Industrie	886	886	886	0
730	Bell-Industrie	730	730	730	0	730	Bell-Industrie	730	730	730	0	730	Bell-Industrie	730	730	730	0	730	Bell-Industrie	730	730	730	0
1410	Bell-Industrie	1410	1410	1410	0	1410	Bell-Industrie	1410	1410	1410	0	1410	Bell-Industrie	1410	1410	1410	0	1410	Bell-Industrie	1410	1410	1410	0
960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0	960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0	960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0	960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0
960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0	960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0	960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0	960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0
570	B.N.P. C.I.	570	570	570	0	570	B.N.P. C.I.	570	570	570	0	570	B.N.P. C.I.	570	570	570	0	570	B.N.P. C.I.	570	570	570	0
2502	B.N.P. C.I.	2502	2502	2502	0	2502	B.N.P. C.I.	2502	2502	2502	0	2502	B.N.P. C.I.	2502	2502	2502	0	2502	B.N.P. C.I.	2502	2502	2502	0
1000	B.N.P. C.I.	1000	1000	1000	0	1000	B.N.P. C.I.	1000	1000	1000	0	1000	B.N.P. C.I.	1000	1000	1000	0	1000	B.N.P. C.I.	1000	1000	1000	0
580	B.N.P. C.I.	580	580	580	0	580	B.N.P. C.I.	580	580	580	0	580	B.N.P. C.I.	580	580	580	0	580	B.N.P. C.I.	580	580	580	0
176	B.N.P. C.I.	176	176	176	0	176	B.N.P. C.I.	176	176	176	0	176	B.N.P. C.I.	176	176	176	0	176	B.N.P. C.I.	176	176	176	0
810	B.N.P. C.I.	810	810	810	0	810	B.N.P. C.I.	810	810	810	0	810	B.N.P. C.I.	810	810	810	0	810	B.N.P. C.I.	810	810	810	0
430	B.N.P. C.I.	430	430	430	0	430	B.N.P. C.I.	430	430	430	0	430	B.N.P. C.I.	430	430	430	0	430	B.N.P. C.I.	430	430	430	0
3100	B.N.P. C.I.	3100	3100	3100	0	3100	B.N.P. C.I.	3100	3100	3100	0	3100	B.N.P. C.I.	3100	3100	3100	0	3100	B.N.P. C.I.	3100	3100	3100	0
180	B.N.P. C.I.	180	180	180	0	180	B.N.P. C.I.	180	180	180	0	180	B.N.P. C.I.	180	180	180	0	180	B.N.P. C.I.	180	180	180	0
120	B.N.P. C.I.	120	120	120	0	120	B.N.P. C.I.	120	120	120	0	120	B.N.P. C.I.	120	120	120	0	120	B.N.P. C.I.	120	120	120	0
960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0	960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0	960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0	960	B.N.P. C.I.	960	960	960	0
180	B.N.P. C.I.	180	180	180	0	180	B.N.P. C.I.	180	180	180	0	180	B.N.P. C.I.	180	180	180	0	180	B.N.P. C.I.	180	180	180	0
656	B.N.P. C.I.	656	656	656	0	656	B.N.P. C.I.	656	656	656	0	656	B.N.P. C.I.	656	656	656	0	656	B.N.P. C.I.	656	656	656	0
248	B.N.P. C.I.	248	248	248	0	248	B.N.P. C.I.	248	248	248	0	248	B.N.P. C.I.	248	248	248	0	248	B.N.P. C.I.	248	248	248	0
566	B.N.P. C.I.	566	566	566	0	566	B.N.P. C.I.	566	566	566	0	566	B.N.P. C.I.	566	566	566	0	566	B.N.P. C.I.	566	566	566	0
408	B.N.P. C.I.	408	408	408	0	408	B.N.P. C.I.	408	408	408	0	408	B.N.P. C.I.	408	408	408	0	408	B.N.P. C.I.	408	408	408	0
536	B.N.P. C.I.	536	536	536	0	536	B.N.P. C.I.	536	536	536	0	536	B.N.P. C.I.	536	536	536	0	536	B.N.P. C.I.	536	536	536	0
680	B.N.P. C.I.	680	680	680	0	680	B.N.P. C.I.	680	680	680	0	680	B.N.P. C.I.	680	680	680	0	680	B.N.P. C.I.	680	680	680	0
940	B.N.P. C.I.	940	940	940	0	940	B.N.P. C.I.	940	940	940	0	940	B.N.P. C.I.	940	940	940	0	940	B.N.P. C.I.	940	940	940	0
1520	B.N.P. C.I.	1520	1520	1520	0	1520	B.N.P. C.I.	1520	1520	1520	0	1520	B.N.P. C.I.	1520	1520	1520	0	1520	B.N.P. C.I.	1520	1520	1520	0
1180	B.N.P. C.I.	1180	1180	1180	0	1180	B.N.P. C.I.	1180	1180	1180	0	1180	B.N.P. C.I.	1180	1180	1180	0	1180	B.N.P. C.I.	1180	1180	1180	0
770	B.N.P. C.I.	770	770	770	0	770	B.N.P. C.I.	770	770	770	0	770	B.N.P. C.I.	770	770	770	0	770	B.N.P. C.I.	770	770	770	0
1200	B.N.P. C.I.	1200	1200	1200	0	1200	B.N.P. C.I.	1200	1200	1200	0	1200	B.N.P. C.I.	1200	1200	1200	0	1200	B.N.P. C.I.	1200	1200	1200	0
700	B.N.P. C.I.	700	700	700	0	700	B.N.P. C.I.	700	700	700	0	700	B.N.P. C.I.	700	700	700	0	700	B.N.P. C.I.	700	700	700	0
186	B.N.P. C.I.	186	186	186	0	186	B.N.P. C.I.	186	186	186	0	186	B.N.P. C.I.	186	186	186	0	186	B.N.P. C.I.	186	186	186	0
1180	B.N.P. C.I.	1180	1180	1180	0	1180	B.N.P. C.I.	1180	1180	1180	0	1180	B.N.P. C.I.	1180	1180	1180	0	1180	B.N.P. C.I.	1180	1180	1180	0
470	B.N.P. C.I.	470	470	470	0	470	B.N.P. C.I.	470	470	470	0	470	B.N.P. C.I.	470	470	470	0	470	B.N.P. C.I.	470	470	470	0
686	B.N.P. C.I.	686	686	686	0	686	B.N.P. C.I.	686	686	686	0	686	B.N.P. C.I.	686	686	686	0	686	B.N.P. C.I.	686	686	686	0
280	B.N.P. C.I.	280	280	280	0	280	B.N.P. C.I.	280	280	280	0	280	B.N.P. C.I.	280	280	280	0	280	B.N.P. C.I.	280	280	280	0
870	B.N.P. C.I.	870	870	870	0	870	B.N.P. C.I.	870	870	870	0	870	B.N.P. C.I.	870	870	870	0	870	B.N.P. C.I.	870	870	870	0
380	B.N.P. C.I.	380	380	380	0	380	B.N.P. C.I.	380	380	380	0	380	B.N.P. C.I.	380	380	380	0	380	B.N.P. C.I.	380	380	380	0

### Comptant (sélection)

### SICAV (sélection)

### 1/3

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Embréas Fraiss Ind.	Rachet net	VALEURS	Embréas Fraiss Ind.	Rachet net
Obligations																	
Emp. 100 % 77	117 20	8 798	C.I. Machine	801	191	Magnolia Uniper	181	199 30	A.A.A.	1077 85	1051 80	France-Indes Scov	109 95	1027 03	Paribas Reunis	88 97	88 08
9,80 % 78/93	98 25	5 228	Citroen RS	2940	2940	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % 78/94	98 72	5 287	Citroen RS	2940	2940	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
12,25 % 80/90	100 88	8 838	Cofin	361 20	171 20	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
15 % juin 82	101 30	11 616	Cofin	361 20	171 20	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
14,50 % fin. 83	105 02	8 320	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
12,40 % oct. 83	106 40	2 870	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
12,20 % oct. 84	105 02	4 870	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
11 % fin. 85	105 02	5 261	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
12,50 % fin. 86	98 19	8 616	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 87	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 88	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 89	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 90	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 91	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 92	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 93	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 94	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 95	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 96	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 97	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 98	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 99	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 00	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 01	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 02	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 03	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 04	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 05	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 06	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 07	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 08	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 09	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 10	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 11	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 12	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 13	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 14	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 15	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 16	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 17	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 18	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 19	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 20	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 21	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 22	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 23	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 24	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 25	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 26	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 27	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 28	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 29	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 30	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 31	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 32	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 33	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 34	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 35	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 36	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 37	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 38	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 39	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 40	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 41	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 42	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 43	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 44	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 45	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51
10,50 % fin. 46	98 72	2 116	Compex	740	240	Magnolia S.A.	262		Action France	230 05	223 90	France-Oligations	457 70	453 28	Paribas Reunis	160 04	176 51



## M. Chevènement considère M. Le Pen « comme l'assassin qui rôde sur les lieux de son crime »

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a déclaré jeudi 1<sup>er</sup> mars, sur Radio-Shalom, qu'il voyait M. Jean-Marie Le Pen « comme l'assassin qui rôde sur les lieux de son crime, ou bien qui se tient à la cérémonie funéraire quand on enterre ses victimes ».

« On le voit constamment revenir sur cette affaire du détail. Il y a là quelque chose de profondément morbide. A mon avis, ça relève plutôt de la pathologie », a ajouté le ministre de la défense.

M. Le Pen avait déclaré, le 26 février, à Sarcelles, lors d'un meeting électoral, que les chambres à gaz étaient « un détail » de l'histoire de la deuxième guerre mondiale, comme Hiroshima est un détail de l'histoire aérienne de la guerre.

M. Yvon Briant, président du CNI, a estimé pour sa part, jeudi 1<sup>er</sup> mars à Montpellier, que M. Le Pen est « un détail dont il faut s'effrayer absolument ». Il a ajouté que le président du Front national « pouvait parfois de bonnes questions, mais n'était pas capable d'y apporter de réponses ».

M. Le Pen a répondu, jeudi 1<sup>er</sup> mars, à M. Jack Lang, ministre de la culture, qui avait déclaré, le 28 février, à Sarcelles, que M. Le

Pen était « un homme qui se met hors la loi en pactisant avec des mouvements nazis ou para-nazis ». « M. Lang et ses amis politiques pactisent depuis longtemps avec les communistes dont le régime s'est avéré le plus criminel de l'histoire », a déclaré M. Le Pen, qui a récusé l'« accusation diffamatoire et grotesque » de M. Lang.

## M. Soisson veut lancer un nouveau mouvement politique baptisé « France unie »

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, annonce, dans une interview à Libération du vendredi 2 mars, son désir de créer un nouveau mouvement politique, France unie, qui, précise-t-il, « ne sera pas un parti ».

Ce mouvement, indique-toutefois l'ancien député UDF-PR de l'Yonne, « participera aux prochaines échéances électorales régionales et législatives dans le cadre des orientations définies par le président de la République ». M. Soisson estime que le « socle » de ce

## Fêture au sein de la majorité municipale A Marseille, l'adjoint à la communication se démet de sa délégation

MARSEILLE

M. Patrick Senior, adjoint au maire de Marseille, chargé de la Communication, s'est démis volontairement de sa délégation, jeudi 1<sup>er</sup> mars. Jeune publicitaire, directeur conseil en stratégie au sein du groupe Roux-Séguela et

benjamin du conseil municipal, il a indiqué qu'il faisait un « constat d'échec. Je me suis beaucoup investi dans mes fonctions, mais la plupart du temps on n'a pas tenu compte de mes propositions ». De son côté, M. Robert Vigouroux, sénateur (app. PS) et maire de Marseille, a publié un bref communiqué dans lequel il précise qu'il a « demandé à M. Patrick Senior de choisir entre sa participation au conseil de communication de la ville de Marseille et certains engagements acquis de sa vie professionnelle de publicitaire. Ceci pourrait, en effet, induire une forme d'ingérence. J'ai enregistré son choix ».

M. Senior a vivement réagi à cette mise au point. « C'est une réponse basse », a-t-il déclaré. « Lorsque j'ai reçu ma délégation j'étais déjà, que je sache, publicitaire. L'accusation d'ingérence portée par M. Vigouroux, qui ne m'a jamais rien demandé, a un caractère insupportable ». M. Senior avait été l'un des fondateurs, en mars 1988, des Comités Vigouroux pour l'avenir de Marseille. Il avait créé, l'an dernier, le club Rénouer Marseille qui regroupe treize adjoints et conseillers municipaux. Sa décision de rendre sa délégation est la première fêture apparue au sein de la majorité municipale.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Chantage

« A, j'en reviens pas ! Un président de la République qui se fout en grève ! Et pas n'importe quelle grève, la grève de la faim. Pour protester contre le chômage et la pauvreté au Panama. Et où il le fait, son shérif, histoire de prouver que c'est pas de la frime ? En plein milieu de la cathédrale ! Pas question que je continue à m'empiffrer dans mon palais pendant que mes concitoyens racient des gamelles vides. Tout ça parce que les Américains chipotent sur l'aide promise à son pays. »

C'est une idée géniale, non ? Je me demande ce qu'il attend, mon Mimi, pour aller camper à Notre-Dame : Tant que mon Fafa chéri sera pas nommé à la tête du PS, je toucherai plus un morceau de foin gras. Gorby, pareil ! Si vous ne me couronnez pas par-dessus toutes les Russies en m'accordant les pleins pouvoirs le 12 mars, je laisse ma vodka au Kremlin et je vais affiler de l'eau bénite à Saint-Basile. Remarque, ça, j'y crois pas trop. Réflexe — vous savez qu'il appelle mon général ! — Raissez-moi le bois ! Où tu vas, là ? C'est pas en t'agenouillant sur un prie-Dieu que tu vas

monter sur un trône. Et puis, d'abord, c'est contraire à ma religion. Ça, c'est pas le cas de Félix. Félix, qui ? Ben, Houphouët-Boigny. Un bon catho, lui. Même qu'il a fait construire une immense basilique modèle Saint-Pierre de Rome à Yamoussoukro. Mais non, c'est plus Abdou, le capitaliste de la Côte-d'Ivoire, c'est son village natal. Il s'y installe. Il planque un régime de barbares sous l'autel et il prévient les étudiants : Ou vous cessez de manifester ou je casse de m'alméner. Ça pourrait peut-être marcher. C'est un peu risqué, imaginez que Bongo se hasarde à quitter son château fort de Libreville et se serait ostensiblement la ceinture et que les Congolais le prennent au mot : Grève ? Ok, grève !

Par contre, suffirait que l'adorable, la confortante Barbara Bush m'encaisse de fondre à vue d'œil si les Etats-Unis ne portent pas immédiatement secours au Panama pour que, dans les vingt-quatre heures, le président Endara l'invite à trinquer à leur foudroyante victoire. En politique, la seule rime à chantage, c'est sondage.

## L'ESSENTIEL

« Prière pour Saint-Samir », par Michel Parent, « Que les aveugles voient », par Christian Bonnet, « La CED enfin », par Jean-Paul Pigeasse

« L'unification de l'Allemagne et le problème des frontières », par M. Robert Herant

« Les combats entre chrétiens au Liban », par M. Robert Herant

« Les débats au sein du RPR », par M. Robert Herant

« La préparation du congrès du PS », par M. Robert Herant

« Le mauvais temps en France et en Europe », par M. Robert Herant

« Le journal d'un amateur », par Philippe Boucher

« Fichiers de la police et de la justice », par M. Robert Herant

« Nouveau contrat pour Arianeespace », par M. Robert Herant

« La grande messe des Césars », par M. Robert Herant

« Pierre Boulez en URSS », par M. Robert Herant

Intercontemporain, venu présenter dix œuvres inédites dans le pays

Cripure, le triomphe du petit professeur

Un grand rôle de Marcel Maréchal, celui d'un prof de philo surnommé Cripure, le personnage du Sang noir, de Louis Guilloux

Fun en Pologne

M. Robert Herant crée avec d'anciens animateurs de Solidarnosc la première radio privée polonaise

Syndicats agricoles

Le gouvernement reconnaît la représentativité d'une organisation concurrente de la FNSEA et du CNJA

La réorganisation de Philips

Des bénéfices en augmentation de 30 %

Libéralisation en Tchécoslovaquie

Le gouvernement autorise la création d'entreprises privées

Retraite à 60 ans

L'Etat versera 1 milliard de francs aux régimes complémentaires

Automobile

Forta concurrence des marques étrangères sur le marché français

Un portrait du patron de Volvo

SANS VISA

Sables du Soudan • La table • Jeux

Services

Abonnements • 27

Annuaire classés • 26

Carnet • 21

Jeux • 16

Loto • 18

Marchés financiers • 28-29

Météorologie • 21

Philatélie • 21

Radio-Télévision • 20

Spectacles • 19

La télématique du Monde • 3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 mars a été tiré à 530 292 exemplaires

## Poursuite de la polémique sur les excès de vitesse

### Une mesure précipitée

Qu'elle est difficile à expliquer la réforme de la répression des excès de vitesse ! M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, n'en finit pas d'en préciser les modalités, tant la distinction introduite entre les « petits » et les « grands » excès de vitesse a soulevé de polémiques (le Monde du 27 février).

Les uns estiment qu'en réservant le retrait du permis de conduire aux conducteurs ayant dépassé de plus de 20 km/h la vitesse limite en agglomération et de plus de 30 km/h sur autoroute, le gouvernement fait preuve d'un laxisme irresponsable ; d'autres, plus proches du Parti socialiste, s'indignent que les « petits » excès de vitesse puissent faire l'objet d'une amende forfaitaire et concluent que cette mesure est un véritable permis de tuer pour « les riches » qui risquent seulement une amende de 600 F s'ils roulent à 160 km/h sur autoroute, par exemple.

On est tout ébahi, dans l'entourage de M. Delebarre de ce tintamarre à propos d'une mesure de clarification décidée à l'automne 1988. On souligne que sur le million de procès-verbaux dressés, chaque année, pour excès de vitesse, 60 % sont classés sans suite parce que les juges surchargés préfèrent réserver les foudres de la répression

aux cas les plus périlleux. Une circulaire de 1988 avait même enjoint aux préfets de ne pas sévir administrativement en dessous d'un excès de vitesse de 20 km. Avec la nouvelle réglementation, plus personne ne pourra échapper à la sanction, précise-t-on.

« Nous mettons fin à un système hypocrite qui brandissait des menaces très sévères et qui n'avait pas les moyens de les mettre en application. Désormais, les infractions les plus légères à la limitation de vitesse seront passibles d'une amende forfaitaire de 600 F si elle est acquittée sur-le-champ ou d'une amende de 900 F si elle est acquittée dans les trente jours et de 2 500 F au-delà. Il faut bien inciter les contrevenants à se plier à la formule qui complice le moins le travail de l'administration. Ceux qui rouleront à plus de 80 km/h en ville ou à plus de 160 km/h sur autoroute ne couperont plus au retrait de permis de conduire. »

La leçon de cette cacophonie est que, dans le domaine de la répression de la délinquance routière, ce sujet si sensible, il faut, au-delà des effets d'annonce, faire vis-à-vis du public un gros effort de pédagogie et de communication.

AL. F.

## Dans un entretien à « l'Express »

### Le PDG d'A 2-FR 3 demande une révision des cahiers des charges

Le président commun d'Antenne 2 et FR 3, M. Philippe Guillaume, souhaite, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire « l'Express », une révision du cahier des charges des deux chaînes publiques. « Trop de contraintes s'y superposent », déplore le PDG, en citant l'exemple des retransmissions des débats parlementaires sur FR 3, chargée par ailleurs de « privilégier les émissions pour la jeunesse ». Ou bien encore l'obligation faite à FR 3 de reprendre les programmes de la SEPT, le samedi. M. Guillaume espère que cette expérience cessera en décembre prochain.

Le super-PDG évoque également le manque de ressources des

deux chaînes publiques. « Nos budgets sont insuffisants, dit-il, et, en plus, la concurrence est féroce. » « Voyez la publicité, ajoute-t-il, les chaînes publiques ne disposent ni du même nombre d'écrans ni, en outre, les trois jours, de 900 F si elle est acquittée dans les trente jours et de 2 500 F au-delà. Il faut bien inciter les contrevenants à se plier à la formule qui complice le moins le travail de l'administration. Ceux qui rouleront à plus de 80 km/h en ville ou à plus de 160 km/h sur autoroute ne couperont plus au retrait de permis de conduire. »

La leçon de cette cacophonie est que, dans le domaine de la répression de la délinquance routière, ce sujet si sensible, il faut, au-delà des effets d'annonce, faire vis-à-vis du public un gros effort de pédagogie et de communication.



## BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 mars

Hésitant

Après son dernier repli, la Bourse de Paris s'est un peu redressée vendredi matin, mais de façon assez hésitante quand même. Vers 11 heures, l'indice CAC-40 enregistrerait une très modeste avance de 0,11 % à l'issue d'un effritement initial (-0,05 %).

M. Jean-Pierre Soisson invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », diffusée 4 mars de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien député UDF de l'Yonne, qui est l'un des animateurs de l'Association des démocrates regroupant les ministres socialistes, répondra aux questions d'Alain Pigeasse et d'Alain Lebeaud du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et de Jeanne Perrinon de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

## MODE, SOYONS « RÉALISTES » !

Le luxe au prix du luxe, c'est inabordable... Le luxe aux prix Rodin, vous pouvez vous le permettre. Ça qui est (entre nous) un sérieux avantage ! Mais soyons précis : Le mode, depuis 30 F le mètre et parfois moins encore. Le luxe, depuis 30 F le mètre, ou plus, si vous le souhaitez vraiment.

Chaque mètre Rodin est une invitation au plaisir de s'habiller.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**DU 1<sup>er</sup> AU 29 MARS**

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE MOTS CROISÉS**

**DU NOUVEL OBSERVATEUR**

**1<sup>er</sup> PRIX UN CHEQUE DE 100 000 F ET 1000 AUTRES PRIX A GAGNER !**

**NE MANQUEZ PAS CETTE SEMAINE**

**le nouvel Observateur**

سكنا من الامم